



## SEANCE ORDINAIRE DU 25 JUILLET 2013

\*\*\*\*\*

### Procès-Verbal

L'an deux mille treize et le vingt-cinq juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

#### Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, M. H. MARTIN, M. J. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, M. R. REVOL, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, M. B. FLACHER suppléant de M. T. AUFRANC, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL, M. M. GINER suppléant de M. R. CAIZERGUES, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

#### Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme S. BONIFACE-PASCAL à M. M. DELAFOSSE, Mme J. CLAVERIE à M. R. MAILHE, Mme P. DANAN à M. J. TOUCHON, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. S. FLEURENCE à M. L. POUGET, Mme H. MANDROUX à Mme S. BLANPIED, M. C. MEUNIER à M. E. PASTOR, Mme H. QVISTGAARD à M. P. SAUREL, Mme D. SANTONJA à M. T. BREYSSE, Mme R. SOUCHE à Mme C. FOURTEAU, M. P. VIGNAL à M. J. MARTIN.

#### Absent(es):

Mme C. LABROUSSE, M. P. THINES

### **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 128 affaires.

Monsieur le Président propose les modifications suivantes :

Affaire n°14 : Négociation de l'allongement de la phase de mobilisation de l'emprunt

Finances – Contrats de financement avec la Banque Européenne d'Investissement – Autorisation de signature

Depuis l'envoi du pré-rapport, il a été négocié un allongement de la phase de mobilisation de l'emprunt à 2 ans au lieu de 1 an, à partir de la date de signature de l'emprunt. Cela apporte plus de souplesse dans la gestion de l'emprunt et permet une gestion plus fine de l'encours

Affaire n°29 : modification du titre

Culture, Enseignements Artistiques - Transports, Gestion des Temps SDITT - Dispositif expérimental d'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires du primaire - Dispositif expérimental de soutien de projets culturels des jeunes âgés de 11 à 17 ans - Autorisation de signature

Affaire n°61 : modifications afin d'intégrer les avis des communes manquantes

Politique de la ville, Logement, Habitat - Programme Local de l'Habitat 2013-2018 – 2<sup>ème</sup> arrêt du projet après avis des communes

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 1 (Saint-Jean-de-Védas : M. Lenthéric)  
Contre : 2 (Grabels : MM Flacher, Revol)  
L'ordre du jour modifié est adopté à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 26 JUIN 2013**

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mercredi 26 juin 2013.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 1 (Montpellier : M. Saurel)  
Contre : 0

Le procès-verbal de la séance du mercredi 26 juin 2013 est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°D2013-2 - 23/05/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

### **Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2535GD11 de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2535GD11 de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont est conclu avec la société SETEC NOVAE. Cet avenant a pour but de fixer le montant prévisionnel des travaux de réhabilitation de la plateforme de compostage de Grammont sur lequel le maître d'œuvre s'engage et, par voie de conséquence, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le montant prévisionnel initial des travaux était de 640 000 € H.T. Le nouveau montant prévisionnel des travaux, sur lequel le maître d'œuvre s'engage, s'élève à 813 642,26 € H.T. L'augmentation constatée s'explique principalement par la création d'une voirie nouvelle demandée par la Ville de Montpellier en accès à la plate forme et l'augmentation du volume des bassins d'orage. Le taux de rémunération du maître d'œuvre, initialement fixé à 5,7%, est ramené à 5,51% du montant prévisionnel des travaux. Le forfait de rémunération du maître d'œuvre évolue ainsi de 36 475 € H.T à 44 800 € H.T.

**N°D2013-81 - 21/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative au marché n°3177DE12 d'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la Société CMN Partners. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 61 275,00 € H.T. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'appuyer sur un Schéma d'Accueil des Entreprises pour mettre en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement et de développement économique concourant au développement de l'offre foncière et immobilière, de sorte à permettre leur adéquation avec les besoins des entreprises.

**N°D2013-118 - 30/04/13** - Direction des Sports

### **Décision relative à une convention de mise à disposition des piscines communautaires aux diverses associations - Saison 2013-2014**

**Objet :** Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines communautaires, est conclue nominativement par association. L'occupation est conclue à titre payant, conformément à la tarification en vigueur. La durée de cette décision couvrira la saison sportive 2013-2014.

**N°D2013-160 - 26/04/13** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

### **Décision relative à un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°2462EA11 pour la desserte en eau potable et en assainissement des eaux usées du secteur Caubel, Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2462EA11 de maîtrise d'œuvre est passé avec INFRAMED. Cet avenant concerne l'établissement du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre suite à la validation du montant estimatif des travaux par la maîtrise d'ouvrage. Ce forfait tient compte des travaux supplémentaires demandés par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'optimiser l'organisation de la distribution de l'eau potable de la Commune. Le présent avenant s'élève à 8 670,00 € H.T.

**N°D2013-178 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

### **Décision relative à une rétrocession des parcelles acquises dans le cadre de la réalisation de la 2ème ligne de tramway - Parcelles CO554, CO601, AA77 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CO554, CO601, AA77 situées route de Nîmes et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-180 - 26/04/13** - Direction de la Culture

### **Décision relative à un protocole transactionnel au marché de prestations intellectuelles n°1913DC08 de construction du musée de l'Histoire de la France en Algérie**

**Objet :** Un protocole transactionnel relatif au marché n°1913DC08 d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'encadrement de la conception graphique et au suivi des productions multimédiales du MHFA est conclu avec le Cabinet Aubry et Guiguet, domicilié 13, rue Montlouis – 75 011 Paris. Ce protocole transactionnel est conclu aux fins de prise en compte de prestations complémentaires réalisées, non prévues dans les bases contractuelles du marché, et liées à la réalisation d'une nouvelle adaptation de l'avant projet sommaire et de l'avant projet définitif du

projet. Ce protocole transactionnel, qui constate les concessions réciproques faites par chacune des parties, est conclu pour un montant forfaitaire ramené après négociation à 12 700 € H.T.

**N°D2013-185 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AR141, AR110, AR112, AR114 et AR116 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AR 141, AR 110, AR 112, AR 114 et AR 116 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-187 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AR118, AR124, AR126, AR127 et AR143 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AR 118, AR 124, AR 126, AR 127 et AR 143 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-188 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AR149, AR102, AR167, AR168 et AR138 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AR 102 située impasse des Violettes et AR 149, AR 167, AR 168 et AR 138 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-193 - 03/05/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative à un marché n°3248DS13 de réfection de la pelouse du stade de la Mosson à Montpellier**

**Objet :** Un marché n°3248DS13 est passé avec le groupement d'entreprises solidaire MEDITERRANEE ENVIRONNEMENT et SPORT MEDITERRANEE ENTRETIEN sis à Ollioules (83). Il concerne la réfection de la pelouse du stade de la Mosson à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 2 semaines. Le montant du marché est de 109 568, 50 € H.T. pour la solution de base et 32 800 € H.T. pour la prestation supplémentaire n°2 soit un montant global de 142 368,50 € H.T.

**N°D2013-196 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AY247, AY249, AY201, AY205 et AY255 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 247, Route de Nîmes, AY 249, 50 rue des Anémones, AY 201, AY 205 et AY 255 situées avenue de l'Europe à Castelnau le Lez et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-197 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à la rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AY27, AY213, AY219, AY194 et AY221 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 27, AY 213, AY 219 AY 194 et AY 221 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-198 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AY287, BA175, BA120, BA121 et BA220 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau-le-Lez, des parcelles AY 287 située route de la Pompignane, BA 175 située avenue de la Galine et BA 121, BA 120 et BA 220 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-199 - 30/04/13 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles BA225, BA244, BA242, BA249 et BA247 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau-le-Lez, des parcelles BA 225, BA 244, BA 242, situées rue du Prado, et BA 249 et BA 247 situées place Charles de Gaulle, non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-201 - 25/04/13 - Direction de la Culture**

**Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Musique, Conte, Etc ... Productions**

**Objet :** Un marché de prestation de service est passé avec l'Association Musique, Conte, Etc... Productions (MCE Productions), sise à Marseille. Ce marché concerne la représentation du spectacle « Nectars – Voyage dans la Mythologie : au gré des vents », avec Fabien Bages, conteur, et Yves Masson, musicien, au musée Henri Prades, le samedi 18 mai 2013 dans le cadre de la Nuit des musées. Cette prestation se compose de trois interventions de 45 minutes chacune, réalisées entre 19h et 23h30, le 18 mai 2013. Le marché prend effet à compter de sa signature et se

terminera le 18 mai 2013. Le montant du marché s'élève à 1 100 € T.T.C.

**N°D2013-203 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles CN230, CN228, CO141, CO119 et CO564 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CN 230, CO 141 et CO 119, situées avenue de l'Europe, CN 228, située rue Notre Dame, et CO 564, située rue de Picardie et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-210 - 26/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3193DC13 d'analyse prospective de l'organisation des musées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché n°3193DC13 de prestations intellectuelles est passé avec l'Agence ABCD sise à Paris. Ce marché concerne la réalisation d'une mission d'analyse prospective de l'organisation des musées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant estimatif du marché s'élève à 55 000 € H.T

**N°D2013-213 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles CP182, CP180 et CP134 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CP 182, CP 180 et CP 134 situées avenue de l'Aube Rouge et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-215 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AA1, AA72, AA86, AA93 et CO556 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau-le-Lez, des parcelles AA 1, AA 72, AA 86, AA 93 et CO 556 situées route de Nîmes et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-218 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AS 226, AS 259, AS 262, AR 100 et AR 147 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AS 226, Impasse de Géraniums, AS 259, AS 262, AR 100 et AR 147 et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, situées avenue de l'Europe, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-219 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AS231, AS215, AS217, AS219 et AS206 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AS 231, AS 215, AS 217, AS 219 et AS 206 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-220 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AY251, AY253, AY257, AY207 et AY211 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 251 et AY 253, situées allée du Stade, et AY 257, AY 207 et AY 211 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-222 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles BA210, BA228, BA214, BA212 et AY245 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles BA 210 située avenue de la Galine, BA 228, BA 214, BA 212 et AY 245 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-223 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles AY289, AY291, AY293, AY295 et AY297 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles AY 289, AY 291, AY 293, AY 295 et AY 297 situées route de la Pompignane et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-224 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles CL396, CL394, AS221, AS209 et AS236 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez,

des parcelles CL 396, CL 394, AS 221, AS 209 et AS 236 situées avenue de l'Europe et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**N°D2013-225 - 30/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une rétrocession de parcelles acquises dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway - Parcelles CO562, CO584, CO585, CO557 et CO570 à Castelnau le Lez**

**Objet :** La décision a pour objet la cession, par la Communauté d'Agglomération à la Mairie de Castelnau le Lez, des parcelles CO 562, CO 584, CO 585 et CO 557 situées rue de Picardie et CO 570 située rue du Languedoc à Castelnau le Lez et non utilisées par l'opération tramway 2<sup>ème</sup> ligne, pour un montant d'un euro symbolique pour intégrer le domaine public communal.

**D2013-230 - 15/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché pour la mise en place d'un point d'alerte et de premiers secours pendant la Fête de l'Antiquité 2013 au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades**

**Objet :** Un marché de prestation de services est passé avec la Croix-Rouge Française de l'Hérault. Ce marché concerne la mise en place d'un point d'alerte et de premiers secours pendant la Fête de l'Antiquité, qui aura lieu au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades, les 15 et 16 juin 2013, de 14 heures à 19 heures. Le marché prend effet à compter de notification, sa durée n'excédant pas les dates et heure prévues de fin de la manifestation. Le montant du marché s'élève à 365 € T.T.C.

**N°D2013-231 - 30/04/13** - Direction de la Communication

**Décision relative à une convention pour l'emprunt d'œuvres à deux artistes locaux et l'exposition de ces œuvres sur le stand de Montpellier Agglomération au Salon Habitat Sud 2013**

**Objet :** Deux conventions sont passées, l'une avec M. Jean-Pierre DUPIN, sculpteur sur acier, et la seconde avec STANKER, représenté par M. François ROYER, artiste éco-designer, pour le prêt de trois œuvres de chaque artiste. Les œuvres prêtées seront exposées sur le stand de Montpellier Agglomération au salon Habitat Sud se tenant au Parc des Expositions de Montpellier, Hall 12, du jeudi 4 avril au dimanche 7 avril 2013. Leur installation aura lieu le mercredi 3 avril entre 15 et 19h et leur démontage et enlèvement auront lieu le dimanche 7 avril entre 19h et 20h. Les conventions prennent effet dès leur signature. Les œuvres sont prêtées pour une durée de 4 jours. Le prêt de ces œuvres artistiques est conclu à titre gracieux. Les frais de transport et les frais d'assurance de ces œuvres pour leur transport, installation et démontage, sont à la charge de chacun des deux artistes. Les frais d'assurance tous risques de ces œuvres pour leur exposition est à la charge de Montpellier Agglomération.

**N°D2013-232 - 21/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3267DC13 de mise en conformité de l'installation de désenfumage de l'Écolothèque**

**Objet :** Un marché n°3267DC13 de mise en conformité des installations de désenfumage de l'écolothèque est passé avec l'entreprise SM SYSTEMES sis à Frontignan. Ce marché concerne la réalisation des travaux de mise en conformité des installations de désenfumage de l'écolothèque. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 semaines. Le montant du marché s'élève à 15 291,44 € H.T.

**N°D2013-233 - 29/04/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un marché n°3240MG13 de mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage d'accompagnement dans la démarche Cit'ergie**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°3240MG13 de mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage d'accompagnement dans la démarche Cit'ergie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier est passé avec la Sarl eQuiNeo. Ce marché concerne le lancement, par la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier, de la démarche Cit'ergie. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans à compter de la date de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 90 000 € H.T.

**N°D2013-235 - 23/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché de prestation de services pour la réalisation de reconstitutions historiques dans le cadre de la Fête de l'Antiquité au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades**

**Objet :** Un marché de prestations de services est passé avec l'association « Pax Augusta, Groupe gallo-romain de Lugdunum », 9 rue des Ecoles, 69580 SATHONAY CAMP. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « Les guerriers de l'Epoque Républicaine » sur le site archéologique Lattara, les 15 et 16 juin 2013, de 10 heures à 19 heures, dans le cadre de la Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 17 juin 2013. Le montant du marché s'élève à 3 100 € T.T.C.

**N°D2013-236 - 26/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3294DS13 d'achat de matériel pédagogiques et petits équipements pour les activités aquatiques des piscines**

**Objet :** Un marché à bons de commandes n°3294DS13 de fournitures de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société FUTURA PLAY sise à SAVERNE (67). Ce marché concerne la fourniture de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2013. Le montant du marché s'élève à 23 641,50 € H.T. avec un maximum de 44 000,00 € H.T.

**N°D2013-237 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles**

**cadastrées section RN n°20 - 21 - 6 - 7 - 10 - 25 - 35 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, les parcelles cadastrées section RN n° 20, 6, 7, 10, 25 et 35, Lieu dit « Valdau » et la parcelle cadastrée section RN n°21, lieu dit « mas des Oliviers » - Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an. La convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit en contrepartie de quoi les locataires de la SAFER s'engagent à mettre en place le palissage (fils releveurs) sur l'ensemble des parcelles plantées en vigne.

**N°D2013-239 - 02/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à la location du documentaire La cabale des oursins à la médiathèque FELLINI**

**Objet :** Un contrat de location à titre payant pour un montant de 53,50 euros du documentaire "La cabale des oursins" est conclu avec la société Les Films D'Ici. Cette projection unique et non commerciale aura lieu le 11 avril 2013 à 18h à la médiathèque FELLINI.

**N°D2013-242 - 25/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du documentaire Exil à Sedan à la médiathèque Fellini**

**Objet :** Un contrat d'achat de droits pour la projection du film « Exil à Sedan » est conclu avec l'entreprise Doc&Film International. La projection de « Exil à Sedan » prendra effet le 12 avril 2013 à 18h00 à la médiathèque F. Fellini. Le montant des droits s'élève à 160,50 € T.T.C.

**N°D2013-244 - 14/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt d'œuvres pour l'exposition Mémoire vagabonde et paysages intérieurs à la Médiathèque Aimé Césaire**

**Objet :** Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec le Lycée Professionnel Agricole Honoré de Balzac de Castelnau le Lez dans le cadre de l'organisation de l'exposition "mémoire vagabonde et paysages intérieurs" à la médiathèque Césaire du 23 mai au 24 juin 2013. Ce contrat conclu à titre gratuit concerne le prêt de 26 carnets de voyage et 16 photographies réalisés par les élèves du Lycée.

**N°D2013-249 - 26/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché de fourniture d'une pompe à chaleur de secours pour l'Aquarium Mare Nostrum**

**Objet :** Un marché de fourniture d'une pompe à chaleur de secours pour l'Aquarium Mare Nostrum est passé avec la société CARRIER. Ce marché concerne la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odyseum à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai de livraison est fixé à 8 semaines. Le montant du marché s'élève à 61 449 € H.T.

**N°D2013-253 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelle CB n°3 - Commune de Lattes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, la parcelle cadastrée section CB n°3, lieu dit « Font de la Banquière » - Commune de Lattes, pour une contenance cadastrale de 1 ha 97 a 21 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 400 €.

**N°D2013-254 - 06/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles n°AK 28 et 39 - Commune de Castelnau le Lez**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, les parcelles cadastrées section AK n°28 et 39, lieu dit « Le Grés » - Commune de Castelnau le Lez, pour une contenance cadastrale totale de 1 ha 41 a 67 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 190€.

**N°D2013-256 - 06/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles BE n°122, 34, 43, 116, 119 et BH n°103 - Commune de Montferrier-sur-Lez**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, parcelles cadastrées section BE n°122, 34, 43, 116, 119 et section BH n°103 – lieu dit « Les Vignasses », Commune de Montferrier-sur-Lez, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans résiliable annuellement sous conditions. La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle égale à 1060 €.

**N°D2013-257 - 02/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du documentaire Dialing Diary à la médiathèque Fellini**

**Objet :** Un contrat d'achat de droits pour la projection du film « Dialing-Diary » est conclu avec l'entreprise Sans Canal Fixe. La projection de « Dialing-Diary » prendra effet le 12 avril 2013 à 18h. Le montant du contrat s'élève à 30 €.

**N°D2013-258 - 06/06/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un avenant au marché n°S12.03 entre la SAAM et la société Siragusa**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°S12.03 de prestations intellectuelles est passé avec le Cabinet SIRAGUSA, sis 1025 avenue Henri Becquerel, Parc Club du Millénaire, Bâtiment 4, 34000 Montpellier. Cet avenant concerne des relevés topographiques ainsi que la transformation de fichiers topographiques 3D pour l'opération de réhabilitation du Stade de la Mosson-Mondial 98 à Montpellier. Le prix global et forfaitaire de cet avenant s'élève à 930,40 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 16 030,40 € H.T.

**N°D2013-261 - 10/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Machine Théâtre - Théâtre du Hangar**

**Objet :** Une convention de mise à disposition temporaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association Compagnie Machine Théâtre afin d'occuper temporairement le Théâtre du Hangar à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 13 mai au 16 juin 2013 inclus. Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**N°D2013-263 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de Monsieur Alexandre Hollan de l'une de ses œuvres : Le Grand Chêne de Viols-le-Forts**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par M. Hollan de l'une de ses œuvres, Le grand Chêne de Viols-le-Fort, dyptique, 2006, Acrylique sur toile, 180 x 180 cm. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-266 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Geneviève Asse : Sans titre 1996 et la Porte entrouverte 1968**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Geneviève Asse : La porte entrouverte, huile sur toile, 97.5 cm x 146 cm ; ep. 2.5 cm et Sans titre 1996, huile sur toile, 165.5 cm x 200.5 cm ; ep. 4 cm. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-269 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société AVINEON pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.21 à B2.23 et B2.30 pour une surface totale de 88,90 m² situés au 2ème étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 88,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1180,59 euros H.T.

**N°D2013-271 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IXENTO pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société IXENTO pour l'occupation du local répertorié bureau B1.4 d'une surface de 28,30 m² situé au 1er étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 28,30 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 375,82 euros H.T.

**N°D2013-276 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SOLARWATT pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SOLARWATT pour l'occupation du local répertorié bureau B1.3 d'une surface de 14,70 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 195,21 euros H.T.

**N°D2013-277 - 30/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition 'Histoire des jeux de société' par la médiathèque ZOLA pour CEMEA Languedoc-Roussillon**

**Objet :** La CEMEA Languedoc-Roussillon a sollicité la médiathèque d'Agglomération Emile ZOLA pour le prêt de l'exposition « Histoire des jeux de société », organisée à l'espace Rabelais-Esplanade 34000-Montpellier le 12 Avril 2013. Le prêt est consenti à titre gratuit.

**N°D2013-285 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société MICE GROUPE pour l'occupation des locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société MICE GROUPE pour



l'occupation du local répertorié bureau B0.26 d'une surface de 25,70 m<sup>2</sup> situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 25,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 341,29 euros H.T.

**N°D2013-288 - 30/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux du stade Yves du Manoir à la ville de Montpellier**

**Objet :** Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la ville de Montpellier. Cette convention concerne la mise à disposition à la ville de Montpellier de certains locaux du stade Yves du Manoir. Cette convention prendra effet à compter du 17 juin 2013 jusqu'au 12 juillet 2013 inclus. Cette convention stipule que la mise à disposition de certains locaux du stade Yves du Manoir à la ville de Montpellier se fera à titre gratuit.

**N°D2013-289 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du domaine public avec l'association Lattes Loisirs et Culture**

**Objet :** Une convention de mise à disposition temporaire du domaine public est passée avec l'association Lattes Loisirs et Culture afin de lui permettre d'organiser pour ses adhérents des ateliers de réalisation de meubles en carton et d'encadrement artistique. Cette mise à disposition porte sur la cafétéria du musée Henri Prades, dont l'occupation sera autorisée tous les mardis de 11h30 à 17h30, hors vacances scolaires. La convention prend effet à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an, et est renouvelable par tacite reconduction, deux fois, à défaut de dénonciation par l'une des parties deux mois avant sa date d'expiration. L'occupation est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-290 - 29/05/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un marché n°3304RI13 d'utilisation en mode hébergé et maintenance du logiciel EUDONET**

**Objet :** Un marché n°3304RI13 d'utilisation en mode hébergé et de maintenance du logiciel EUDONET de gestion des contacts et des projets avec les entreprises est conclu avec la société EUDOWEB sise à Courbevoie. Ces prestations concernent le logiciel EUDONET utilisé par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 15 000 € H.T. et un maximum de 28 000 € H.T.

**N°D2013-293 - 30/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention de mise à disposition de créneaux à la piscine olympique d'Antigone pour l'organisation d'un gala de natation synchronisée en faveur des restos du cœur**

**Objet :** Une convention d'occupation de la piscine olympique d'Antigone est autorisée par la Communauté d'Agglomération au club "Montpellier natation Synchronisée", signataire de la convention en annexe. Elle concerne les espaces et installations nécessaires à l'organisation d'un gala de natation synchronisée. La recette sera collectée en faveur des restos du cœur de Montpellier. Cette occupation est consentie le samedi 19 mai 2013 de 17h à 19h. Compte tenu de l'intérêt général de la manifestation, l'occupation est autorisée à titre gratuit.

**N°D2013-294 - 26/04/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative au marché n°3241GD13 d'achat de sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bios déchets des ménages**

**Objet :** Un marché n°3241GD13 de fournitures courantes et services concernant l'achat de sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bios déchets des ménages, est passé avec la société ICS sise à La Couronne (16). Ce marché prend effet à sa notification pour une durée d'1 an. Le montant s'élève à 57 000,00 € H.T.

**N°D2013-295 - 30/04/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2874T12 d'évolutions et maintien en condition opérationnelle d'un site web développé avec le CMS DRUPAL**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2874T12 concernant les évolutions et le maintien en conditions opérationnelles d'un site web développé avec le CMS (Content Management System) DRUPAL est conclu avec la société EBIZPRODUCTION sise à Marseille. Cet avenant prolonge le marché n°2874T12 d'une durée de 8 mois, soit du 27 avril 2013 au 26 décembre 2013.

**N°D2013-296 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier : Sans titre, 5 VII 2011**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de l'œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier, Sans Titre, 5 VII 2011, huile sur toile, diptyque 140 x 280 cm. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-297 - 15/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'attribution d'un mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral**



**Objet :** Un contrat est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Ce contrat concerne un mandat d'études de faisabilité en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur « Cannabe » sur la Commune de Cournonterral, Le mandat d'étude est composé d'une tranche ferme regroupant les études de faisabilité environnementales et commerciales, d'une tranche conditionnelle comprenant l'élaboration du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ainsi que la conduite des procédures connexes. Le contrat prend effet à compter de sa notification.. La durée de la tranche ferme est fixée à 14 mois et la durée de la tranche conditionnelle est fixée à 12 mois. Le montant global du contrat s'élève à 85 500 € H.T. Il se décompose comme suit : 23 000 € H.T. en ce qui concerne les études, objet de la tranche ferme, 48 500 € H.T. en ce qui concerne l'exécution de la tranche conditionnelle, 5 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération du mandataire pour la tranche ferme et 9 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération de mandataire pour la tranche conditionnelle.

**N°D2013-298 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de Camille Descossy : Hommage à Zurbaràn, huile sur toile et Le Placard noir, huile sur toile**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de deux œuvres de Camille Descossy, Hommage à Zurbaràn, huile sur toile, 97 x 162 cm et Le Placard noir, huile sur toile, 196 x 130 cm. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-299 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une œuvre de Pierre Soulages, Peinture 181 x 405 cm, Polyptyque.**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de l'œuvre de Monsieur Pierre Soulages, Peinture 181 x 405 cm, Acrylique sur toile, polyptyque. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-300 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'un pot de monstre de l'atelier Pierre Favier Jeune**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'un Pot de monstre en faïence stannifère, décor de grand feu de l'atelier Pierre Favier Jeune. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-303 - 30/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice SARL VETEMENTS PIPITO**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête N°1301694-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 avril 2013 par la SARL VETEMENTS PIPITO tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.

**N°D2013-305 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux et extension sur une surface complémentaire par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ERNEO pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013, soit jusqu'au 30 avril 2014. Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société ERNEO est autorisée, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2013, à étendre son activité sur une surface de 12 m<sup>2</sup> constituée par le module répertorié B6 au rez-de-chaussée de la pépinière Cap Alpha en zone jaune. A compter du 1<sup>er</sup> mai 2013, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société ERNEO passe de 99 m<sup>2</sup> à 111 m<sup>2</sup> et la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 787,29 euros.

**N°D2013-306 - 14/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un contrat de cession de spectacle chorégraphié - Musée Fabre - Compagnie Singulier Pluriel**

**Objet :** Un contrat de cession pour le spectacle chorégraphié « Murmure d'Outrenoir » est conclu avec la Compagnie Singulier Pluriel. Le spectacle « Murmures d'Outrenoir » prendra effet le 18 mai 2013 au musée Fabre. Le montant du contrat s'élève à 4 000 € net.

**N°D2013-307 - 26/04/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché complémentaire au marché de travaux n°2124T12 pour la réalisation de l'unité de méthanisation**

**Objet :** Un marché complémentaire au marché n°2124T12.01 de travaux est conclu avec la société CMA titulaire du marché initial. Ce marché concerne la réalisation d'une passerelle complémentaire sous la galerie de liaison des halls 7 et 8. Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage des prestations. Sa durée est de 2 mois. Le montant du marché s'élève à 37 995 € H.T.

**N°D2013-308 - 06/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat de droits concernant la projection du film théâtral Les Anges D'IZIEU' à la Médiathèque Federico Fellini**

**Objet :** Un contrat d'achat de droits d'un montant de 150 euros pour la projection du film théâtral « Les anges D'IZIEU » est conclu avec Unité Danse et Théâtre JONATHAN. La projection de « Les anges D'IZIEU » prendra

effet le 7 mai 2013 à 16 h à la Médiathèque Federico Fellini.

**N°D2013-309 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée avec les apiculteurs de la société INTEL pour l'installation d'un rucher sur le toit terrasse de Cap Oméga**

**Objet :** Une convention d'occupation du Domaine public est conclue avec les apiculteurs de la société INTEL représentés par M. Samuel Ortiz, pour l'installation d'un rucher sur le toit terrasse de Cap Oméga. L'autorisation prend effet à compter de sa signature à titre précaire et révocable à tout moment par la Communauté d'Agglomération. Compte tenu de l'intérêt général que représente cette initiative et de son caractère précaire, l'autorisation est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-310 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation entre le projet KARYON au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Dans le cadre de Montpellier In Game 2012 (MIG 2012) et du concours Game Jam, un prix offert par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, consistant à un accompagnement intellectuel et matériel du BIC de Montpellier Agglomération a été décerné au projet de Jeu KARYON, porté par cinq étudiants de la licence Professionnelle Jeux Vidéo de l'Université Montpellier III. Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec le projet KARYON pour une période de cinq mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013. Compte tenu du statut de lauréat au MIG 2012 et du prix obtenu, aucune redevance ni prestation matérielle ne sera demandée au Projet KARYON pour la surface occupée de 31,26 m<sup>2</sup>.

**N°D2013-311 - 30/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OPEN'S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OPEN'S pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013, soit jusqu'au 31 octobre 2013. A compter du 1<sup>er</sup> mai 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société OPEN'S pour la surface de 29,72 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 424,99 euros.

**N°D2013-312 - 30/05/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire du véhicule 702BDB34. Ce véhicule étant vétuste, la Communauté d'Agglomération n'a pas d'intérêt à le conserver. Le Véhicule est mis en vente à l'Hôtel des ventes de Montpellier où il sera mis aux enchères. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**N°D2013-313 - 30/04/13** - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

**Décision relative au marché n°3324UH13 de suivi animation de l'opération 'Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire'**

**Objet :** Un marché n°3324UH13 de suivi animation est passé avec l'association PACT Habitat 34. Ce marché concerne une mission de suivi animation de l'opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire ». Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 57 325 € H.T.

**N°D2013-314 - 23/05/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°3318GD13 de broyage et chargement des déchets verts - Zone Ouest Agglomération**

**Objet :** Un marché n°3318GD13 est passé avec la société Onyx Languedoc-Roussillon sise à Montpellier. Le marché concerne le broyage et le chargement des déchets verts issus des points de propreté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prendra effet de sa notification jusqu'au 30 septembre 2013, soit 19 semaines. Le montant du marché s'élève à un maximum de 85 000 € H.T.

**N°D2013-315 - 02/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTYS dans l'immeuble Cap Gamma**

**Objet :** La candidature de la société OXELTYS est agréée en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma. Son activité est la recherche et le développement en biotechnologie. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot C.G.2.3 de 172 m<sup>2</sup> pour une période de 9 ans. OXELTYS emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre un effectif de 16 à 3 ans

**N°D2013-316 - 03/06/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention avec Hérault Energies pour la réalisation de raccordements électriques à l'Agri-parc de Viviers sur la Commune de Teyran**

**Objet :** Une convention de réalisation des travaux définissant les modalités techniques et financières est signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Hérault Energies, Syndicat mixte d'énergies du Département de l'Hérault dont le siège est 1 Chemin de Plaisance – BP 28 – 34120 Pézenas. Le montant des travaux est de 119 433,53 euros T.T.C., le coût pour la Communauté d'Agglomération est de 66 721,08 €, la différence d'un montant de 52 712,45 € est prise en charge par Hérault Energies.

**N°D2013-317 - 06/06/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IUL pour l'occupation des locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société IUL pour l'occupation du local répertorié bureau B0.24 d'une surface de 14,60 m<sup>2</sup> situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est

consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 soit jusqu'au 31 mai 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 193,88 euros H.T.

**N°D2013-318 - 06/05/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un prêt d'œuvres à titre gratuit**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération a présenté l'exposition Insoumises-Combats de femmes d'aujourd'hui, en mars 2013, place du XX<sup>ème</sup> siècle à Montpellier. Cette exposition a une double vocation : sensibiliser le grand public à la condition féminine dans le monde au XXI<sup>ème</sup> siècle, et constituer un support de travail pédagogique à l'attention des personnels éducatifs. C'est la raison pour laquelle cette exposition est prêtée à titre gratuit au rectorat de l'académie de Montpellier et au Centre Régional de Documentation Pédagogique.

**N°D2013-322 - 17/05/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues**

**Objet :** Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société INGEROP. Cette convention concerne la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues et plus particulièrement des 2 terrains et de leurs vestiaires ainsi que du parking et des abords. Cette mise à disposition est prévue le samedi 1<sup>er</sup> juin 2013. Cette convention stipule que la mise à disposition du stade Jules Rimet à Sussargues se fera à titre gratuit.

**N°D2013-323 - 15/05/13** - Direction des Finances

**Décision relative à la mission d'assistance technique pour la mise en place d'une démarche évaluative du Projet Urbain Intégré de Montpellier Agglomération**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2729DF11 doit être passé en vue du transfert à la SAS EDATER des prestations exercées jusqu'alors par la SARL EDATER.

**N°D2013-324 - 31/05/13** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°3264EA13 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé de catégorie II - Conception et Réalisation de l'Intercepteur Est Tranche 5 de l'Avenue de la Pompignane**

**Objet :** Un marché n°3264EA13 de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé de Catégorie II est passé avec la société PRESENTS sise à Lyon. Ce marché concerne une mission de Catégorie II. Le marché prend effet à compter de la notification du marché. Sa durée est de 4 mois en phase conception et 20 mois en phase réalisation. Le montant du marché s'élève à 12 670 € H.T.

**N°D2013-325 - 30/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société Mon Rêve en Bois dans les Ateliers Relais de Prades le Lez**

**Objet :** La candidature de la société Mon rêve en bois est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Son activité est la fabrication d'habitation en bois en kits. Elle est candidate à la location de l'atelier n°2 de 112,50 m<sup>2</sup> pour une période de 24 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

**N°D2013-326 - 10/06/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2743TV11 d'étude prospective relative aux livraisons de marchandises sur le périmètre de l'Ecocité de Montpellier à la mer et la mise en place d'un tramway-cargo**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2743TV11 sur l'étude prospective relative aux livraisons de marchandises sur le périmètre de l'Ecocité de Montpellier à la mer et la mise en place d'un tramway-cargo est passé avec la société SYSTRA. L'avenant porte à 22 mois la durée du marché initialement fixée à 10 mois, à compter de la notification. Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

**N°D2013-328 - 27/05/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché d'études géotechniques et services connexes dans le cadre du mandat SAAM pour la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est passé avec EGSA BTP, sis à Jacou. Ce marché concerne la réalisation d'études géotechniques et prestations de services connexes sur le stade de la Mosson-Mondial 98, sis avenue d'Heidelberg à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de quatre ans. Il s'agit d'un marché à bons de commande dont le montant minimum est de 1 700€ H.T. et le montant maximum de 70 000 € H.T.

**N°D2013-329 - 30/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres de François-Xavier Fabre, Vue d'un village au bord d'une rivière et Bélisaire**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise de deux œuvres d'arts graphique de François-Xavier Fabre, Vue d'un village au bord d'une rivière, et Bélisaire. Ces œuvres d'art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-330 - 30/05/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre graphique de Benvenuti Pietro (1769-1844), Herminie soignant Tancrède**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre d'art graphique de Benvenuti Pietro, Herminie soignant Tancrède. Cette œuvre d'art graphique sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**N°D2013-331 - 23/05/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°3319GD13 d'enlèvement et traitement par valorisation organique de déchets**

### **verts broyés issus des points de propreté de la zone Ouest Agglomération**

**Objet :** Un marché n°3319GD13 est conclu avec la société Alliance Environnement sise à Sommières. Le marché concerne l'enlèvement et le traitement par valorisation organique de déchets verts broyés issus des points de propreté de la zone Ouest Agglomération. Le marché prendra effet de sa notification jusqu'au 30 septembre 2013, soit au maximum 19 semaines. Le montant du marché s'élève à un maximum de 85 000 € H.T.

**N°D2013-334 - 30/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec WISEED S.A.S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

**Objet :** Dans le cadre des réseaux de Business Angels, une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société WISEED S.A.S pour une période de 36 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, soit jusqu'au 31 mai 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par WISEED S.A.S pour la surface de 14,44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 179,20 euros.

**N°D2013-335 - 23/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative au marché n°3320DE13 concernant la rédaction et les reportages photographiques pour les supports de promotion économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché n°3320DE13 est passé avec l'Agence de Presse JAM. Ce marché concerne la rédaction et les reportages photographiques pour les supports de promotion économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de neuf mois. Le montant du marché s'élève à 69 100,00 € H.T.

**N°D2013-337 - 29/05/13** - Direction des Sports

### **Décision relative à un marché n°3311DS13 à bons de commande pour la fourniture et l'entretien d'équipements de sonorisation des piscines de l'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°3311DS13 de prestations de services est passé avec la société Sud Média System sise à Baillargues. Ce marché concerne la fourniture et l'entretien d'équipements de sonorisation des piscines de l'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée estimative est de 2 ans. Le montant total des commandes pour la durée du marché est compris entre un minimum de 22 000,00 € H.T. et un maximum de 88 000 € H.T.

**N°D2013-338 - 30/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, soit jusqu'au 31 mai 2014. A compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 29,80 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 395,74 euros.

**N°D2013-339 - 30/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

### **Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ORIDAO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ORIDAO pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, soit jusqu'au 30 novembre 2013. A compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ORIDAO pour la surface de 92,81 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 327,18 euros.

**N°D2013-340 - 03/06/13** - Direction de la Culture

### **Décision relative à la mise à disposition gratuite de l'Espace Rencontres par la Ville de Castelnau le Lez pour la médiathèque Aimé Césaire**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de l'Espace Rencontres sis à Castelnau le Lez est conclue avec la Ville de Castelnau le Lez. Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée de 2 ans. Les dates des mises à disposition seront établies en fonction du programme d'animation de la médiathèque Aimé Césaire, en accord avec la Ville de Castelnau le Lez.

**N°D2013-343 - 27/05/13** - Direction des Sports

### **Décision relative à un marché de prestations de services de géomètre et de services connexes dans le cadre du mandat SAAM pour la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98**

**Objet :** Un marché à bons de commande de prestations intellectuelles est passé avec la société BILICKI-DHOMBRES-OSMO sise à Montpellier. Ce marché concerne la réalisation de prestations de services de géomètre et de services connexes relatifs à l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 ». Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de quatre ans. Le montant du marché à bons de commande s'élève au minimum à 17 700,00 € H.T. et au maximum à 70 000,00 € H.T.

**N°D2013-344 - 27/05/13** - Direction des Sports

### **Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit de locaux et terrains dans les installations sportives de l'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Une convention d'occupation, précaire et révocable, en vue de l'utilisation des installations sportives mentionnées ci-dessus, est conclue avec chacune de ces associations. Les clubs ci-après, chacun dans sa spécialité, répondent aux attentes d'un très large public, offrent à la Communauté d'Agglomération un rayonnement régional et national, et participent activement au développement de leurs disciplines sportives notamment auprès des jeunes.

- le Montpellier Université Club canoë kayak utilise la base de canoë Kayak de la Valette,

- l'ASPTT utilise des locaux de la piscine Alfred Nakache,
- le Montpellier Paillade Natation utilise des locaux du Centre Nautique Neptune,
- le Montpellier Triathlon utilise les locaux à la piscine Suzanne Berlioux,
- le MANUC utilise des locaux de la Piscine Olympique Antigone,
- le Montpellier Water- Polo utilise des locaux de la Piscine Olympique Antigone,
- le Montpellier Handball et les Blue Fox utilisent les locaux du Palais des Sports René Bougnol,
- le Montpellier Hérault Rugby Club utilise les installations du stade Yves du Manoir,
- le Montpellier GRS utilise la salle Lou Clapas au stade de la Mosson « Mondial 98 »,
- le MUC Escrime utilise la salle Guillaume de Nogaret à la piscine Pitot,
- le Football Club de Sussargues, Sud de Foot, l'Unions Saint Brès-Saint Geniès des Mourgues (USBGM), le Montpellier Hérault Sport Club, les Vétérans de Sussargues, le Touch Rugby et l'UFOLEP Saint-Drézéry utilisent les installations du stade Jules Rimet de Sussargues. La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2013-2014. Au regard de l'intérêt général visé ci-dessus ces conventions sont conclues à titre gratuit.

**N°D2013-345 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition des parcelles A n°1044, 1045, 1046 et 1047 - Lieu dit Pradaies - Commune de Murviel-lès-Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la SAFER, les parcelles cadastrées section A n°1044, 1045, 1046 et 1047, en nature de landes, sises sur la Commune de Murviel-lès-Montpellier, au lieu-dit « Pradaies », pour une contenance totale de 1 ha 06a 80ca. Le prix d'acquisition est fixé à 18 700 €, toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

**N°D2013-347 - 04/06/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat du spectacle Boutès, celui qui saute**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier achète le spectacle « Boutès, celui qui saute » de l'association Intensités diffusé le 19 juillet 2013 sur le site archéologique Lattara. Le montant du contrat de cession s'élève à 6 496,69 € T.T.C.

**N°D2013-349 - 10/06/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un avenant au marché n°3012DC12 relatif aux travaux de mise en place d'une réserve sous la place Molière**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3012DC12 de mise en place d'une réserve d'eau sous la place Molière est passé avec l'entreprise EIFFAGE, sis à Montpellier. Cet avenant concerne la prise en compte de travaux modificatifs suite aux aléas du chantier, ainsi que la prolongation de la durée du chantier de 5 mois. Le présent avenant s'élève à 9 488 € H.T., représentant une augmentation du +4,77% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 208 121,00 € H.T.

**N°D2013-351 - 03/06/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché de mission de conseil n°3262AJ13 dans le cadre de la mise en concurrence des marchés d'assurances permanentes**

**Objet :** Un marché de conseil n°3262AJ13 est passé avec le Cabinet JULIEN. Ce marché concerne une mission de conseil dans le cadre de la mise en concurrence des marchés d'assurances permanentes. Le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013. Sa durée est d'1 an. Le montant du marché s'élève à 10 850 € H.T.

**N°D2013-352 - 04/06/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à un marché n°3343MG13 de fourniture d'extincteurs dans les bâtiments de Montpellier Agglomération**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°3343MG13 de fourniture d'extincteurs est passé avec l'entreprise SICLI. Ce marché concerne la fourniture d'extincteurs dans les bâtiments de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le marché à bons de commandes est sans montant minimum de commande, et avec un maximum de commande de 10 000 € H.T.

**N°D2013-354 - 30/05/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des Ventes de Montpellier**

**Objet :** Le véhicule immatriculé 313 ADR 34, à réformer, est cédé à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier, pour être vendu aux enchères. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**N°D2013-355 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section CL 40, 41 et 42 - Commune de Juvignac**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de Madame CARRIO Colette des parcelles cadastrées CL 40, 41 et 42, d'une surface totale de 2 997 m<sup>2</sup>, supportant un bâti à usage de garage, situées au lieudit Ravin de Caunelles à Juvignac. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 23 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre des ZAD de compétence communautaire sont nécessaires pour constituer des réserves foncières.

**N°D2013-356 - 27/05/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention de mise à disposition de la Piscine Olympique d'Antigone pour l'accueil du match des phases finales 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> place du championnat de France de water polo Sète-Nice prévu le samedi 25 mai 2013**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec le club de water polo des Dauphins de Sète pour lui permettre d'organiser le match aller de la finale pour la troisième place du Championnat de France.

L'occupation du domaine public est consentie le samedi 25 mai 2013 de 19h15 à 23h. Elle concerne la totalité de la piscine olympique d'Antigone. Compte tenu du niveau sportif et de l'intérêt communautaire que présente ce match, en termes d'image, de notoriété et d'impact médiatique, cette occupation du domaine public est autorisée à titre gratuit.

**N°D2013-357 - 23/05/13** - Direction des Sports

**Décision relative à l'attribution d'un marché de prestations intellectuelles dans le cadre de la réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98-Etudes de sécurité et de sûreté publique**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est passé avec CRONOS Conseil, sis à Paris (75). Ce marché de prestations intellectuelles concerne la réalisation d'études de sûreté et de sécurité publique relatives à l'opération de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier, avenue de Heidelberg. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de sept mois. Le montant du marché s'élève à 11 900,00 € H.T.

**N°D2013-358 - 10/06/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3216DC12 de réfection du dallage en pierre de la place Molière**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché de travaux n°3216DC12 de réfection du dallage en pierre de la place Molière est conclu avec l'entreprise CS PIERRE sis à Montbazin. Cet avenant concerne la prise en compte de travaux modificatifs suite aux aléas du chantier, ainsi que la prolongation de la durée du chantier de 5 semaines. Le présent avenant s'élève à 6 053,96 € H.T., représentant une augmentation du +8,04% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 81 364,46 € H.T.

**N°D2013-359 - 30/05/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention de domiciliation de la Société d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Agglomération au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

**Objet :** Une convention de domiciliation est conclue entre la Société d'Economie Mixte Locale Services funéraires de Montpellier Agglomération et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une période de 12 mois à compter de sa date de signature. La présente domiciliation est conclue moyennant paiement d'une somme forfaitaire de 18,25 euros hors taxes.

**N°D2013-360 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de tréfonds de canalisation d'eaux usées sur les parcelles BE n°15, 16, 19 et 22, lieu-dit le Château - Commune de Grabels**

**Objet :** Dans le cadre de l'opération "Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier", il est nécessaire de remplacer un collecteur gravitaire. Les travaux publics envisagés nécessitent l'implantation de servitudes réelles et perpétuelles de canalisations d'eaux usées en sous sol sur les parcelles cadastrées section BE n°15, 16, 19 et 22 sur la commune de Grabels.

**N°D2013-361 - 10/06/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 soit jusqu'au 30 novembre 2013. La redevance à payer par la société ASA pour la surface de 41,53 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 470,95 euros H.T.

**N°D2013-367 - 11/06/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3329DC13 pour l'automatisation des transactions à la médiathèque Garcia Lorca**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°3329DC13 pour la fourniture des matériels nécessaires à l'automatisation des transactions (platines automates portiques antivol...), l'installation et la formation de personnels, est conclu avec la société 3M France. Le marché est conclu pour un montant annuel minimum de 30 000 € H.T. et un montant annuel maximum de 43 000 € H.T. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée d'un an.

**N°D2013-369 - 10/06/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société EARSONICS pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013 soit jusqu'au 30 novembre 2013. La redevance à payer par la société EARSONICS pour la surface de 164,05 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 012,72 € euros H.T.

**N°D2013-370 - 06/06/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat de licence et de service Horoquartz n°AR50 N10 0106025200 pour le système de gestion dynamique du temps de travail**

**Objet :** Un contrat de licence et de service Horoquartz n°AR50 N10 0106025200 est conclu avec la société HOROQUARTZ sise à Paris. Ce contrat comprend l'assistance téléphonique, la maintenance informatique des matériels et le suivi du logiciel « eTemptation » composant le système de gestion dynamique du temps de travail, installé en réseau au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les sites extérieurs tels que l'Ecolothèque, la Piscine Olympique d'Antigone, Cap Alpha, Cap Omega, les médiathèques Federico Fellini, Emile

Zola, Victor Hugo, Jean-Jacques Rousseau, Federico Garcia Lorca, William Shakespeare, « La Gare » de Pignan, Françoise Giroud de Castries, Aimé Césaire de Castelnau le Lez et Albert Camus de Clapiers, le musée Fabre, le musée archéologique Lattara, le Planétarium Galilée et les Services Funéraires de Grammont. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements sans que la durée totale du contrat n'excède 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 16 531,64 € T.T.C.

**N°D2013-374 - 06/06/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3256AJ12 d'assurance tous risques exposition pour l'exposition 'Paul Signac, les couleurs de l'eau'**

**Objet :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Gras Savoye à Puteaux. Ce marché concerne l'assurance tous risques exposition, exposition « Paul Signac, les couleurs de l'eau ». Le marché prend effet à compter du 13 juin 2013 et prendra fin après le transport retour de la dernière œuvre au prêteur prévu le 27 novembre 2013. Le montant du marché s'élève à 33 981,62 € T.T.C

**N°D2013-375 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la cession au Département de l'Hérault de la parcelle cadastrée section EM n°53p - Commune de Lattes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède au Département de l'Hérault une petite partie, soit 147 m<sup>2</sup>, de la parcelle cadastrée section EM n°53, sise lieu dit « Fangouse » Commune de Lattes. Le prix de vente est de six cents euros toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du service des domaines en date du 7 mai 2013.

**N°D2013-378 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la vente à Mme MARCHAL de la parcelle cadastrée section CW n° 59 - Commune de Lattes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier vend à Mme Marchal Marie José, domiciliée Domaine du Mas Neuf à Lattes, le délaissé nouvellement cadastrée section CW n°59, pour une contenance de 877 m<sup>2</sup>. Le prix de vente est de 3 508€ toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du service des domaines en date du 7 mai 2013.

**N°D2013-380 - 30/05/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section SP n°5, 6, 7 et 8 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès M. Yves ESTIMBRE, domicilié à Montpellier, les parcelles sises Commune de Montpellier, cadastrées section SP n°5, 6, 7 et 8 pour une contenance totale de 5 254 m<sup>2</sup> en nature de maison d'habitation, dépendances, piscine, pool house et terrain d'agrément. Le prix d'acquisition est de 600 400 € toutes indemnités confondues, dont 54 900 € d'indemnité de remploi.

**N°D2013-385 - 03/06/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n° 1, en nature de sol et déjà aménagée en parking, sise lieu dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, en vue de l'organisation d'une manifestation faisant intervenir des associations locales afin de faire découvrir des activités sportives au grand public. Le contrat est consenti à titre gratuit et est conclu pour une durée de six jours, du mardi 10 septembre au lundi 16 septembre 2013 inclus.

**N°D2013-390 - 10/06/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la régularisation du terrain d'assiette de la piscine communautaire Héraclès par acquisition des parcelles cadastrées section A n°1740 et 1741 - Commune de Saint-Brès**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération acquiert auprès de la Commune de Saint-Brès les parcelles sises Commune de Saint-Brès, cadastrées section A n°1740 et 1741. L'acquisition sera réalisée à l'euro symbolique, plus les frais de notaire.

**N°D2013-391 - 10/06/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ASCONIT dans l'immeuble CAP GAMMA**

**Objet :** La candidature de la société ASCONIT est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA. Déjà locataire du lot CG 0.3 de 85 m<sup>2</sup>, elle souhaite prendre une surface complémentaire. Elle est donc candidate à la location du lot CG 0.4 de 73,85 m<sup>2</sup>. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**N°D2013-401 - 10/06/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESFA dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société ESFA est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS Hannibal) à Cournonsec. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "B08" de 40,04 m<sup>2</sup>. Son activité est la formation professionnelle. La société est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois.

**N°D2013-402 - 06/06/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice FOURCADE**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1302393-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Fourcade Martine le 24 mai 2013 tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez sur la Commune de Lattes.



Le Conseil prend acte de ces décisions.

#### **AFFAIRE N°4 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M14 (article L.2311-5 al 1 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter : 88 604 631,53 €

résultat d'investissement hors reports : - 64 943 646,48 €

solde des reports d'investissement : 73 828,38 €

besoin de financement de la section d'investissement : 64 869 818,10 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 64 869 818,10 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 23 734 813,43 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 64 943 646,48 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 64 869 818,10 €

002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 23 734 813,43 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°5 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget annexe des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter: 3 493 409,58 €

résultat d'investissement hors reports : 50 319,95 €

solde des reports d'investissement : - 23 726,03 €

excédent de financement de la section d'investissement : 26 593,92 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 3 493 409,58 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 50 319,95 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 493 409,58 €

1064 (recette) : Réserves réglementées : plus-value nette des cessions d'éléments d'actif : 11 114,71 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°6 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget annexe du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	11 641 951,58 €
résultat d'investissement hors reports :	- 4 053 225,22 €
solde des reports d'investissement :	- 155 344,81 €
besoin de financement de la section d'investissement :	4 208 570,03 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2012 à la section d'investissement pour un montant de 4 208 319,59€ et à la section de fonctionnement pour un montant de 7 433 631,99 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 4 053 225,22 €
  - 1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 4 208 319,59 €
  - 1064 (recette) : Réserves réglementées : plus-value nette des cessions d'éléments d'actif : 250,44€
  - 002 (recette): Résultat de fonctionnement reporté : 7 433 381,55 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°7 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	27 112,22 €
résultat d'investissement hors reports :	4 700,72 €
solde des reports d'investissement :	00,00 €
excédent de financement de la section d'investissement :	4 700,72 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 27 112,22 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 4 700,72 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 27 112,22 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°8 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter : 54 523,26 €

résultat d'investissement hors reports : 00,00 €

solde des reports d'investissement : - 7 000,00 €

besoin de financement de la section d'investissement : 7 000,00 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 7 000,00 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 47 523,26 €,

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 00,00 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 7 000,00 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 47 523,26 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°9 : FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2012 du budget annexe de l'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2012 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter : 3 068 325,44 €

résultat d'investissement hors reports : - 1 059 351,98 €

solde des reports d'investissement : - 438 954,68 €

besoin de financement de la section d'investissement : 1 498 306,66 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 1 498 306,66 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 1 570 018,78 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 1 059 351,98 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 1 498 306,66 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 1 570 018,78 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°10 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2013 - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2013 adopté à l'unanimité le 12 février 2013, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2012 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2012.

Ce Budget Supplémentaire 2013 se présente de la façon suivante :

### **I - BUDGET PRINCIPAL**

Le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Principal s'équilibre à **32 778 812,29 euros en section de fonctionnement** et à **97 304 512,57 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>1 055 082,65</b>	<b>0,00</b>	<b>1 055 082,65</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>7 864 727,53</b>	<b>23 859 002,11</b>	<b>31 723 729,64</b>
dont 920 – Administration générale	256 110,00		256 110,00
dont 922 – Enseignement - Formation	-935 000,00		-935 000,00
dont 923 – Culture	4 434 600,00		4 434 600,00
dont 924 – Sport et jeunesse	828 000,00		828 000,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	3 600 951,53		3 600 951,53
dont 929 – Action économique	507 885,00		507 885,00
dont 931 – Opérations financières	-827 819,00		-827 819,00
dont 934 – Transferts entre sections		6 443 065,48	6 443 065,48
dont 939 – Virement à la section d'investissement		17 415 936,63	17 415 936,63
<b>Total général</b>	<b>8 919 810,18</b>	<b>23 859 002,11</b>	<b>32 778 812,29</b>

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>23 734 813,43</b>	<b>0,00</b>	<b>23 734 813,43</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>9 043 998,86</b>	<b>0,00</b>	<b>9 043 998,86</b>
dont 920 – Administration générale	94 375,07		94 375,07
dont 922 – Enseignement - Formation	178,00		178,00
dont 923 – Culture	21 445,50		21 445,50
dont 924 – Sport et jeunesse	1 587,32		1 587,32
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	332 483,86		332 483,86
dont 929 – Action économique	3 436 485,25		3 436 485,25
dont 932 – Dotations, participations non affectées	436 483,00		436 483,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	4 720 960,86		4 720 960,86
<b>Total général</b>	<b>32 778 812,29</b>	<b>0,00</b>	<b>32 778 812,29</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>64 943 646,48</b>	<b>0,00</b>	<b>64 943 646,48</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>30 588 385,50</b>	<b>0,00</b>	<b>30 588 385,50</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 767 480,59</b>	<b>-995 000,00</b>	<b>1 772 480,59</b>
dont 900 – Administration générale	-1 144 000,00		-1 144 000,00
dont 903 – Culture	75 342,19		75 342,19
dont 904 – Sport et jeunesse	979 522,40		979 522,40
dont 907 – Logement	922 336,00		922 336,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	785 000,00		785 000,00
dont 909 – Action économique	1 649 280,00		1 649 280,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		-995 000,00	-995 000,00
dont 911 – Dettes et autres opérations financières	-500 000,00		-500 000,00
<b>Total général</b>	<b>98 299 512,57</b>	<b>-995 000,00</b>	<b>97 304 512,57</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>30 662 213,88</b>	<b>0,00</b>	<b>30 662 213,88</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>43 778 296,58</b>	<b>22 864 002,11</b>	<b>66 642 298,69</b>
dont 900 – Administration Générale	6 310,10		6 310,10
dont 903 – Culture	110 458,00		110 458,00
dont 904 – Sports	18 728,51		18 728,51
dont 907 – Logement	922 336,00		922 336,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	7 000,00		7 000,00
dont 909 – Action économique	-180 969,99		-180 969,99
dont 910 – Opérations patrimoniales		-995 000,00	-995 000,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-22 797 201,14		-22 797 201,14
dont 912 – Dotations, subventions et participations non affectées	64 869 818,10		64 869 818,10
dont 914 – Transferts entre sections		6 443 065,48	6 443 065,48
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		17 415 936,63	17 415 936,63
dont 95 – Produit de cession d'immobilisations	821 817,00		821 817,00
<b>Total général</b>	<b>74 440 510,46</b>	<b>22 864 002,11</b>	<b>97 304 512,57</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 2 (Grabels : MM Flacher, Revol)

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

## **II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES**

Le Budget Supplémentaire 2013 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **3 502 409,58 euros en section d'exploitation** et à **3 380 913,24 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>177 772,00</b>	<b>3 324 637,58</b>	<b>3 502 409,58</b>
dont 011 – Charges à caractère général	30 000,00		30 000,00
dont 69 – Impôts sur les bénéfices	147 772,00		147 772,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 324 637,58	3 324 637,58
<b>Total général</b>	<b>177 772,00</b>	<b>3 324 637,58</b>	<b>3 502 409,58</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 493 409,58</b>	<b>0,00</b>	<b>3 493 409,58</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>9 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 000,00</b>
dont 75 – Produits divers de gestion courante	9 000,00		9 000,00
<b>Total général</b>	<b>3 502 409,58</b>	<b>0,00</b>	<b>3 502 409,58</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>23 726,03</b>	<b>0,00</b>	<b>23 726,03</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>3 357 187,21</b>	<b>0,00</b>	<b>3 357 187,21</b>
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	1 500,00		1 500,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	297 000,00		297 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	3 058 687,21		3 058 687,21
<b>Total général</b>	<b>3 380 913,24</b>	<b>0,00</b>	<b>3 380 913,24</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat d'investissement reporté</b>	<b>50 319,95</b>	<b>0,00</b>	<b>50 319,95</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>5 955,71</b>	<b>3 324 637,58</b>	<b>3 330 593,29</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	5 955,71		5 955,71
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 324 637,58	3 324 637,58
<b>Total général</b>	<b>56 275,66</b>	<b>3 324 637,58</b>	<b>3 380 913,24</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Le Budget Supplémentaire 2013 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **7 415 481,55 euros en section d'exploitation** et à **8 707 401,14 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 916 400,00</b>	<b>4 499 081,55</b>	<b>7 415 481,55</b>
dont 011 – Charges à caractère général	2 871 000,00		2 871 000,00
dont 012 – Charges de personnel, frais assimilés	20 000,00		20 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	25 400,00		25 400,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		4 499 081,55	4 499 081,55
<b>Total général</b>	<b>2 916 400,00</b>	<b>4 499 081,55</b>	<b>7 415 481,55</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>7 433 381,55</b>	<b>0,00</b>	<b>7 433 381,55</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-17 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-17 900,00</b>
dont 74 – Subvention exploitation	-17 900,00		-17 900,00
<b>Total général</b>	<b>7 415 481,55</b>	<b>0,00</b>	<b>7 415 481,55</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>4 053 225,22</b>	<b>0,00</b>	<b>4 053 225,22</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>1 700 010,81</b>	<b>0,00</b>	<b>1 700 010,81</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 954 165,11</b>	<b>0,00</b>	<b>2 954 165,11</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-5 000,00		-5 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	2 959 165,11		2 959 165,11
<b>Total général</b>	<b>8 707 401,14</b>	<b>0,00</b>	<b>8 707 401,14</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>1 544 666,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 544 666,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 663 653,59</b>	<b>4 499 081,55</b>	<b>7 162 735,14</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	4 208 319,59		4 208 319,59
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-1 544 666,00		-1 544 666,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		4 499 081,55	4 499 081,55
<b>Total général</b>	<b>4 208 319,59</b>	<b>4 499 081,55</b>	<b>8 707 401,14</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **27 112,22 euros en section d'exploitation** et à **4 700,72 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :



SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	27 112,22	0,00	27 112,22
dont 65 – Autres charges de gestion courante	27 112,22		27 112,22
<b>Total général</b>	27 112,22	0,00	27 112,22
SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	27 112,22	0,00	27 112,22
<b>Crédits nouveaux</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	27 112,22	0,00	27 112,22
SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	4 700,72	0,00	4 700,72
dont 21 – Immobilisations corporelles	4 700,72		4 700,72
<b>Total général</b>	4 700,72	0,00	4 700,72
SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	4 700,72	0,00	4 700,72
<b>Crédits nouveaux</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	4 700,72	0,00	4 700,72

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE**

Le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **47 523,26 euros en section d'exploitation** et à **10 300,00 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	44 223,26	3 300,00	47 523,26
dont 011 – Charges à caractère général	40 823,26		40 823,26
dont 65 – Autres charges de gestion courante	3 400,00		3 400,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 300,00	3 300,00
<b>Total général</b>	44 223,26	3 300,00	47 523,26
SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	47 523,26	0,00	47 523,26
<b>Crédits nouveaux</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	47 523,26	0,00	47 523,26

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>7 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 000,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>3 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 300,00</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	3 300,00		3 300,00
<b>Total général</b>	<b>10 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 300,00</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>7 000,00</b>	<b>3 300,00</b>	<b>3 300,00</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	7 000,00		7 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 300,00	3 300,00
<b>Total général</b>	<b>7 000,00</b>	<b>3 300,00</b>	<b>10 300,00</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **1 749 078,78 euros en section d'exploitation** et à **2 681 696,66 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 436 998,78</b>	<b>312 080,00</b>	<b>1 749 078,78</b>
dont 011 – Charges à caractère général	1 110 000,00		1 110 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	284 828,78		284 828,78
dont 67 – Charges exceptionnelles	42 170,00		42 170,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		312 080,00	
<b>Total général</b>	<b>1 436 998,78</b>	<b>312 080,00</b>	<b>1 749 078,78</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>1 570 018,78</b>	<b>0,00</b>	<b>1 570 018,78</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>179 060,00</b>	<b>0,00</b>	<b>179 060,00</b>
dont 77 – Produits exceptionnels	179 060,00		179 060,00
<b>Total général</b>	<b>1 749 078,78</b>	<b>0,00</b>	<b>1 749 078,78</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>1 059 351,98</b>	<b>0,00</b>	<b>1 059 351,98</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>1 278 954,68</b>	<b>0,00</b>	<b>1 278 954,68</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>343 390,00</b>	<b>0,00</b>	<b>343 390,00</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	80 390,00		80 390,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	350 000,00		350 000,00

dont 20 – Immobilisations incorporelles	-87 000,00		-87 000,00
<b>Total général</b>	<b>2 681 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>2 681 696,66</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>840 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>840 000,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 529 616,66</b>	<b>312 080,00</b>	<b>1 841 696,66</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	1 498 306,66		1 498 306,66
dont 13 – Subventions d'investissement	31 310,00		31 310,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		312 080,00	312 080,00
<b>Total général</b>	<b>2 369 616,66</b>	<b>312 080,00</b>	<b>2 681 696,66</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°11 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2013 - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2013, il est proposé l'annulation de subventions, l'affectation des subventions déjà délibérées ainsi que l'affectation des subventions d'investissement et de fonctionnement nouvelles telles que décrites dans les tableaux ci-dessous :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
204181	CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE (CNC)	-100 000
204181	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)	25 000
204172.4	AIDES À LA PIERRE - DÉLÉGATION ÉTAT - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH)	461 168
204172.5	AIDES À LA PIERRE - CRÉDITS DÉLÉGUÉS - PARC PUBLIC - ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS	461 168
204131	CONTRATS TERRITORIAUX - CAR HAUT NIVEAU DE SERVICE (CHNS)	-250 000
204132	FONDS DE CONCOURS - ZAC SALAISON	-250 000
20421	ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉMININE (EPF)	200 000
20421	INTEL CORPORATION FRANCE - Délibération 11394	50 000

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	ASSOCIATION DES DÉPORTÉS, INTERNÉS ET FAMILLES DE DISPARUS (ADIF)	750
6574	ASSOCIATION CL'HUB CHEFS D'OC	10 000
6574	AMICALE DU NID	15 000
65738	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH)	-250 000

6574.06	CLAQUETTES EN VOGUE - Délibération 11498	6 400
6574.06	FESTIVAL ATTITUDE	40 000
6574.06	OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER	3 800 000
6574.06	THÉÂTRE DES 13 VENTS	3 000
6574.06	COMITÉ DE JUMELAGE DE SAINT DRÉZÉRY – TOTAL FESTUM	210
6574.06	SAINT GENIÈS DE MOURGUES - TOTAL FESTUM	490
6574.06	SAUSSAN - TOTAL FESTUM	490
6574.06	SAINT BRÈS - TOTAL FESTUM	1 160
6574.06	L'INTERNOTE - TOTAL FESTUM	1 650
6574.06	LE CHEVALET DE COURNONTERRAL - TOTAL FESTUM	2 350
6574.06	BRAS'OC – MONTPELLIER - TOTAL FESTUM	6 930
6574.06	COMPAGNIE SOLILOQUE THÉÂTRE -TOTAL FESTUM	1 000
6574.06	EPIC DOMAINE D'Ô	300 000
6574.06	FOLIES LYRIQUES	200 000
6574.06	OPÉRA JUNIOR	20 000
6574.06	CONFLUENCES	10 000
6574.06	UNI'ONS	15 000
6574.06	MAH TECH HOUSE	5 000
6574	FÉDÉRATION FRANÇAISE BASKET	30 000
6574	MONTPELLIER WATER POLO	100 000
6574	SOCIÉTÉ BOULISTE MONTELLIÉRAINE - Délibération 11512	1 000
6574	ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE JEUNES SPORTIFS (ASCJS) - Délibération 11512	1 500
FONCTIONNEMENT		
6574	ASSOCIATION SPORTIVE ARCEAUX - MONTPELLIER - Délibération 11512	1 000
6574	CLUB DE TAMBOURIN PIGNANAIS - Délibération 11512	2 000
6574	TREMPIN SPORTIF SANS FRONTIÈRE - Délibération 11573	1 000
6574	ASSOCIATION SPORTIVE BAILLARGUES SAINT BRÈS VALERGUES (BSBV) - Délibération 11641	1 500
6574	ACADÉMIE DE BOXE FRANÇAISE - Délibération de juillet	800
6574	UDAF 34 - Délibération 11550	2 500
6574	COMPAGNONS BÂTISSEURS - Délibération 11550	8 000
6574	CLCV - Délibération 11550 + Délibération 11624	3 500
6574	FACE - Délibération 11550	2 500
6574	LIEUX RESSOURCES - Délibération 11550	1 000
6574	COMPAGNIE DIDIER THERON - Délibération 11550	500
6574	COMPAGNIE INTERNATIONALE ALLIGATOR - Délibération 11550	1 500
6574	ADAGES - MAISON DU LOGEMENT - Délibération 11550	2 300
6574	JUSTICE POUR LE PETIT BARD (JPPB) - Délibération 11550	1 500
6574	AIVS - Délibération 11624	10 000
6574	URO HABITAT - Délibération 11624	9 000
6574	ADIL - Délibération 11624	10 000

65733	FONDS DE CONCOURS - ENQUÊTE MÉNAGES DÉPLACEMENTS	-145 000
6574	CLCV - ACM - PLP	-50 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE (ALE) - Délibération 11433	20 000
6574	ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS ET ANCIENS ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DOCTORALE CBS2 Délibération de juillet	500
6574	CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTPELLIER (CREAM) Délibération de juillet	500
6574	ASSOCIATION DIGITAL LIVING NETWORK ALLIANCE (DLNA) - Délibération de juillet	4 000
6574	FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS CONCÉDANTES ET RÉGIES (FNCCR) - Délibération de juillet	10 000
6574	INSTITUT DU SEIN DE MONTPELLIER - Délibération de juillet	5 000
6574	EURO PHARMAT - Délibération de juillet	10 000
6574	ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE MONTPELLIER (AAE - IAE)	8 000
6574	INSTITUT RÉGIONAL DU CANCER - Délibération de juillet	10 000
6574	SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MYOLOGIE - Délibération de juillet	4 000
6574	INFOMER	10 000
6574	RÉSEAU NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR LA TECHNOLOGIE, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE (GIP RENATER) - Délibération de juillet	25 000
6574	ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (AdCF) - Délibération 11618	40 000
6574	SOCIÉTÉ LETS COMM TO THE WORLD - Délibération 11446	10 000
FONCTIONNEMENT		
6574	ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ EXERCANT EN PRISON (APSEP) - Délibération 11446	1 000
6574	ASSOCIATION DU SALON DES PROFESSIONNELS DE L'ÉCOLOGIE (SMPE) - Délibération 11446	1 000
6574	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 2 (UM2) - POLYTECH MONTPELLIER - Délibération 11446	2 000
6574	SOCIÉTÉ DE BIOLOGIE CELLULAIRE DE FRANCE (SBCF) - Délibération 11446	2 000
6574	ASSOCIATION EPSYLON - Délibération 11446	1 500
6574	ASSOCIATION DE RECHERCHE EN PATHOLOGIE THORACIQUE ET ANGÉIOLOGIQUE (ARPTA) Délibération 11446	2 000
6574	ASSOCIATION STI INTERNATIONAL - Délibération 11446	1 500
6574	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) - Délibération 11446	1 000
6574	UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES (UNSA) FÉDÉRATION CHEMINOT - Délibération 11446	20 000
6574	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - UNIVERSITÉ MONTPELLIER (UM2) Délibération 11446	2 000
6574	CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT (CIRAD) - Délibération 11489	1 000

6574	ASSOCIATION DES JEUNES CHERCHEURS EN ÉCOLOGIE CHIMIQUE - Délibération 11489	1 000
6574	ASSOCIATION DES CONSEILLERS D'ORIENTATION PSYCHOLOGUES DE FRANCE (ACOP-FRANCE) - Délibération 11489	1 000
6574	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE DE ROBOTIQUE ET DE MICROÉLECTRONIQUE DE MONTPELLIER (LIRMM) - Délibération 11542	2 000
6574	HERAULT ÉNERGIE - Délibération de juillet	10 000
6574	SOCIÉTÉ FRANCAISE DE SÉNOLOGIE ET DE PATHOLOGIE MAMMAIRE - Délibération de juillet	10 000
6574	INVEST SUD DE FRANCE	20 000
6574	EUPIC	120 000
6574	FONDATION ENTREPRENDRE	20 000
6574	NOVAE LR	-14 000
6574.05	INFORMATIQUE PLUS - Délibération 11443	15 000
6574.05	CREA LEAD - Délibération 11444	30 000
6574.05	PLATE-FORME MONTPELLIER INITIATIVE ENTREPRISE (PFIL) - Délibération 11445	30 000
6574.05	ASSOCIATION EURO MÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ÉCHANGE (AETE) ANIMATION TERRITORIALE MOSSON - Délibération 11544	7 500
6574.05	ASSOCIATION EURO MÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ÉCHANGE (AETE) LE PRINTEMPS DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE - Délibération 11544	3 000
6574.05	BGE MONTPELLIER - AEDE - Délibération 11544	14 500
FONCTIONNEMENT		
6574.05	FACE - ENTREPRISES & QUARTIER EN ZONE FRANCHE URBAINE (ZFU) - Délibération 11544	10 000
6574.05	FACE - ACTION PROFILIÈRES - Délibération 11544	2 500
6574.05	ASSOCIATION EURO MÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ÉCHANGE (AETE) - Délibération 11611	10 000
6574.05	COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE LANGUEDOC ROUSSILLON (COMIDER) Délibération 11612	2 000
6574.05	PLÉIADES EMPLOI SERVICES HÉRAULT (PES34) - Délibération de juillet	5 000
6574.05	ASSOCIATION INTERDÉPARTEMENTALE ET RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE (AIRDIE) - Délibération de juillet	10 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions d'équipement et des subventions de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 30 (Mmes E. Beccaria, N. Bigas, T. Capuozzi-Boualam, P. Danan, J. Galabrun-Boulbes, C. Labrousse, H. Mandroux, P. Mienville et MM M. Aslanian, J.-F. Audrin, T. Breysse, P. Bonnal, C. Bouillé, L. Jaoul, J.-M. Lussert, H. Martin, P. Maurel, J.-L. Meissonnier, C. Morales, J.-P. Moure, A. Moynier, G. Pastor, L. Pouget, P. Saurel, R. Subra, P. Thines, J. Touchon, F. Tsitsonis, C. Valette, A. Zylberman)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°12 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENTS EN LIEN AVEC LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2013 - NOUVELLE OPÉRATION - MODIFICATIONS - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

**Nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du BS 2013 :**

**Budget principal : Autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction des Ressources Informatiques :**

**Direction des Ressources Informatiques : Projet R&D Ecocité / Ville Intelligente**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
4 035 000	4 035 000	0,00	1 975 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
2 060 000,00	1 470 000	590 000

Concernant les opérations présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire.

**Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des transports :**

**Direction des transports : Investissements DSP Transports**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	11 551 410,39	2 075 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2014	2015	2016	2017
31 887 044,61	4 744 500	8 562 500	8 906 000	9 674 044,61

**Direction des transports : Ligne 5 de tramway**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
388 400 000	388 400 000	5 544 000	7 380 000



Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2014	2015	2016	2017	2018
375 476 000	80 000 000	120 000 000	60 000 000	57 000 000	58 476 000

**Direction des transports : Accessibilité Transports**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	1 141 040,07	1 050 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2014	2015	2016	2017
8 092 659,93	1 635 200	1 610 000	1 652 000	3 195 459,93

**Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Sports :**  
**Direction des Sports : Piscine Les Néréides**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
8 600 000	10 196 538,04	5 896 288,63	4 266 000	34 249,41	34 249,41

**Direction des Sports : Accessibilité aux équipements**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	0	50 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
2 850 000	1 050 000	1 800 000

**Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	940 000	1 583 522,40

Reste à financer	Reste à financer - Répartition par exercice
------------------	---

(au delà de l'exercice 2013)	2014	2015	2016
53 476 477,60	24 866 477,60	23 650 000	4 960 000

**Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture : Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
14 000 000	18 031 470,40	16 530 728,21	1 500 742,19	0	0

**Direction de la Culture : Extension 1 Aquarium Mare Nostrum**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
9 568 000	13 053 241,96	11 514 644,81	1 113 700	424 897,15	424 897,15

**Direction de la Culture : Musée de l'Histoire de la France en Algérie**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 042 077,96	1 047 150,00

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
8 270 772,04	2 000 000,00	6 270 772,04

**Budget principal : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives au foncier et à l'aménagement opérationnel :**

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Economique**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	8 136 591,43	1 870 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
10 351 408,57	4 938 662	5 412 746,57

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche**

Montant	Crédits de paiement	Crédits de paiement
---------	---------------------	---------------------

Initial	Révisé	antérieurs	ouverts au titre de l'exercice 2013
10 000 000	10 000 000	2 000 000	4 500 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
3 500 000	2 000 000	1 500 000

**Budget annexe de l'Assainissement : Autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de l'eau et de l'Assainissement :**

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues-Saint-Brès**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
14 000 000	15 119 283,94	14 204 250,26	245 000	670 033,68	670 033,68

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013	Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2014
10 660 000	10 660 000	504 195,57	860 000	9 295 804,43	9 295 804,43

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2013
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	277 297,16	1 250 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2013)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2014	2015
12 002 702,84	5 200 000	6 802 702,84

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'autorisation de programme portant sur le projet R&D Ecocité / Ville Intelligente,
- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : investissements liés à la DSP transports, réalisation de la ligne 5 de tramway, accessibilité aux équipements transports, piscine Les Néréides, accessibilité aux équipements liés aux sports, réhabilitation du stade de La Mosson, cage de scène Opéra Comédie, extension 1 de l'Aquarium Mare Nostrum, musée de l'Histoire de la France en Algérie, opérations d'aménagement à vocation économique, Route de la Mer / Avenue Georges Frêche, station d'épuration Baillargues-Saint-Brès, stations d'épuration et réseaux,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°13 : FINANCES – ADMISSIONS EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à la Communauté d'Agglomération l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête du Trésorier pour un montant de créances s'élevant à 92 745,11 euros qui se décomposent de la façon suivante :

	Admissions en non valeur (€)
Budget Principal	15 589,97
Budget Annexe des Services Funéraires	53 780,84
Budget Annexe de l'Assainissement	21 957,73
Budget Annexe de l'Eau Potable	1 416,57
Total	92 745,11

Les recettes admises en non valeur sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non valeur pour l'année 2013 de 92 745,11 euros, pour le budget principal et les budgets annexes des services funéraires, de l'assainissement et de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°14 : FINANCES – CONTRATS DE FINANCEMENT AVEC LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du financement de la troisième ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a effectué une demande de prêt auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Le Comité de Direction de la BEI a accordé une enveloppe globale de 250 M€ pour cette opération. Une première tranche de prêt direct de 75 M€ a été signée au titre de l'exercice 2011, une deuxième tranche de prêt direct de 100 M€ a été signée au titre de l'exercice 2012. La dernière tranche de 75 M€ est consentie au titre de l'exercice 2013.

Compte tenu des exigences de cette institution en termes de gestion et d'analyse financière, ce financement atteste de la qualité de signature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et nous permet de bénéficier de conditions de financement parmi les plus compétitives du marché.

La présente délibération a pour objet de prolonger la date limite de mobilisation de ces prêts et de définir les conditions de financement de la dernière tranche.

Ainsi la date finale de mobilisation des contrats FI26.200/FR et FI81.286/FR est fixée au 31 mars 2014.

Les caractéristiques de la dernière tranche sont les suivantes :

- Montant proposé : 75 000 000 €
- Montant minimum des tirages : 10 000 000 €
- Délai de mise à disposition des fonds : 15 jours ouvrés
- Modalités de versement des fonds : virement

- Date limite de versement des fonds : 2 ans après la date de signature du contrat
- Durée maximale des tirages : 26 ans
- Taux d'intérêt : Taux fixe selon cotations, ou taux variable + marge
- Amortissement du Capital : Linéaire ou Progressif
- Possibilités de remboursement anticipé : Oui
- Délai de préavis : 1 mois
- Indemnité (assiette et mode de calcul) - oui si taux fixe : indemnité actuarielle, non si encours sur taux variables
- Commission d'engagement : 0,1% par an du montant journalier du solde non versé et non annulé

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des avenants aux contrats FI26.200/FR et 81.286/FR et du contrat de financement correspondant à la dernière tranche de 75 M€ dans le cadre de l'enveloppe globale de prêt conclue avec la BEI,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à procéder à la signature des avenants aux contrats FI26.200/FR et 81.286/FR et du contrat de financement correspondant à la dernière tranche de 75 M€ dans le cadre de l'enveloppe globale de prêt conclue avec la BEI ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°15 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ACCORD-CADRE RÉGIONAL GRANDS CHANTIERS LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONTOURNEMENT NÎMES-MONTPELLIER - VOLET RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

Répondant à des enjeux majeurs d'adaptation des infrastructures aux besoins de l'agglomération et de la Région mais aussi à des enjeux d'aménagement du territoire et de développement économique, le projet de contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier (CNM) existe par la volonté des partenaires qui se sont mobilisés pour sa réalisation en lui apportant les financements nécessaires.

Au-delà de ces enjeux régionaux de toute première importance, la mise en chantier de ce projet constitue une opportunité stratégique pour l'économie locale et pour l'emploi de proximité sur le territoire de l'agglomération de Montpellier.

Il va en effet mobiliser près de 1 500 personnes en période de pointe et générera des emplois locaux. Ces emplois devront pour partie concerner des publics relevant des dispositifs d'insertion. Les PME-TPE se verront confier au moins 20% des travaux.

Au regard des enjeux liés à l'emploi local, les financeurs du projet de contournement de Nîmes Montpellier expriment leur volonté de voir optimiser cette opportunité afin que ce chantier produise des effets les plus positifs sur l'emploi.

La présente convention définit le cadre général à l'intérieur duquel s'organiseront les relations entre les financeurs du projet de CNM, le Maître d'Ouvrage, l'entreprise adjudicataire OC'Via Construction et les opérateurs chargés de la mise en œuvre opérationnelle du volet RH et précise les objectifs des actions engagées sur ce volet. Il est conclu pour la durée du chantier CNM dont l'échéance prévisionnelle est fixée à fin 2017.

Il s'agit de réunir les conditions nécessaires à une mise en œuvre opérationnelle du volet Ressources Humaines.

Afin de pouvoir piloter et suivre les engagements pris, par l'entreprise adjudicataire, dans le domaine des « ressources humaines », les signataires du présent accord décident de confier à Pôle emploi et à la Région Languedoc-Roussillon, le pilotage de la mise en œuvre opérationnelle du volet RH. Il s'agira également d'assurer la coordination permettant à l'ensemble des acteurs concernés de relayer auprès de leurs publics les offres d'emploi et de formation générées par le chantier CNM (services emploi et insertion des collectivités territoriales, MLI, MDE, PLIE, CAP EMPLOI, ...).

Sur le bassin d'emploi de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon et Pôle Emploi associeront la cellule multipartenariale d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux, mise en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour l'ensemble des grands travaux de son territoire, sur la période 2013-2017.

Arrêtés d'un commun accord entre les signataires de la présente convention, les objectifs de la mise en œuvre opérationnelle du volet RH du chantier CNM sont les suivants :

- assurer le suivi des engagements pris par l'entreprise adjudicataire OC'VIA sur le volet RH,
- mobiliser les offres d'emploi et les actions de formation au bénéfice des demandeurs d'emploi du territoire,
- mobiliser de façon optimale les dispositifs, aides et mesures pour l'emploi afin de sécuriser les parcours professionnels des publics concernés,
- permettre à l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion de positionner leurs publics sur les offres d'emploi et de formation et leur assurer un retour précis sur les résultats des mises en relation,
- garantir aux entreprises qui recruteront un service de qualité répondant aux exigences d'efficacité.

La société OC'VIA Construction s'engage à mettre en œuvre dans l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation du projet, les clauses d'insertions qui prévoient qu'au moins 7% des heures travaillées pour l'ensemble du chantier soient consacrées aux publics relevant des dispositifs d'insertion.

Pôle emploi, en lien avec les collectivités en charge des dispositifs d'insertion, s'engage à assister l'entreprise à honorer ses engagements en lui présentant les publics correspondant aux critères définis par ces clauses, en priorisant des demandeurs d'emploi agréés au titre de l'IAE et en mobilisant les structures d'insertion par l'activité économique (IAE).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'Accord-cadre Régional Grands Chantiers Languedoc-Roussillon – Contournement Nîmes-Montpellier – Volet Ressources Humaines,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'Accord-cadre Régional Grands Chantiers Languedoc-Roussillon – Contournement Nîmes-Montpellier – Volet Ressources Humaines, avec les partenaires concernés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°16 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CHARTE D'ENGAGEMENT POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION SUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

Malgré le dynamisme économique et l'expansion démographique de notre territoire, conduisant notamment à un taux de création d'emploi significatif de 30% sur 10 ans, le taux de chômage du bassin d'emploi atteint 13,9% au quatrième trimestre 2012, contre 10,2% sur la France métropolitaine. La demande sociale s'amplifie alors que le bassin économique possède un fort potentiel de croissance.

Par leurs achats de fournitures, de services et par les travaux qu'ils impulsent, les acheteurs publics constituent des acteurs de premier plan de la vie économique de notre territoire. La commande publique peut s'avérer être un puissant levier pour la mise en œuvre concrète d'un objectif de progrès social. Ainsi, le montant des investissements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, TaM, la SERM, la SAAM et l'OPH/ACM avoisine le milliard d'Euros par an.

Le Code des Marchés Publics et l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics offrent la possibilité d'intégrer des clauses sociales dans les marchés, permettant de réserver une partie des heures travaillées à des personnes en difficultés sociales et professionnelles. L'objectif est de permettre à ces personnes, au travers de parcours d'insertion professionnalisant, de déboucher sur des formations qualifiantes et sur des emplois durables.

Le Code des Marchés Publics offre plusieurs possibilités qui peuvent se combiner entre elles : article 14, article 53-1, article 15 article 30 et article 10.

Les Maîtres d'Ouvrage, non soumis au Code des Marchés Publics s'engagent, pour leur part, à intégrer ces principes dans leurs marchés, pour mettre en œuvre les engagements de la présente Charte.

Chaque Maître d'Ouvrage sera libre de choisir la forme la plus adaptée, l'objectif étant de favoriser, d'une manière ou d'une autre, l'emploi des personnes qui en sont éloignées et de proposer des parcours d'insertion professionnelle de qualité.

Conscients de l'importance de leur responsabilité sociétale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses organismes satellites souhaitent affirmer leur volonté politique de poursuivre et d'intensifier le développement des clauses sociales dans leurs marchés de travaux mais aussi de services. Il est ainsi proposé d'établir une Charte pour l'emploi et l'insertion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Précurseur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis depuis 2002 une véritable expertise pour l'emploi et l'insertion au travers de sa commande publique et en appui de celle des 31 Communes qui la composent. L'introduction de clauses de promotion de l'insertion et de l'emploi dans les marchés publics doit permettre de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi qui reste la préoccupation majeure de nos administrés. Elle repose sur une collaboration « gagnant-gagnant » entre l'entreprise qui répond aux souhaits du maître d'ouvrage et l'insertion par l'activité économique de demandeurs d'emploi, tout en répondant aux besoins de main d'œuvre qualifiée des entreprises.

Les signataires de la Charte pour l'emploi et l'insertion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engagent à :

- développer de manière significative le recours à des clauses sociales dans les marchés qu'ils élaborent en tant que maîtres d'ouvrages,
- renforcer le suivi de la réalisation et de la qualité des actions d'insertion prévues par les clauses, et à appliquer, le cas échéant, des pénalités,

- réaliser des bilans qu'ils communiqueront chaque semestre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Un certain nombre d'indicateurs devront être suivis et partagés sur un espace de travail collaboratif fourni par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment la nature des marchés soumis à une clause sociale, la nature de ces clauses, le nombre de bénéficiaires concernés, le volume d'heures d'insertion.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à venir en appui de l'ensemble des signataires pour les soutenir dans le développement et l'application de la clause sociale dans leurs marchés. Pour cela elle met à disposition des partenaires signataires les modèles d'actes administratifs (acte d'engagement, CCAP, CCTP, ....) les plus adaptés à insérer dans les marchés.

En outre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- offre les appuis techniques de mise en œuvre des réponses aux clauses sociales aux entreprises et assure un accompagnement opérationnel ;
- renseigne les signataires sur la demande d'emploi locale éligible aux clauses sociales, l'état de l'offre d'emploi selon les secteurs, les dispositifs et partenariat sur les questions de formation ;
- anime des réunions trimestrielles pour éventuellement réajuster les dispositifs ;
- assure l'interface avec les fédérations professionnelles concernées, le service public de l'emploi, les organismes en charges de la formation et de la réinsertion socioprofessionnelle ainsi que les Structures d'Insertion par l'Activité Economique ;
- réalise la coordination entre les différents Maîtres d'ouvrages en vue d'offrir des parcours d'insertion pertinents et de durée plus significative.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier impulse et coordonne également sur son territoire, la création d'une cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Emploi Grands Travaux sur laquelle les signataires pourront s'appuyer. Cette cellule multi-partenariale permettra de favoriser le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi ainsi que la mise en réseau des acheteurs publics. Elle regroupera les maîtres d'ouvrages, Pôle Emploi, les acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation ainsi que les fédérations professionnelles..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la Charte d'Engagement pour l'Emploi et l'insertion ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la Charte avec les partenaires concernés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°17 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION INTERDÉPARTEMENTALE ET RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE (AIRDIE) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

L'AIRDIE, financeur solidaire pour l'emploi, créée en 1994, est un acteur régional avec une antenne à Montpellier.

L'association soutient :

- les projets de création d'entreprises des personnes en difficulté d'accès au financement. Elle dispose pour le compte de partenaires bancaires des délégations de décision sur des enveloppes de prêts. Elle dispose aussi de fonds de financements propres et de garanties bancaires ;
- les projets de structures d'utilité sociale porteuses d'emplois, par le renforcement des fonds propres et l'attribution de garanties.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier intervient sur le champ de la création d'entreprise par le biais de ses outils propres (BIC, Cyberbase) ainsi que par le soutien apporté aux principaux opérateurs locaux de la création et reprise d'entreprises.

En 2012, elle a décidé de compléter, par le recours au crédit solidaire, la palette des outils proposés et soutenus par notre collectivité pour permettre au plus grand nombre d'accéder à l'entrepreneuriat.

En 2012, avec 1 176 200 € de financements apportés sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, ce sont 86 projets d'entreprise qui ont été soutenus : 70 créations d'entreprises dans les domaines de l'artisanat, du commerce et de l'agriculture et 16 consolidations de structures porteuses d'utilité sociale et d'emplois. Ainsi, 186 emplois ont été soutenus : 87 emplois nouveaux créés et 99 emplois consolidés.

Etant donnés les enjeux en terme économique, d'emplois et de solidarité, et les actions développées par l'ARDIE dans le domaine du crédit solidaire sur notre territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer à hauteur de 10 000 euros, au budget de cette association qui s'élève en 2013 à 1 719 000 euros, sous réserve de la signature de la convention, et de l'engagement de cofinancements suffisants.

Les résultats attendus sont le soutien d'au moins 70 créations d'entreprises portées par des personnes en difficulté d'accès aux financements bancaires, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les co-financements prévus sont les suivants :

- Etat (DIRECCTE) : 339 200 €
- FSE : 270 000 €



- Région Languedoc-Roussillon : 270 000 €
- Département de l'Hérault : 216 000 €
- Département de l'Aude : 100 000 €
- Département du Gard : 100 000 €
- Département des Pyrénées Orientales : 100 000 €
- Département de Lozère : 70 000 €
- Caisse des dépôts : 79 000 €
- France Active : 75 000 €
- Banque Populaire du Sud : 15 000 €
- Crédit Agricole : 5 000 €
- Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne : 7 000 €
- Autres ressources : 62 800 €

Une convention précisera le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association Interdépartementale et Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Économique (AIRDIE) une subvention de 10 000 euros , sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°18 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – BGE MONTPELLIER - CONCOURS TALENTS DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

Le Concours « Talents » a été créé en 1997 par le Réseau des Boutiques de Gestion, renommé le Réseau BGE en 2011. Premier réseau national indépendant d'appui à la création d'entreprise, il accompagne et conseille les porteurs de projet dans leurs démarches de création. Il organise annuellement le Concours « Talents » pour démontrer l'importance de l'accompagnement dans la création d'entreprise.

L'objet du concours consiste aussi à encourager l'entrepreneuriat, mettre en lumière les différents acteurs, trouver de nouveaux partenaires financiers.

Le concours « Talents » récompense chaque année des créateurs ou repreneurs d'entreprise pour l'exemplarité et l'originalité de leur projet et de leur parcours dans plusieurs catégories : "Innovation technique et technologique", "Artisanat ", " Commerce", "Économie sociale et solidaire", "Services", "Dynamiques rurales" et "Talents des Cités". Le premier échelon du concours est régional, les lauréats régionaux étant ensuite sélectionnés pour le concours national.

En 2013, pour la quinzième édition du concours, la BGE Montpellier a été désignée par le réseau national BGE pour organiser le concours au niveau régional. Ainsi, la BGE Montpellier assure l'organisation de l'audition des candidats par les jurés au mois de juin et la remise des prix au mois de septembre 2013.

Pour permettre à la BGE d'assurer l'organisation de ce concours, il est proposé de soutenir le projet par un financement global d'un montant de 4 200 € réparti ainsi :

- une subvention de 1 200 euros.
- la mise à disposition à titre gratuit de locaux et de matériels (salle du stade René Bougnol) évaluée à hauteur de 3 000 euros, pour la remise des prix.

Une convention précise les modalités de financement et de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association BGE Montpellier,
- accorder à l'association BGE Montpellier une subvention de 1 200 euros,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°19 : EAU ET ASSAINISSEMENT – QUELLE EAU POUR DEMAIN ? - SYNTHÈSE DE LA CONCERTATION - CHARTE D'ENGAGEMENTS POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Avec le transfert de la compétence eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenu le principal acteur de la politique de l'eau sur son territoire et l'autorité organisatrice des services publics à caractère industriel et commercial de l'eau et de l'assainissement. Son champ d'actions porte désormais sur l'ensemble du cycle de l'eau depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute, jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations et l'eau brute.

Elle développe une stratégie globale et volontaire visant d'une part une gestion équilibrée et concertée des ressources en eau et d'autre part la protection des milieux aquatiques, enjeux croissants dans un contexte de changement climatique et de développement soutenu de l'Agglomération.

A l'occasion de l'arrivée à échéance vers fin 2014 de l'ensemble des contrats d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé une large concertation sur le thème, « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de la réflexion afin de leur apporter le meilleur service possible.

Cette démarche participative et innovante a réuni l'ensemble des acteurs concernés : usagers, associations, experts, élus, agents territoriaux, chercheurs, professionnels, institutionnels, grand public. Elle visait à déterminer les objectifs du service public de l'eau et à éclairer de manière argumentée les décisions concernant l'organisation des services publics de l'eau et de l'assainissement, qui reviennent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'Autorité Organisatrice.

### **LES USAGERS ET LA CONFERENCE DE CONSENSUS**

En premier lieu et au cœur de la démarche participative, des usagers ont été réunis dans une conférence de consensus, dispositif standardisé de conduite scientifique d'un processus de réflexion collective permettant d'aboutir à des recommandations publiques.

Un panel d'usagers bénévoles a été constitué, sélectionné selon différents critères afin d'obtenir un groupe représentatif de la diversité de la population du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le panel, composé de 18 membres, a, au cours de quatre week-ends réfléchi et débattu afin de répondre à la question posée : « Quelle eau pour demain ? ».

Il a pu auditionner les experts et grands témoins de son choix qui ont apporté leur éclairage sur les thématiques sélectionnées par les usagers.

Des recommandations à l'Autorité Organisatrice ont été produites et rendues public le 28 février 2013.

### **DES ACTEURS ASSOCIES TOUT AU LONG DU PROCESSUS**

Si le cycle de l'eau concerne l'ensemble des citoyens, divers acteurs, professionnels ou issus de la société civile, sont impliqués au quotidien dans son organisation.

la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité associer ces acteurs à la démarche participative engagée à travers des entretiens et l'organisation de deux réunions en novembre 2012 et mars 2013. Leur avis est venu compléter les recommandations des usagers, en particulier sur la gestion multi-usages et la protection qualitative de la ressource, thématiques peu abordées par le panel.

### **LES ELUS REGULIEREMENT CONSULTES**

Si la concertation permet d'enrichir et d'éclairer la décision de l'organisation des services publics de l'eau et de l'assainissement, celle-ci revient aux élus, mandatés par les citoyens pour gouverner la vie publique.

Les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été étroitement associés à la démarche à travers d'une part la Conférence des maires, réunie à quatre reprises, et d'autre part la Commission Eau et Assainissement informée systématiquement à chacune de ses réunions depuis le lancement de la concertation.

Enfin, des rencontres bilatérales entre les maires et la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ont été organisées en mars 2013.

### **LES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT IMPLIQUES**

Les agents de la Direction de l'eau et de l'assainissement œuvrent au quotidien au bénéfice des services publics de l'eau et de l'assainissement et constituent naturellement une partie prenante du processus de concertation.

32 agents ont participé à différents groupes de travail thématiques et ont également contribué à la bonne réalisation de l'état des lieux des services, mené en parallèle de la démarche de concertation.

### **25 MAI 2013 : LE FORUM DE L'EAU**

Le Forum de l'eau, a été le point d'orgue de la concertation « Quelle eau pour demain ? ».

Il a permis de rassembler le panel d'usagers, les experts et les acteurs concernés, les élus et les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les médias et le grand public, afin d'échanger sur le « Pour Quoi » du service de l'eau.

Une matinée d'échanges et de débats a permis de synthétiser l'ensemble des recommandations émises, à travers l'organisation de trois tables rondes thématiques : qualité de service, solutions d'organisation et solidarité.

Des premiers engagements ont été formulés à l'issue de chaque table ronde : (i) le doublement du renouvellement des réseaux d'eau potable à raison de 7 km/an, (ii) la sécurisation de la ressource avec la création d'une usine de potabilisation de secours, (iii) l'amélioration de la transparence en informant plus largement les usagers, (iv) le développement d'actions de sensibilisation sur les économies d'eau auprès des jeunes générations, (v) la poursuite et le renforcement de l'harmonisation du prix et de la qualité du service, (vi) le positionnement de l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service, (vii) le suivi du bon état quantitatif et qualitatif des ressources souterraines et des milieux aquatiques et (viii) l'allocation de chèques eau aux ménages en difficulté.

L'après-midi a été consacrée à la projection de films pédagogiques sur la protection de la ressource et la biodiversité, avec notamment la présence de Laurent Ballesta, biologiste et plongeur professionnel. Toute la journée, des animations et des ateliers éducatifs ont permis de sensibiliser les habitants, grands et petits, aux grands enjeux du service public de l'eau.

Tous les avis et les recommandations émis à l'occasion de ce processus de sept mois sont synthétisés dans les "Actes du Forum", consultables sur le site de Montpellier Agglomération, et ont vocation à être utilisés et à servir de grille de lecture pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans leur travail au quotidien.

Ils peuvent être classés selon cinq axes prioritaires : « Pédagogie et Information », « Exemplarité », « Transparence », « Solidarité » et « Protection de la ressource ».

L'information et la formation des usagers quant aux modes de consommation et aux gestes citoyens pour économiser l'eau, sont jugées essentielles.

L'exemplarité doit être visée en terme de rejets aux milieux récepteurs pour atteindre le bon état écologique, de même qu'en matière de renouvellement des réseaux pour diminuer les fuites et donc les prélèvements, et transmettre un patrimoine viable aux générations futures.

La transparence passe par la mise en place de mécanismes d'information plus larges et multi-supports des usagers ainsi que par la constitution d'un espace de consultation pour favoriser le consensus.

La solidarité doit s'exprimer pour assurer l'accès à l'eau de tous, à l'échelle locale via une aide financière aux plus démunis, comme au niveau international pour aider les populations des pays en développement.

Enfin, la protection de la ressource mise en avant par les acteurs passe par l'interconnexion des unités de production et l'amélioration de la connaissance des ressources en eau.

#### LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Après avoir pris connaissance des différentes recommandations, en avoir établi une synthèse, identifié les points de consensus et de dissensions et jugé de leur faisabilité, il est proposé, sous forme d'une charte, de prendre les engagements suivants afin d'améliorer la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement :

##### **Pédagogie et information**

1. **Développer** des actions de pédagogie tous publics afin de faire prendre conscience des enjeux de la gestion du grand cycle de l'eau sur notre territoire.
2. **Mettre en place** des actions de sensibilisation à la rareté de l'eau, notamment auprès des jeunes générations.
3. **Inciter aux gestes écocitoyens**, pour la bonne gestion qualitative et quantitative de l'eau, et limiter à la source la pollution des rejets au réseau d'eaux usées.
4. **Favoriser** la mise en place de compteurs individuels dans tous les logements afin (i) d'établir un lien direct entre l'abonné et le service, (ii) d'envisager un plan de déploiement de la télérelève au bénéfice de tous et (iii) d'inciter à économiser l'eau grâce à une meilleure connaissance de la consommation.

##### **Exemplarité**

1. **Viser** la garantie d'une empreinte environnementale minimale des services d'eau et d'assainissement : veiller au bon état qualitatif et quantitatif des masses d'eau et à la préservation des milieux aquatiques par la mise en place d'un Observatoire de l'Eau.
2. **Sécuriser** l'alimentation en eau, avec la réalisation d'interconnexions entre les ressources et la création d'une usine de secours.
3. **Instaurer** des normes HQeau applicables à tous les maîtres d'ouvrage afin d'assurer la pérennité des ouvrages neufs comme réhabilités (constructions et canalisations).
4. **Acquérir une connaissance optimale** des équipements d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées pour permettre la mise en œuvre d'une stratégie patrimoniale de renouvellement et d'entretien adaptée.
5. **Augmenter** le rythme de renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement afin de garantir la transmission aux générations futures d'un patrimoine viable et de réduire les fuites.
6. **Développer** la résilience des services de l'eau et de l'assainissement à des situations de crise, afin de diminuer les risques de pollution et de sécuriser la ressource et son exploitation.
7. **Traduire** dans le cahier des charges du ou des exploitants le niveau d'ambition en termes de qualité de service et s'assurer de l'atteinte des objectifs par la mise en œuvre de méthodes et d'outils de suivi et de contrôle adaptés.
8. **Informé** au minimum 48 h à l'avance en cas de coupure d'eau programmée, et par téléphone pour une coupure non programmée de durée supérieure à 4 h.
9. **Intervenir** dans les 2 h en cas d'urgence.
10. **Susciter** des actions innovantes pour l'amélioration permanente et continue du coût et de la qualité du service.

##### **Transparence**

1. **Développer** l'accès multi-supports permanent aux principales informations sur le prix et la qualité de l'eau et notamment les rapports annuels d'exploitation et sur le prix et la qualité du service.

2. **Délivrer** des informations claires, accessibles et synthétiques aux usagers, notamment sur la facture et les données relatives à la bonne exécution du service de l'eau.
3. **Mettre en place** un accueil physique et des moyens de paiement adaptés à tous.
4. **Garantir** un accueil téléphonique sur numéro gratuit, accessible en cas d'urgence 24 h/24 7 j/7.
5. **Renforcer** les prérogatives de la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux) en veillant à sa représentativité en l'associant plus directement à la gestion, au contrôle et à l'amélioration des services publics de l'eau et de l'assainissement.
6. **Pérenniser un Forum de l'Eau**, instance de concertation mais aussi de suivi d'actions de pédagogie et de solidarité du service, visant à permettre une meilleure prise en compte des attentes et des aspirations des usagers, et à instaurer une confiance renouvelée entre usagers et institution.

#### **Solidarité**

1. **Faciliter** l'accès à l'eau à tous par l'incitation à la mise en place dans les lieux publics de fontaines à eau et de sanitaires publics.
2. **Favoriser une** structure tarifaire avec une part fixe (abonnement) réduite pour chaque ménage et une tarification uniforme de la part variable (prix du m<sup>3</sup>), gage de lisibilité et transparence du prix et d'un traitement égalitaire vis-à-vis de tous les usagers.
3. **Poursuivre et développer** les actions de tarification des activités industrielles adaptées à la quantité de pollution rejetée.
4. **Abonder** un fonds social pour l'allocation de chèques eau afin de permettre aux ménages **les plus modestes le paiement de leur facture d'eau - dispositif social complémentaire** et curatif à contractualiser avec les CCAS.
5. **Consacrer** un fonds annuel à la solidarité internationale dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Oudin/Santini et **Privilégier** les projets de coopération décentralisée de long terme, avec un transfert de compétences et sur des territoires déjà en relation avec l'Agglomération de Montpellier.

#### **Protection de la ressource et préservation des milieux**

1. **Assurer** une meilleure intégration des enjeux de l'eau dans les politiques publiques notamment à travers les documents de planification.
2. **Contribuer** au bon état qualitatif et quantitatif des ressources souterraines et des milieux aquatiques par une gestion raisonnée.
3. **Contribuer à la mise en place** d'une gouvernance partagée des ressources et des milieux aquatiques, avec notamment les autres usagers de l'eau et les pollueurs potentiels.
4. **Protéger** les captages prioritaires et les ressources majeures en eau, par l'instauration ou la révision des périmètres de protection et par la mise en œuvre d'actions de contrôle et de sensibilisation et le cas échéant d'une politique d'aménagement du territoire et d'acquisition foncière.
5. **Viser** l'atteinte et le maintien des objectifs de rendements « Grenelle » des réseaux d'eau potable à court terme, par la mise en place d'une politique ambitieuse de recherches et de réparation de fuites et des obligations de résultats contractualisés avec l'exploitant.
6. **Poursuivre** l'amélioration des connaissances sur le fonctionnement du système karstique Lez en partenariat avec les laboratoires de recherche.

Certains engagements sont déjà concrétisés, notamment au travers du Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable, adopté par le Conseil communautaire du 23 mai 2013, pour un montant de 157M€ H.T., qui répond à l'enjeu patrimonial, avec un investissement de 70M€ H.T. pour 7 km de réseau remplacé chaque année, et qui garantit la sécurité d'alimentation.

D'autres engagements forts trouveront leur traduction dans le cahier des charges du ou des futurs exploitants des services d'eau et d'assainissement, s'agissant notamment des niveaux d'ambition en terme de qualité des services à l'utilisateur ou d'obligation de résultat en matière de rendement des réseaux de distribution, dispositions qui seront contractualisées et assorties de pénalisations dissuasives.

D'autres encore feront l'objet de propositions chiffrées soumises à l'approbation du Conseil lors de l'adoption du prix de l'eau et de l'assainissement, s'agissant notamment des enveloppes à consacrer au déploiement des compteurs individuels et de la télérelève ou de l'abondement d'un fonds social pour l'allocation de chèques-eau.

Enfin, il convient de relever parmi les engagements proposés celui de pérennisation du Forum de l'eau comme instance permanente d'information et de concertation. Ce Forum de l'Eau réunira régulièrement l'ensemble des acteurs et associations et professionnels, les membres de la Commission Consultative des services Publics Locaux (CCSPL), les acteurs et panel d'utilisateurs sollicités lors de la conférence de consensus, le Conseil de développement, des représentants de la société civile et les exploitants.

Il pourra avoir comme missions :

- de bâtir un plan « Education eau » pour une gestion durable et une consommation responsable,
- de suivre et évaluer la mise en œuvre des recommandations et de proposer, si nécessaire, des adaptations,
- d'entendre régulièrement le rapport sur le contrôle de l'exploitant.

Le renforcement des prérogatives et l'élargissement de la CCSPL contribueront également à l'amélioration souhaitée par les usagers en matière de transparence.

La concrétisation de ces engagements majeurs va largement contribuer au renouvellement et à l'ambition de la politique de l'eau sur notre territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la synthèse de la concertation "Quelle eau pour demain ?",
- adopter la charte d'engagements pour l'amélioration de la qualité des services publics de l'Eau et de l'Assainissement, telle que proposée ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Dufour)

Abstention : 0

Contre : 7 (Grabels : MM Flacher, Revol, Saint-Jean-de-Védas : M. Lentheric, Montpellier : Mmes Qvistgaard, Miraoui, MM Saurel, Levita)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°20 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET EN EAU BRUTE - CHOIX DU MODE DE GESTION - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, elle se substitue aux Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas-Languedoc, et aux Communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Restinclières au sein du Syndicat Garrigues Campagne. Elle intervient en tant que collectivité organisatrice du service sur les 10 Communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades le Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, suite à l'arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013 mettant fin aux compétences du Syndicat du Salaison, sur les 3 Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues.

L'exploitation du service public communautaire d'eau potable est actuellement assurée au moyen de sept contrats de Délégation de Service Public, dont cinq sont issus des processus de transfert de compétence :

\* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux :

Lattes et Pérols, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable,  
Montpellier/Juvignac, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable,  
Prades le Lez, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable,  
Villeneuve-lès-Maguelone, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable,  
Jacou, Le Crès et Vendargues, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable

\* société fermière SAUR France :

Grabels, contrat du service de production et de distribution de l'eau potable :  
Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, contrat dit « Villages » du service de production et de distribution de l'eau potable.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée comme suit :  
au 31 octobre 2014 selon la délibération approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public sur la Commune de Grabels adoptée lors de cette même séance du Conseil Communautaire,  
au 31 décembre 2014 selon les dispositions contractuelles des contrats de Délégation de Service Public en vigueur sur les Communes de Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Sussargues et Saint-Brès,  
au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats de plus de 20 ans signés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Les Communes de Jacou, Le Crès, Prades le Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont concernées.

Cette échéance convergente vers fin 2014 a été organisée pour les contrats les plus récents conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit pour les Communes de Lattes, Pérols, Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, afin de permettre une réflexion sur la définition des conditions de poursuite de l'exploitation du service d'eau potable sur l'ensemble des 13 Communes où notre collectivité est aujourd'hui Autorité Organisatrice.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce également la compétence « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute » en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008.

Le service de l'eau brute est actuellement géré en régie dans le cadre d'une convention d'exploitation arrivant à échéance au 31 décembre 2014. Le service n'a actuellement d'usagers que sur les Communes de Baillargues, Clapiers, Jacou, Le Crès et Vendargues mais a vocation à se développer. Aucun personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'est rattaché à ce service, compte tenu de son périmètre réduit. La présente délibération concerne l'ensemble du service sur les 31 Communes du territoire.

Compte tenu des similitudes de l'exploitation de ce service d'eau brute avec celui de l'eau potable, du fait notamment des caractéristiques techniques des ouvrages concernés, il est proposé d'associer l'examen du service

d'eau brute avec celui de l'eau potable, en vue de déterminer des modalités d'exploitation communes.

Le Conseil Communautaire doit se prononcer, à la lumière du rapport joint, sur le choix du mode de gestion du service public de l'eau potable et de l'eau brute, puis dans un second temps sur les principales caractéristiques du futur contrat d'exploitation.

## **LA SITUATION ACTUELLE DES SERVICES**

### *Les principaux chiffres des services*

Le patrimoine du service de l'eau potable (y compris les 3 Communes de l'ancien Syndicat du Salaison) est constitué de 1 264 km de canalisations (hors branchements). Il dessert une population de près de 337 000 habitants pour 67 289 abonnés.

Ce patrimoine comprend 2 usines de traitement (Arago, Portaly), 12 sites de captage (dont la source du Lez) pour un total de 22 forages ou puits et 31 réservoirs d'une capacité totale de 113 550 m<sup>3</sup>.

En 2012, les volumes d'eau prélevés (hors restitution au Lez) sont de 30 455 271 m<sup>3</sup>, les volumes achetés sont de 3 679 446 m<sup>3</sup> et les volumes exportés sont de 2 540 305 m<sup>3</sup>, pour des volumes consommés de 23 829 777 m<sup>3</sup>.

Concernant le service de distribution d'eau brute, la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison, intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2013, a doublé la taille du service avec l'intégration d'équipements sur Clapiers, Jacou et Vendargues. Les principales caractéristiques, début 2013, sont les suivantes : 3 770 m de réseau, 249 abonnés pour un débit total souscrit de 1138 m<sup>3</sup>/h.

### *La gestion actuelle des services*

L'exploitation actuelle du service eau potable sur les 13 Communes où la Communauté d'Agglomération de Montpellier est Autorité Organisatrice est réalisée au travers de 7 contrats de Délégation de Service Public rappelés ci-dessus.

Les contrats actuels de type affermage reposent sur les grands équilibres suivants :

les Délégués sont chargés :

d'entretenir, de faire fonctionner et de surveiller les installations. Ils en assument la responsabilité à titre principal ;  
de renouveler les équipements électromécaniques, électriques et électroniques, les canalisations (le cas échéant) et accessoires hydrauliques de toute nature (robinet-vannes, clapet, ventouses, réducteurs de pression...), les branchements (dont branchements en plomb le cas échéant) et les compteurs ;

de gérer l'ensemble des relations avec les abonnés qui sont ses cocontractants au travers des contrats d'abonnement ;  
de percevoir une redevance auprès des usagers du service qui comporte une part variable en fonction du nombre de m<sup>3</sup> d'eau consommé et une part fixe annuelle par abonné ;

de percevoir sans rémunération pour le compte de la Collectivité une part du prix du service public de l'eau potable qu'il reverse dans les caisses du Receveur ;

de réaliser, pour certains contrats, des investissements définis contractuellement ;

la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

remet au Délégué les installations de service dont elle est propriétaire ;

contrôle le service;

reste responsable des travaux neufs, du renouvellement du génie civil des ouvrages et d'une partie des canalisations.

Le service eau brute est actuellement géré en régie : la Communauté d'Agglomération de Montpellier est intégralement responsable de ce service.

### *Le coût du service rendu aux usagers*

#### Eau potable

Par délibération n°9974 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public d'eau potable sur l'ensemble des Communes du territoire où la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence. Le tarif actuel du service d'eau potable est composé d'une part fixe (abonnement) et d'une part proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau consommé. La partie fixe, en rapport avec les coûts fixes d'exploitation du service, présente une progressivité selon le diamètre des compteurs. Elle est intégralement perçue par les exploitants, leurs contrats prévoyant des grilles tarifaires similaires pour l'ensemble des usagers. La partie proportionnelle est dite progressive : elle comprend deux tranches de consommation, avec un premier niveau tarifaire plus avantageux. Cette partie rémunère à la fois la collectivité et l'exploitant. Le tarif unifié de la redevance eau potable applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est de 1,125 € par m<sup>3</sup> hors taxes pour la première tranche de 120 m<sup>3</sup> consommés et de 1,263 € par mètre cube hors taxes pour la deuxième tranche.

La part perçue par la « Collectivité » est calculée par différence entre le prix total voté par la Communauté d'Agglomération et la rémunération des exploitants définie dans chaque contrat.

L'application de ce tarif unifié à une consommation annuelle de référence de 120 m<sup>3</sup>, conduit, pour un abonné individuel avec un compteur de diamètre inférieur à 20 mm, à un prix moyen hors taxes et redevances de l'Agence de l'Eau et de Voies Navigables de France, de 1,286 €/m<sup>3</sup>.

Les usagers des Communes de Jacou, le Crès et Vendargues, désormais intégrés dans le service public communautaire du fait de la fin d'exercice de la compétence par le Syndicat du Salaison, bénéficient d'une structure et d'un niveau tarifaires similaires.

Le chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers pour l'année 2012 s'élève à environ 30 M€.

#### Eau brute

Le tarif actuel du service d'eau brute est composé d'une part fixe, qui est fonction du nombre de m<sup>3</sup>/h souscrit, et d'une part variable proportionnelle à la consommation dont la tarification est différenciée en fonction des usages

(domestiques, petits consommateurs, agricoles). L'abonnement annuel 2013 est de 62,56 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit pour les usagers domestiques et agricoles et de 62,56 € H.T. pour 2 m<sup>3</sup>/h pour les petits consommateurs. La part variable 2013 payée par les usagers domestiques est de 0,54 € H.T. par m<sup>3</sup>. Les petits consommateurs paient 0,54 € H.T. par m<sup>3</sup> de 0 à 70 m<sup>3</sup> puis 1,41 € H.T. par m<sup>3</sup> au-delà de 70 m<sup>3</sup>. Les usagers agricoles paient 0,133 € H.T. par m<sup>3</sup> consommé.

Le chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers pour l'année 2012 s'élève à 0,1 M € et un prévisionnel à 0,2 M € a été établi pour l'exercice 2013.

### **DEMARCHE DE CONSULTATION ET POLITIQUE PUBLIQUE DE L'EAU**

A l'occasion de l'arrivée à échéance des contrats de Délégation du Service Public de l'eau potable, et face aux enjeux croissants liés à l'exercice de cette compétence récente, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité mener une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service. Les modalités et les conclusions de ce processus de concertation qui a réuni l'ensemble des parties prenantes, fait l'objet d'une délibération présentée lors de cette même séance du conseil communautaire. Celle-ci propose l'adoption d'une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable, traduisant de manière concrète la volonté de prendre acte et mettre en œuvre les recommandations recueillies des usagers.

L'adoption de cette charte, comme celle du schéma directeur de l'eau potable par délibération n°11594 lors de la séance du Conseil Communautaire en date du 25 mai 2013, constituent les premiers actes fondateurs d'une politique de l'eau réformée conduite par une Autorité Organisatrice renforcée.

En effet, l'Autorité Organisatrice se situe dans un triptyque qu'elle constitue avec l'exploitant et le citoyen-usager, au sein duquel elle représente la seule autorité légitime, garante d'un service public de qualité et l'acteur majeur du développement durable local.

Son rôle n'est pas limité à une simple autorité de régulation. Ainsi son action doit s'organiser à trois niveaux :

la gouvernance politique : en charge de la définition du cadre stratégique, elle élabore et réoriente en tant que de besoin la politique de l'eau afin de répondre en permanence aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques ;

le pilotage de la mise en œuvre de la politique de l'eau notamment sur la protection de la ressource, la gestion patrimoniale, les objectifs et niveau de qualité de service et la politique tarifaire et budgétaire ;

la concertation avec les usagers : au cœur du service public, l'Autorité Organisatrice veille à leur satisfaction permanente tout en garantissant le respect des principes d'égalité, de mutabilité et de continuité de service, et les associe aux décisions majeures sur l'évolution du service.

C'est dans cette optique d'une politique de l'eau renouvelée que la Communauté d'Agglomération de Montpellier : se propose de prendre en charge directement l'ensemble des investissements nécessaires au développement des services de l'eau potable et de l'eau brute,

affirme sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle du bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eau, comme dans la maîtrise de l'origine de l'eau distribuée, et prend en charge directement les achats et ventes d'eau potable et d'eau brute,

se doit de traduire dans le cahier des charges de l'exploitant les conditions de mise en œuvre de la politique de l'eau préalablement définies, le suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Ces principes sont invariants quel que soit le mode de gestion du service mis en œuvre.

### **PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

Deux modes d'organisation s'offrent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exploitation de son service d'eau potable :

la « **gestion publique** » c'est à dire en régie : la Communauté d'Agglomération de Montpellier crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée). On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service.

la « **gestion déléguée** », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une Délégation de Service Public (« DSP » : affermage ou concession) ou d'une régie intéressée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin »).

Les différents modes de gestion envisageables sont détaillés dans le rapport joint en annexe.

### **PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DES SCÉNARIOS ÉTUDIÉS**

*Les objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

Différents objectifs ont prévalu à la définition des scénarios d'organisation du service. En sus du principe de renforcement du rôle d'Autorité Organisatrice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les objectifs retenus ont été les suivants :

poursuivre et renforcer l'harmonisation du prix et de la qualité du service à l'échelle de l'Agglomération, replacer l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service,

proposer une organisation suffisamment souple et adaptable (mise en œuvre du schéma directeur d'eau potable, évolution institutionnelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ...).

simplifier l'organisation actuelle (nombre de contrats à gérer, prix, échanges d'eau, etc.).

## *Les scénarios pour le service de l'Eau Potable et de l'Eau Brute*

### Définition des différents périmètres

Compte tenu de l'importance du maillage actuel des réseaux de distribution et de la prépondérance de l'alimentation en eau depuis le système Lez sur le territoire d'exercice de la compétence, un découpage reposant sur une logique géographique n'est pas pertinent. Un niveau efficient de gestion technique et financière ne peut pas être atteint car le périmètre des seules communes non alimentées pour tout ou partie par le système Lez est de taille trop réduite.

Ainsi, les différents périmètres étudiés relèvent d'un découpage fonctionnel distinguant :

la production (ensemble des usines, forages et achats d'eau),

la distribution (réseau, branchements, réservoirs et stations de reprise),

la gestion des usagers (relevé des compteurs, facturation, centre d'appels, gestion des fichiers clientèle).

Ce découpage fonctionnel conjugué aux deux principaux modes de gestion envisageables permet d'étudier des réponses différenciées aux enjeux du service et aux objectifs préalables retenus.

### Définition des scénarios

Le tableau suivant présente les différents scénarios d'organisation étudiés.

Scénario	
A	Pas de découpage : l'ensemble du service de l'eau en gestion publique (régie, SPL)
B	Pas de découpage : gestion déléguée de l'ensemble du service de l'eau confiée à un même opérateur
C	1 périmètre « production » (Lez, Arago, forages, achats d'eau) gestion publique (régie, SPL) 1 périmètre « distribution et relations usagers » : gestion déléguée
D	1 périmètre « production » (Lez, Arago, forages, achats d'eau) gestion publique (régie, SPL) 1 périmètre « distribution » : gestion déléguée 1 périmètre « gestion des usagers » gestion publique (régie, SPL)

Le scénario C, différenciant la production du reste du service et la gérant dans le cadre d'une régie, vise notamment à mieux répondre dans l'absolu à l'objectif premier de renforcement du rôle d'Autorité Organisatrice et de contrôle des masses d'eau, au travers d'une prise directe de la collectivité sur la gestion des ressources.

Le scénario D, présente un niveau d'intégration en gestion publique encore supérieur par rapport au scénario précédent, en privilégiant en sus une relation directe de la collectivité avec les usagers du service.

### *Application au contexte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

En préalable, certains modes de gestion directe ou déléguée ont été éliminés.

Ainsi, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant renforcer son rôle d'autorité organisatrice et ayant prouvé sa capacité à assurer la réalisation de programmes d'investissements conséquents avec la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement, la concession ne présente pas d'intérêt. Il en va de même pour les autres contrats globaux (contrats de partenariat, Bail Emphytéotique Administratif,...).

La Délégation de Service Public est donc envisagée sous forme d'affermage.

Concernant la gestion publique, la création d'une Société Publique Locale (SPL) à court terme semble à exclure. En effet, deux collectivités territoriales au moins sont nécessaires pour créer une SPL. Cet outil paraît donc plus adapté aux collectivités qui n'ont pas transféré leur compétence à un EPCI commun mais souhaitent néanmoins mutualiser leurs moyens pour exploiter leur service. Cette forme d'organisation ne doit toutefois pas être exclue à moyen terme et pourra être réexaminée dans les perspectives d'une volonté commune avec les EPCI voisins de protéger et sécuriser les ressources ou pour mieux intégrer les évolutions institutionnelles.

Enfin, une régie à personnalité morale et autonomie financière constitue, sur le plan juridique, une institution très proche d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Malgré la désignation des membres du Conseil d'Administration et du directeur de la régie par le Conseil Communautaire, les prérogatives d'Autorité Organisatrice seraient largement transférées à cet établissement, ainsi que le pouvoir décisionnel, notamment sur les tarifs, et donc le prix de l'eau, l'EPIC disposant d'un degré d'autonomie conséquent. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant conserver la pleine autorité sur le service public de l'eau, ce mode de gestion n'a pas été retenu.

Parmi les modes de gestion publique, seule la régie avec autonomie financière permet de répondre de manière



satisfaisante aux objectifs ayant prévalu à la définition des scénarios mis à l'étude. C'est cette forme de régie qui est donc prise en compte dans l'analyse comparative.

## **ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

L'analyse comparative détaillée des différents scénarios figure dans le rapport joint.

### *Le prix de l'eau*

#### Présentation de la méthodologie

Le coût d'exploitation annuel du service dans chaque scénario a été évalué de façon très détaillée en prenant en compte les principales charges d'un service d'eau potable : le personnel, les achats d'eau, l'énergie, les engins et véhicules, les locaux et les assurances, l'informatique, les fournitures, les analyses de contrôle sanitaire, le renouvellement, les frais de sièges (fonctions supports et rémunération de l'entreprise le cas échéant).

La méthode repose sur un logiciel de simulation qui prend en compte, d'une part, les niveaux de prix constatés en France (en régie et en délégation de service public) et, d'autre part, les caractéristiques techniques propres des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour les charges de personnels (principale charge du service) l'outil de modélisation a permis d'estimer le nombre d'équivalents temps pleins (ETP) à partir d'une répartition type entre tâches sous-traitées et tâches réalisées directement par le personnel de l'exploitant.

Cette méthode permet d'aboutir à un résultat d'une précision de l'ordre de 5% grâce à une confrontation et une actualisation permanente depuis plus de 15 ans des pratiques des opérateurs français privés ou publics du secteur.

Le coût d'exploitation annuel pour chaque scénario a été évalué en partant d'hypothèses identiques de niveau de qualité de service et de nature de renouvellement d'équipements confiés à l'exploitant.

Le service étant aujourd'hui délégué, le chiffrage du scénario de référence a été réalisé sur une base « tout en DSP », soit le scénario B.

Les coûts des autres scénarios ont été évalués en partant de ce scénario de référence et en ajustant les postes de charges en fonction des divers modes de gestion envisagés.

Les différents postes de charge impactés sont les suivants :

personnel : le personnel reste de droit privé quel que soit le mode de gestion, en vertu du caractère industriel et commercial du service ; les différences d'un scénario à l'autre relèvent essentiellement des conditions de mutualisation du personnel : contrairement à une entreprise privée qui gère plusieurs contrats, une régie ne pourra pas mutualiser ses agents en dehors de son périmètre d'intervention. Il en résulte donc généralement un surcoût pour les régies.

fiscalité : une régie ne paiera ni la contribution économique territoriale, ni l'impôt sur les sociétés, elle n'est redevable que de l'impôt sur le foncier.

marge dont la rémunération de l'entreprise : cette charge n'existe pas pour les régies.

frais de transition : la création d'une régie va nécessiter un accompagnement important au démarrage pour mettre en place toute l'organisation et acquérir l'ensemble du matériel et des outils. Une attention particulière doit notamment être donnée aux outils informatiques désormais indispensables à la gestion d'un service d'eau car permettant la confection et l'édition de plus de 165 000 factures, la gestion du centre d'appels et des interventions (58 000 appels, 12 000 courriers et 10 000 emails reçus en 2012), le recueil de la connaissance patrimoniale (SIG), la gestion des renouvellements (GMAO), etc. Les coûts de développement et/ou d'acquisition de ces outils sont non négligeables. La régie devra également couvrir son besoin en trésorerie pour les premiers mois d'activité.

Il convient de préciser qu'en cas de gestion en régie, il est nécessaire de renforcer en personnel des fonctions supports de la collectivité (ressources humaines, marchés publics, finances, contentieux, informatique). Ces mêmes fonctions existent par ailleurs en cas de gestion externalisée au sein de l'entreprise. Les frais liés aux fonctions support ont donc été considérés identiques en première approche quel que soit le mode de gestion.

Pour les autres charges du service (énergie, achats d'eau, réactifs et produits de traitement, analyses, véhicules, locaux, etc.), les conditions d'exploitation du service ne sont pas de nature à générer des différences significatives.

#### Le chiffrage du scénario de référence

Le tableau suivant synthétise l'estimation du coût total annuel de chaque scénario présentée dans le rapport joint :

Scénario	A	B	C	D
Coût annuel d'exploitation H.T.	11,44 M€	11,61 M€	11,58 M€	11,57 M€

Les écarts constatés (1,5% au plus) sont inférieurs à la marge d'incertitude de la méthodologie appliquée (5%).

Ces écarts entre les différents scénarios sont à interpréter au regard du chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers qui représente environ 30 000 k€/an (parts Exploitants et Agglomération, hors redevances Agence de l'Eau et TVA).

Au vu des analyses détaillées réalisées, le coût prévisionnel d'exploitation n'apparaît pas comme un critère discriminant dans le choix du mode de gestion. En termes d'impact sur le prix de l'eau, ce sont donc bien le niveau d'investissement décidé par la Collectivité ainsi que les caractéristiques structurelles du service (origine de la ressource, complexité du traitement, coûts énergétiques, etc.) qui déterminent le prix de l'eau et non pas le mode de gestion du service.

### *Les risques*

Ce critère consiste à examiner chacun des risques inhérents à la gestion d'un service d'eau et à sélectionner ceux considérés comme discriminants au regard des différents modes de gestion. Le caractère discriminant d'un risque est

évalué en fonction :

de son occurrence (probabilité de réalisation du risque) ou de sa gravité (conséquences de la réalisation du risque) ;  
de la partie subissant et prenant en charge les conséquences de la réalisation du risque.

Les principaux risques encourus dans la gestion du futur service de l'eau sont notamment ceux liés :

à la responsabilité juridique relative aux obligations réglementaires de distribuer une eau de qualité potable,  
à la continuité de service en cas de crise du fait d'une pollution accidentelle de la ressource ou d'incident sur le réseau d'approvisionnement,

à l'équilibre financier du service avec la gestion de la facturation et des impayés (risque plus fort en cas d'individualisation de la facture d'eau).

En régie à simple autonomie financière, la Collectivité supporte seule l'intégralité de ces risques. Inversement, la délégation de service public est le contrat qui permet d'en reporter l'essentiel sur un tiers.

Plus le périmètre (technique et économique) géré en régie est important, plus les risques supportés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont corrélativement importants.

Toutefois, la responsabilité de la collectivité peut toujours être recherchée in fine même en cas de gestion confiée à un délégataire. Dès lors, il convient plutôt d'examiner ce critère au regard des priorités de la collectivité : la gestion publique mobilisera plus fortement la collectivité, au moins pendant la phase de transition, sur l'organisation de l'exploitation de son service afin de minimiser les risques encourus, au détriment des autres missions qu'elle s'est données de renforcement du rôle d'autorité organisatrice et de mise en œuvre du programme de travaux issus du schéma directeur eau potable.

#### *Les modalités de mise en œuvre*

Au même titre que le critère des risques, le critère lié aux difficultés de mise en œuvre présente une importance toute particulière dans le choix du futur mode de gestion du service. Ces difficultés sont avant tout liées aux aspects suivants :

#### Coûts de transition

La gestion actuelle étant la délégation de service public, le retour en gestion publique nécessitera de créer et d'organiser une entité nouvelle composée de plusieurs dizaines d'agents (environ 70 au minimum) avec l'acquisition de locaux, véhicules, outillage, stocks, logiciels métiers, etc.

Les locaux, les véhicules et les moyens informatiques ont été valorisés sous la forme de loyers et non pas d'investissements neufs. Pour les besoins de l'exercice d'analyse comparative des coûts des scénarios, les autres frais ont été lissés sur une durée de 10 ans. En réalité, ces dépenses vont devoir être réalisées au cours des 2 premiers exercices, représentant un investissement de l'ordre de 2 M€ et la mise en place d'un Fonds de Roulement, pendant la phase de démarrage, de l'ordre de 3,7 M€.

Par ailleurs, dans les scénarios C et D, qui séparent la production d'eau potable de sa distribution, il va s'agir de doubler les équipements de contrôle de la qualité de l'eau afin de permettre la gestion claire des responsabilités entre entité en charge de la production et entité en charge de la distribution.

#### Gestion du Personnel transféré et impact sur l'organisation actuelle

Cependant, l'une des principales préoccupations dans l'hypothèse d'un changement de mode de gestion doit être le sort réservé au personnel d'exploitation. Ainsi, en cas de gestion en régie, la collectivité doit gérer directement les enjeux sociaux liés à la reprise du personnel des exploitants actuels, en application de l'article L.1224-1 du Code du Travail ou de la convention collective des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000. Elle doit également procéder au recrutement des agents supplémentaires nécessaires pour assurer les fonctions supports (ressources humaines, achats, informatique, juridique...) de la future structure. Par ailleurs, le personnel d'exploitation restant de droit privé dans tous les cas, il convient d'examiner avec attention les conditions de son intégration avec les fonctionnaires actuels de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Aussi, le maintien du mode de gestion actuel, en délégation de service public, est le scénario qui a le moins d'impact sur les agents qui assurent aujourd'hui le service, ceux-ci devant être repris par le nouveau délégataire en cas de changement d'exploitant, en application des dispositions claires et précises de la convention collective applicable aux entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement, mise en œuvre par tous les opérateurs.

C'est aussi le scénario par lequel l'organisation actuelle du service de la collectivité est la moins impactée.

Enfin, on note que les scénarios comportant un découpage fonctionnel du service, soit les scénarios C et D, génèrent des interfaces nouvelles, techniques, organisationnelles comme humaines, risquant, a minima en phase de transition, une dégradation de la qualité de service rendue. Si ces interfaces pour le scénario C, distinguant uniquement les organes de production du reste du service, paraissent pouvoir relever de procédures et moyens automatisés qu'il conviendra de définir, développer ou acquérir, il n'en est rien pour le scénario D. Ce dernier scénario, séparant la gestion clientèle de la distribution, risque de générer de très nombreuses interfaces, sources de difficultés de coordination entre les différentes entités en charge de l'exploitation, au détriment des usagers. Par ailleurs, un tel découpage fonctionnel ne bénéficie que de très peu d'expériences antérieures.

Là encore, la phase de transition mobilisera la collectivité au détriment des missions prioritaires qu'elle s'est données.

En conclusion, comme pour le critère précédent, plus le périmètre géré en régie est important, plus l'impact est fort pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En cas de DSP, les nouveaux opérateurs gèrent directement l'essentiel des questions liées à la reprise du personnel, moins nombreuses. Ils possèdent déjà par ailleurs la plupart des moyens et outils nécessaires à l'exploitation du service. Les coûts de transition sont donc marginaux par rapport à ceux identifiés en cas de passage en régie.

Par ailleurs, comme expliqué ci-avant, les interfaces techniques à mettre en place dans le cadre du scénario C (articulation production / distribution) sont plus simples que celles à organiser dans le cadre du scénario D (articulation production / distribution mais également centre d'appel et gestion des usagers en régie à coordonner avec l'ordonnancement et les interventions de terrain en délégation). C'est pourquoi les contraintes du scénario D ont été jugées aussi fortes que celles du scénario A.

#### *La transparence de la gouvernance et la participation de la société civile*

Quel que soit le mode de gestion, la loi définit le niveau minimum d'information dû aux usagers du service (résultats d'analyses, présentation de la facture, rapports annuels d'exploitation, Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service, Commission Consultative des Services Publics Locaux, etc.).

La régie à simple autonomie financière, de par son intégration aux services de la collectivité, permet un contrôle plus direct du service. Par ailleurs, des représentants d'usagers pouvant siéger au conseil d'exploitation, cette forme de gestion peut renforcer une certaine transparence de la gouvernance.

Toutefois, en cas de gestion déléguée, et conformément à la charte d'engagements proposée lors de cette même séance du Conseil, l'organisation d'un pilotage structuré et d'un contrôle efficient du service, au travers de méthodes définies préalablement dans le cahier des charges puis arrêtées dans le contrat, conjuguées à la mise en place de moyens et d'outils adaptés, permettent la garantie d'un niveau de transparence comparable. Par ailleurs, le renforcement des prérogatives et une composition élargie de la CCSPL, l'institutionnalisation du Forum de l'Eau comme instance permanente de concertation, réunissant notamment la société civile, les associations, les professionnels, les scientifiques, sont des gages importants de l'atteinte d'un objectif ambitieux de participation des citoyens-usagers à la gouvernance du service.

#### *La contribution au développement du territoire (Fiscalité, R&D...)*

Ce dernier critère prend en compte l'impact économique local de l'exploitant (régie ou délégataire). Plus difficile à quantifier, il est en général secondaire par rapport aux autres. Ce critère doit cependant être examiné au regard de la situation particulière de notre territoire, capitale régionale, qui bénéficie d'un pôle universitaire et scientifique important et d'écoles dédiés à l'eau.

Aussi, une société privée gestionnaire du service communautaire de l'eau est de ce fait un acteur économique du territoire qui peut s'impliquer dans des actions sociétales : formation professionnelle, insertion par l'économie, parrainage d'opérations de solidarité locale, etc.

Elle est assujettie par ailleurs à la fiscalité professionnelle dont sont exemptées les régies.

La contribution au développement du territoire est supérieure en cas de gestion déléguée qu'en régie.

#### *Synthèse*

En synthèse de l'analyse comparative des scénarii au regard de l'ensemble des critères, le critère « prix » n'étant pas discriminant, les scénarii A et D se trouvent les moins bien classés : ils sont pénalisés sur les critères « risques supportés » et « modalités de mise en œuvre ».

Par ailleurs, les nombreuses interfaces liées au fort découpage fonctionnel du scénario D rendent son choix difficile car faisant courir un risque de dégradation du service rendu à l'utilisateur et notamment en phase transitoire.

La prise en compte d'une autre pondération des critères, par nature subjective, n'est pas susceptible de remettre en cause ce moins bon classement des scénarii A et D.

Les scénarii B et C se retrouvent classés à un niveau similaire. Toutefois, le scénario C présente plus d'inconvénients sur les modalités de mise en œuvre, car ne garantissant pas une optimisation aisée de la gestion technique et financière du couple production-distribution. De plus, il différencierait le sort réservé au personnel actuel d'exploitation du service, seuls les agents en charge de la production étant repris au sein de la régie.

En conclusion, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de l'ensemble du service de l'eau potable et de l'eau brute au travers d'un seul et même contrat d'affermage. Ce scénario, simplifiant et harmonisant l'organisation actuelle, va permettre à notre collectivité de se consacrer pleinement à l'exercice et à l'affirmation de son rôle d'autorité organisatrice et à sa volonté de mise en œuvre d'une politique de gestion intégrée de l'eau s'appuyant notamment sur un programme d'investissement ambitieux tel que défini par le schéma directeur.

Par ailleurs, les objectifs préalables de suivi et de contrôle du bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eau, comme de maîtrise de l'origine de l'eau distribuée et de prise en charge des achats et ventes d'eau potable et d'eau brute seront bien respectés, étant traduits dans le futur contrat de l'exploitant au travers de clauses contractuelles définissant les niveaux de partage de responsabilité et de décision entre collectivité et délégataire et fixant des exigences majeures en terme de transparence des outils de pilotage de la ressource.

Le futur contrat exigera également un accompagnement de la collectivité par le Délégataire dans le cadre des essais préalables nécessaires à l'évolution des conditions de pompage de la source du Lez. Ces essais sont indispensables à la pérennisation à long terme de la fourniture d'une eau de qualité à faible coût sur notre territoire, mais leur réalisation sera délicate. Le scénario proposé permettra ainsi un partage raisonné des risques associés.

Enfin, le choix de ce scénario préserve les conditions sociales de l'ensemble des agents qui assurent aujourd'hui le service public et n'influe pas sur l'organisation du service de la collectivité.

### **CARACTÉRISTIQUES DU FUTUR CONTRAT**

#### *Objet de la Délégation*

Le Délégataire de Service Public devra assurer en tout temps la production d'eau potable et sa distribution à tous les usagers du service dans le respect des règles de l'art, de la réglementation en vigueur, mais aussi de la politique publique de l'eau définie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et traduite notamment au travers de la charte d'engagements proposée à ce même Conseil.

La Délégation aura pour objet l'exploitation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable sur les Communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Sussargues, Saint-Brès, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

La Délégation aura également pour objet l'exploitation du service public de distribution d'eau brute sur l'ensemble du territoire communautaire.

Les principales caractéristiques techniques du service sont celles mentionnées ci-dessus.

#### *Durée de la Délégation*

La durée envisagée pour la Délégation est de 7 ans.

Elle est alignée sur la fin des contrats de Délégation des services des Syndicats du Bas-Languedoc et de Garrigues Campagne afin de permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'adapter plus facilement l'organisation de ses services en 2021, le cas échéant, en fonction des évolutions institutionnelles et en concertation avec les Autorités Organisatrices voisines.

Le contrat prendra effet :

le 1<sup>er</sup> janvier 2015 sur les Communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Sussargues et Saint-Brès,

le 4 février 2015 sur les Communes de Jacou, Le Crès, Prades le Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Pour le service d'eau brute, le contrat prendra effet sur l'ensemble des trente et une Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

Cette durée courte, bien inférieure à celle des principaux contrats précédents ou aux durées constatées nationalement (10-12 ans en moyenne), permettra de créer les conditions d'une transition maîtrisée dans la perspective d'un retour à une gestion publique.

#### *Principales missions confiées au délégataire*

Les caractéristiques des prestations que devra assurer le Délégataire, en matière d'eau potable et d'eau brute, seront principalement les suivantes :

le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de production et de traitement d'eau potable ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,

le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages de distribution de l'eau potable et de l'eau brute,

le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations, indispensables à la continuité de ces services, ainsi que des compteurs et des branchements,

les travaux de réparation des canalisations (pour les interventions inférieures à 6 ml) et de branchements,

la réalisation des branchements neufs,

la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,

l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),

la gestion des relations du service avec les usagers,

la facturation et perception des redevances payées par les usagers relatives à l'eau et le reversement à la Communauté d'Agglomération des parts qui lui reviennent,

la mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration du rendement des réseaux,

la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la gestion équilibrée de la ressource et la qualité du service rendu à l'utilisateur.

La Collectivité aura de son côté la charge :

de pilotage du choix des ressources utilisées, notamment la mise en route ou l'arrêt des unités de traitement d'appoint ou de secours,

des achats et ventes en gros d'eau potable et brute à d'autres services ,

de la construction et du financement de tout nouvel ouvrage,

de renouvellement du génie civil et des canalisations,(au-delà de 6 ml),

du contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat d'affermage définira précisément les objectifs assignés au Délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont cette dernière pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

#### *Conditions financières et rémunération du délégataire*

L'exploitant sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers dont le contrat définira le tarif et les conditions d'indexation.

Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,

structure tarifaire composée de deux parties :

un abonnement, dont le montant sera fixé dans le contrat à un niveau faible, afin d'assurer un accès au service aisé pour tous,

une part variable en fonction de la consommation.

### *Conditions principales d'exécution du service*

Le Déléataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la Délégation, le Déléataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier remettra au Déléataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le Déléataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

### *Rôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice*

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du Déléataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Déléataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

l'atteinte des objectifs fixés contractuellement en termes de qualité de service,

le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,

le règlement des litiges avec les usagers.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aura en permanence accès au système d'information du Déléataire. Certaines de ces informations pourront être mises à disposition des usagers du service.

Concernant les relations à l'usager, et notamment le service clientèle qui reflète l'image du service public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera pleinement partie prenante de la définition des procédures, outils et moyens de communication et d'information gérant les interfaces entre les usagers et l'exploitant. Il sera attendu du service clientèle un haut niveau de performance dédié à la qualité du service rendu à l'usager et qu'il affiche en permanence son caractère public par tout moyen approprié.

### *Opérations de fin de contrat*

Le contrat intégrera des obligations de fin de contrat formalisant l'ensemble des informations à transmettre et l'ensemble des opérations relatives à la fin de contrat. Ces obligations porteront notamment sur :

les outils informatiques de pilotage et de conduite du service,

les fichiers de données de gestion clientèle et d'inventaire du patrimoine retraçant la vie du service sur toute la période du contrat,

les procédures qualité explicitant les méthodologies de travail des différentes activités nécessaires à la bonne marche du service,

le personnel (effectif, plan de formation, conditions sociales, etc.).

Un état des lieux précis du service sera fourni 24 mois avant la fin du contrat, mettant en exergue les points forts/faibles et préconisant les marges de progrès, permettant ainsi à l'autorité organisatrice de l'eau potable d'engager en temps utile et après consultation des instances habituelles, le passage éventuel à une gestion en régie.

### **PRINCIPALES MODALITÉS DE CONSULTATION**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de ses articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux et le CTP, réunis le 15 juillet 2013, ont émis un avis favorable, à la majorité des membres présents, sur le principe de cette gestion déléguée du service public d'eau potable et d'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au final, la proposition d'un mode de gestion déléguée par contrat d'affermage unique sur les 13 Communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence eau potable constitue un choix responsable. La durée envisagée de 7 ans, faisant place à une situation qui perdurait depuis près de 25 ans, associée à des clauses contractuelles adaptées, en font un dispositif transitoire permettant à notre collectivité d'envisager à

terme une gestion publique du service. Pour cela, une commission composée d'élus sera constituée dès 2015 afin de suivre l'évolution du service et de déterminer les conditions d'un passage en gestion publique.

Cette nouvelle organisation du service sera accompagnée d'une baisse tarifaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de l'ordre de 10 %. Cette baisse peut être consentie sans préjudice pour le niveau d'investissements préconisé par le schéma directeur d'eau potable mais engage la collectivité à négocier fermement le nouveau contrat et à contrôler son évolution.

Enfin, conformément à la charte adoptée lors de ce même Conseil, des mesures sociales seront mises en place en priorité. Celles-ci prévoient l'allocation de « chèques Eau » pour permettre aux ménages les plus modestes le paiement de leur facture d'eau. L'union départementale des CCAS pourra notamment contribuer à la gestion de ce dispositif afin de toucher le public le plus dans le besoin.

Par ailleurs, on ne peut ignorer que plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau et que près de 50 pays sont menacés de pénurie à l'horizon 2025. Aussi, et conformément à notre adoption du pacte d'Istanbul par délibération n°10587 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2011, il est proposé d'engager à court terme des actions de solidarité internationale. Ces actions peuvent être financées jusqu'à hauteur de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Elles pourront porter sur des actions à long terme, qui permettent un réel transfert de compétence, comme sur des aides d'urgence.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de l'eau renouvelée, et en réponse aux attentes exprimées lors de la récente concertation « Quelle eau pour demain ? », le service de l'eau potable sera transparent et ouvert à ses usagers. L'installation du Forum de l'eau comme organe permanent d'échange et de consultation en est le 1<sup>er</sup> gage.

Monsieur Marc Dufour quitte la salle avant l'examen de l'affaire et les débats et ne prend pas part au vote.

Le Président soumet au Conseil Communautaire, la demande de M. Max Lévi de procéder à un scrutin public pour le vote de la présente affaire.

Le nombre de Conseillers Communautaires demandant le vote au scrutin public s'élève à 16, soit un nombre inférieur au quart des membres présents requis (75 présents pour cette affaire) pour procéder à un vote au scrutin public. Il n'est donc pas procédé à un vote au scrutin public mais à un vote à main levée. A l'issue du vote, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (16 contre, 7 abstentions, 1 ne prend pas part au vote).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du rapport joint en annexe, le principe de la gestion du service public pour l'alimentation en eau potable et en eau brute, en délégation de service public par affermage, à compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021,
- approuver les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur délégataire du service, telles que définies dans le rapport de présentation annexé,
- autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L. 1411-1 à 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la conclusion du contrat de Délégation de Service Public pour l'alimentation en eau potable et en eau brute,
- dire que le contrat prendra la dénomination de "contrat de Délégation de Service Public pour l'alimentation en eau potable et en eau brute",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Dufour)

Abstention : 7 (Prades le Lez : M. Lussert ; Villeneuve-lès-Maguelone : MM Ségura, Legouge ; Montpellier : Mmes Bonniface-Pascal, Dombre-Coste, MM Aragon, Delafosse)

Contre : 16 (Clapiers : M. Maurel ; Grabels : MM Flacher, Revol ; Jacou : M. Calvat ; Lavérune : M. Giner ; Saussan : M. Landier ; Saint-Jean-de-Védas : M. Lenthéric ; Montpellier : Mmes Miraoui, Prunier, Qvistgaard, Troadec-Robert, MM Lévi, H. Martin, Passet, Saurel, Sudres)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°21 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC POUR LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU MODE DE GESTION - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

L'exploitation du service public communautaire d'assainissement collectif est actuellement assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes entre 1989 et 2001 :

\* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

\* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée comme suit :

- au 31 décembre 2014 selon les dispositions contractuelles des contrats de délégation de service public en vigueur sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel lès Montpellier, Pérols, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Sussargues, Saussan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues,
- au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats de plus de 20 ans signés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone sont concernées.

Cette échéance convergente vers fin 2014 a été organisée pour les contrats les plus récents conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit ceux concernant les communes de Lattes, Pérols, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues. Cette disposition, arrêtée avec l'approbation du schéma directeur d'assainissement par le Conseil Communautaire dans sa séance du 21 décembre 2004, poursuit un objectif d'harmonisation du service, et se concrétise aujourd'hui en permettant une réflexion sur la définition des conditions de poursuite de l'exploitation du service public de l'assainissement à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire.

Le Conseil Communautaire doit se prononcer, à la lumière du rapport joint, sur le choix du mode de gestion du service public de l'assainissement collectif puis dans un second temps sur les principales caractéristiques des 3 futurs contrats d'exploitation.

## **LA SITUATION ACTUELLE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

### *Les principaux chiffres du service*

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce en directement la compétence « assainissement collectif » pour le compte de ses 31 Communes membres.

Le patrimoine du service de l'assainissement collectif comprend en 2012 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des Communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité 20 000 m<sup>3</sup>,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

Les stations d'épuration ont traités 31,5 millions de m<sup>3</sup> en 2012, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20,6 tonnes de DBO<sub>5</sub>.

Ce patrimoine dessert une population de près de 424 000 habitants pour 92 646 abonnés. 26,6 millions de m<sup>3</sup> leur ont été facturés en 2012.

Enfin, il convient de noter que la station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran, et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la commune de Mauguio.

### *La gestion actuelle du service*

Les contrats actuels de délégation de service public, de type affermage rappelés ci-dessus reposent sur les grands équilibres suivants :

- Les Délégués sont chargés :
  - d'entretenir, de faire fonctionner et de surveiller les installations. Ils en assument la responsabilité à titre

- principal ;
- de renouveler et d'entretenir les biens suivants : équipements électromécaniques électriques et électroniques, branchements et canalisations
- de gérer l'ensemble des relations avec les abonnés qui sont leurs cocontractants au travers du contrat d'abonnement (relations juridiques de droit privé) ;
- de percevoir une redevance auprès des usagers du service qui comporte une part variable en fonction du nombre de m<sup>3</sup> d'eau consommé.
- le cas échéant, de percevoir sans rémunération pour le compte de la Collectivité une part du prix du service public de l'assainissement qu'ils reversent dans les caisses du Receveur.
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier :
  - remet au Fermier les installations de service dont elle est propriétaire ;
  - contrôle le service ;
  - reste responsable des travaux neufs, du renouvellement du génie civil des ouvrages et des canalisations.

#### *Le coût du service rendu aux usagers*

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire. Le mode de tarification retenu est le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau potable consommée.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement du service et notamment à financer les projets d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004, et estimés à trois cent soixante-quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des Communes.

Le tarif unifié de la redevance assainissement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est de 1,42 € par m<sup>3</sup> hors taxes. La part perçue par la « Collectivité » est calculée par différence entre le prix total voté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la rémunération des exploitants définie dans chaque contrat.

#### **DEMARCHE DE CONSULTATION ET POLITIQUE PUBLIQUE DE L'EAU**

A l'occasion de l'arrivée à échéance des contrats de délégation des services de l'eau potable et de l'assainissement, et face aux enjeux croissants liés à l'exercice de ces compétences, Montpellier Agglomération a souhaité mené une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service possible. Les modalités et les conclusions de ce processus de concertation qui a réuni l'ensemble des parties prenantes, fait l'objet d'une délibération présentée à cette même séance du Conseil. Elle propose l'adoption d'une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, traduisant de manière concrète la volonté de prendre acte et mettre en œuvre les recommandations recueillies.

L'adoption de cette charte, comme celle du schéma directeur de l'eau potable par délibération n°11594 lors de la séance du Conseil Communautaire en date du 25 mai 2013, à l'image de celui de l'assainissement le 21 décembre 2004, constituent les premiers actes fondateurs d'une politique de l'eau réformée conduite par une Autorité Organisatrice renforcée.

En effet, l'Autorité Organisatrice se situe dans un triptyque qu'elle constitue avec l'exploitant et le citoyen-usager, au sein duquel elle représente la seule autorité légitime, garante d'un service public de qualité et l'acteur majeur du développement durable local.

Son rôle n'est pas limité à une simple autorité de régulation. Ainsi son action doit s'organiser à trois niveaux :

- la gouvernance politique : en charge de la définition du cadre stratégique, elle élabore et réoriente en tant que besoin la politique de l'assainissement afin de répondre en permanence aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques ;
- le pilotage de la mise en œuvre de la politique de l'assainissement notamment sur la préservation des milieux, la gestion patrimoniale, les objectifs et niveau de qualité de service et la politique tarifaire et budgétaire ;
- la concertation avec les usagers : au cœur du service public, l'Autorité Organisatrice veille à leur satisfaction permanente tout en garantissant le respect des principes d'égalité, de mutabilité et de continuité de service, et les associe aux décisions majeures sur l'évolution du service.

C'est dans cette optique d'une politique de l'assainissement renforcée que la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- se propose de poursuivre la prise en charge directe l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirme sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- se doit de traduire dans le cahier des charges de l'exploitant les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, le suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Ces principes sont invariants quel que soit le mode de gestion du service mis en œuvre.

#### **PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

Deux modes de gestion s'offrent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour son service d'assainissement collectif :

- la « **gestion publique** » c'est-à-dire en régie : la Communauté d'Agglomération de Montpellier crée une régie sur



laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée). On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service.

- la « **gestion déléguée** », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (affermage ou concession), ou d'une régie intéressée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin »).

Les différents modes de gestion envisageables sont détaillés dans le rapport joint en annexe.

## **PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DES SCÉNARIOS ÉTUDIÉS**

### *Les Objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

Différents objectifs ont prévalu à la définition des scénarios d'organisation du service. En sus de celui du principe de renforcement du rôle d'Autorité Organisatrice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les objectifs retenus ont été les suivants :

- poursuivre et renforcer l'harmonisation du prix et de la qualité du service à l'échelle de l'Agglomération,
- replacer l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service,
- proposer une organisation suffisamment souple et adaptable (achèvement du schéma directeur d'assainissement et réalisation des nouveaux investissements structurants, évolution institutionnelle de l'Agglomération, ...).
- simplifier l'organisation actuelle (nombre de contrats à gérer, etc.).

### *Les scénarios pour le service de l'Assainissement*

#### Définition des différents périmètres

L'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est organisé aujourd'hui autour de 15 systèmes d'assainissement, chacun pourvu d'une unité épuratoire propre et de ses réseaux de collecte attenants, suivant une logique géographique de bassins versants, conformément aux dispositions prévues par le schéma directeur. Les interactions entre réseaux de collecte et station d'épuration à l'aval sont permanentes notamment lors d'épisodes pluvieux ou en cas de pollution. Leur gestion peut difficilement être séparée. La réflexion autour des scénarios envisageables a donc pris en compte pour la détermination des périmètres une logique préférentielle de découpage géographique plutôt que fonctionnel.

Toutefois, le cas de la station d'épuration MAERA est particulier car il s'agit d'un ouvrage de capacité nominale élevée, aux enjeux cruciaux en matière de respect des normes épuratoires de rejet en mer et complexe en terme de gestion, nécessitant un niveau de technicité et une diversité de compétences importants. Par ailleurs, cet équipement est susceptible d'être profondément remanié d'ici 4 à 6 ans, afin de satisfaire les besoins en capacité de traitement supplémentaire, en lien avec le développement urbain, mais aussi de respecter les exigences réglementaires en cours d'évolution, notamment de traitement par temps de pluie.

Dans ces conditions, afin de garantir une conception optimale de nouveaux équipements et une responsabilisation claire sur les performances épuratoires en phase chantier, il est envisagé de confier au futur constructeur l'exploitation de la station d'épuration, non seulement pendant la durée des travaux mais aussi sur une période suffisamment longue à l'issue de leur réception pour assurer la mise au point du process et garantir l'atteinte d'un fonctionnement stabilisé. Aussi, il apparaît pertinent de distinguer la station d'épuration MAERA au sein d'un périmètre spécifique suivant cette fois une logique de découpage fonctionnel du service.

Ces découpages géographique mais aussi fonctionnel sur le système d'assainissement MAERA, conjugués aux deux principaux modes de gestion envisageables, permettant d'étudier des réponses différenciées aux enjeux du service et aux objectifs préalables retenus.

#### Définition des scénarios

Le tableau présente les différents scénarios d'organisation étudiés :

Scénarios	
A	Pas de découpage : l'ensemble du service en gestion publique (régie, SPL)
B	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » <b>Gestion déléguée</b> - 1 périmètre « reste du service » <b>Gestion déléguée</b>
C	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » <b>Gestion déléguée.</b> - 1 périmètre « collecte des eaux usées sur les communes raccordées à MAERA » <b>Gestion déléguée</b> - 1 périmètre « collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest » <b>Gestion déléguée</b>

Scénarios	
D	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » <b>Gestion déléguée.</b> - 1 périmètre « reste du service » <b>Gestion publique (régie, SPL)</b>

Les scénarios A et B opposent les 2 principaux modes de gestion publique et déléguée, en procédant toutefois à un découpage fonctionnel pour la station d'épuration MAERA sur le scénario B pour tenir compte des spécificités précisées plus haut.

Ce même principe de découpage fonctionnel pour MAERA a prévalu à la définition des deux autres scénarios. Le scénario C privilégie le mode de gestion déléguée, mais distingue au sein de deux périmètres les réseaux de collecte du système MAERA des autres systèmes d'assainissement du territoire. Ces périmètres ont en effet des caractéristiques techniques très différentes en termes de station d'épuration notamment, avec des contraintes d'exploitation et des objectifs de résultats spécifiques. Par ailleurs, le scénario C se distingue du scénario B en présentant des périmètres avec des chiffres d'affaires mieux répartis, tout en atteignant des tailles critiques pertinentes.

Le scénario D prévoit enfin, en dehors de la station d'épuration MAERA restant en gestion déléguée, une exploitation en régie pour le reste du service.

Il convient de préciser que, pour la gestion de la station d'épuration MAERA, il sera envisagé un contrat de durée adaptable afin de permettre le transfert de son exploitation au concepteur-constructeur des nouveaux ouvrages à l'issue des études et procédures réglementaires préalables, dont la durée ne peut être totalement connue et maîtrisée aujourd'hui.

*Application au contexte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

En préalable, certains modes de gestion directe ou déléguée ont été éliminés.

Ainsi, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant renforcer son rôle d'autorité organisatrice et ayant prouvé sa capacité à assurer la réalisation de programme d'investissements conséquents avec la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, la concession ne présente pas d'intérêt. Il en va de même pour les autres contrats globaux (contrats de partenariat, Bail Emphytéotique Administratif,...).

La Délégation du Service Public est donc envisagée sous forme d'affermage.

Concernant la gestion publique, la création d'une Société Publique Locale (SPL) à court terme semble à exclure. En effet, deux collectivités territoriales au moins sont nécessaires pour créer une SPL. Cet outil paraît donc plus adapté aux collectivités qui n'ont pas transféré leur compétence à un EPCI commun mais souhaitent néanmoins mutualiser leurs moyens pour exploiter leur service. Cette forme d'organisation ne doit toutefois pas être exclue à moyen terme et pourra être réexaminée dans les perspectives d'une volonté commune avec les EPCI voisins de préserver les milieux aquatiques de notre territoire ou pour mieux intégrer les évolutions institutionnelles.

Enfin, une régie à personnalité morale et autonomie financière constitue, sur le plan juridique, un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Malgré la désignation des membres du Conseil d'Administration et du directeur de la régie par le Conseil Communautaire, les prérogatives d'Autorité Organisatrice seraient largement transférées à cet établissement, ainsi que le pouvoir décisionnel, notamment sur les tarifs, et donc le prix de l'assainissement, l'EPIC disposant d'un degré d'autonomie conséquent. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant conserver la pleine autorité sur le service public de l'assainissement, ce mode de gestion n'a pas été retenu.

Parmi les modes de gestion publique, seule la régie avec autonomie financière permet de répondre de manière satisfaisante aux objectifs ayant prévalu à la définition des scénarios mis à l'étude. C'est cette forme de régie qui est donc prise en compte dans l'analyse comparative.

## **ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

L'analyse comparative détaillée des différents scénarios figure dans le rapport joint.

### *Le prix de l'Assainissement*

#### Présentation de la méthodologie

Le coût d'exploitation annuel du service dans chaque scénario a été évalué de façon très détaillée en prenant en compte les principales charges d'un service d'assainissement: le personnel, le traitement et l'évacuation des sous-produits (notamment boues d'épuration), l'énergie, les engins et véhicules, les locaux et les assurances, l'informatique, les fournitures, les analyses de contrôle, le renouvellement, les frais de siège (fonctions supports et rémunération de l'entreprise le cas échéant).

La méthode repose sur un logiciel de simulation qui prend en compte, d'une part, les niveaux de prix constatés en France (en régie et en délégation de service public) et, d'autre part, les caractéristiques techniques propres des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour les charges de personnel (principale charge du service), l'outil de modélisation a permis d'estimer le nombre d'équivalents temps-plein (ETP) à partir d'une répartition type entre tâches sous-traitées et tâches réalisées directement par le personnel de l'exploitant.

Cette méthode permet d'aboutir à un résultat d'une précision de l'ordre de 5% grâce à une confrontation et une

actualisation permanente depuis plus de 15 ans des pratiques des opérateurs français privés ou publics du secteur. Le coût d'exploitation annuel pour chaque scénario a été évalué en partant d'hypothèses identiques de niveau de qualité de service et de nature de renouvellement d'équipements confiés à l'exploitant. Le service étant aujourd'hui délégué, le chiffrage du scénario de référence a été réalisé sur une base « tout en DSP », soit les scénarios B et C.

Tous les autres scénarios ont été évalués en partant de ces scénarios de référence et en ajustant les postes de charges en fonction des divers modes de gestion envisagés.

Les différents postes de charge impactés sont les suivants :

- personnel : le personnel reste de droit privé quel que soit le mode de gestion, en vertu du caractère industriel et commercial du service ; les différences d'un scénario à l'autre relèvent essentiellement des conditions de mutualisation du personnel : contrairement à une entreprise privée qui gère plusieurs contrats, une régie ne pourra pas mutualiser ses agents en dehors de son périmètre d'intervention. Il en résulte donc généralement un surcoût pour les régies.
- fiscalité : une régie ne paiera ni la contribution économique territoriale, ni l'impôt sur les sociétés, elle n'est redevable que de l'impôt sur le foncier.
- marge dont la rémunération de l'entreprise : cette charge n'existe pas pour les régies.
- frais de transition : la création d'une régie va nécessiter un accompagnement important au démarrage pour mettre en place toute l'organisation et acquérir l'ensemble du matériel et des outils. Une attention particulière doit notamment être donnée aux outils informatiques désormais indispensables à la gestion d'un service d'assainissement car permettant la gestion des réclamations et des interventions, le recueil de la connaissance patrimoniale (SIG), la gestion des renouvellements (GMAO), etc. Les coûts de développement et/ou d'acquisition de ces outils sont non négligeables. La régie devra également couvrir son besoin en trésorerie pour les premiers mois d'activité.

Il convient de préciser qu'en cas de gestion en régie, il est nécessaire de renforcer en personnel des fonctions supports de la collectivité (ressources humaines, marchés publics, finances, contentieux, informatique). Ces mêmes fonctions existent par ailleurs en cas de gestion externalisée au sein de l'entreprise. Les frais liés aux fonctions support ont donc été considérés identiques en première approche quel que soit le mode de gestion.

Pour les autres charges du service (énergie, achats d'eau, réactifs et produits de traitement, analyses, véhicules, locaux, etc.), les conditions d'exploitation du service ne sont pas de nature à générer des différences significatives.

#### Synthèse sur le prix de l'assainissement

Le tableau suivant synthétise l'estimation du coût total annuel de chaque scénario présentée dans le rapport joint :

Scénario	Scénario A : Gestion publique	Scénario B : - DSP MAERA - DSP Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest	Scénario C : -DSP MAERA -DSP Réseaux raccordés à MAERA -DSP Secteurs Est & Ouest	Scénario D : -DSP MAERA -Gestion publique en régie Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest
Coût annuel d'exploitation H.T.	14,3 M€	14,8 M€	14,8 M€	14,5 M€

Les écarts constatés (soit 3,5% au plus) sont inférieurs à la marge d'incertitude de la méthodologie appliquée (5%). Ces écarts sont à interpréter au regard du chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers qui représente environ 35 000 k€/an (hors redevances Agence de l'Eau et TVA).

Au vu des analyses détaillées réalisées, le coût prévisionnel d'exploitation n'apparaît pas comme un critère discriminant dans le choix du mode de gestion. Ce sont donc bien le niveau d'investissement décidé par la Collectivité ainsi que les caractéristiques structurelles du service (milieu récepteur, complexité du traitement, coûts énergétiques, etc.) qui déterminent le prix de l'assainissement et non pas le mode de gestion du service.

#### *Les risques*

Ce critère consiste à examiner chacun des risques inhérents à un service de l'assainissement et à sélectionner ceux considérés comme discriminants au regard des différents modes de gestion. Le caractère discriminant d'un risque est évalué en fonction :

- de son occurrence (probabilité de réalisation du risque) ou de sa gravité (conséquences de la réalisation du risque) ;
- de la partie subissant et prenant en charge les conséquences de la réalisation du risque.

Les principaux risques encourus dans la gestion du futur service de l'assainissement sont notamment ceux liés :

- à la responsabilité juridique relative aux obligations réglementaires de qualité de traitement des eaux usées et de préservation de milieux récepteurs,
- à la continuité de service en cas de crise du fait d'une pollution accidentelle ou d'incident sur le réseau de collecte ou de coupure électrique,
- à l'équilibre financier du service (factures impayées, surcoût de traitement pour atteindre les objectifs imposés).

En régie à simple autonomie financière, la Collectivité supporte seule l'intégralité de ces risques. Inversement, la délégation de service public est le contrat qui permet d'en reporter l'essentiel sur un tiers.

Plus le périmètre (technique et économique) géré en régie est important, plus les risques supportés par la Communauté d'Agglomération le sont.

Toutefois, la responsabilité de la collectivité peut toujours être recherchée in fine même en cas de gestion confiée à un délégataire. Dès lors, il convient plutôt d'examiner ce critère au regard des priorités de la collectivité : la gestion publique mobilisera plus fortement la collectivité, au moins pendant la phase de transition sur l'organisation de l'exploitation de son service afin de minimiser les risques encourus, au détriment des autres missions qu'elle s'est données de renforcement du rôle d'autorité organisatrice et de mise en œuvre du programme de travaux issus du schéma directeur d'assainissement.

#### *Les modalités de mise en œuvre*

Au même titre que le critère des risques, le critère lié aux difficultés de mise en œuvre présente une importance toute particulière dans le choix du futur mode de gestion du service.

Ces difficultés sont avant tout liées aux aspects suivants :

#### **- Coûts de transition**

La gestion actuelle étant la délégation de service public, le retour en gestion publique nécessitera de créer et d'organiser une entité nouvelle composée de plusieurs dizaines d'agents (70 au minimum) avec l'acquisition de locaux, véhicules, outillage, stocks, logiciels métiers, etc.

Les locaux, les véhicules et les moyens informatiques ont été valorisés sous la forme de loyers et non pas d'investissements neufs. Pour les besoins de l'exercice d'analyse comparative des coûts des scénarios, les autres frais ont été lissés sur une durée de 10 ans. En réalité, ces dépenses vont devoir être réalisées au cours des 2 premiers exercices, représentant un investissement de 2 M€ et la mise en place d'un Fonds de Roulement, pendant la phase de démarrage, de l'ordre de 4,8 M€.

#### **- Gestion du Personnel transféré et impact sur l'organisation actuelle**

Cependant, l'une des principales préoccupations dans l'hypothèse d'un changement de mode de gestion doit être le sort réservé au personnel d'exploitation. Ainsi, en cas de gestion en régie, la collectivité doit gérer directement les enjeux sociaux liés à la reprise du personnel des exploitants actuels, en application de l'article L.1224-1 du Code du Travail ou de la convention collective des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000. Elle doit également procéder au recrutement des agents supplémentaires nécessaires pour assurer les fonctions supports (ressources humaines, achats, informatique, juridique...) de la future structure. Par ailleurs, le personnel d'exploitation restant de droit privé dans tous les cas, il convient d'examiner avec attention les conditions de son intégration avec les fonctionnaires actuels de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Aussi, le maintien du mode de gestion actuel, en délégation de service public, est le scénario qui a le moins d'impact sur les agents qui assurent aujourd'hui le service, ceux-ci devant être repris par le nouveau délégataire en cas de changement d'exploitant, en application des dispositions claires et précises de la convention collective applicable aux entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement, mise en œuvre par tous les opérateurs.

C'est aussi le scénario par lequel l'organisation actuelle du service de la collectivité est la moins impactée.

En conclusion, comme pour le critère précédent, plus le périmètre géré en régie est important, plus l'impact est fort pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En cas de DSP, les nouveaux opérateurs gèrent directement l'essentiel des questions liées à la reprise du personnel, moins nombreuses. Ils possèdent déjà par ailleurs la plupart des moyens et outils nécessaires à l'exploitation du service. Les coûts de transition sont donc marginaux par rapport à ceux identifiés en cas de passage en régie.

#### *La transparence de la gouvernance et la participation de la société civile*

Quel que soit le mode de gestion, la loi définit le niveau minimum d'information dû aux usagers du service (présentation de la facture, rapports annuels d'exploitation, rapport annuel sur le prix et la qualité du service, commission consultative des services publics locaux, etc.).

La régie à simple autonomie financière, de par son intégration aux services de la collectivité, permet un contrôle plus direct du service. Par ailleurs, des représentants d'usagers pouvant siéger au conseil d'exploitation, cette forme de gestion peut renforcer une certaine transparence de la gouvernance.

Toutefois, en cas de gestion déléguée, et conformément à la charte d'engagements proposée lors de cette même séance du Conseil, l'organisation d'un pilotage structuré et d'un contrôle efficient du service, au travers de méthodes définies préalablement dans le cahier des charges puis arrêtées dans le contrat, conjuguées à la mise en place de moyens et d'outils adaptés, permettent la garantie d'un niveau de transparence comparable. Par ailleurs, le renforcement des prérogatives et une composition élargie de la CCSPL, l'institutionnalisation du Forum de l'Eau comme instance permanente de concertation, réunissant notamment la société civile, les associations, les professionnels, les scientifiques, sont des gages importants de l'atteinte d'un objectif ambitieux de participation des citoyens-usagers à la gouvernance du service.

#### *La contribution au développement du territoire (Fiscalité, R&D, ...)*

Ce dernier critère prend en compte l'impact économique local de l'exploitant (régie ou délégataire). Plus difficile à quantifier, il est en général secondaire par rapport aux autres. Ce critère doit cependant être examiné au regard de la situation particulière de notre territoire, capitale régionale, qui bénéficie d'un pôle universitaire et scientifique important et d'écoles dédiés à l'eau.

Aussi, une société privée gestionnaire d'un service communautaire de l'assainissement est de ce fait un acteur économique du territoire qui peu s'impliquer dans des actions sociétales : formation professionnelle, insertion par l'économie, parrainage d'opérations de solidarité locale, etc.

Elle est assujettie par ailleurs à la fiscalité professionnelle dont sont exemptées les régies.

La contribution au développement du territoire est supérieure en cas de gestion déléguée qu'en régie.

### *Synthèse*

En synthèse de l'analyse comparative des scénarios au regard de l'ensemble des critères, le critère « prix » n'étant pas discriminant, les scénarios A et D se trouvent les moins bien classés : ils sont pénalisés sur les critères « risques supportés » et « modalités de mise en œuvre ».

La prise en compte d'une autre pondération des critères, par nature subjective, n'est pas susceptible de remettre en cause ce moins bon classement des scénarios A et D.

Les scénarios B et C se retrouvent classés à un niveau similaire. Toutefois, le scénario C suit un découpage technique pertinent et présente un meilleur équilibre financier entre périmètres.

En conclusion, il est proposé de retenir le scénario C de trois délégations du service de l'assainissement. Ce scénario, simplifiant et harmonisant l'organisation actuelle, va permettre à notre collectivité de se consacrer pleinement à l'exercice de son rôle d'autorité organisatrice et à sa volonté de poursuivre la mise en œuvre d'un programme d'investissement ambitieux tel que défini par le schéma directeur.

Le futur cahier des charges fixera également un niveau d'engagement important du délégataire afin de consolider le fonctionnement des ouvrages et minimiser les risques sur l'environnement. Le scénario proposé permettra ainsi un partage de risques raisonné avec la collectivité.

Enfin, le choix de ce scénario préserve les conditions sociales de l'ensemble des agents qui assurent aujourd'hui le service public et n'influe pas sur l'organisation du service de la collectivité.

## **CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT**

### *Objet de la Délégation*

La Délégation aura pour objet le traitement des eaux usées collectées sur les Communes de : Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues.

Les caractéristiques du service sont :

- la station d'épuration MAERA de capacité 470 000 EH qui a traité, en 2012, 27 787 472 m<sup>3</sup>,
- son émissaire de rejet en mer de 20 km.
- 74 km de canalisations de transfert,
- 3 postes de relèvement,
- le bassin d'orage des Aiguerelles de capacité 20 000 m<sup>3</sup>,
- la station d'épuration sur la commune de Castries de capacité 6 300 EH, jusqu'à sa mise hors service après raccordement des effluents sur le système de collecte de MAERA.

Ce patrimoine dessert 70 726 abonnés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Il dessert par ailleurs par conventions les abonnées du service de plusieurs communes en périphérie du territoire communautaire. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran, et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio. Au total, en 2012 23,4 millions de m<sup>3</sup> ont été facturés aux abonnés dont plus d'un million sur les communes en périphérie.

### *Durée de la délégation*

Le contrat envisagé prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La durée envisagée pour la délégation est de 7 ans.

Elle est alignée sur l'échéance des contrats de délégation de service public de l'eau potable sur les communes de l'Agglomération raccordées à MAERA, échéance du 31 décembre 2021, identique quelle que soit la collectivité délégante. Cette uniformisation permettra à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'adapter plus facilement l'organisation de ses services en 2021, le cas échéant, en fonction des évolutions institutionnelles et en concertation avec les Autorités Organisatrices voisines.

Comme indiqué plus haut, la durée du contrat envisagé devra être adaptable au planning de mise en œuvre des travaux d'optimisation à réaliser sur la station MAERA.

Dans ces conditions, il est proposé que la durée du contrat soit assortie d'une clause prévoyant la possibilité de résiliation après au minimum trois ans, sans indemnité versée au Délégataire.

### *Principales missions confiées au délégataire*

Les caractéristiques des prestations que devra assurer le Délégataire seront principalement les suivantes :

- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,
- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations, indispensables à la continuité du service,
- les travaux de réparation des canalisations (pour les interventions inférieures à 6 ml) et de branchements,
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
- la gestion des relations du service avec les usagers,
- la mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de

l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'utilisateur.

La Collectivité conserve quant à elle :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

#### *Conditions financières et rémunération du Délégataire*

L'exploitant sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m<sup>3</sup>.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

#### *Conditions principales d'exécution du service*

Le Délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra ainsi que l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

#### *Rôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice*

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés contractuellement en termes de qualité de service,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le règlement des litiges avec les usagers.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aura en permanence accès au système d'information du délégataire. Certaines de ces informations pourront être mises à disposition des usagers du service.

Concernant les relations à l'utilisateur, et notamment le service clientèle qui reflète l'image du service public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera pleinement partie prenante de la définition des procédures, outils et moyens de communication et d'information gérant les interfaces entre les usagers et l'exploitant. Il sera attendu du service clientèle un haut niveau de performance dédié à la qualité du service rendu à l'utilisateur et qu'il affiche en permanence son caractère public par tout moyen approprié.

#### *Opérations de fin de contrat*

Le contrat intégrera des obligations de fin de contrat formalisant l'ensemble des informations à transmettre et l'ensemble des opérations relatives à la fin de contrat. Ces obligations porteront notamment sur :

- les outils informatiques de pilotage et de conduite du service,
- les fichiers de données de gestion clientèle et d'inventaire du patrimoine retraçant la vie du service sur toute la période du contrat,
- les procédures qualité explicitant les méthodologies de travail des différentes activités nécessaires à la bonne marche du service,
- le personnel (effectif, plan de formation, conditions sociales, etc.).

Un état des lieux précis du service sera fourni 24 mois avant la fin du contrat, mettant en exergue les points forts/faibles et préconisant les marges de progrès.

### **PRINCIPALES MODALITÉS DE CONSULTATION**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de ses articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux et le CTP, réunis le 15 juillet 2013, ont émis un avis favorable, à la majorité des membres présents, sur le principe de cette gestion déléguée.

Au final, la proposition d'un mode de gestion délégué constitue un choix responsable. La durée envisagée de 7 ans, faisant place à une situation qui perdurait depuis près de 25 ans dans certains cas, associée à des clauses contractuelles adaptées, en font un dispositif transitoire permettant à notre collectivité d'envisager à terme une gestion publique du service. Pour cela, une commission composée d'élus sera constituée dès 2015 afin de suivre l'évolution du service et déterminer les conditions d'un passage en gestion publique.

Cette nouvelle organisation du service sera accompagnée d'une baisse du prix de l'eau à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de l'ordre de 10 %. Cette baisse peut être consentie sans préjudice pour le niveau d'investissements préconisé par le schéma directeur mais engage la collectivité à négocier fermement le nouveau contrat et à contrôler son évolution.

Enfin, conformément à la charte approuvée lors de ce même Conseil, des mesures sociales seront mises en place en priorité. Celles-ci prévoient l'allocation de « chèques Eau » pour permettre aux ménages les plus modestes le paiement de leur facture d'eau et d'assainissement. L'union départementale des CCAS pourra notamment contribuer à la gestion de ce dispositif afin de toucher le public le plus dans le besoin.

Par ailleurs, on ne peut ignorer que plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau et que près de 50 pays sont menacés de pénurie à l'horizon 2025. Aussi, et conformément à notre adoption du pacte d'Istanbul par délibération n°10587 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2011, il est proposé d'engager à court terme des actions de solidarité internationale. Ces actions peuvent être financées jusqu'à hauteur de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Elles pourront porter sur des actions à long terme, qui permettent un réel transfert de compétence, comme sur des aides d'urgence.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de l'eau renouvelée, et en réponse aux attentes exprimées lors de la récente concertation « Quelle eau pour demain ? », le service de l'assainissement sera transparent et ouvert à ses usagers. L'installation du Forum de l'eau comme organe permanent d'échange et de consultation en est le 1<sup>er</sup> gage.

M. Marc Dufour quitte la salle avant l'examen de l'affaire et les débats et ne prend pas part au vote.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (13 contre, 2 abstentions, 1 ne prend pas part au vote).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du rapport joint en annexe, le principe de la gestion du service public de l'assainissement, pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA, en délégation de service public par affermage, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021,
- approuver les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur Délégué du service, telles que définies dans le rapport de présentation annexé,
- autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L.1411-1 à 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la conclusion du contrat de Délégation de Service Public pour le traitement par la station d'épuration MAERA,
- dire que le contrat prendra la dénomination de "contrat de Délégation de Service Public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Dufour)

Abstention : 2 (Villeneuve-lès-Maguelone : MM Ségura, Legouge)

Contre : 13 (Clapiers : M. Maurel ; Grabels : MM Flachet, Revol ; Jacou : M. Calvat ; Saint-Jean-de-Védas : M. Lenthéric ; Montpellier : Mmes Prunier, Qvistgaard, Troadec-Robert, MM Lévida, H. Martin, Passet, Saurel, Sudres)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°22 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST - CHOIX DU MODE DE GESTION - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

L'exploitation du service public communautaire d'assainissement collectif est actuellement assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes entre 1989 et 2001 :

\* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnaud le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

\* société fermière SDEI-Lyonnais des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée comme suit :

- au 31 décembre 2014 selon les dispositions contractuelles des contrats de délégation de service public en vigueur sur les communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud-le-Lez, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel lès Montpellier, Pérols, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Sussargues, Saussan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues,
- au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats de plus de 20 ans signés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone sont concernées.

Cette échéance convergente vers fin 2014 a été organisée pour les contrats les plus récents conclus par la Communauté d'Agglomération, soit ceux concernant les communes de Lattes, Pérols, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues. Cette disposition, arrêtée avec l'approbation du schéma directeur d'assainissement par le Conseil Communautaire dans sa séance du 21 décembre 2004, poursuit un objectif d'harmonisation du service, et se concrétise aujourd'hui en permettant une réflexion sur la définition des conditions de poursuite de l'exploitation du service public de l'assainissement à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire.

Le Conseil Communautaire doit se prononcer, à la lumière du rapport joint, sur le choix du mode de gestion du service public de l'assainissement collectif puis dans un second temps sur les principales caractéristiques des 3 futurs contrats d'exploitation.

### **LA SITUATION ACTUELLE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

#### *Les principaux chiffres du service*

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce en directement la compétence « assainissement collectif » pour le compte de ses 31 communes membres.

Le patrimoine du service de l'assainissement collectif comprend en 2012 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnaud le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité 20 000 m<sup>3</sup>,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.



Les stations d'épuration ont traités 31,5 millions de m<sup>3</sup> en 2012, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20,6 tonnes de DBO<sub>5</sub>.

Ce patrimoine dessert une population de près de 424 000 habitants pour 92 646 abonnés. 26,6 millions de m<sup>3</sup> leur ont été facturés en 2012.

Enfin, il convient de noter que la station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran, et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

#### *La gestion actuelle du service*

Les contrats actuels de Délégation de Service Public, de type affermage, rappelés ci-dessus reposent sur les grands équilibres suivants :

- les Déléataires sont chargés :
  - d'entretenir, de faire fonctionner et de surveiller les installations. Ils en assument la responsabilité à titre principal ;
  - de renouveler et d'entretenir les biens suivants : équipements électromécaniques électriques et électroniques, branchements et canalisations
  - de gérer l'ensemble des relations avec les abonnés qui sont leurs cocontractants au travers des contrats d'abonnement (relations juridiques de droit privé) ;
  - de percevoir une redevance auprès des usagers du service qui comporte une part variable en fonction du nombre de m<sup>3</sup> d'eau consommé.
  - le cas échéant, de percevoir sans rémunération pour le compte de la Collectivité une part du prix du service public de l'assainissement qu'ils reversent dans les caisses du Releveur.
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier :
  - remet au Fermier les installations de service dont elle est propriétaire ;
  - contrôle le service ;
  - reste responsable des travaux neufs, du renouvellement du génie civil des ouvrages et des canalisations.

#### *Le coût du service rendu aux usagers*

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire. Le mode de tarification retenu est le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau potable consommée.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement du service et notamment à financer les projets d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement, approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004, et estimés à trois cent soixante-quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des communes.

Le tarif unifié de la redevance assainissement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est de 1,42 € par m<sup>3</sup> hors taxes. La part perçue par la « Collectivité » est calculée par différence entre le prix total voté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la rémunération des exploitants définie dans chaque contrat.

#### **DEMARCHE DE CONSULTATION ET POLITIQUE PUBLIQUE DE L'EAU**

A l'occasion de l'arrivée à échéance des contrats de Délégation des Services de l'eau potable et de l'assainissement, et face aux enjeux croissants liés à l'exercice de ces compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité mené une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service possible. Les modalités et les conclusions de ce processus de concertation qui a réuni l'ensemble des parties prenantes, fait l'objet d'une délibération présentée lors de cette même séance du Conseil. Elle propose l'adoption d'une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, traduisant de manière concrète la volonté de prendre acte et mettre en œuvre les recommandations recueillies.

L'adoption de cette charte, comme celle du schéma directeur de l'eau potable par délibération n°11594 lors de la séance du Conseil Communautaire en date du 25 mai 2013, à l'image de celui de l'assainissement le 21 décembre 2004, constituent les premiers actes fondateurs d'une politique de l'eau réformée conduite par une Autorité Organisatrice renforcée.

En effet, l'Autorité Organisatrice se situe dans un triptyque qu'elle constitue avec l'exploitant et le citoyen-usager, au sein duquel elle représente la seule autorité légitime, garante d'un service public de qualité et l'acteur majeur du développement durable local.

Son rôle n'est pas limité à une simple autorité de régulation. Ainsi son action doit s'organiser à trois niveaux :

- la gouvernance politique : en charge de la définition du cadre stratégique, elle élabore et réoriente en tant que besoin la politique de l'assainissement afin de répondre en permanence aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques ;
- le pilotage de la mise en œuvre de la politique de l'assainissement notamment sur la préservation des milieux, la gestion patrimoniale, les objectifs et niveau de qualité de service et la politique tarifaire et budgétaire ;
- la concertation avec les usagers : au cœur du service public, l'Autorité Organisatrice veille à leur satisfaction permanente tout en garantissant le respect des principes d'égalité, de mutabilité et de continuité de service, et les associe aux décisions majeures sur l'évolution du service.

C'est dans cette optique d'une politique de l'assainissement renforcée que la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- se propose de poursuivre la prise en charge directe l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirme sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- se doit de traduire dans le cahier des charges de l'exploitant les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, le suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Ces principes sont invariants quel que soit le mode de gestion du service mis en œuvre.

### **PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

Deux modes de gestion s'offrent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour son service d'assainissement collectif :

- la « **gestion publique** » c'est à dire en régie : la Communauté d'Agglomération de Montpellier crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée). On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service.
- la « **gestion déléguée** », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (affermage ou concession), ou d'une régie intéressée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin »).

Les différents modes de gestion envisageables sont détaillés dans le rapport joint en annexe.

### **PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DES SCÉNARIOS ÉTUDIÉS**

*Les objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

Différents objectifs ont prévalu à la définition des scénarios d'organisation du service. En sus de celui du principe de renforcement du rôle d'Autorité Organisatrice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les objectifs retenus ont été les suivants :

- poursuivre et renforcer l'harmonisation du prix et de la qualité du service à l'échelle de l'Agglomération,
- replacer l'usager au cœur de la définition de la qualité de service,
- proposer une organisation suffisamment souple et adaptable (achèvement du schéma directeur d'assainissement et réalisation des nouveaux investissements structurants, évolution institutionnelle de l'Agglomération, ...).
- simplifier l'organisation actuelle (nombre de contrats à gérer, etc.).

*Les scénarios pour le service de l'Assainissement*

#### Définition des différents périmètres

L'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est organisé aujourd'hui autour de 15 systèmes d'assainissement, chacun pourvu d'une unité épuratoire propre et de ses réseaux de collecte attenants, suivant une logique géographique de bassins versants, conformément aux dispositions prévues par le schéma directeur. Les interactions entre réseaux de collecte et station d'épuration à l'aval sont permanentes notamment lors d'épisodes pluvieux ou en cas de pollution. Leur gestion peut difficilement être séparée. La réflexion autour des scénarios envisageables a donc pris en compte pour la détermination des périmètres une logique préférentielle de découpage géographique plutôt que fonctionnel.

Toutefois, le cas de la station d'épuration MAERA est particulier car il s'agit d'un ouvrage de capacité nominale élevée, aux enjeux cruciaux en matière de respect des normes épuratoires de rejet en mer et complexe en terme de gestion, nécessitant un niveau de technicité et une diversité de compétences importants. Par ailleurs, cet équipement est susceptible d'être profondément remanié d'ici 4 à 6 ans, afin de satisfaire les besoins en capacité de traitement supplémentaire, en lien avec le développement urbain, mais aussi de respecter les exigences réglementaires en cours d'évolution, notamment de traitement par temps de pluie.

Dans ces conditions, afin de garantir une conception optimale de nouveaux équipements et une responsabilisation claire sur les performances épuratoires en phase chantier, il est envisagé de confier au futur constructeur l'exploitation de la station d'épuration, non seulement pendant la durée des travaux mais aussi sur une période suffisamment longue à l'issue de leur réception pour assurer la mise au point du process et garantir l'atteinte d'un fonctionnement stabilisé. Aussi, il apparaît pertinent de distinguer la station d'épuration MAERA au sein d'un périmètre spécifique suivant cette fois une logique de découpage fonctionnel du service.

Ces découpages géographique mais aussi fonctionnel sur le système d'assainissement MAERA, conjugués aux deux principaux modes de gestion envisageables, permettent d'étudier des réponses différenciées aux enjeux du service et aux objectifs préalables retenus.

#### Définition des scénarios

Le tableau présente les différents scénarios d'organisation étudiés :

Scénarios	
A	- Pas de découpage : l'ensemble du service en gestion publique (régie, SPL)

Scénarios	
B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » Gestion déléguée</li> <li>- 1 périmètre « reste du service » Gestion déléguée</li> </ul>
C	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » Gestion déléguée.</li> <li>- 1 périmètre « collecte des eaux usées sur les communes raccordées à Maera » Gestion déléguée</li> <li>- 1 périmètre « collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est + Ouest » Gestion déléguée</li> </ul>
D	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » Gestion déléguée.</li> <li>- 1 périmètre « reste du service » Gestion publique (régie, SPL)</li> </ul>

Les scénarios A et B opposent les 2 principaux modes de gestion publique et déléguée, en procédant toutefois à un découpage fonctionnel pour la station d'épuration MAERA sur le scénario B pour tenir compte des spécificités précisées plus haut.

Ce même principe de découpage fonctionnel pour MAERA a prévalu à la définition des deux autres scénarios. Le scénario C privilégie le mode de gestion déléguée, mais distingue au sein de deux périmètres les réseaux de collecte du système MAERA des autres systèmes d'assainissement du territoire. Ces périmètres ont en effet des caractéristiques techniques très différentes en termes de station d'épuration notamment, avec des contraintes d'exploitation et des objectifs de résultats spécifiques. Par ailleurs, le scénario C se distingue du scénario B en présentant des périmètres avec des chiffres d'affaires mieux répartis, tout en atteignant des tailles critiques pertinentes.

Le scénario D prévoit enfin, en dehors de la station d'épuration MAERA restant en gestion déléguée, une exploitation en régie pour le reste du service.

Il convient de préciser que, pour la gestion de la station d'épuration MAERA, il sera envisagé un contrat de durée adaptable afin de permettre le transfert de son exploitation au concepteur-constructeur des nouveaux ouvrages à l'issue des études et procédures réglementaires préalables, dont la durée ne peut être totalement connue et maîtrisée aujourd'hui.

#### *Application au contexte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

En préalable, certains modes de gestion directe ou déléguée ont été éliminés.

Ainsi, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le Déléataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant renforcer son rôle d'autorité organisatrice et ayant prouvé sa capacité à assurer la réalisation de programme d'investissements conséquents avec la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, la concession ne présente pas d'intérêt. Il en va de même pour les autres contrats globaux (contrats de partenariat, Bail Emphytéotique Administratif,...).

La Délégation du Service Public est donc envisagée sous forme d'affermage.

Concernant la gestion publique, la création d'une Société Publique Locale (SPL) à court terme semble à exclure. En effet, deux collectivités territoriales au moins sont nécessaires pour créer une SPL. Cet outil paraît donc plus adapté aux collectivités qui n'ont pas transféré leur compétence à un EPCI commun mais souhaitent néanmoins mutualiser leurs moyens pour exploiter leur service. Cette forme d'organisation ne doit toutefois pas être exclue à moyen terme et pourra être réexaminée dans les perspectives d'une volonté commune avec les EPCI voisins de préserver les milieux aquatiques de notre territoire ou pour mieux intégrer les évolutions institutionnelles.

Enfin, une régie à personnalité morale et autonomie financière constitue, sur le plan juridique, un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Malgré la désignation des membres du Conseil d'Administration et du directeur de la régie par le Conseil Communautaire, les prérogatives d'Autorité Organisatrice seraient largement transférées à cet établissement, ainsi que le pouvoir décisionnel, notamment sur les tarifs, et donc le prix de l'assainissement, l'EPIC disposant d'un degré d'autonomie conséquent. La Communauté d'Agglomération souhaitant conserver la pleine autorité sur le service public de l'assainissement, ce mode de gestion n'a pas été retenu.

Parmi les modes de gestion publique, seule la régie avec autonomie financière permet de répondre de manière satisfaisante aux objectifs ayant prévalu à la définition des scénarios mis à l'étude. C'est cette forme de régie qui est donc prise en compte dans l'analyse comparative.

#### **ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

L'analyse comparative détaillée des différents scénarios figure dans le rapport joint.

#### *Le prix de l'Assainissement*

## Présentation de la méthodologie

Le coût d'exploitation annuel du service dans chaque scénario a été évalué de façon très détaillée en prenant en compte les principales charges d'un service d'assainissement: le personnel, le traitement et l'évacuation des sous-produits (notamment boues d'épuration), l'énergie, les engins et véhicules, les locaux et les assurances, l'informatique, les fournitures, les analyses de contrôle, le renouvellement, les frais de siège (fonctions supports et rémunération de l'entreprise le cas échéant).

La méthode repose sur un logiciel de simulation qui prend en compte, d'une part, les niveaux de prix constatés en France (en régie et en délégation de service public) et, d'autre part, les caractéristiques techniques propres des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour les charges de personnel (principale charge du service), l'outil de modélisation a permis d'estimer le nombre d'équivalents temps-plein (ETP) à partir d'une répartition type entre tâches sous-traitées et tâches réalisées directement par le personnel de l'exploitant.

Cette méthode permet d'aboutir à un résultat d'une précision de l'ordre de 5% grâce à une confrontation et une actualisation permanente depuis plus de 15 ans des pratiques des opérateurs français privés ou publics du secteur.

Le coût d'exploitation annuel pour chaque scénario a été évalué en partant d'hypothèses identiques de niveau de qualité de service et de nature de renouvellement d'équipements confiés à l'exploitant.

Le service étant aujourd'hui délégué, le chiffrage du scénario de référence a été réalisé sur une base « tout en DSP », soit les scénarios B et C.

Les coûts des autres scénarios ont été évalués en partant de ces scénarios de référence et en ajustant les postes de charges en fonction des divers modes de gestion envisagés.

Les différents postes de charge impactés sont les suivants :

- personnel : le personnel reste de droit privé quel que soit le mode de gestion, en vertu du caractère industriel et commercial du service ; les différences d'un scénario à l'autre relèvent essentiellement des conditions de mutualisation du personnel : contrairement à une entreprise privée qui gère plusieurs contrats, une régie ne pourra pas mutualiser ses agents en dehors de son périmètre d'intervention. Il en résulte donc généralement un surcoût pour les régies.
- fiscalité : une régie ne paiera ni la contribution économique territoriale, ni l'impôt sur les sociétés, elle n'est redevable que de l'impôt sur le foncier.
- marge dont la rémunération de l'entreprise : cette charge n'existe pas pour les régies.
- frais de transition : la création d'une régie va nécessiter un accompagnement important au démarrage pour mettre en place toute l'organisation et acquérir l'ensemble du matériel et des outils. Une attention particulière doit notamment être donnée aux outils informatiques désormais indispensables à la gestion d'un service d'assainissement car permettant la gestion des réclamations et des interventions, le recueil de la connaissance patrimoniale (SIG), la gestion des renouvellements (GMAO), etc. Les coûts de développement et/ou d'acquisition de ces outils sont non négligeables. La régie devra également couvrir son besoin en trésorerie pour les premiers mois d'activité.

Il convient de préciser qu'en cas de gestion en régie, il est nécessaire de renforcer en personnel des fonctions supports de la collectivité (ressources humaines, marchés publics, finances, contentieux, informatique). Ces mêmes fonctions existent par ailleurs en cas de gestion externalisée au sein de l'entreprise. Les frais liés aux fonctions support ont donc été considérés identiques en première approche quel que soit le mode de gestion.

Pour les autres charges du service (énergie, achats d'eau, réactifs et produits de traitement, analyses, véhicules, locaux, etc.), les conditions d'exploitation du service ne sont pas de nature à générer des différences significatives.

## Synthèse sur le prix de l'assainissement

Le tableau suivant synthétise l'estimation du coût total annuel de chaque scénario présentée dans le rapport joint :

Scénario	Scénario A : Gestion publique	Scénario B : -DSP MAERA - DSP Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest	Scénario C : -DSP MAERA -DSP Réseaux raccordés à MAERA -DSP Secteurs Est & Ouest	Scénario D : -DSP MAERA -Gestion publique en régie Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest
Coût annuel d'exploitation H.T.	14,3 M€	14,8 M€	14,8 M€	14,5 M€

Les écarts constatés (soit 3,5% au plus) sont inférieurs à la marge d'incertitude de la méthodologie appliquée (5%). Ces écarts sont à interpréter au regard du chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers qui représente environ 35 000 k€/an (hors redevances Agence de l'Eau et TVA).

Au vu des analyses détaillées réalisées, le coût prévisionnel d'exploitation n'apparaît pas comme un critère discriminant dans le choix du mode de gestion. Ce sont donc bien le niveau d'investissement décidé par la Collectivité ainsi que les caractéristiques structurelles du service (milieu récepteur, complexité du traitement, coûts énergétiques, etc.) qui déterminent le prix de l'assainissement et non pas le mode de gestion du service.

## Les risques

Ce critère consiste à examiner chacun des risques inhérents à un service de l'assainissement et à sélectionner ceux

considérés comme discriminants au regard des différents modes de gestion. Le caractère discriminant d'un risque est évalué en fonction :

- de son occurrence (probabilité de réalisation du risque) ou de sa gravité (conséquences de la réalisation du risque) ;
- de la partie subissant et prenant en charge les conséquences de la réalisation du risque.

Les principaux risques encourus dans la gestion du futur service de l'assainissement sont notamment ceux liés :

- à la responsabilité juridique relative aux obligations réglementaires de qualité de traitement des eaux usées et de préservation de milieux récepteurs,
- à la continuité de service en cas de crise du fait d'une pollution accidentelle ou d'incident sur le réseau de collecte ou de coupure électrique,
- à l'équilibre financier du service (factures impayées, surcoût de traitement pour atteindre les objectifs imposés).

En régie à simple autonomie financière, la Collectivité supporte seule l'intégralité de ces risques. Inversement, la délégation de service public est le contrat qui permet d'en reporter l'essentiel sur un tiers.

Plus le périmètre (technique et économique) géré en régie est important, plus les risques supportés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le sont.

Toutefois, la responsabilité de la collectivité peut toujours être recherchée in fine même en cas de gestion confiée à un délégataire. Dès lors, il convient plutôt d'examiner ce critère au regard des priorités de la collectivité : la gestion publique mobilisera plus fortement la collectivité, au moins pendant la phase de transition sur l'organisation de l'exploitation de son service afin de minimiser les risques encourus, au détriment des autres missions qu'elle s'est données de renforcement du rôle d'autorité organisatrice et de mise en œuvre du programme de travaux issus du schéma directeur d'assainissement.

#### *Les modalités de mise en œuvre*

Au même titre que le critère des risques, le critère lié aux difficultés de mise en œuvre présente une importance toute particulière dans le choix du futur mode de gestion du service. Ces difficultés sont avant tout liées aux aspects suivants :

#### Coûts de transition

La gestion actuelle étant la délégation de service public, le retour en gestion publique nécessitera de créer et d'organiser une entité nouvelle composée de plusieurs dizaines d'agents (70 au minimum) avec l'acquisition de locaux, véhicules, outillage, stocks, logiciels métiers, etc.

Les locaux, les véhicules et les moyens informatiques ont été valorisés sous la forme de loyers et non pas d'investissements neufs. Pour les besoins de l'exercice d'analyse comparative des coûts des scénarios, les autres frais ont été lissés sur une durée de 10 ans. En réalité, ces dépenses vont devoir être réalisées au cours des 2 premiers exercices, représentant un investissement de 2 M€ et la mise en place d'un Fonds de Roulement, pendant la phase de démarrage, de l'ordre de 4,8 M€.

#### Gestion du Personnel transféré et impact sur l'organisation actuelle

Cependant, l'une des principales préoccupations dans l'hypothèse d'un changement de mode de gestion doit être le sort réservé au personnel d'exploitation. Ainsi, en cas de gestion en régie, la collectivité doit gérer directement les enjeux sociaux liés à la reprise du personnel des exploitants actuels, en application de l'article L. 1224-1 du Code du Travail ou de la convention collective des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000. Elle doit également procéder au recrutement des agents supplémentaires nécessaires pour assurer les fonctions supports (ressources humaines, achats, informatique, juridique...) de la future structure. Par ailleurs, le personnel d'exploitation restant de droit privé dans tous les cas, il convient d'examiner avec attention les conditions de son intégration avec les fonctionnaires actuels de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Aussi, le maintien du mode de gestion actuel, en délégation de service public, est le scénario qui a le moins d'impact sur les agents qui assurent aujourd'hui le service, ceux-ci devant être repris par le nouveau délégataire en cas de changement d'exploitant, en application des dispositions claires et précises de la convention collective applicable aux entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement, mise en œuvre par tous les opérateurs.

C'est aussi le scénario par lequel l'organisation actuelle du service de la collectivité est la moins impactée.

En conclusion, comme pour le critère précédent, plus le périmètre géré en régie est important, plus l'impact est fort pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En cas de DSP, les nouveaux opérateurs gèrent directement l'essentiel des questions liées à la reprise du personnel, moins nombreuses. Ils possèdent déjà par ailleurs la plupart des moyens et outils nécessaires à l'exploitation du service. Les coûts de transition sont donc marginaux par rapport à ceux identifiés en cas de passage en régie.

#### *La transparence de la gouvernance et la participation de la société civile*

Quel que soit le mode de gestion, la loi définit le niveau minimum d'information dû aux usagers du service (présentation de la facture, rapports annuels d'exploitation, rapport annuel sur le prix et la qualité du service, commission consultative des services publics locaux, etc.).

La régie à simple autonomie financière, de par son intégration aux services de la collectivité, permet un contrôle plus direct du service. Par ailleurs, des représentants d'usagers pouvant siéger au conseil d'exploitation, cette forme de gestion peut renforcer une certaine transparence de la gouvernance.

Toutefois, en cas de gestion déléguée, et conformément à la charte d'engagements proposée lors de cette même séance du Conseil, l'organisation d'un pilotage structuré et d'un contrôle efficient du service, au travers de méthodes définies préalablement dans le cahier des charges puis arrêtées dans le contrat, conjuguées à la mise en place de moyens et d'outils adaptés, permettent la garantie d'un niveau de transparence comparable. Par ailleurs, le

renforcement des prérogatives et une composition élargie de la CCSPL, l'institutionnalisation du Forum de l'Eau comme instance permanente de concertation, réunissant notamment la société civile, les associations, les professionnels, les scientifiques, sont des gages importants de l'atteinte d'un objectif ambitieux de participation des citoyens-usagers à la gouvernance du service.

*La contribution au développement du territoire (Fiscalité, R&D, ...)*

Ce dernier critère prend en compte l'impact économique local de l'exploitant (régie ou délégataire). Plus difficile à quantifier, il est en général secondaire par rapport aux autres. Ce critère doit cependant être examiné au regard de la situation particulière de notre territoire, capitale régionale, qui bénéficie d'un pôle universitaire et scientifique important et d'écoles dédiés à l'eau.

Aussi, une société privée gestionnaire d'un service communautaire de l'assainissement est de ce fait un acteur économique du territoire qui peu s'impliquer dans des actions sociétales : formation professionnelle, insertion par l'économie, parrainage d'opérations de solidarité locale, etc.

Elle est assujettie par ailleurs à la fiscalité professionnelle dont sont exemptées les régies.

La contribution au développement du territoire est supérieure en cas de gestion déléguée qu'en régie.

*Synthèse*

En synthèse de l'analyse comparative des scénarios au regard de l'ensemble des critères, le critère « prix » n'étant pas discriminant, les scénarios A et D se trouvent les moins bien classés : ils sont pénalisés sur les critères « risques supportés » et « modalités de mise en œuvre ».

La prise en compte d'une autre pondération des critères, par nature subjective, n'est pas susceptible de remettre en cause ce moins bon classement des scénarios A et D.

Les scénarios B et C se retrouvent classés à un niveau similaire. Toutefois, le scénario C suit un découpage technique pertinent et présente un meilleur équilibre financier entre périmètres.

En conclusion, il est proposé de retenir le scénario C de trois délégations du service de l'assainissement. Ce scénario, simplifiant et harmonisant l'organisation actuelle, va permettre à notre collectivité de se consacrer pleinement à l'exercice de son rôle d'autorité organisatrice et à sa volonté de poursuivre la mise en œuvre d'un programme d'investissement ambitieux tel que défini par le schéma directeur.

Le futur cahier des charges fixera également un niveau d'engagement important du délégataire afin de consolider le fonctionnement des ouvrages et minimiser les risques sur l'environnement. Le scénario proposé permettra ainsi un partage de risques raisonné avec la collectivité.

Enfin, le choix de ce scénario préserve les conditions sociales de l'ensemble des agents qui assurent aujourd'hui le service public et n'influe pas sur l'organisation du service de la collectivité.

## **CARACTÉRISTIQUES DU FUTUR CONTRAT**

*Objet de la Délégation*

La Délégation de Service Public aura pour objet la collecte et le traitement des eaux usées sur les Communes de : Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Sussargues, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Les caractéristiques du service sont :

- 348 km de réseaux et 20 080 branchements,
- 69 Postes de relèvement,
- 13 stations d'épuration pour une capacité totale de 96 850 EH (Equivalents-Habitants),
- environ 3,7 millions de m<sup>3</sup> traités et 3,1 millions de m<sup>3</sup> facturés à plus de 22 600 abonnés.

*Durée de la Délégation*

La durée envisagée pour la délégation est de 7 ans.

Elle est alignée sur l'échéance des contrats de Délégation de Service Public de l'eau potable sur les communes concernées, échéance du 31 décembre 2021, identique quelle que soit la collectivité délégante. Cette uniformisation permettra à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'adapter plus facilement l'organisation de ses services en 2021, le cas échéant, en fonction des évolutions institutionnelles et en concertation avec les Autorités Organisatrices voisines.

Le contrat prendra effet pour le service public de collecte et de traitement des effluents :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2015 sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Sussargues, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan,
- le 4 février 2015 sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

Cette durée courte, bien inférieure à celle des principaux contrats précédents ou aux durées constatées nationalement (10-12 ans en moyenne), permettra de créer les conditions d'une transition maîtrisée dans la perspective d'un retour à une gestion publique.

*Principales missions confiées au délégataire*

Les caractéristiques des prestations que devra assurer le Délégataire seront principalement les suivantes :

- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,

- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
- les travaux de réparation des branchements et des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
- la gestion des relations du service avec les usagers,
- la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- La fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale.

La Collectivité conserve quant à elle :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

#### *Conditions financières et rémunération du Délégataire*

L'exploitant sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m<sup>3</sup>.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

#### *Conditions principales d'exécution du service*

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra ainsi que l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Communauté d'agglomération.

La Communauté d'Agglomération remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

#### *Rôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice*

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés contractuellement en termes de qualité de service,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le règlement des litiges avec les usagers.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Communauté d'Agglomération procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération aura en permanence accès au système d'information du délégataire. Certaines de ces informations pourront être mises à disposition des usagers du service.

Concernant les relations à l'usager, et notamment le service clientèle qui reflète l'image du service public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera pleinement partie prenante de la définition des procédures, outils et moyens de communication et d'information gérant les interfaces entre les usagers et l'exploitant. Il sera attendu du service clientèle un haut niveau de performance dédié à la qualité du service rendu à l'usager et qu'il affiche en permanence son caractère public par tout moyen approprié.

#### *Opérations de fin de contrat*

Le contrat intégrera des obligations de fin de contrat formalisant l'ensemble des informations à transmettre et l'ensemble des opérations relatives à la fin de contrat. Ces obligations porteront notamment sur :

- les outils informatiques de pilotage et de conduite du service,
- les fichiers de données de gestion clientèle et d'inventaire du patrimoine retraçant la vie du service sur toute la période du contrat,
- les procédures qualité explicitant les méthodologies de travail des différentes activités nécessaires à la bonne marche du service,
- le personnel (effectif, plan de formation, conditions sociales, etc.).

Un état des lieux précis du service sera fourni 24 mois avant la fin du contrat, mettant en exergue les points forts/faibles et préconisant les marges de progrès, permettant ainsi à l'autorité organisatrice de l'eau potable d'engager en temps utile et après consultation des instances habituelles, le passage éventuel à une gestion en régie.

#### **PRINCIPALES MODALITÉS DE CONSULTATION**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de ses articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux et le CTP, réunis le 15 juillet 2013, ont émis un avis favorable, à la majorité des membres présents, sur le principe de cette gestion déléguée.

Au final, la proposition d'un mode de gestion délégué constitue un choix responsable. La durée envisagée de 7 ans, faisant place à une situation qui perdurait depuis près de 25 ans dans certains cas, associée à des clauses contractuelles adaptées, en font un dispositif transitoire permettant à notre collectivité d'envisager à terme une gestion publique du service. Pour cela, une commission composée d'élus sera constituée dès 2015 afin de suivre l'évolution du service et déterminer les conditions d'un passage en gestion publique.

Cette nouvelle organisation du service sera accompagnée d'une baisse du prix de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de l'ordre de 10 %. Cette baisse peut être consentie sans préjudice pour le niveau d'investissements préconisé par le schéma directeur mais engage la collectivité à négocier fermement le nouveau contrat et à contrôler son évolution.

Enfin, conformément à la charte approuvée lors de ce même Conseil, des mesures sociales seront mises en place en priorité. Celles-ci prévoient l'allocation de « chèques Eau » pour permettre aux ménages les plus modestes le paiement de leur facture d'eau et d'assainissement. L'union départementale des CCAS pourra notamment contribuer à la gestion de ce dispositif afin de toucher le public le plus dans le besoin.

Par ailleurs, on ne peut ignorer que plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau et que près de 50 pays sont menacés de pénurie à l'horizon 2025. Aussi, et conformément à notre adoption du pacte d'Istanbul par délibération n°10587 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2011, il est proposé d'engager à court terme des actions de solidarité internationale. Ces actions peuvent être financées jusqu'à hauteur de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Elles pourront porter sur des actions à long terme, qui permettent un réel transfert de compétence, comme sur des aides d'urgence.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de l'eau renouvelée, et en réponse aux attentes exprimées lors de la récente concertation « Quelle eau pour demain ? », le service de l'assainissement sera transparent et ouvert à ses usagers. L'installation du Forum de l'eau comme organe permanent d'échange et de consultation en est le 1<sup>er</sup> gage.

M. Marc Dufour quitte la salle avant l'examen de l'affaire et les débats et ne prend pas part au vote.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (9 contre, 4 abstentions, 1 ne prend pas part au vote).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du rapport joint en annexe, le principe de la gestion du service public de l'assainissement, pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest, en délégation de service public par affermage, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021,
- approuver les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur Délégué du service, telles que définies dans le rapport de présentation annexé,
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L. 1411-1 à 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la conclusion du contrat de Délégation de Service Public de collecte et de traitement des eaux usées sur les Communes des secteurs Est et Ouest,
- dire que le contrat prendra la dénomination de "contrat de Délégation de Service Public de collecte et de traitement des eaux usées sur les Communes des secteurs Est et Ouest",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer



tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Dufour)

Abstention : 4 (Grabels : MM Flacher, Revol ; Villeneuve-lès-Maguelone : MM Ségura, Legouge)

Contre : 9 (Saint-Jean-de-Védas : M. Lenthéric ; Montpellier : Mmes Prunier, Qvistgaard, Troadec-Robert, MM Lévi, H. Martin, Passet, Saurel, Sudres)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°23 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES RACCORDÉES À LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU MODE DE GESTION - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

L'exploitation du service public communautaire d'assainissement collectif est actuellement assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes entre 1989 et 2001 :

\* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnaud le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

\* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Courdonsec, Courdonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée comme suit :

- au 31 décembre 2014 selon les dispositions contractuelles des contrats de Délégation de Service Public en vigueur sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud le Lez, Courdonsec, Courdonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel lès Montpellier, Pérols, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Sussargues, Saussan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues,
- au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats de plus de 20 ans signés postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Les Communes de Le Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone sont concernées.

Cette échéance convergente vers fin 2014 a été organisée pour les contrats les plus récents conclus par la Communauté d'Agglomération, soit ceux concernant les communes de Lattes, Pérols, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues. Cette disposition, arrêtée avec l'approbation du schéma directeur d'assainissement par le Conseil Communautaire dans sa séance du 21 décembre 2004, poursuit un objectif d'harmonisation du service, et se concrétise aujourd'hui en permettant une réflexion sur la définition des conditions de poursuite de l'exploitation du service public de l'assainissement à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire.

Le Conseil Communautaire doit se prononcer, à la lumière du rapport joint, sur le choix du mode de gestion du service public de l'assainissement collectif puis dans un second temps sur les principales caractéristiques des 3 futurs contrats d'exploitation.

### **LA SITUATION ACTUELLE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

*Les principaux chiffres du service*

La Communauté d'Agglomération exerce en directement la compétence « assainissement collectif » pour le compte de ses 31 communes membres.

Le patrimoine du service de l'assainissement collectif comprend en 2012 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des Communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-

sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;

- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité 20 000 m<sup>3</sup>,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

Les stations d'épuration ont traités 31,5 millions de m<sup>3</sup> en 2012, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20,6 tonnes de DBO<sub>5</sub>.

Ce patrimoine dessert une population de près de 424 000 habitants pour 92 646 abonnés. 26,6 millions de m<sup>3</sup> leur ont été facturés en 2012.

Enfin, il convient de noter que la station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de Communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran, et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

#### *La gestion actuelle du service*

Les contrats actuels de Délégation de Service de type affermage, rappelés ci-dessus reposent sur les grands équilibres suivants :

- les délégataires **sont chargés** :
  - d'entretenir, de faire fonctionner et de surveiller les installations. Ils en assument la responsabilité à titre principal ;
  - de renouveler et d'entretenir les biens suivants : équipements électromécaniques électriques et électroniques, branchements et canalisations
  - de gérer l'ensemble des relations avec les abonnés qui sont leurs cocontractants au travers des contrats d'abonnement (relations juridiques de droit privé) ;
  - de percevoir une redevance auprès des usagers du service qui comporte une part variable en fonction du nombre de m<sup>3</sup> d'eau consommé.
  - le cas échéant, de percevoir sans rémunération pour le compte de la Collectivité une part du prix du service public de l'assainissement qu'ils reversent dans les caisses du Releveur.
- la Communauté d'Agglomération de Montpellier :
  - remet au Fermier les installations de service dont elle est propriétaire ;
  - contrôle le service ;
  - reste responsable des travaux neufs, du renouvellement du génie civil des ouvrages et des canalisations.

#### *Le coût du service rendu aux usagers*

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire. Le mode de tarification retenu est le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau potable consommée.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement du service et notamment à financer les projets d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement, approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004, et estimés à trois cent soixante-quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des communes.

Le tarif unifié de la redevance assainissement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est de 1,42 € par m<sup>3</sup> hors taxes. La part perçue par la « Collectivité » est calculée par différence entre le prix total voté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la rémunération des exploitants définie dans chaque contrat.

#### **DEMARCHE DE CONSULTATION ET POLITIQUE PUBLIQUE DE L'EAU**

A l'occasion de l'arrivée à échéance des contrats de délégation des services de l'eau potable et de l'assainissement, et face aux enjeux croissants liés à l'exercice de ces compétences, Montpellier Agglomération a souhaité mené une large concertation sur le thème « Quelle eau pour demain ? », positionnant les usagers au cœur de ses réflexions afin de leur apporter le meilleur service possible. Les modalités et les conclusions de ce processus de concertation qui a réuni l'ensemble des parties prenantes, fait l'objet d'une délibération présentée lors de cette même séance du Conseil. Elle propose l'adoption d'une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, traduisant de manière concrète la volonté de prendre acte et mettre en œuvre les recommandations recueillies.

L'adoption de cette charte, comme celle du schéma directeur de l'eau potable par délibération n°11594 lors de la séance du Conseil Communautaire en date du 25 mai 2013, à l'image de celui de l'assainissement le 21 décembre 2004, constituent les premiers actes fondateurs d'une politique de l'eau réformée conduite par une Autorité Organisatrice renforcée.

En effet, l'Autorité Organisatrice se situe dans un triptyque qu'elle constitue avec l'exploitant et le citoyen-usager, au sein duquel elle représente la seule autorité légitime, garante d'un service public de qualité et l'acteur majeur du développement durable local.

Son rôle n'est pas limité à une simple autorité de régulation. Ainsi son action doit s'organiser à trois niveaux :

- la gouvernance politique : en charge de la définition du cadre stratégique, elle élabore et réoriente en tant que besoin la politique de l'assainissement afin de répondre en permanence aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques ;
- le pilotage de la mise en œuvre de la politique de l'assainissement notamment sur la préservation des milieux, la gestion patrimoniale, les objectifs et niveau de qualité de service et la politique tarifaire et budgétaire ;
- la concertation avec les usagers : au cœur du service public, l'Autorité Organisatrice veille à leur satisfaction permanente tout en garantissant le respect des principes d'égalité, de mutabilité et de continuité de service, et les associe aux décisions majeures sur l'évolution du service.

C'est dans cette optique d'une politique de l'assainissement renforcée que la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- se propose de poursuivre la prise en charge directe l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirme sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- se doit de traduire dans le cahier des charges de l'exploitant les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, le suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Ces principes sont invariants quel que soit le mode de gestion du service mis en œuvre.

## **PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

Deux modes de gestion s'offrent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour son service d'assainissement collectif :

- la « **gestion publique** », c'est-à-dire en régie : la Communauté d'Agglomération crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée). On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service.
- la « **gestion déléguée** », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (affermage ou concession), ou d'une régie intéressée. La Communauté d'Agglomération choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin »).

Les différents modes de gestion envisageables sont détaillés dans le rapport joint en annexe.

## **PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DES SCÉNARIOS ÉTUDIÉS**

*Les Objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

Différents objectifs ont prévalu à la définition des scénarios d'organisation du service. En sus du principe de renforcement du rôle d'Autorité Organisatrice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les objectifs retenus ont été les suivants :

- poursuivre et renforcer l'harmonisation du prix et de la qualité du service à l'échelle de l'Agglomération,
- replacer l'usager au cœur de la définition de la qualité de service,
- proposer une organisation suffisamment souple et adaptable (achèvement du schéma directeur d'assainissement et réalisation des nouveaux investissements structurants, évolution institutionnelle de l'Agglomération, ...).
- simplifier l'organisation actuelle (nombre de contrats à gérer, etc.).

*Les scénarios pour le service de l'Assainissement*

### Définition des différents périmètres

L'assainissement des eaux usées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est organisé aujourd'hui autour de 15 systèmes d'assainissement, chacun pourvu d'une unité épuratoire propre et de ses réseaux de collecte attenants, suivant une logique géographique de bassins versants, conformément aux dispositions prévues par le schéma directeur. Les interactions entre réseaux de collecte et station d'épuration à l'aval sont permanentes notamment lors d'épisodes pluvieux ou en cas de pollution. Leur gestion peut difficilement être séparée. La réflexion autour des scénarios envisageables a donc pris en compte pour la détermination des périmètres une logique préférentielle de découpage géographique plutôt que fonctionnel.

Toutefois, le cas de la station d'épuration MAERA est particulier car il s'agit d'un ouvrage de capacité nominale élevée, aux enjeux cruciaux en matière de respect des normes épuratoires de rejet en mer et complexe en terme de gestion, nécessitant un niveau de technicité et une diversité de compétences importants. Par ailleurs, cet équipement est susceptible d'être profondément remanié d'ici 4 à 6 ans, afin de satisfaire les besoins en capacité de traitement supplémentaire, en lien avec le développement urbain, mais aussi de respecter les exigences réglementaires en cours d'évolution, notamment de traitement par temps de pluie.

Dans ces conditions, afin de garantir une conception optimale de nouveaux équipements et une responsabilisation claire sur les performances épuratoires en phase chantier, il est envisagé de confier au futur constructeur l'exploitation de la station d'épuration, non seulement pendant la durée des travaux mais aussi sur une période suffisamment longue à l'issue de leur réception pour assurer la mise au point du process et garantir l'atteinte d'un fonctionnement stabilisé. Aussi, il apparaît pertinent de distinguer la station d'épuration MAERA au sein d'un périmètre spécifique suivant cette fois une logique de découpage fonctionnel du service.

Ces découpages géographiques mais aussi fonctionnels sur le système d'assainissement MAERA, conjugués aux deux principaux modes de gestion envisageables, permettent d'étudier des réponses différenciées aux enjeux du

service et aux objectifs préalables retenus.

#### Définition des scénarios

Le tableau présente les différents scénarios d'organisation étudiés :

Scénarios	
A	Pas de découpage : l'ensemble du service en gestion publique (régie, SPL)
B	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » - Gestion déléguée - 1 périmètre « reste du service » - Gestion déléguée
C	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » - Gestion déléguée. - 1 périmètre « collecte des eaux usées sur les communes raccordées à Maera » - Gestion déléguée - 1 périmètre « collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest » - Gestion déléguée
D	- 1 périmètre « station d'épuration MAERA » - Gestion déléguée. - 1 périmètre « reste du service » - Gestion publique (régie, SPL)

Les scénarios A et B opposent les 2 principaux modes de gestion publique et déléguée, en procédant toutefois à un découpage fonctionnel pour la station d'épuration MAERA sur le scénario B pour tenir compte des spécificités précisées plus haut.

Ce même principe de découpage fonctionnel pour MAERA a prévalu à la définition des deux autres scénarios. Le scénario C privilégie le mode de gestion déléguée, mais distingue au sein de deux périmètres les réseaux de collecte du système MAERA des autres systèmes d'assainissement du territoire. Ces périmètres ont en effet des caractéristiques techniques très différentes en termes de station d'épuration notamment, avec des contraintes d'exploitation et des objectifs de résultats spécifiques. Par ailleurs, le scénario C se distingue du scénario B en présentant des périmètres avec des chiffres d'affaires mieux répartis, tout en atteignant des tailles critiques pertinentes.

Le scénario D prévoit enfin, en dehors de la station d'épuration MAERA restant en gestion déléguée, une exploitation en régie pour le reste du service.

Il convient de préciser que, pour la gestion de la station d'épuration MAERA, il sera envisagé un contrat de durée adaptable afin de permettre le transfert de son exploitation au concepteur-constructeur des nouveaux ouvrages à l'issue des études et procédures réglementaires préalables, dont la durée ne peut être totalement connue et maîtrisée aujourd'hui.

#### *Application au contexte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier*

En préalable, certains modes de gestion directe ou déléguée ont été éliminés.

Ainsi, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération souhaitant renforcer son rôle d'autorité organisatrice et ayant prouvé sa capacité à assurer la réalisation de programme d'investissements conséquents avec la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, la concession ne présente pas d'intérêt. Il en va de même pour les autres contrats globaux (contrats de partenariat, Bail Emphytéotique Administratif,...).

La délégation du service public est donc envisagée sous forme d'affermage.

Concernant la gestion publique, la création d'une Société Publique Locale (SPL) à court terme semble à exclure. En effet, deux collectivités territoriales au moins sont nécessaires pour créer une SPL. Cet outil paraît donc plus adapté aux collectivités qui n'ont pas transféré leur compétence à un EPCI commun mais souhaitent néanmoins mutualiser leurs moyens pour exploiter leur service. Cette forme d'organisation ne doit toutefois pas être exclue à moyen terme et pourra être réexaminée dans les perspectives d'une volonté commune avec les EPCI voisins de préserver les milieux aquatiques de notre territoire ou pour mieux intégrer les évolutions institutionnelles.

Enfin, une régie à personnalité morale et autonomie financière constitue, sur le plan juridique, un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Malgré la désignation des membres du Conseil d'Administration et du directeur de la régie par le Conseil Communautaire, les prérogatives d'Autorité Organisatrice seraient largement transférées à cet établissement, ainsi que le pouvoir décisionnel, notamment sur les tarifs, et donc le prix de l'assainissement, l'EPIC disposant d'un degré d'autonomie conséquent. La Communauté d'Agglomération souhaitant conserver la pleine autorité sur le service public de l'assainissement, ce mode de gestion n'a pas été retenu.

Parmi les modes de gestion publique, seule la régie avec autonomie financière permet de répondre de manière satisfaisante aux objectifs ayant prévalu à la définition des scénarios mis à l'étude. C'est cette forme de régie qui est

donc prise en compte dans l'analyse comparative.

## **ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION**

L'analyse comparative détaillée des différents scénarios figure dans le rapport joint.

### *Le prix de l'Assainissement*

#### Présentation de la méthodologie

Le coût d'exploitation annuel du service dans chaque scénario a été évalué de façon très détaillée en prenant en compte les principales charges d'un service d'assainissement: le personnel, le traitement et l'évacuation des sous-produits (notamment boues d'épuration), l'énergie, les engins et véhicules, les locaux et les assurances, l'informatique, les fournitures, les analyses de contrôle, le renouvellement, les frais de siège (fonctions supports et rémunération de l'entreprise le cas échéant).

La méthode repose sur un logiciel de simulation qui prend en compte, d'une part, les niveaux de prix constatés en France (en régie et en délégation de service public) et, d'autre part, les caractéristiques techniques propres des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour les charges de personnel (principale charge du service), l'outil de modélisation a permis d'estimer le nombre d'équivalents temps-plein (ETP) à partir d'une répartition type entre tâches sous-traitées et tâches réalisées directement par le personnel de l'exploitant.

Cette méthode permet d'aboutir à un résultat d'une précision de l'ordre de 5% grâce à une confrontation et une actualisation permanente depuis plus de 15 ans des pratiques des opérateurs français privés ou publics du secteur.

Le coût d'exploitation annuel pour chaque scénario a été évalué en partant d'hypothèses identiques de niveau de qualité de service et de nature de renouvellement d'équipements confiés à l'exploitant.

Le service étant aujourd'hui délégué, le chiffrage du scénario de référence a été réalisé sur une base « tout en DSP », soit les scénarios B et C.

Le coût des autres scénarios ont été évalués en partant de ces scénarios de référence et en ajustant les postes de charges en fonction des divers modes de gestion envisagés.

Les différents postes de charge impactés sont les suivants :

- personnel : le personnel reste de droit privé quel que soit le mode de gestion, en vertu du caractère industriel et commercial du service ; les différences d'un scénario à l'autre relèvent essentiellement des conditions de mutualisation du personnel : contrairement à une entreprise privée qui gère plusieurs contrats, une régie ne pourra pas mutualiser ses agents en dehors de son périmètre d'intervention. Il en résulte donc généralement un surcoût pour les régies.
- fiscalité : une régie ne paiera ni la contribution économique territoriale, ni l'impôt sur les sociétés, elle n'est redevable que de l'impôt sur le foncier.
- marge dont la rémunération de l'entreprise : cette charge n'existe pas pour les régies.
- frais de transition : la création d'une régie va nécessiter un accompagnement important au démarrage pour mettre en place toute l'organisation et acquérir l'ensemble du matériel et des outils. Une attention particulière doit notamment être donnée aux outils informatiques désormais indispensables à la gestion d'un service d'assainissement car permettant la gestion des réclamations et des interventions, le recueil de la connaissance patrimoniale (SIG), la gestion des renouvellements (GMAO), etc. Les coûts de développement et/ou d'acquisition de ces outils sont non négligeables. La régie devra également couvrir son besoin en trésorerie pour les premiers mois d'activité.

Il convient de préciser qu'en cas de gestion en régie, il est nécessaire de renforcer en personnel des fonctions supports de la collectivité (ressources humaines, marchés publics, finances, contentieux, informatique). Ces mêmes fonctions existent par ailleurs en cas de gestion externalisée au sein de l'entreprise. Les frais liés aux fonctions support ont donc été considérés identiques en première approche quel que soit le mode de gestion.

Pour les autres charges du service (énergie, achats d'eau, réactifs et produits de traitement, analyses, véhicules, locaux, etc.), les conditions d'exploitation du service ne sont pas de nature à générer des différences significatives.

#### Synthèse sur le prix de l'assainissement

Le tableau suivant synthétise l'estimation du coût total annuel de chaque scénario présentée dans le rapport joint :

Scénario	Scénario A : Gestion publique	Scénario B : - DSP MAERA - DSP Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest	Scénario C : - DSP MAERA - DSP Réseaux raccordés à MAERA - DSP Secteurs Est & Ouest	Scénario D : - DSP MAERA - Gestion publique en régie Réseaux raccordés à MAERA, Secteurs Est & Ouest
Coût annuel d'exploitation H.T.	14,3 M€	14,8 M€	14,8 M€	14,5 M€

Les écarts constatés (soit 3,5% au plus) sont inférieurs à la marge d'incertitude de la méthodologie appliquée (5%).

Ces écarts sont à interpréter au regard du chiffre d'affaires consolidé facturé à l'ensemble des usagers qui représente environ 35 000 k€/an (hors redevances Agence de l'Eau et TVA).

Au vu des analyses détaillées réalisées, le coût prévisionnel d'exploitation n'apparaît pas comme un critère discriminant dans le choix du mode de gestion. Ce sont donc bien le niveau d'investissement décidé par la

Collectivité ainsi que les caractéristiques structurelles du service (milieu récepteur, complexité du traitement, coûts énergétiques, etc.) qui déterminent le prix de l'assainissement et non pas le mode de gestion du service.

#### *Les risques*

Ce critère consiste à examiner chacun des risques inhérents à un service de l'assainissement et à sélectionner ceux considérés comme discriminants au regard des différents modes de gestion. Le caractère discriminant d'un risque est évalué en fonction :

- de son occurrence (probabilité de réalisation du risque) ou de sa gravité (conséquences de la réalisation du risque) ;
- de la partie subissant et prenant en charge les conséquences de la réalisation du risque.

Les principaux risques encourus dans la gestion du futur service de l'assainissement sont notamment ceux liés :

- à la responsabilité juridique relative aux obligations réglementaires de qualité de traitement des eaux usées et de préservation de milieux récepteurs,
- à la continuité de service en cas de crise du fait d'une pollution accidentelle ou d'incident sur le réseau de collecte ou de coupure électrique,
- à l'équilibre financier du service (factures impayées, surcoût de traitement pour atteindre les objectifs imposés).

En régie à simple autonomie financière, la Collectivité supporte seule l'intégralité de ces risques. Inversement, la délégation de service public est le contrat qui permet d'en reporter l'essentiel sur un tiers.

Plus le périmètre (technique et économique) géré en régie est important, plus les risques supportés par la Communauté d'Agglomération le sont.

Toutefois, la responsabilité de la collectivité peut toujours être recherchée in fine même en cas de gestion confiée à un délégataire. Dès lors, il convient plutôt d'examiner ce critère au regard des priorités de la collectivité : la gestion publique mobilisera plus fortement la collectivité, au moins pendant la phase de transition sur l'organisation de l'exploitation de son service afin de minimiser les risques encourus, au détriment des autres missions qu'elle s'est données de renforcement du rôle d'autorité organisatrice et de mise en œuvre du programme de travaux issus du schéma directeur d'assainissement.

#### *Les modalités de mise en œuvre*

Au même titre que le critère des risques, le critère lié aux difficultés de mise en œuvre présente une importance toute particulière dans le choix du futur mode de gestion du service. Ces difficultés sont avant tout liées aux aspects suivants :

- Coûts de transition

La gestion actuelle étant la délégation de service public, le retour en gestion publique nécessitera de créer et d'organiser une entité nouvelle composée de plusieurs dizaines d'agents (70 au minimum) avec l'acquisition de locaux, véhicules, outillage, stocks, logiciels métiers, etc...

Les locaux, les véhicules et les moyens informatiques ont été valorisés sous la forme de loyers et non pas d'investissements neufs. Pour les besoins de l'exercice d'analyse comparative des coûts des scénarios, les autres frais ont été lissés sur une durée de 10 ans. En réalité, ces dépenses vont devoir être réalisées au cours des 2 premiers exercices, représentant un investissement de 2 M€ et la mise en place d'un Fonds de Roulement, pendant la phase de démarrage, de l'ordre de 4,8 M€.

- Gestion du Personnel transféré et impact sur l'organisation actuelle

Cependant, l'une des principales préoccupations dans l'hypothèse d'un changement de mode de gestion doit être le sort réservé au personnel d'exploitation. Ainsi, en cas de gestion en régie, la collectivité doit gérer directement les enjeux sociaux liés à la reprise du personnel des exploitants actuels, en application de l'article L. 1224-1 du Code du Travail ou de la convention collective des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000. Elle doit également procéder au recrutement des agents supplémentaires nécessaires pour assurer les fonctions supports (ressources humaines, achats, informatique, juridique...) de la future structure. Par ailleurs, le personnel d'exploitation restant de droit privé dans tous les cas, il convient d'examiner avec attention les conditions de son intégration avec les fonctionnaires actuels de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Aussi, le maintien du mode de gestion actuel, en délégation de service public, est le scénario qui a le moins d'impact sur les agents qui assurent aujourd'hui le service, ceux-ci devant être repris par le nouveau délégataire en cas de changement d'exploitant, en application des dispositions claires et précises de la convention collective applicable aux entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement, mise en œuvre par tous les opérateurs.

C'est aussi le scénario par lequel l'organisation actuelle du service de la collectivité est la moins impactée.

En conclusion, comme pour le critère précédent, plus le périmètre géré en régie est important, plus l'impact est fort pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En cas de DSP, les nouveaux opérateurs gèrent directement l'essentiel des questions liées à la reprise du personnel, moins nombreuses. Ils possèdent déjà par ailleurs la plupart des moyens et outils nécessaires à l'exploitation du service. Les coûts de transition sont donc marginaux par rapport à ceux identifiés en cas de passage en régie.

#### *La transparence de la gouvernance et la participation de la société civile*

Quel que soit le mode de gestion, la loi définit le niveau minimum d'information dû aux usagers du service (présentation de la facture, rapports annuels d'exploitation, rapport annuel sur le prix et la qualité du service, commission consultative des services publics locaux, etc.).

La régie à simple autonomie financière, de par son intégration aux services de la collectivité, permet un contrôle plus direct du service. Par ailleurs, des représentants d'usagers pouvant siéger au conseil d'exploitation, cette forme de gestion peut renforcer une certaine transparence de la gouvernance.

Toutefois, en cas de gestion déléguée, et conformément à la charte d'engagements proposée lors de cette même séance du Conseil, l'organisation d'un pilotage structuré et d'un contrôle efficient du service, au travers de méthodes définies préalablement dans le cahier des charges puis arrêtées dans le contrat, conjuguées à la mise en place de moyens et d'outils adaptés, permettent la garantie d'un niveau de transparence comparable. Par ailleurs, le renforcement des prérogatives et une composition élargie de la CCSPL, l'institutionnalisation du Forum de l'Eau comme instance permanente de concertation, réunissant notamment la société civile, les associations, les professionnels, les scientifiques, sont des gages importants de l'atteinte d'un objectif ambitieux de participation des citoyens-usagers à la gouvernance du service.

*La contribution au développement du territoire (Fiscalité, R&D, ...)*

Ce dernier critère prend en compte l'impact économique local de l'exploitant (régie ou délégataire). Plus difficile à quantifier, il est en général secondaire par rapport aux autres. Ce critère doit cependant être examiné au regard de la situation particulière de notre territoire, capitale régionale, qui bénéficie d'un pôle universitaire et scientifique important et d'écoles dédiés à l'eau.

Aussi, une société privée gestionnaire d'un service communautaire de l'assainissement est de ce fait un acteur économique du territoire qui peu s'impliquer dans des actions sociétales : formation professionnelle, insertion par l'économie, parrainage d'opérations de solidarité locale, etc.

Elle est assujettie par ailleurs à la fiscalité professionnelle dont sont exemptées les régies.

La contribution au développement du territoire est supérieure en cas de gestion déléguée qu'en régie.

*Synthèse*

En synthèse de l'analyse comparative des scénarios au regard de l'ensemble des critères, le critère « prix » n'étant pas discriminant, les scénarios A et D se trouvent les moins bien classés : ils sont pénalisés sur les critères « risques supportés » et « modalités de mise en œuvre ».

La prise en compte d'une autre pondération des critères, par nature subjective, n'est pas susceptible de remettre en cause ce moins bon classement des scénarios A et D.

Les scénarios B et C se retrouvent classés à un niveau similaire. Toutefois, le scénario C suit un découpage technique pertinent et présente un meilleur équilibre financier entre périmètres.

En conclusion, il est proposé de retenir le scénario C de trois délégations du service de l'assainissement. Ce scénario, simplifiant et harmonisant l'organisation actuelle, va permettre à notre collectivité de se consacrer pleinement à l'exercice de son rôle d'autorité organisatrice et à sa volonté de poursuivre la mise en œuvre d'un programme d'investissement ambitieux tel que défini par le schéma directeur.

Le futur cahier des charges fixera également un niveau d'engagement important du délégataire afin de consolider le fonctionnement des ouvrages et minimiser les risques sur l'environnement. Le scénario proposé permettra ainsi un partage de risques raisonné avec la collectivité.

Enfin, le choix de ce scénario préserve les conditions sociales de l'ensemble des agents qui assurent aujourd'hui le service public et n'influe pas sur l'organisation du service de la collectivité.

## **CARACTÉRISTIQUES DU FUTUR CONTRAT**

*Objet de la délégation*

La délégation aura pour objet la collecte des effluents sur les Communes de : Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, le Crès Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues.

Les caractéristiques du service sont :

- 57 293 branchements,
- 1 102 km de canalisations,
- 126 postes de relèvement.

Ce patrimoine dessert 70 726 abonnés. 23,5 millions de m<sup>3</sup> leur ont été facturés.

*Durée de la délégation*

La durée envisagée pour la délégation est de 7 ans.

Elle est alignée sur l'échéance des contrats de délégation de service public de l'eau potable sur les communes concernées, échéance du 31 décembre 2021, identique quelle que soit la collectivité délégante. Cette uniformisation permettra à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'adapter plus facilement, l'organisation de ses services en 2021, le cas échéant, en fonction des évolutions institutionnelles et en concertation avec les Autorités Organisatrices voisines.

Le contrat prendra effet :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2015 sur les Communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues
- le 4 février 2015 sur les Communes de Prades le Lez et Le Crès.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

Cette durée courte, bien inférieure à celle des principaux contrats précédents ou aux durées constatées nationalement (10-12 ans en moyenne), permettra de créer les conditions d'une transition maîtrisée dans la perspective d'un retour à une gestion publique.

*Principales missions confiées au délégataire*

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le Délégataire seront principalement les suivantes :

- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,

- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte
- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations, indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
- les travaux de réparation des canalisations (pour les interventions inférieures à 6 ml) et de branchements
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT)
- la gestion des relations du service avec les usagers,
- la mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'utilisateur.

La Collectivité conserve quant à elle :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

#### *Conditions financières et rémunération du délégataire*

L'exploitant sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m<sup>3</sup>.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra ainsi que l'ensemble des biens matériels affectés au service et en produira copie à la Communauté d'agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

#### *Rôle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice*

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés contractuellement en termes de qualité de service,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le règlement des litiges avec les usagers.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Communauté d'Agglomération procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération aura en permanence accès au système d'information du délégataire.



Certaines de ces informations pourront être mises à disposition des usagers du service.

Concernant les relations à l'utilisateur, et notamment le service clientèle qui reflète l'image du service public, la Communauté d'Agglomération sera pleinement partie prenante de la définition des procédures, outils et moyens de communication et d'information gérant les interfaces entre les usagers et l'exploitant. Il sera attendu du service clientèle un haut niveau de performance dédié à la qualité du service rendu à l'utilisateur et qu'il affiche en permanence son caractère public par tout moyen approprié.

#### *Opérations de fin de contrat*

Le contrat intégrera des obligations de fin de contrat formalisant l'ensemble des informations à transmettre et l'ensemble des opérations relatives à la fin de contrat. Ces obligations porteront notamment sur :

- les outils informatiques de pilotage et de conduite du service,
- les fichiers de données de gestion clientèle et d'inventaire du patrimoine retraçant la vie du service sur toute la période du contrat,
- les procédures qualité explicitant les méthodologies de travail des différentes activités nécessaires à la bonne marche du service,
- le personnel (effectif, plan de formation, conditions sociales, etc.).

Un état des lieux précis du service sera fourni 24 mois avant la fin du contrat, mettant en exergue les points forts/faibles et préconisant les marges de progrès, permettant ainsi à l'autorité organisatrice de l'assainissement d'engager en temps utile et après consultation des instances habituelles, le passage éventuel à une gestion en régie.

Le tableau suivant synthétise l'estimation du coût total annuel de chaque scénario présentée dans le rapport joint :

#### **PRINCIPALES MODALITÉS DE CONSULTATION**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux et le CTP, réunis le 15 juillet 2013, ont émis un avis favorable, à la majorité des membres présents, sur le principe de cette gestion déléguée.

Au final, la proposition d'un mode de gestion délégué constitue un choix responsable. La durée envisagée de 7 ans, faisant place à une situation qui perdurait depuis près de 25 ans dans certains cas, associée à des clauses contractuelles adaptées, en font un dispositif transitoire permettant à notre collectivité d'envisager à terme une gestion publique du service. Pour cela, une commission composée d'élus sera constituée dès 2015 afin de suivre l'évolution du service et déterminer les conditions d'un passage en gestion publique.

Cette nouvelle organisation du service sera accompagnée d'une baisse du prix de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de l'ordre de 10%. Cette baisse peut être consentie sans préjudice pour le niveau d'investissements préconisé par le schéma directeur mais engage la collectivité à négocier fermement le nouveau contrat et à contrôler son évolution.

Enfin, conformément à la charte approuvée lors de ce même Conseil, des mesures sociales seront mises en place en priorité. Celles-ci prévoient l'allocation de « chèques Eau » pour permettre aux ménages les plus modestes le paiement de leur facture d'eau et d'assainissement. L'union départementale des CCAS pourra notamment contribuer à la gestion de ce dispositif afin de toucher le public le plus dans le besoin.

Par ailleurs, on ne peut ignorer que plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau et que près de 50 pays sont menacés de pénurie à l'horizon 2025. Aussi, et conformément à notre adoption du pacte d'Istanbul par délibération n°10587 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2011, il est proposé d'engager à court terme des actions de solidarité internationale. Ces actions peuvent être financées jusqu'à hauteur de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Elles pourront porter sur des actions à long terme, qui permettent un réel transfert de compétence, comme sur des aides d'urgence.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de l'eau renouvelée, et en réponse aux attentes exprimées lors de la récente concertation « Quelle eau pour demain ? », le service de l'assainissement sera transparent et ouvert à ses usagers. L'installation du Forum de l'eau comme organe permanent d'échange et de consultation en est le 1<sup>er</sup> gage.

M. Marc Dufour quitte la salle avant l'examen de l'affaire et les débats et ne prend pas part au vote.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 contre, 4 abstentions, 1 ne prend pas part au vote).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du rapport joint en annexe, le principe de la gestion du service public de l'assainissement, pour la collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA, en délégation de service public par affermage, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021,
- approuver les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur délégataire du service, telles que définies dans le rapport de présentation annexé,
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L.1411-1 à 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la conclusion du contrat de Délégation de Service Public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- dire que le contrat prendra la dénomination de "contrat de Délégation de Service Public pour la collecte des eaux

usées des Communes racordées à la station d'épuration MAERA ",

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Dufour)

Abstention : 4 (Grabels : MM Flacher, Revol, Villeneuve-lès-Maguelone : MM Ségura, Legouge )

Contre : 4 (Saint-Jean-de-Védas : M. Lenthéric ; Montpellier : Mme Qvistgaard, MM Lévi, Saurel)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°24 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - AVENANT N°2 AU CONTRAT D'AFFERMAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n° 2009-1-1532 du 22 juin 2009. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, elle se substitue aux Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc et aux Communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Saint Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Restinclières au sein du Syndicat Garrigues Campagne. Elle intervient en tant que collectivité organisatrice du service sur les 10 communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, suite à l'arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013 mettant fin aux compétences du Syndicat du Salaison, sur les 3 Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues.

La gestion du service public sur la Commune de Grabels a été confiée à la société SAUR par contrat entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2003 pour une durée de 10 ans.

Ce contrat a été modifié par un avenant visé en Préfecture de l'Hérault le 31 janvier 2011. Celui-ci avait pour objet l'adaptation des tarifs de la part fixe du délégataire, sans modification de sa rémunération, afin de permettre l'harmonisation du prix de l'eau souhaitée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. à l'échelle du territoire d'exercice de la compétence eau potable qui venait de lui être transférée

L'échéance de ce contrat est ainsi fixée au 31 octobre 2013 alors que tous les autres contrats de délégation de service public, au travers desquels est exploité le service public communautaire de l'eau potable, comme celui de l'assainissement, arriveront à leur terme autour de fin 2014.

Cette échéance commune a permis à la Collectivité d'initier une vaste réflexion sur l'organisation de ses services d'eau et d'assainissement au-delà de fin 2014. Les choix d'organisation seront arrêtés au cours de cette même séance du Conseil communautaire.

Dans son article L 1411-2 le Code Général des Collectivités Territoriales offre la possibilité, pour un motif d'intérêt général, de prolonger un contrat de délégation de service public pour une durée d'un an maximum. Il est donc proposé de prolonger, pour motif d'intérêt général, le contrat de délégation du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels, par voie d'avenant, ce qui repousserait son échéance à une date proche de celle des autres contrats, soit le 31 octobre 2014.

Le motif d'intérêt général est constitué ici par la recherche d'une cohérence territoriale et d'économies d'échelle dans le cadre d'une solution globale sur un territoire ayant atteint la taille critique suffisante. Compte tenu du poids du service sur la Commune de Grabels, chargé de fournir de l'eau potable à un peu moins de 2 000 abonnés alors que le service communautaire en compte plus de 60 000, la mise en œuvre de toute autre solution, qui ne serait que transitoire, présente des inconvénients techniques et financiers majeurs, disproportionnés au regard des intérêts de définition d'une solution globale adaptée à l'échelle d'exercice de la compétence.

Dans la perspective de la mise en œuvre de cet avenant, et en application des clauses de révision définies par l'article 43 du contrat, la Collectivité et le Fermier ont procédé à l'analyse des nouvelles conditions administratives et techniques de la délégation ainsi que de leur incidence sur la rémunération du Fermier.

Cette analyse a tenu compte du souhait de la collectivité d'harmoniser au plus tôt le nombre de relèves des compteurs d'eau, la plupart des usagers du service bénéficiant aujourd'hui de 2 relèves par an. Cette mesure va dans le sens d'une meilleure maîtrise des consommations et de la préservation des ressources en eau. Il est donc demandé au délégataire de procéder à une 2<sup>ème</sup> relève sur l'année 2014 sur la Commune de Grabels.

Après négociations, et malgré ces prestations supplémentaires, il est proposé de diminuer de 5,13% la rémunération variable fonction des volumes consommés perçue par le Fermier auprès des usagers. Cette dernière passerait à 0,6440 €/m<sup>3</sup> en valeur de base 1<sup>er</sup> septembre 2010. Ce tarif passerait ainsi de 0,7196 €/m<sup>3</sup> à 0,6827 €/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> août 2013 ce qui représente une baisse de la rémunération totale du délégataire de plus de 17 300 €.

Cette baisse de rémunération du fermier est sans conséquence sur le prix de l'eau payé par l'utilisateur, qui reste le prix unique fixé par le Conseil communautaire. Elle va se traduire par une augmentation du même montant de la recette de la collectivité destinée à financer les investissements.

Toutes les autres dispositions contractuelles demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation du Service Public de l'Assainissement réunie le 12 juillet 2013 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable de Grabels qui, notamment, allonge la durée du contrat d'un an pour motif d'intérêt général, met en place une seconde relève et diminue la rémunération proportionnelle du fermier à 0,6440 €/m<sup>3</sup> (valeur de base septembre 2010),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 2 (Montpellier : Mme Qvistgaard, M. Saurel)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°25 : EAU ET ASSAINISSEMENT – LIQUIDATION DU SITIVS - MODALITÉS DE RÉPARTITION DE L'ACTIF DE BUDGET 2013 - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS) a exercé de 1998 à 2012 la compétence distribution d'eau brute sur les Communes d'Assas, Teyran, Guzargues, Jacou, Clapiers et Vendargues. Suite à la prise de la compétence "eau brute" par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2008 et par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL) en 2010 puis à la cession par le Département à la Région des ouvrages structurants gérés par le Syndicat Intercommunal des Travaux d'Irrigation dans la Vallée du Salaison (SITIVS), les membres de ce syndicat se sont entendus pour dissoudre le syndicat.

En parallèle, la CCGPSL a demandé et obtenu son adhésion auprès du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC) pour la compétence à la carte Eau Brute pour les trois communes de Assas, Teyran et Guzargues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Par délibération en date du 16 octobre 2012, le SITIVS a ainsi défini les modalités de dissolution et de répartition patrimoniale et financière entre ses membres.

Cette délibération a fait l'objet d'une adoption en termes identiques par les Conseils du SMGC (29 octobre 2012), de la CCGPSL (13 novembre 2012) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (28 novembre 2012).

L'Arrêté Préfectoral du 21 décembre 2012 qui mettait fin aux compétences du SITIVS précisait que les modalités de liquidation seraient fixées par l'arrêté de dissolution et que le SITIVS devrait adopter le compte administratif du dernier exercice d'activité avant le 30 juin 2013.

Par délibération en date du 11 juin 2013, le conseil syndical du SITIVS a donc adopté les comptes administratifs et de gestion qui font apparaître un excédent de clôture de 111 195,03 €.

Conformément aux conditions de dissolution et de liquidation adoptées, cet excédent est réparti pour 79 % au bénéfice du SMGC, soit la somme de 87 844,07 €, et pour 21 %, au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit la somme de 23 350,96 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition de l'excédent de clôture sur les bases de 79% au bénéfice du SMGC soit la somme de 87 844,07 € et 21% au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit la somme de 23 350,96 €,
- approuver la répartition de tout paiement ou encaissement qui pourraient intervenir après le 11 juin 2013 sur les mêmes bases à savoir 79% pour le SMGC et 21% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les recettes sont prévues au budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 77,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 2 (Montpellier : Mme Qvistgaard, M. Saurel)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°26 : EAU ET ASSAINISSEMENT – PARTENARIAT DE RECHERCHE POUR LE TRANSFERT D'UN OUTIL PERMETTANT D'ÉVALUER LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT COMPLETS - CONVENTION AVEC L'INSTITUT DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) a

conçu, avec le soutien de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), un logiciel (ACV4E) permettant d'évaluer les performances environnementales des systèmes d'assainissement complets, composés du couple réseaux de collecte et station d'épuration. Ce logiciel devrait permettre à un maître d'ouvrage ou un maître d'œuvre de réaliser des Analyses du Cycle de Vie (ACV) pour comparer différentes combinaisons possibles de technologies d'assainissement en lien avec les besoins de l'urbanisme. L'évaluation environnementale ainsi réalisée est une approche multicritères qui permet de révéler les éventuels transferts de pollutions et qui pourrait devenir à terme un outil complémentaire d'aide à la décision dans le domaine de l'assainissement.

Dans le prolongement de ce développement, l'IRSTEA a accordé un soutien financier au projet de recherche scientifique Feedback ACV. Ce projet vise à favoriser et à analyser le transfert et l'usage de l'outil ACV4E dans des collectivités. En particulier, le projet souhaite tester si l'introduction d'indicateurs environnementaux multicritères permet de dépassionner le débat sur les choix environnementaux en modifiant et en rationalisant l'argumentation. Ainsi, par exemple, un traitement épuratoire poussé des eaux usées sera mis en regard de ses coûts économiques, mais aussi le coût des impacts environnementaux qu'il génère. Si un tel traitement paraît, dans un premier temps, répondre à des objectifs ambitieux de préservation des milieux, l'Analyse du Cycle de Vie pourrait révéler que, globalement, par rapport à un traitement épuratoire moins poussé, il est moins satisfaisant car générant des pollutions supplémentaires dans sa phase réalisation comme exploitation.

Le centre IRSTEA de Montpellier est chargé de réaliser une étude pilote en région Languedoc-Roussillon dans le cadre de ce projet Feedback ACV. Cette étude pilote reposera sur un transfert de l'outil ACV4E à une collectivité ou à un groupement puis à l'observation de son appropriation. La coordination scientifique est assurée par l'UMR G-EAU (Gestion de l'Eau Acteurs Usages). Plusieurs autres chercheurs de l'IRSTEA sont impliqués dont ceux du pôle ELSA (Environmental Life cycle and Sustainability Assessment) qui a développé l'outil ACV4E.

L'IRSTEA a proposé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de s'associer à cette étude pilote en Languedoc-Roussillon. L'Agence de l'eau Rhin-Meuse et le SDEA (Syndicat des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin) ont été également pressentis pour participer à des études pilotes dans le cadre de ce projet.

Le développement d'un tel outil paraît particulièrement pertinent au regard des problématiques rencontrées par notre collectivité dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement des eaux usées. En effet, des réflexions prospectives sont engagées régulièrement sur l'évolution des besoins et les nouveaux investissements à réaliser. Celles-ci conduisent à comparer différents scénarios et la question des critères appropriés d'évaluation des scénarios se pose. La prise en compte des critères environnementaux est aujourd'hui subjective alors que la préoccupation de la préservation des milieux est une des préoccupations constantes de l'exercice de la compétence assainissement.

Par ailleurs, le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est équipé de systèmes d'assainissement de tailles diverses. Certains d'entre eux présentent donc les caractéristiques recherchées permettant la réalisation de l'étude pilote, le logiciel testé étant dans un premier temps essentiellement adapté aux systèmes d'assainissement desservant des petites et moyennes communes.

Dans ce contexte, il est proposé de répondre favorablement à la proposition de l'IRSTEA de faire partie des structures étudiées dans le cadre du projet de recherche Feedback ACV. A cette fin un projet de convention définissant les modalités du partenariat a été élaboré.

L'IRSTEA fournit le logiciel et accompagne sa prise en main par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le ou les techniciens concernés participeront à des réunions d'échanges. L'analyse de l'appropriation et de la contextualisation de l'outil sera effectuée par l'IRSTEA dont les résultats seront valorisés sous la forme d'un ou plusieurs articles scientifiques. La durée de cette convention, sans contrepartie financière, est de deux ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat entre l'IRSTEA et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur le transfert de l'outil ACV4E et son usage par les collectivités,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 2 (Montpellier : Mme Qvistgaard, M. Saurel)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

**AFFAIRE N°27 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉS DE TRAVAUX BÂTIMENT N°3131DC12 - LOTS N°1, 6, 8, 12 ET 14 ET MARCHÉS N°3132DC12 DE TRAVAUX MUSÉOGRAPHIQUES - LOTS N°15, 16, 17, 18, 19, ET 21 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de France en Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, dont les travaux de construction ont démarré en mars 2010.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel (PSC) de ce musée au regard notamment de la mise en œuvre du plan Musées en région par le Ministère de la Culture et de la

Communication pour les années 2011-2013, et de la nécessité de dynamiser la fréquentation du Musée par un programme ambitieux d'expositions temporaires.

Les travaux en cours ont été suspendus en juin 2012 afin de ménager le temps nécessaire à la finalisation des études d'avant projet en découlant.

Par délibération n°11068 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'avant-projet définitif ainsi redéfini, et l'estimation définitive du coût des travaux restant à réaliser : estimation travaux bâtiment : 4 868 866 € H.T., et estimation travaux muséographie : 3 151 545,32 € H.T.

Afin de mettre en œuvre ce nouveau projet, deux procédures d'appel d'offres ouvert ont été publiées le 13 mars 2013, en application des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le premier appel d'offres concerne les travaux bâtiment de construction du MHFA. Celui-ci est constitué de 5 lots, chacun traité en marché séparé et à prix global et forfaitaire.

Parmi ces 5 lots, les n°1, 6 et 12 font suite à la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés n°2183DC09 - lots n°1, 6 et 12, approuvée par délibération n°10821 du 17 avril 2012, et le lot n°8 fait suite à la résiliation du marché n°2183DC09 - lot n°8, suite à la liquidation de l'entreprise attributaire.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, neuf offres ont été remises. L'analyse a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres du 9 juillet 2013, qui a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes, ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères définis dans le règlement de consultation :

N°marché	Lot	Libellé du lot	Attributaire	Montant € H.T.
3131 DC 13	1	Gros œuvre – Façades - Réseaux	LCRI, Montpellier	626 639,49 €
	6	Cloisons – Doublage - Plafonds	RED CONCEPT, Montpellier	582 384,50 €
	8	Peinture - Nettoyage	SOPEUD, Montpellier	215 243,50 €
	12	Restauration décors peints	PAILLARD BOYER, Montpellier	119 204,68 €
	14	Mobilier	AE3, Nîmes	100 165,00 €

Le deuxième appel d'offres concerne les travaux de muséographie et de scénographie du MHFA. Celui-ci est constitué de 6 lots, chacun traité en marché séparé et à prix global et forfaitaire.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, vingt-six offres ont été remises. L'analyse a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres du 9 juillet 2013, qui a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes, ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de consultation :

N°marché	Lot	Libellé du lot	Attributaire	Montant € H.T.
3132 DC 13	15	Mobiliers et vitrines muséographiques	REIER, Lauterbach (Allemagne)	418 550,81 €
	16	Médiations et soclage	GOPPION SA, Trezzano sul Naviglio (Italie)	119 892,24 €
	17	Electricité et éclairages muséographiques	SOMITEG, Pérols	456 354,07 €
	18	Matériel audiovisuel et multimédia	IDSCENES, Montpellier	280 289,00 €
	19	Graphisme signalétique d'exposition	BOSCHER, Couëron	254 217,00 €
	21	Cloison, peinture et revêtements	SODAC, St Georges d'Orques	211 889,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés de travaux 3131DC12 lots n°1, 6, 8, 12, et 14 et des marchés n°3132DC12 lots n°15, 16, 17, 18, 19 et 21 aux entreprises précitées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou son représentant, à signer les marchés susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉS N°3315DC13 DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION - LOTS N°5A - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France en Algérie (1830-1962) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, dont les travaux de construction ont démarré en mars 2010.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel (PSC) de ce musée au regard notamment de la mise en œuvre du plan Musées en région par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les années 2011-2013, et de la nécessité de dynamiser la fréquentation du Musée par un programme ambitieux d'expositions temporaires.

Les travaux en cours ont ainsi été suspendus afin de ménager le temps nécessaire à l'élaboration des études d'avant projet en découlant.

Par délibération n°11068 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'avant-projet définitif ainsi redéfini, et l'estimation définitive du coût des travaux restant à réaliser : estimation travaux bâtiment : 4 868 866 € H.T., et estimation travaux muséographie : 3 151 545,32 € H.T.

Afin de mettre en œuvre ce nouveau projet, un appel d'offres ouvert a été publié le 25 avril 2013, en application des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Celui-ci est constitué de 2 lots, chacun traité en marché séparé et à prix global et forfaitaire :

-lot4a Métallerie,

-lot 5a Menuiserie Extérieure.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, deux offres ont été remises, une par lot.

L'analyse effectuée par la maîtrise d'œuvre a été présentée à la Commission d'Appel d'Offres du 16 juillet 2013, qui a décidé d'attribuer le lot n°5a à l'entreprise suivante, dont l'offre répond aux prescriptions techniques du cahier des charges et s'inscrit dans l'estimation financière établie :

N°marché	Lot	Libellé du lot	Attributaire	Montant € H.T.
3315DC13	5a	Menuiseries bois - Parquets	POUJOL, Le Pouget	110 162,00 € H.T.

Compte tenu que l'unique offre présentée pour le lot n°4a dépasse de 52% le montant de l'estimation de la maîtrise d'œuvre, la décision de la Commission d'Appel d'Offres a été, sur ce point, reportée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché de travaux n°3315DC13 lots 5a avec l'entreprise Poujol,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marchés susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°29 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – TRANSPORTS, GESTION DES TEMPS SDITT - DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL D'ACCOMPAGNEMENT DE LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES DU PRIMAIRE - DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL DE SOUTIEN DE PROJETS CULTURELS DES JEUNES ÂGÉS DE 11 À 17 ANS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'application sur notre territoire de la réforme des rythmes scolaires du primaire et l'expérimentation des actions culturelle à destination des 11-17 ans, nous amène à proposer deux nouveaux dispositifs expérimentaux à destination des 3-17 ans pour l'année scolaire 2013-2014. En particulier la Communauté d'Agglomération de Montpellier, souhaite à ce titre, mettre en place des parcours éducatifs et culturels à destination des 3-17 ans.

1/ Dispositif expérimental d'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires du primaire dans le cadre du Schéma Directeur Temps et Territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Par délibération du 19 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de lancer l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire (SDiTT) afin de mener une réflexion sur l'aménagement temporel de son territoire avec l'ensemble des acteurs locaux et de la société civile.

Avec le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, le Ministère de l'Éducation Nationale a souhaité modifier les rythmes scolaires du primaire pour mieux répartir les heures de classe sur la semaine, et alléger la journée de classe des enfants jugée trop lourde. Cette mesure fait partie du projet de refondation de l'école porté par le Gouvernement qui vise à plus d'équité et à la réussite éducative de tous. La Communauté d'Agglomération de Montpellier partage les ambitions de cette réforme et souhaite y contribuer activement dans le cadre de ses compétences et de son intérêt communautaire. Cette réforme sera mise en œuvre en septembre 2013 par 10 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sera généralisée à l'ensemble des 31 Communes en septembre 2014. Elle modifiera les rythmes de vie de :

- 25% de la population (les familles qui ont un enfant en primaire),
- 22% des actifs occupés qui habitent l'agglomération et qui ont un enfant en primaire,
- 35 000 enfants en primaire.

La première phase d'élaboration du SDiTT a donc été consacrée à la réforme des rythmes scolaires et a abordé en lien avec les acteurs du territoire les enjeux de la réussite éducative pour tous, les impacts sur nos politiques communautaires à destination des enfants et en matière de transports ainsi que les impacts sur les entreprises. Dans ce cadre, un bilan de notre politique communautaire à destination des enfants a été fait. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans ce domaine, relève ainsi :

- d'actions de sensibilisation au sein du temps scolaire ouvertes à tous les enfants (sorties scolaires dans les équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, participation à des concerts, sensibilisation sur le traitement des déchets au sein des classes...),
- d'une action de formation à la natation et au patinage pour tous les enfants au sein du temps scolaire,
- d'actions de grande qualité (écolothèque, conservatoire, musées), mais qui sont ouvertes seulement à un nombre restreint d'enfants dans le cadre scolaire et extrascolaire (mercredi, vacances),
- d'une politique d'équipements (médiathèques, piscines) avec des actions enfance de qualité, mais dont tous les enfants ne bénéficient pas dans leur Commune et pour lesquels il y a parfois des barrières sociales.

Ces actions pourront être améliorées de manière à :

- contribuer à la réussite éducative des enfants de l'agglomération : développer leurs compétences, leurs capacités d'innovation, qui leur permettront demain de contribuer pleinement à l'économie de la connaissance,
- promouvoir et développer le secteur de la culture en incitant, au travers de ces parcours culturels, les parents, les enfants, leurs proches à fréquenter les équipements, les spectacles, les festivals de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- diffuser nos grandes orientations en matière de développement durable (PCET, déchets, mobilité,...), les enfants étant de formidables ambassadeurs.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite ainsi proposer la construction de parcours d'éducation artistiques et culturels pour tous les enfants des écoles primaires du territoire communautaire.

Ces parcours mêleront actions de sensibilisation et sorties durant le temps scolaire, activités périscolaires, extrascolaires, animation au sein de nos équipements, incitation à fréquenter les spectacles, festivals, filière de préprofessionnalisation (ex. classes à horaires aménagés au conservatoire) sur la base des compétences communautaires actuelles.

Ils seront déclinés sur les thèmes suivants : le jeu de société, la lecture, la musique, les arts vivants, les arts plastiques, le patrimoine, les musées, l'éducation à l'environnement, au développement durable, la culture scientifique, l'égalité homme-femme.

Ces parcours culturels seront un prolongement des actions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et développeront des actions sur le temps périscolaire, celui-ci représentant souvent plus de 50% du temps passé par l'enfant au sein de l'école.

Dans ce cadre, et à partir des besoins exprimés par les 10 Communes du territoire de l'Agglomération qui appliqueront la réforme des rythmes scolaires dès 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose d'expérimenter des premières mesures lors de l'année scolaire 2013-2014, sur la base de ses compétences :

- le développement d'activités périscolaires au sein des équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (quand ils sont à proximité des écoles) ou d'établissements publics communaux,
- le développement de formations à destination du personnel communal qui interviendra sur le temps périscolaire,
- la mise à disposition des écoles d'un fond de jeux de société.

Ces mesures seront évaluées durant l'année scolaire 2013-2014 de manière à préparer leur généralisation en septembre 2014.

En outre, du fait de la réforme des rythmes scolaires, 4 Communes (Sussargues, St Drézéry, Saussan, Castries) qui contractualisent avec d'autres Communes ou un SIVU pour le centre de loisirs du mercredi, auront besoin d'assurer le transfert des enfants en transport en commun, de l'école vers le centre de loisirs le mercredi midi, qui est situé en dehors de leur Commune.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite à cet effet assurer, à titre expérimental pour la première année, ces transferts vers les centres de loisirs le mercredi midi pour l'année scolaire 2013-2014, dans le cadre des missions de services périscolaires définies dans la convention de délégation de service public conclue avec le groupement TAM-TRANSDEV les Communes auront la responsabilité de fournir les accompagnateurs nécessaires et devront respecter la procédure relative aux transports périscolaires.

L'ensemble de ces mesures représente un coût prévisionnel de 102 000 € pour l'année scolaire 2013-2014

En parallèle de ces actions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier anime un groupe de travail avec des chefs d'entreprises, les organisations patronales et syndicales, sur le sujet des aménagements du travail au vu de la réforme des rythmes scolaires dont l'objectif est de sensibiliser et d'inciter les entreprises à aménager leur temps de travail lors de la généralisation des nouveaux rythmes scolaires en septembre 2014.

## 2/ Dispositif expérimental de soutien des projets culturels des 11-17 ans.

En outre, sur le secteur ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le SIVOM « Vène et Mosson » a développé, depuis l'année 2010, des actions dans le champ des pratiques artistiques et culturelles des jeunes. Ce territoire recouvre en grande partie les Communes engagées dès 2013 sur l'aménagement des rythmes scolaires.

Ce dispositif a permis une forte implication des publics 11-17 ans sur des disciplines variées : pratiques théâtrales des jeunes, pratiques autour des arts du cirque, arts numérique, multimédia et web-TV intercommunale. La CAF de l'Hérault s'était engagée à hauteur de 22 285 € pour aider la mise en œuvre de ces actions.

Cette prise en considération des pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans s'inscrit pleinement dans la logique de parcours éducatifs proposée dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, d'une part en mettant en cohérence les pratiques en temps extrascolaire et scolaire, et d'autre part en permettant d'assurer une continuité éducative au cours des années.

Suite à la dissolution du SIVOM au 31 décembre 2012, et compte tenu de la qualité des opérations menées, la CAF de l'Hérault propose à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de contractualiser un avenant à la convention SIVOM « Vène et Mosson » antérieure. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage alors à poursuivre les actions de pratiques artistiques et culturelles des adolescents déjà initiées avec certaines Communes, et bénéficie du transfert des fonds d'aides d'un montant possible de 22 285 €.

Cette expérimentation sera contractualisée avec la CAF et les communes suivantes sous réserve qu'elles soient conventionnées entre elles dans une logique intercommunale indissociable du dispositif, à savoir : Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan.

Pour le second semestre de l'année 2013, les actions, incluses dans un projet global d'implication des jeunes concernés par cette action, s'articuleront autour de 3 axes forts :

- Ateliers de pratiques théâtrales, d'art du cirque et de rue.
- Ouverture de l'offre artistique et culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux publics adolescents avec, en amont, un accompagnement adapté à ces publics.
- Exploitation d'espaces de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour favoriser l'expression artistique et culturelle des publics 11-17 ans dans une dynamique intercommunale.

Ces actions seront mises en œuvre en lien étroit avec les services des Communes concernées et déjà en dynamique artistique et culturelle intercommunale, coordonnées et co-encadrées par un agent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'expérimentation durant le deuxième semestre 2013 dans le cadre de la compétence culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier donnera lieu à un bilan avant toute décision de poursuite ultérieure.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif expérimental d'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires du primaire,
- approuver le dispositif expérimental de soutien des projets culturels des jeunes âgés de 5-11 ans et de 11-17 ans,
- approuver l'avenant n°1 de la convention d'aide à la mise en place d'un dispositif d'expérimentation de projets en direction des jeunes âgés de 11 à 17 ans, à intervenir avec la CAF de l'Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903 et 923 pour les actions culturelles, et 928 pour le transport des jeunes,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 de la convention avec la CAF de l'Hérault susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°30 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - AVENANT N°1 À LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ABONNEMENT AU SERVICE À DISTANCE BIBLIOSÉSAME, AVEC LA BPI - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

BiblioSésame est un réseau national de bibliothèques publiques qui répondent ensemble aux questions de particuliers par courrier électronique. Ces questions sont d'ordre documentaire et sur tous les sujets, des plus généraux aux plus spécialisés. Les bibliothèques abonnées au réseau, plus d'une dizaine (dont Reims, Valenciennes, Lille, Marseille, Montpellier, Troyes, Limoges, Brest Amiens, Sainte Geneviève...), mettent ainsi en commun leurs ressources et leurs compétences pour apporter des réponses de qualité, en s'appuyant sur les domaines de compétences de chaque établissement.

Ce service, réalisé sous l'autorité scientifique de la Bibliothèque Publique d'Information (Centre Georges



Pompidou), est gratuit et ouvert à tous. Il est assuré par un abonnement que contracte la Bibliothèque Publique d'Information auprès d'OCLC, prestataire exclusif, au service de référence virtuel Question Point, pour le compte de l'ensemble des médiathèques et bibliothèques abonnées, en vertu d'une convention n°2011-542 constitutive d'un groupement de commande dont la signature a été autorisée par délibération n°10685 du 29 février 2012.

Compte tenu de l'augmentation du nombre des membres du groupement d'achat, la Bibliothèque Publique d'Information propose à l'ensemble des médiathèques et bibliothèques partenaires, de signer l'avenant n°1 à la convention susvisée, dont l'objet est de modifier la liste des cocontractants et de diminuer en conséquence le coût d'abonnement pour chacun d'entre eux au service de référence Question Point, dont le montant annuel passe de 1 000 € H.T. à 620,69 € H.T. en 2013. Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°1 à la convention n°2011-542 pour l'abonnement global au service de référence virtuel Question Point support du service de réponse à distance BiblioSésame,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°31 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - ADHÉSION À L'ASSOCIATION LANGUEDOC-ROUSSILLON LIVRE ET LECTURE - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre la Bibliothèque Nationale de France (BnF), la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Languedoc-Roussillon, la Région Languedoc-Roussillon, l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture (LR2L), et la Communauté d'Agglomération de Montpellier via son réseau des médiathèques.

LR2L, association financée par la DRAC et par la Région Languedoc-Roussillon, regroupe auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et médiateurs du livre de notre région.

Le rôle de LR2L est de soutenir la création, l'édition ainsi que la médiation du livre. En partenariat avec les acteurs et les institutions concernés, elle contribue à la vie littéraire de son territoire. Elle œuvre au plus près des réalités pour développer un espace d'échanges autour des enjeux du livre et de la lecture.

Dans le cadre des différentes instances et commissions de l'association, le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, acteur majeur de la lecture publique sur le territoire communautaire, prend part déjà à de nombreuses actions menées par cet organisme.

Au terme d'une modification statutaire, LR2L propose depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à chacun des professionnels du livre ainsi qu'aux établissements de lecture publique d'adhérer à son assemblée générale, et ainsi de participer pleinement à la vie associative de la structure, en prenant part notamment aux choix stratégiques et professionnels qui guident son action.

Compte tenu de cette proposition, et afin de formaliser l'action déjà menée par le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé d'adhérer à l'association LR2L. Le montant annuel de cette adhésion s'élève à 50 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à l'association Languedoc-Roussillon Livre et Lecture pour un montant annuel de 50 euros,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°32 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - BOUTIQUE - CONVENTION-TYPE DE DÉPÔT-VENTE - TARIFS - MODIFICATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Les tarifs de la boutique du planétarium ont été adoptés par délibération n°11408 du 12 février 2013. Il est à nouveau nécessaire de modifier ces tarifs pour prendre en compte de nouvelles références, et pour ajuster certains prix de vente aux conditions d'achat faites par les fournisseurs, tout en conservant le principe de réductions de 10%

pour les articles de démonstration et de 10 à 30% à l'occasion des périodes de promotion.

En outre, compte tenu que la boutique du planétarium constitue un élément d'attractivité et une source de revenus complémentaire à l'activité principale des séances de planétarium, il est proposé de conforter cette attractivité en complétant les rayons livres et autres objets par des éditions ou tirages qui, tout en étant limités, peuvent constituer un intérêt particulier du fait de leur originalité ou rareté.

Pour ce faire, il est proposé de faciliter le dépôt-vente qui permet au planétarium de proposer des références sans avoir à stocker et risquer des invendus, en adoptant une convention-type. Celle-ci précise l'ensemble des modalités et des conditions de ces dépôt-ventes. Ainsi, chacun des cocontractants s'engage à mettre gracieusement en dépôt-ventes une certaine quantité d'objets proposés à la boutique du Planétarium. Tous les 3 mois, un bilan des ventes est établi par le Planétarium, sur la base duquel la Communauté d'Agglomération procède au versement au déposant de l'intégralité de la recette perçue, et adressera dans le même temps au déposant une facture correspondant au produit de la remise consentie par le déposant (entre 20 et 30% de la recette perçue).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de dépôt-vente type ;
- approuver les tarifs de la boutique du planétarium Galilée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de dépôt-vente à intervenir ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°33 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – PLANÉTIARIUM GALILÉE - AVENANT N°1 AU CONTRAT DU SCÉNARISTE DU FILM LA PETITE PLANÈTE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté Urbaine de Dunkerque se sont associées pour produire le spectacle de planétarium « La petite planète », qui a été exploité par les planétariums de ces deux collectivités depuis décembre 2008, ainsi que dans plusieurs autres planétariums qui se sont portés acquéreurs des droits d'exploitation.

Pour répondre à la demande de diffusion de ce spectacle dans des formats non prévus dans la convention de coproduction, comme les formats 4/3 et 16/9°, et sous forme de supports comme le dvd (digital video disc) ou cd (compact disc), pour une diffusion en boutique ou sous forme d'objet promotionnel, les collectivités ont modifié par avenant n°1 la convention initiale qui ne portait que sur le seul format hémisphérique en usage dans les planétariums.

Suite à cette modification, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°10827 du 17 avril 2012 la conclusion d'avenants n°1 aux contrats de cession de droits d'auteur du scénariste et de l'illustrateur. Il convient désormais de conclure un avenant n°1 au contrat de cession de droits d'auteur du réalisateur du film « La petite planète », Monsieur Thomas Debitus, pour étendre son application aux formats ou supports susvisés.

Cet avenant prend en outre en compte une modification des modalités de versement de la rémunération proportionnelle des auteurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui ne sera plus perçue par la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD) pour le compte des auteurs, mais directement par les auteurs sur présentation d'une note d'auteurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'assurant du versement des charges sociales auprès de l'AGESSA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au contrat de cession de droits d'auteur de Monsieur Thomas Debitus, réalisateur du spectacle de planétarium "La petite planète";
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°34 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès

d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XV<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public. Pour la saison 2012-2013, 16 conférences ont rassemblé 4 720 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur le dessin italien et sur le caravagisme.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les collections permanentes et les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2013-2014 :

- **Cycle 1** composé de 9 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé « *La création artistique au XVIII<sup>e</sup> siècle : une Europe des Lumières ?* ». Il se déroulera le mardi, du 24 septembre 2013 au 3 décembre 2013, à l'auditorium du musée Fabre, de 15h00 à 16h30 et sera répété de 17h15 à 18h45.
  - Plein tarif : 74,70 euros
  - Tarif réduit : 45 euros
  - Tarif formation continue : 92,70 euros
- **Cycle 2** composé de 7 séances, d'une durée d'une heure trente chacune, intitulé « *La peinture occidentale en question dans les années soixante et soixante-dix* ». Il se déroulera le mardi du 4 février 2014 au 27 mai 2014, à l'auditorium du musée Fabre, de 15h00 à 16h30 et sera répété de 17h15 à 18h45.
  - Plein tarif : 58,10 euros
  - Tarif réduit : 35 euros
  - Tarif formation continue : 72,10 euros

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à la disposition de l'Ecole du Louvre l'auditorium du musée Fabre ainsi qu'un technicien. Elle s'engage également à prendre en charge l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional ainsi que les frais d'hébergement et de restauration des intervenants. Le remboursement des frais se fera sur présentation des pièces justificatives. Le coût prévisionnel maximum est de 2 000 € pour l'ensemble des conférenciers pour les deux cycles.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national. Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°35 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 2 (MASTER ICAP) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Conformément à la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, qui place tous les publics au centre des préoccupations muséales, dans un souci de démocratie culturelle et de tradition républicaine, le service des publics du musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure des missions de développement et d'action afin de construire un lien entre les collections, l'actualité du musée et le public de l'agglomération le plus large possible. Dans ce cadre, le musée travaille étroitement en lien avec le public étudiant.

Depuis 2010, le musée Fabre collabore avec les étudiants et enseignants du Master Ingénierie Cosmétique Arômes et Parfums, filière chimie de l'Université Montpellier 2, des sciences et des techniques.

Le projet est né de la volonté d'associer des étudiants provenant de filières scientifiques à l'évènement annuel du musée : « François Xavier n'est pas couché ».

Cinq œuvres ont été choisies comme source d'inspiration pour l'élaboration de « formulations parfumantes » destinées à créer différentes ambiances olfactives autour des tableaux.

De ce partenariat sont nés des projets ouverts à d'autres publics. Des parcours olfactifs ont été réalisés à destination du public scolaire. De même, un parcours a été conçu dans l'hôtel particulier Sabatier d'Espeyran. Il s'agissait cette fois de tester ce dispositif auprès du public aveugle et déficient visuel. Au total, ce sont 4 parcours qui ont été

proposés à divers publics depuis 2010.

Le master ICAP et le musée Fabre de Montpellier Agglomération souhaitent donner un cadre pérenne à leur partenariat, afin de développer les actions menées en commun pour les rendre lisibles d'une part, et préciser les engagements de chacun d'autre part.

La présente convention permet aussi d'inscrire le projet dans la durée et d'encourager la diversité du public dans la mise en place de parcours olfactifs.

Dans la perspective de conserver et de réutiliser le travail des étudiants, les parfums seront présentés dans des malles pédagogiques, qui seront utilisées par les médiatrices du musée, dans le cadre de visites à destination du grand public.

La convention conclue pour l'année universitaire 2013-2014, et renouvelable 2 fois, permet de régler les questions techniques, administratives et financières relatives à ce partenariat.

D'un point de vue budgétaire, le musée Fabre s'engage à financer l'achat des malles et des matières premières pour la conception des parfums, ainsi que leurs contenants pour un montant d'environ 3000 €.

Le musée s'engage aussi à mentionner l'autre partenaire lors de l'utilisation des malles.

L'UM2, pour sa part, s'engage à concevoir les parfums, les laisser à disposition du musée et à réassortir les malles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Université de Montpellier 2 ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°36 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - MANDAT SERM D'ÉTUDES ET RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°5715 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum.

Un avenant n°1, approuvé par délibération du 28 avril 2004, a fixé des attributions de Personne Responsable du Marché (PRM) à exercer par le mandataire.

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la construction de l'extension de l'aquarium, comprenant notamment, un Amphithéâtre, un espace pédagogique, une boutique, et des espaces pour recevoir des bassins fixes et modulables. Celle-ci a donné lieu à la signature d'un avenant n°2 à la convention de mandat.

L'année 2012 a vu se terminer la période de parfait achèvement ainsi que la mise en service et l'installation d'équipements annexes (GTC, groupe froid...).

Conformément à la réglementation, la SERM a présenté le Compte Rendu Annuel 2012 à la Collectivité relatif à cette opération, qui présente notamment ses caractéristiques, et son avancement financier.

Ainsi le bilan actualisé au présent Compte Rendu Annuel à la Collectivité présente une évolution du budget de - 335 000 € T.T.C., correspondant à des provisions pour des travaux supplémentaires pour lesquels il a été convenu que ceux-ci seraient réalisés en régie directe par la Collectivité, car portant sur des équipements sur lesquels la mission du mandataire est terminée. Le nouveau bilan porte donc sur un montant de 41 394 000 € T.T.C., avec la décomposition suivante :

Etudes : 1 449 000 €

Travaux et honoraires techniques : 29 489 000 €

Frais divers : 2 435 000 €

Rémunération du mandataire : 1 313 000 €

Frais financiers : 62 000 €

T.V.A. : 6 645 000 €

Le montant du bilan susvisé est couvert à hauteur de 41 351 000 € T.T.C. par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que par des produits financiers et divers pour le solde.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SERM,

- approuver le montant des dépenses au 31 décembre 2012 ainsi que le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 41 394 000€ T.T.C.,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°37 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉALISATION D'UN PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE DÉTAILLÉ DE RÉNOVATION ET D'EXTENSION - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre de la compétence Culture qu'elle assure sur le territoire de l'Agglomération, administre le Musée archéologique Henri Prades, à Lattes, depuis son transfert en 2006. Le site archéologique Lattara a été transféré par la Région Languedoc-Roussillon en 2013, créant ainsi un ensemble très cohérent.

La construction actuelle, dont la rénovation lourde date de 1986 (anciennement Mas Saint-Sauveur, transformé pour accueillir le musée), n'a jamais fait l'objet d'intervention. La muséographie existante n'est plus adaptée aux exigences actuelles, et le musée nécessite d'une manière générale une remise à niveau de ses aménagements intérieurs et extérieurs, ainsi que la mise en place de réserves à travers un centre de conservation.

Par ailleurs, l'acquisition en 2009 d'anciens bâtiments agricoles mitoyens, le transfert du site de fouilles à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en janvier 2013, ainsi que l'acquisition prochaine des locaux occupés par l'UMR-CNRS, conduisent la Communauté d'Agglomération de Montpellier à vouloir développer une vision globale sur le devenir de l'équipement et de son site. Il s'agit, à travers un projet de rénovation-extension de l'équipement et de requalification de ses abords, de créer un musée de site intégrant pleinement la visite du site de fouilles, un équipement à fort rayonnement culturel et doté de toutes les fonctionnalités attendues pour un tel établissement. En outre, le site doit faire l'objet d'une valorisation par des travaux d'aménagements.

Projeté par la Région Languedoc-Roussillon mais jamais réalisé, cette opération figurait au CPER 2017-2013. Compte tenu du transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, elle n'a pu être finalisée dans les délais mais sera reprogrammée.

Par délibération n°10971 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme scientifique et culturel du site archéologique Lattara, musée Henri Prades.

Dans l'optique de la requalification globale de l'équipement, de la mise en place d'un centre de conservation et de la revalorisation du site, il convient dans un premier lieu d'élaborer une programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée intégrant l'ensemble des paramètres afférents au site. Cette étude, qui démarrera à l'automne 2013, sera confiée à un prestataire spécialisé, après une consultation passée en procédure adaptée en application de l'article 28.I du code des marchés publics, actuellement en cours.

Compte tenu de son montant estimatif, 100 000 € H.T., il est proposé de solliciter l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon ainsi que le Département de l'Hérault, pour un soutien financier au taux le plus élevé possible.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, pour l'étude de programmation relative au projet de rénovation - extension du Site archéologique Lattara, musée Henri Prades,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à effectuer les demandes de subventions et à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°38 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE JUMELAGE AVEC LE LYCÉE JOLIOT CURIE DE SÈTE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades souhaite sensibiliser les élèves et les enseignants du second degré à son patrimoine culturel et scientifique dans le cadre de l'initiation à l'histoire des arts préconisée par le Rectorat au travers d'une convention de jumelage avec le Lycée Joliot Curie de Sète. Cette convention définit les conditions d'un partenariat éducatif et culturel entre les deux établissements ainsi que le cadre d'une collaboration entre les

partenaires et fixe les objectifs principaux suivant :

- développer une offre éducative innovante et diversifiée qui sensibilise le public scolaire à l'archéologie et à l'art, selon des démarches pédagogiques interdisciplinaires ;
- accueillir un public scolaire dans le cadre d'un projet pédagogique hors les murs ;
- adapter des projets éducatifs à la programmation des expositions temporaires et à l'animation culturelle du musée, avec des matériaux appropriés qui garantissent un supplément pédagogique ;
- faire découvrir l'univers muséal à un public d'enseignement général et technique ;
- augmenter le rayonnement des activités pédagogiques par l'accueil et la sensibilisation des enseignants et par la mise en place avec eux de partenariats privilégiés ;

La convention de jumelage règle l'ensemble des modalités administratives et techniques nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs comme la constitution d'un comité de pilotage et d'un groupe restreint rédigeant les projets annuels et les modes d'évaluation.

Le service éducatif du musée Henri Prades s'engage à apporter une aide technique et scientifique à la formation des enseignants et au montage des projets ainsi qu'à l'accueil des classes seconde de l'enseignement général et technique. Pour l'année 2013/2014, cela concernera 340 élèves.

Le lycée Joliot Curie de Sète s'engage à préparer ses élèves en classe au contexte historique du sujet d'étude (Antiquité, Moyen Âge) et à communiquer ces actions au travers d'articles et de photo sur son site Internet et dans le journal du lycée.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'1 an, renouvelable 2 fois par tacite reconduction, pour une durée maximale de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de jumelage entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Lycée Joliot Curie à Sète,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention sus visée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°39 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES - BILAN DE LA CONCERTATION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Communes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain assure les conditions pour que le futur quartier autour de la gare nouvelle, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la communauté d'agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence développement économique pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°11349, en date du 17 janvier 2013, d'élaborer un projet d'aménagement, d'en fixer les objectifs et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées.

Selon les objectifs et modalités définis par la délibération du conseil de communauté n°11349 du 17 janvier 2013, les objectifs proposés pour ce projet visent à :

- mettre en œuvre un projet urbain de nouvelle génération associant à de grands équipements métropolitains, des bureaux, des logements, des commerces et des services, notamment de loisirs et de détente, ainsi que de grands poumons verts et paysagers de « nature urbaine » ;

- faire du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare TGV, le cœur d'un « hub » de dimension régionale et métropolitaine formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, connecté au Port de Sète Sud de France ;
- réaliser et promouvoir un pôle d'affaires et un Campus créatif de nouvelle génération, ouverts sur l'Europe du sud et sur le bassin méditerranéen, répondant à l'évolution des besoins de la métropole, de son développement économique et de celui de ses pôles de formation et de recherche, en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, en le reliant notamment à Odysseum et à ceux de Port Marianne sur Montpellier et en soignant la transition avec Boirargues sur Lattes ;
- préserver et valoriser les paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés ;
- adopter une approche innovante en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité, avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaire et du pôle d'échange multimodal, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain ;
- intégrer ces objectifs dans une première opération d'aménagement à réaliser, au sein de ce périmètre, à partir du pôle d'échange multimodal de la nouvelle gare TGV, afin d'assurer les premiers éléments constitutifs de son environnement urbain.

Le périmètre objet de la concertation du public en vue de l'opération d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine représente une superficie totale d'environ 350 ha situés sur les territoires des communes de Montpellier et de Lattes.

Il est délimité :

- Au nord par l'A9,
- A l'Est par la RD66,
- Au sud par la RD 189 et le quartier de Boirargues,
- A l'Ouest par l'avenue « Georges Frêche ».

La concertation relative à l'opération d'aménagement d'ensemble s'est déroulée du 18 janvier au 24 juillet 2013, selon les modalités définies par la délibération du Conseil de Communauté n°11349 du 17 janvier 2013, prise après délibération du conseil municipal de la ville de Lattes en date du 17 décembre 2012 et du conseil municipal de la ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012.

Il est à noter que :

- le projet d'extension de la ligne 1 de tramway pour assurer la desserte de la gare nouvelle et desservir le quartier OZ Montpellier Nature Urbaine a fait l'objet d'une procédure de concertation qui lui est propre. Par souci de cohérence et afin d'assurer au public une information lisible et claire, ces deux projets portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été présentés et discutés de manière concomitante ;
- une démarche de concertation a également été engagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative aux projets Ode Acte 1 et Ode Acte 2, ces deux projets s'inscrivant eux même dans le périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la mer Nature Urbaine. Ainsi, un processus d'information coordonnée et à grande échelle a été mis en place pour conduire ces phases de concertation concernant différentes opérations mais situées dans des secteurs proches, afin de permettre au citoyen de comprendre la démarche stratégique portée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- une concertation relative à la gare Nouvelle « Montpellier Sud de France » conduite par Réseau Ferré de France, s'est déroulée du 6 mai au 6 juin. Conformément à la délibération n°11349 du Conseil Communautaire du 17 janvier 2013 relative aux objectifs et modalités de la concertation du projet OZ et à la délibération n°11490 du Conseil Communautaire du 11 avril 2013 approuvant les modalités de la concertation préalable au projet de gare nouvelle proposées par RFF, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité coordonner leurs dispositifs de concertation. Il s'agissait de proposer au public une information lisible et claire sur ces deux projets et pour cela, de mener de façon cohérente la concertation sur le quartier OZ et celle sur les fonctionnalités de la gare dans ce quartier en œuvrant de manière coopérative.

S'agissant de la concertation relative au projet OZ Montpellier Nature Urbaine, les modalités de la concertation ont été les suivantes :

### **Le dispositif d'information du Public**

#### **> L'exposition Nature urbaine**

Cette exposition, évènement majeur du dispositif de concertation, était installée à l'Opéra Comédie de Montpellier. Lieu central de l'agglomération il offre un espace extrêmement accessible pour les citoyens (4 lignes de tramway à moins de 500m) . L'exposition a été inaugurée en présence des partenaires et des acteurs socioprofessionnels du projet le vendredi 3 mai 2013 et est restée ouverte au public jusqu'au 3 juillet 2013 puis prolongées jusqu'au 15 juillet inclus. Une conférence de presse a eu lieu le 3 mai à 11h00, juste avant l'ouverture des portes au public à 11h30.

L'exposition était composée de plusieurs supports de communication complémentaires (panneaux, maquette physique, maquette virtuelle, dossiers, films). Ils avaient pour but de présenter le projet d'aménagement d'ensemble OZ Nature urbaine et d'exposer le concept de Nature Urbaine, thématique générale commune aux 4 projets de concertation lancés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier: ODE Acte 1, ODE Acte 2, OZ et l'extension de la ligne 1 du tramway. Destinés à susciter l'intérêt du public, ces outils mettaient en scène des visuels

d'ambiance accompagnés d'une présentation du projet et de ses chiffres clefs.

Une enquête citoyens sous la forme d'un questionnaire a permis de recueillir les avis sur le projet urbain sous la forme d'un QCM (questionnaire à choix multiples) et d'une question ouverte. Un registre était également mis à disposition du public.

Une visite guidée de l'exposition par les responsables opérationnels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la SAAM, organisée le 27 mai 2013 à 11h00, a permis au public de poser des questions concrètes et de se faire expliquer de manière interactive des points incompris des projets. Pendant toute la période de concertation, un accueil du public était organisé du lundi au samedi, de 11h00 à 19h00, et jusqu'à 20h00 les jours de spectacle à l'opéra comédie.

#### **> La plaquette d'information**

Gratuite et mise à la disposition du public, elle donnait toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du projet OZ Montpellier Nature Urbaine. Destinée au grand public, elle se voulait simple et claire, afin d'exposer efficacement le projet aux citoyens.

Cette plaquette, imprimée en 3000 exemplaires, a été diffusée :

- aux ateliers de concertation
- lors des réunions publiques
- sur les 2 lieux d'exposition
- Aux différentes étapes de la concertation organisée par RFF sur le projet de gare nouvelle.

#### **> Le film de présentation**

Un film a été réalisé qui introduisait le contexte de mise en place du projet urbain OZ Montpellier Nature Urbaine, ses enjeux, ses objectifs et ses atouts. Dans ce film, l'urbaniste, Kees Christiaanse et le paysagiste, Guerric Péré présentent la stratégie urbaine et paysagère du projet. Plusieurs interviews de personnalités du monde économique et des élus de la Communauté d'Agglomération complètent leur présentation.

#### **> Les relations presse**

Les relations presse ont facilité la mobilisation des citoyens. Des bannières internet ont été diffusées sur le site de Midi Libre avec un lien sur le site de Montpellier Agglomération.

Un supplément présentant spécifiquement le projet OZ dans le magazine La Gazette de Montpellier du 2 au 8 mai a été édité. Plus de 10 articles sur le projet Nature urbaine sont parus dans la presse locale. La majorité des articles ont mis l'accent sur le projet global Nature urbaine et ont encouragé la population à participer à la concertation, notamment à travers l'exposition Nature urbaine.

#### **> Campagne d'affichage urbain**

12 affiches ont été mises en place en des lieux stratégiques pendant une durée de 3 fois 15 jours pour inviter la population aux réunions publiques et à découvrir les expositions publiques.

#### **> La présence sur le site de Montpellier Agglomération : <http://www.montpellier-agglo.com/>**

Une rubrique dédiée au projet OZ Montpellier Nature Urbaine a été créée. Elle propose une description synthétique du projet et soumet également les supports d'information disponibles et les dates clés des réunions publiques.

Il proposait également en téléchargement :

- la plaquette OZ,
- une invitation à la réunion publique précisant les temps forts des concertations,
- la vidéo de présentation du projet.

Par ailleurs le site permettait de se rediriger vers le site de la conversation citoyenne mis en place par l'agglomération de Montpellier <http://www.monagglo2020.com/>, sur lequel une rubrique spécifique au projet a été créée avec la possibilité de donner son avis.

#### **> La mise à disposition de dossiers présentant le projet et expositions de panneaux d'information du 3 mai au 15 juillet 2013**

A l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier (dans le hall du premier étage), composée de :

- 2 panneaux OZ Montpellier Nature Urbaine (dont extension de la ligne 1 de tramway),
- un dossier contenant la délibération du Conseil de Communauté n°11349 du 17 janvier 2013 relative aux objectifs et aux modalités de concertation pour l'opération OZ Montpellier Nature Urbaine et la présentation du projet,
- 1 registre à disposition du public à l'accueil,
- 1 document de présentation synthétique « OZ un nouveau cadre de vie » précisant la stratégie urbaine et programmatique du projet.

Après le 3 juillet, dans le cadre de la prolongation de la concertation jusqu'au 15 juillet inclus, un dossier de présentation technique.

#### **Le dispositif de participation du public**

Du 3 mai au 15 juillet 2013, Montpellier Agglomération a mis en avant le projet, sur lequel les citoyens ont été invités à s'exprimer.

#### **> Des annonces presse**

Plusieurs annonces presse ont été réalisées pour inviter les citoyens à se rendre sur les sites des expositions ou à participer à la réunion publique du 21 mai notamment dans le midi-libre du dimanche 5 mai 2013

#### **> Des invitations à chaque grand rendez-vous**

- pour visiter l'exposition Nature urbaine : 5000 cartons d'invitation ont été imprimés et envoyés aux personnes figurant sur le fichier protocolaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.



- pour assister à la réunion publique : 5000 cartons d'invitation ont été imprimés et envoyés aux personnes figurant sur le fichier protocolaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- pour participer à l'atelier : Une lettre d'invitation a été adressée par mail aux acteurs professionnels afin de les inciter à participer aux ateliers thématiques du 21 mai 2013 au Corum de 14h à 16h. Une invitation spécifique a été adressée à la chambre d'Agriculture, à la Chambre des Métiers, à la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi qu'au Conseil de Développement.

#### > **Une réunion publique de présentation du projet**

Une réunion publique a été organisée le mardi 21 mai 2013 à 17h00 au Corum.

La réunion a été animée en quatre temps principaux :

Temps 1 : Présentation du projet, de ses grands enjeux urbains et paysager par MM Kees Christiaanse, urbaniste et Jean-Pierre Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Temps 2 : table ronde « pôle d'affaires : quels leviers d'attractivité mettre en œuvre pour valoriser les atouts de notre territoire ? » en présence de MM J.-L. Meynet, expert économique (CMN partners), André Deljarry, Président de Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, et Gilbert Pastor, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au développement économique et à l'emploi.

Temps 3 : table ronde « ville intelligente et mobilités : comment faciliter le quotidien des habitants ? » en présence de M. Eang ANG Ong responsable ville connectée, IBM / M<sup>me</sup> Virginie Wagner, chef de projet RFF / M. Christophe Morales, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier délégué à l'urbanisme et à la politique foncières.

Temps 4 : table ronde « nature urbaine ou comment réussir l'alliance entre la nature et la Ville ? » en présence de Mmes Nadia Herbreteau, paysagiste, Coline Perrin, chargée de recherche, INRA, MM Mickaël Delafosse, adjoint à l'urbanisme à la ville de Montpellier, Cyril Meunier, Maire de Lattes.

En synthèse,

- Pour le temps 1 : les questionnements ont porté principalement sur la crainte pour certaines personnes de Lattes que le projet OZ ne soit en zone inondable et plus généralement subisse des contraintes (de bruit notamment) liées aux infrastructures. Ce à quoi il a été répondu que le projet est parfaitement en correspondance avec le PPRI (plan de prévention des risques d'inondation) du ruisseau du Negues Cats et que le projet a intégré la composante bruit. D'autres personnes ont souhaité savoir si des résidences étudiantes seraient implantées sur le site. Ce qui est le cas.
- Pour le temps 2 : Plusieurs questions ont été posées sur la relation entre la gare nouvelle et la gare existante ainsi que leur connexion aux modes de transport. Des éclaircissements ont été fournis sur ce point notamment par la représentante de RFF.
- Pour le temps 3. Outre les questions vues avant sur l'intégration des grandes infrastructures au projet, certains citoyens ont souhaité avoir des précisions sur les futures maisons de retraites, écoles, et cultures urbaines de proximité.

#### > **Des ateliers de concertation**

Des ateliers thématiques de concertation ont été organisés le mardi 21 mai 2013 au Corum, de 14h00 à 16h00, juste avant la réunion publique. 3 ateliers se sont succédés en différentes tables rondes ce qui a permis aux personnes de participer à 2 ateliers différents.

Les ateliers, laissés très ouverts dans leur mode de fonctionnement, démarraient avec une question générique :

- atelier 1 : « que signifie pour vous, concrètement « nature urbaine » ? »
- atelier 2 : « pôle d'affaires : quels leviers d'attractivité mettre en œuvre ? »
- atelier 3 : « ville intelligente : infos et réseaux, pour quoi faire ? »
- atelier 4 : « mobilités : quels besoins d'intermodalités pour une nouvelles mixité ? »

Chaque personne présente a pu prendre la parole et exprimer des idées et des pistes de réflexions. La synthèse de chaque atelier a été faite par un référent.

#### > **Une enquête usagers sous forme de questionnaire**

Dans le cadre de cette concertation, un questionnaire a été réalisé afin qu'un maximum de citoyens en dehors de la réunion publique, puissent s'exprimer et donner leur avis sur le futur visage du projet OZ Montpellier Nature Urbaine.

Ces questionnaires ont été imprimés en 1000 exemplaires et mis à disposition du public sur le lieu de l'exposition Nature urbaine à l'Opéra Comédie à Montpellier.

Les participants à l'enquête étaient invités à répondre à sept questions, avec des réponses à choix multiples. Pour OZ, Plus d'une trentaine de questionnaires ont été renseignés par des citoyens. Le détail des réponses exprimées figure au bilan détaillé de la concertation.

#### > **A travers les registres**

Une vingtaine d'avis ont été recueillis sur les registres disposés sur le lieu de l'Opéra Comédie et de l'hôtel d'agglomération.

Plusieurs observations, parfois communes à certaines personnes ont été exprimées, notamment :

- le fait que le développement de l'Agglomération vers le sud constituait le sens de l'histoire mais qu'une vigilance devait s'observer pour que le Nord soit également développé,
- le fait que le projet OZ doit s'adapter à un contexte complexe d'infrastructure tout en respectant l'aspect nature des paysages agricoles existants.

A l'issue de l'ensemble du processus de concertation tel que défini ci-dessus, il ressort un certain nombre de

validations et de précisions sur les objectifs et la programmation prévisionnelle. Il est par ailleurs constaté la cohérence des objectifs proposés et l'adhésion des acteurs et des populations au projet urbain présenté, malgré certains questionnements exprimés soit dans la réunion publique soit dans les registres mis à disposition. Les objectifs de l'opération OZ Montpellier Nature Urbaine, arrêtés par délibération n°11349 du 17 janvier 2013 ne nécessitent pas d'être modifiés.

Le bilan rendant compte de manière plus détaillée de la concertation a été dressé. Après approbation du bilan de la concertation et à l'issue d'une dernière mise au point sur les éléments de cadrage financier et opérationnel, l'opération OZ Montpellier Nature Urbaine pourra être lancée au cours du prochain Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conclusions du rapport annexé à la présente délibération qui tire le bilan de la concertation,
- arrêter, au vu des études préalables et du bilan de la concertation le périmètre de l'opération tel que délimité sur le plan annexé à la présente délibération,
- confirmer les objectifs de l'opération OZ Montpellier nature Urbaine arrêtés par délibération n°11349 du 17 janvier 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à exécuter la présente délibération et à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 1 (Grabels : M. Flacher)

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

#### **AFFAIRE N°40 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC OZ 1 - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION ET DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain assure les conditions pour que le futur quartier autour de la gare nouvelle, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence développement économique, favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » favoriser la mixité sociale.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération en date de ce même Conseil, de tirer le bilan de la concertation du public pour l'opération d'aménagement d'ensemble « OZ Montpellier Nature Urbaine » dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.

Il est rappelé à ce titre que la concertation porte sur un périmètre d'environ 350 ha, situés sur les Communes de Montpellier et de Lattes.

Pour réaliser ce grand projet urbain, un processus d'engagement d'opérations d'aménagements successives est développé par secteurs opérationnels cohérents.

Afin d'engager ce processus en phase avec les enjeux liés à la mise en service, dès 2017, de la Ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare Montpellier Sud de France d'une part, de l'autoroute déplacée d'autre part, il est envisagé aujourd'hui l'organisation et la mise en œuvre d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme de ZAC au sens des dispositions des articles L.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Elle s'inscrit dans un périmètre d'étude d'environ 60 ha.

Il est à noter que cette opération, située sur la Commune de Montpellier serait de nature le cas échéant à conduire à l'adaptation de son plan local d'urbanisme pour en permettre la réalisation.

Dans ce cadre, une procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de Projet conduite par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourrait être envisagée conformément aux dispositions L.123-14, L.123-14-2 et R.123-23 du Code de l'Urbanisme.

Préalablement à l'engagement de ce projet de ZAC, il y a lieu de préciser les objectifs de cette opération et

d'engager une procédure de concertation préalable avec la population, au sens de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme pendant toute la phase d'élaboration du projet.

Les objectifs proposés dans le cadre de cette première ZAC reprennent pleinement les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble et les complètent selon cette phase d'aménagement. Ils sont :

- **assurer la desserte et les conditions de l'intégration urbaine du pôle d'échange multimodal Montpellier Sud de France** dès sa mise en service en 2017,
- **Réaliser et promouvoir un pôle d'affaires** dès la mise en service du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) Montpellier Sud de France en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- **créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants**, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et le PEM Sud de France ;
- **installer la trame paysagère de la « nature urbaine »**, **préserver et valoriser les paysages remarquables** notamment dans le cadre de la réalisation des premiers aménagements autour du domaine de la Mogère et des mas existants, et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- **intégrer les infrastructures dans leur environnement futur** en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe protectrice » ;
- **mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité et le programme « Cité intelligente »** avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaire et du pôle d'échange multimodal, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain.

L'ensemble du périmètre de concertation pourrait représenter un programme prévisionnel de l'ordre de 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher découlant de la programmation estimée pour l'opération d'ensemble « OZ Montpellier Nature Urbaine ».

Le périmètre de ce projet figure en annexe de la présente délibération.

Dans ce cadre, une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées portant sur l'élaboration du projet de ZAC Oz 1 est prévue conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, plusieurs mesures de concertation sont envisagées qui tiennent compte de l'enjeu de cette opération majeure. Celle-ci doit se conduire aux différentes échelles territoriales afin de toucher le plus large public concerné : celui directement touché par le projet urbain comme l'ensemble de la population de l'agglomération, qui sont conviés à contribuer à sa réalisation.

Il est proposé de mettre en œuvre au moins les modalités de concertation suivantes pendant la durée d'élaboration du projet :

- Une réunion de concertation du grand public dont l'heure et le lieu feront l'objet d'une annonce par voie de presse ;
- Une exposition et la mise à disposition du public, à l'hôtel d'agglomération du dossier de présentation et de panneaux d'information accompagnés par un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations, durant une période d'au moins un mois.

En outre, l'article R.122-9 du Code de l'Environnement dispose que le maître d'ouvrage doit mettre à disposition du public, avant toute décision d'approbation :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- les avis émis par une autorité administrative sur le projet lorsqu'ils seront rendus obligatoires.

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours, sont définies par l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation.

Aussi il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- une mise à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période de quinze jours, du dossier incluant l'étude d'impact et les avis émis par les autorités consultées accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations.

Conformément à l'article R.122-9 du code de l'environnement, ces modalités seront portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :

- la date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public et la durée pendant laquelle il pourra être consulté,
- les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet,
- Cet avis sera affiché à l'hôtel d'agglomération et publié dans au moins deux journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A l'issue de la période de mise à disposition, le maître d'ouvrage devra dresser un bilan de la mise à disposition et prendre en considération les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs de cette ZAC ;
- arrêter les modalités de concertation mentionnées pour la création de la ZAC OZ 1 ci-dessus énoncées ;
- arrêter les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact ci-dessus mentionnées pour la création de la ZAC OZ 1 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°41 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - ZAC ODE ACTE 1 - BILAN DE LA CONCERTATION - CRÉATION DE LA ZAC - DÉNOMINATION - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°4165 du 22 janvier 2001, le Conseil du District de Montpellier, aujourd'hui substitué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport sur la Commune de Pérols, dont la vocation est l'accueil d'activités industrielles et d'ingénierie, des activités tertiaires, de commerce de détail et de grande distribution, de services et d'hébergement hôtelier et de restauration. L'opération couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122 750 m².

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'est par la limite communale de Mauguio, au nord par la limite communale de Lattes et la RD21 E, au sud par la RD 172, à l'ouest par l'avenue Georges Frêche (ex. RD 21)

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols, ce projet ayant fait par ailleurs l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 19 novembre 2008 pour procéder aux acquisitions et aux travaux de la ZAC. Celle-ci a notamment permis d'avoir une maîtrise foncière totale des emprises concernées.

Dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 le site de la Route de la Mer situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur l'ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche, a été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire.

Dans le cadre de la démarche « EcoCité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, le projet de l'EcoCité de « Montpellier à la Mer » a été retenu en octobre 2009 ; Il a intégré dans son périmètre le site de la Route de la Mer.

Le projet urbain de la Route de la Mer a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil d'Agglomération après avoir approuvé le bilan de la concertation a créé l'opération d'aménagement dénommée « Route de la Mer », et a décidé par délibération n°10480 du 29 novembre 2011 d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le périmètre de l'opération d'aménagement ainsi créée comprend notamment le périmètre de la ZAC de Parc d'Activités de l'Aéroport.

Afin de mettre en cohérence le périmètre et le programme prévisionnel de ladite ZAC avec le nouveau projet urbain, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité intégrer les terrains du site dit du Phare, ainsi qu'un délaissé de voirie suite à l'aménagement du tramway ligne 3 au droit de la station Ecopole dans le périmètre de la ZAC déjà créée. L'ajout de ces terrains qui représentent une surface foncière de 17 952 m² supplémentaires et la modification du programme prévisionnel a nécessité la mise en œuvre d'une procédure de modification de la ZAC, dans le cadre des dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'urbanisme.

Aux termes de ces dispositions, la modification d'une Zone d'Aménagement Concerté est prononcée dans les formes prescrites pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté.

Aussi, une concertation préalable avec la population au sens de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, a-t-elle été engagée pendant toute la phase d'élaboration de ce projet.

Le périmètre d'étude retenu pour cette concertation préalable aux modifications de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport représente une superficie de 36 hectares situés sur la Commune de Pérols. Il est délimité à l'est par la limite communale de Mauguio, au nord par la limite communale de Lattes et la RD21 E, au sud par la RD 172, à l'ouest par l'avenue Georges Frêche (ex. RD 21)

Selon les objectifs et modalités définies par la délibération du conseil de communauté n°11351 du 17 janvier 2013,

les objectifs proposés pour ce projet, visent à :

- conforter l'accueil des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, de commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et d'hébergements hôteliers, dans un concept de mixité de fonction, avec un programme global de constructions passant de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher qui intègre les surfaces antérieurement urbanisées ;
- développer la ville des proximités et développer les mobilités douces en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature de déplacement du tramway ;
- assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble Route de la Mer.

Il est à noter que dans le cadre de cette concertation, le projet Route de la Mer a été renommé « ODE à la Mer Nature Urbaine, et que le projet de modification de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport – Ecopole, objet de la présente délibération, a été désigné comme « ODE Acte 1 », les dénominations initiales ayant été rappelées au cours de toute la concertation.

La concertation relative au projet « ODE Acte 1 » s'est déroulée dans une démarche participative plus large, intégrant également le projet « ODE Acte 2 » en cours de concertation, les deux projets s'inscrivant eux même dans le périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble « ODE à la Mer Nature Urbaine » et constituant respectivement la première et la seconde phase de l'opération d'aménagement urbain d'ensemble, cette vaste opération d'aménagement d'ensemble étant destinée à se réaliser selon un processus d'engagement successif développé par secteurs opérationnels cohérents.

Par ailleurs une démarche de concertation est engagée dans le cadre du futur quartier OZ Montpellier Nature Urbaine qui accueillera la future gare TGV Montpellier Sud de France, ainsi que le prolongement de la ligne 1 du tramway. Un processus d'information coordonnée et à grande échelle a été mis en place pour conduire ces phases de concertation concernant différentes opérations mais situées dans des secteurs proches, afin de permettre au citoyen de comprendre la démarche stratégique portée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### **La concertation du Public**

La concertation préalable relative au projet « ODE Acte 1 » s'est déroulée du 18 janvier 2013 au 24 juillet 2013 selon les modalités définies par la délibération du Conseil de Communauté n°11351 du 17 janvier 2013.

Les modalités de la concertation ainsi que le bilan de la concertation sont exposées dans le rapport annexé à la présente délibération.

On peut noter que des moyens importants ont été déployés pour une parfaite information des citoyens. Les actions suivantes ont notamment été engagées :

Une exposition Nature urbaine à l'Opéra Comédie, une enquête citoyens sous la forme d'un questionnaire et des visites guidées, des supports d'informations multiples, un plan média,

Les dossiers présentant le projet avec panneaux d'information ont été mis à disposition :

En mairie de Pérols, ainsi qu'à l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier (dans le hall du premier étage), composés de :

- 1 panneau *ODE Acte 1*
- 1 panneau *Nature urbaine*
- la délibération du conseil de communauté n°11351 du 17 janvier 2013 relative aux objectifs et aux modalités de concertation pour l'opération Ode Acte 1
- 1 registre à disposition du public
- une plaquette de présentation du projet urbain
- Le projet de dossier de création modificatif de ZAC, comprenant notamment le rapport de présentation du projet et l'étude d'impact, a été mis à la disposition du public du Vendredi 17 Mai 2013 au 24 Juillet 2013 (inclus), et a été transmis pour avis aux chambres Consulaires Chambre de Commerce, Chambre d'Agriculture, Chambre de Métiers, ainsi qu'à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon (DREAL LR) au titre de l'autorité environnementale. L'avis de l'autorité environnementale sur le projet adressé le 24 juin 2013 par la DREAL a également été mis à la disposition du public à l'accueil de l'Hôtel d'Agglomération et en mairie de Pérols du 24/06/2013 au 24/07/2013 (inclus), et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une réunion publique de concertation a été organisée le jeudi 16 mai 2013 à 17h00 au Corum. Les responsables du projet ont pu présenter aux citoyens présents le projet de la ZAC Ode Acte 1.

La réflexion autour du projet ODE Acte 1 a été riche et ouverte. Ce projet pose encore des interrogations mais il n'est pas figé et s'inscrit dans une vision dynamique, en tenant compte de la croissance démographique et d'un certain nombre de grands principes tels que la densité autour des stations de tramway et des grands tracés.

Un atelier de concertation a été organisé le jeudi 16 mai 2013 au Corum, de 14h00 à 16h00, juste avant la réunion publique. Il a représenté une étape majeure dans la démarche de co-production du projet ODE Acte 1.

A l'occasion de cet atelier de concertation, 3 thèmes forts ont été abordés autour de la question

« Quels sont les atouts d'un pôle associant commerces et bureaux... ? »

1- « ... en termes d'offres commerciales et de services » : 2 sessions ont été conduites

2- « ... en termes d'aménagements urbains et paysagers » : 3 sessions ont été menées

3- « ... en termes de mobilité intelligente et de services associés » : 2 sessions ont été lancées

Pour chaque table ronde, le dialogue a été engagé facilement, spontanément. Des participants « moteur » - parmi les consommateurs se sont distingués.

Force est de constater qu'au vu des 3 thématiques proposées, et quelle que soit la table ronde choisie, des idées

fédératrices ont émergé, reflet des préoccupations ou attentes d'un groupe bien représentatif de la population locale. Conformément aux modalités prévisionnelles de la concertation et bien qu'il ne s'agisse pas d'une obligation réglementaire, le projet de dossier de création modificatif de la ZAC Parc d'Activité de l'aéroport – Ode Acte 1 a été adressé en date du 24 mai 2013 à la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre de Métiers et à la Chambre d'Agriculture, afin que ces institutions émettent un avis.

Il ressort de ces avis les points suivants :

La Chambre de Commerce et d'Industrie indique dans un courrier daté du 26 juin 2013 son intérêt pour le projet en soulignant les 3 logiques qui le sous-tendent : mixité des fonctions urbaines, revalorisation des espaces naturels, restructuration des pôles commerciaux. En assurant son implication dans la démarche conduite pour le projet d'ensemble et en formulant un avis favorable. Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ayant participé à la tribune de la réunion publique de concertation au côté des élus de la Communauté d'Agglomération.

La Chambre de Métiers a émis un avis favorable à la réalisation de ce projet.

La Chambre d'Agriculture indique que le projet n'appelle pas d'observation de sa part après que les services de la chambre consulaire aient examiné le dossier et participé à l'atelier du 16 mai 2013 dont ils ont signalé le caractère constructif pour la cohérence et la mise en œuvre du projet.

A l'issue de ces séances de concertation et des échanges ayant eu lieu aux diverses occasions offertes aux habitants et aux acteurs socio-professionnels de s'exprimer, il apparaît un souhait général pour que le projet se réalise avec des points clefs pour en assurer la réussite qui ont été décrits par les participants.

En prolongement de la concertation, la conception de ce nouveau quartier implique l'ensemble des acteurs actuels (SAAM Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, exploitants des surfaces commerciales existantes, propriétaires, CCI,...) et futurs (opérateur commercial, concepteurs), dans l'élaboration d'un projet évolutif.

Il est ainsi envisagé des modalités innovantes et participatives de création de ce nouveau quartier :

- une consultation d'opérateurs commerciaux en vue de désigner un opérateur qui assurera la construction et la gestion future du nouveau programme commercial d'*ODE Acte 1*, dans un objectif de cohérence et d'animation commerciale sur le long terme. Les opérateurs consultés participeront, dans le cadre d'un dialogue créatif et itératif avec l'aménageur, à préciser et co-concevoir le projet, et dans le but de proposer une programmation et un projet adaptés à la demande du consommateur et des commerçants.
- la mise en place de groupes de travail avec les enseignes locales et nationales, afin de répondre au désir de modernisation des outils de travail des commerçants déjà implantés sur le territoire de la Route de la Mer.
- la mise au point d'un projet qui évolue, notamment au travers de réflexions et d'échanges avec les différents acteurs, sur la forme des commerces, leur optimisation, les nouveaux comportements des consommateurs à 5 ans, les marchés émergents et les conditions d'implantation de nouvelles enseignes au niveau local.
- la définition des modalités de mise en œuvre d'un programme de bureaux, d'activités et de services, complémentaires au commerce historique de la Route de la Mer, spécialisé dans l'équipement de la maison.

### **Adaptation du programme global prévisionnel des constructions**

Il ressort de cette concertation un certain nombre de validation et de précision sur les objectifs et la programmation prévisionnelle.

Sur ces bases, le dossier de création de la ZAC est essentiellement modifié sur les points suivants :

- Le périmètre de la ZAC est porté de 34,1 hectares (ancien périmètre de la ZAC) à environ 36 hectares (périmètre de la ZAC modifié), incluant les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> tranches de la ZAC Parc d'Activité de l'Aéroport, élargies aux terrains du « Phare » et au délaissé de l'ancien giratoire, se décomposant en :
  - o Foncier aménagé avec bâti existant ou autorisé y compris les espaces publics (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tranche) : 23 ha environ.
  - o Foncier restant à développer y compris les espaces publics (solde 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> tranche) : 11.5 ha environ.
  - o Foncier ajouté (le phare et délaissé de l'ancien giratoire) : 1.5 ha environ.
- Le programme global prévisionnel de construction est porté de 122.750 m<sup>2</sup> à 200.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher à vocation l'accueil :
  - Des activités de tertiaire d'affaires,
  - Des activités tertiaires technologiques,
  - Des activités de commerces de détail et de grande distribution,
  - Des activités de services,
  - Des équipements d'intérêt collectif publics ou privés,
  - D'espaces libres publics ou privés,
  - Des hébergements hôteliers.

Ce nouveau programme permettra d'accueillir :

- Dans le cadre de la première tranche : des extensions ponctuelles de programme (densification des lots) et de nouveaux programmes plus compacts sur le solde des terrains en cours de commercialisation ;
- Dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> tranche et de l'extension du périmètre : la réalisation d'un ensemble commercial structuré et associé à des programmes variés de bureaux, d'équipement et le cas échéant d'hébergement hôtelier, participant aux objectifs de modernisation du commerce et de mixité des fonctions de l'opération d'aménagement d'ensemble. Cet ensemble commercial est susceptible d'accueillir le transfert des activités commerciales existantes en particuliers sur les secteurs du Fenouillet et du Solis, ce déplacement devant permettre la mutation des autres secteurs de l'opération d'ensemble ;

- D'autre part l'intégration de nouvelles parcelles urbanisées dans le projet permettra d'organiser un ouvrage hydraulique susceptible de corriger l'imperméabilisation des sols et de réparer la situation antérieure en assurant des compensations hydrauliques nécessaire à l'assainissement pluvial du site et à la gestion des risques hydrauliques.

Et de maintenir :

- la dominante tertiaire/commercial/service du programme global initial, conforme aux objectifs initiaux de la ZAC, et limitant la possibilité de réalisation d'activités industrielles ou artisanales, conformément à l'activité à dominante tertiaire qui s'est implantée avec succès dans le cadre des constructions de la 1<sup>re</sup> tranche de la ZAC.
- en favorisant les circulations piétonnes, au sein des projets de construction et vers la station de tramway, ainsi que le maillage avec les autres terrains voisins urbanisés situés hors ZAC.

Conformément à l'article R 311-2 du code de l'urbanisme, le dossier de création comprend les pièces suivantes : le rapport de présentation, un plan de situation, un plan de délimitation du périmètre et l'étude d'impact de la ZAC accompagnée de l'avis de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Languedoc Roussillon.

Il est précisé que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE Acte 1 seront exclues du champ d'application de la part communale de la Taxe d'Aménagement, conformément à l'article R331-6 du Code de l'Urbanisme.

### **Dispositions relatives aux mesures compensatoires**

En application de l'article le R.122-14 I du Code de l'Environnement, il résulte de l'étude d'impact que :

1. les mesures destinées à (i) éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, (ii) réduire les effets n'ayant pu être évités et, lorsque cela est possible, (iii) compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits, sont les suivantes :
  - Des mesures d'évitement et de suppression d'impact, d'abord d'ordre général et liées au fonctionnement du chantier :
  - cellule de coordination,
  - clauses environnementales incluses dans le dossier de consultation des entreprises),
  - le choix de la période de chantier,
  - le respect des zones de chantier délimitées pour les besoins en stockage des matériaux, en stockage des engins et en aire d'entretien des engins,
  - la protection des riverains (pose de clôture, information du public...)
  - la sécurité routière (signalisation du chantier et des accès)
  - puis liées au milieu biologique :
  - mesure d'évitement : éviter l'alignement d'arbres ceinturant au Nord la zone d'emprise
  - mesure de réduction : adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces fréquentant la zone d'emprise ; conception d'un aménagement paysager favorable à la faune locale.

Par l'intermédiaire de la mise en œuvre de ces mesures d'évitement et de réduction, les impacts résiduels sur les milieux naturels sont nuls à faible. Aucune mesure de compensation n'a donc été proposée dans le cadre du projet.

D'autres mesures de réduction d'impact et d'accompagnement ont été mise en œuvre pour limiter les effets :

- sur les eaux superficielles et l'hydraulique :
  1. précautions d'usage des entreprises en phase de travaux
  2. aménagement hydraulique de compensation en phase d'exploitation (recalibrage de l'affluent rive droite du Negue-Cats et création d'un décaissement de 30 000m<sup>3</sup>)
- sur le paysage :
  1. organisation d'un chantier propre en phase de travaux (Cahiers des Clauses Environnementales de Chantier
  2. aménagement paysager en phase d'exploitation (notamment la conservation d'une bande verte en bordure de l'Avenue Georges Frêche)
- sur le cadre de vie :
  1. aménagements des voies de circulation et de l'intersection pour favoriser les déplacements
  2. qualité de l'air : limitation de l'envol de poussière notamment en phase de travaux, aménagement de cheminement piéton et cyclable dans le projet en phase d'exploitation, notamment au travers des Plans Assurance Environnement
  3. nuisances sonores : horaires des travaux seront compatibles avec le cadre de vie des riverains ; respect des niveaux sonores liés aux voies de circulation du projet et respect de l'isolation phonique aux abords des voies classées en phase d'exploitation
  4. déchets : les entreprises soumissionnées sur le secteur de travaux respecteront les mesures environnementales suivantes au travers des Schéma d'Organisation et de GEstion des Déchets : nettoyage des véhicules, nettoyage des voiries empruntées, nettoyage du chantier après la fin des travaux, dispositif de tri des déchets sera installé sur le chantier afin de valoriser les matériaux, limitation au maximum du dépôt des matériaux qui ne font pas l'objet d'un usage immédiat ; contrat avec la communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'assurer l'évacuation des déchets ménagers du site, ou tout service privé pour les déchets professionnels en phase d'exploitation.
- 2. Les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que le calendrier des

bilans réalisés sont les suivantes :

- Suivi des mesures relatives au déroulement du chantier

La réalisation des travaux du projet entraîne la mobilisation d'un certain nombre d'acteurs (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entreprises de travaux, services de l'Etat...) et l'établissement de marchés publics qui constituent un point d'entrée essentiel au regard des exigences liées aux mesures d'organisation et de suivi de chantier.

Un grand nombre de mesures décrites seront prescrites aux entreprises de travaux à travers les différentes pièces de leurs marchés. : le Cahiers des Clauses Techniques Particulières pour les mesures ayant trait à l'aspect technique du projet, les Plans Assurance Environnement pour les mesures concernant l'environnement, le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets pour toutes les mesures relatives à la gestion des déchets de chantier, le Cahier des Clauses Environnementales de Chantier pour toutes les mesures relatives à l'environnement de chantier, les Bordereaux de prix unitaire ou les Plans d'assurance qualité pour les mesures qu'il faut absolument appuyer et pour lesquelles un prix est nécessaire.

Pour le chantier, un plan de suivi annuel sera réalisé en phase travaux. Ce plan fera la synthèse des modalités de suivi sur l'année écoulée et des évolutions par rapport à l'année précédente.

Les Cahiers des Clauses Environnementales de Chantier CCEC permettront de suivre les mesures sur la réduction des poussières, les mesures de réduction liées au gaz d'échappement et aux nuisances olfactives, les mesures de réduction relative aux sols, les mesures de réduction relative à la prise en compte du paysage (nettoyage et la tenue du chantier) et les mesures sur l'environnement humain (déplacements, Sécurité environnement de chantier. Les Plans Assurance Environnement PAE permettront de suivre les mesures liées au gaz d'échappement et aux nuisances olfactives (limitation des odeurs), les mesures de réduction relative aux sols et aux eaux de surface (limitation de la pollution des sols et des eaux). Les Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets SOGED permettront de suivre les mesures de réduction liées aux déchets (gestion des déchets, mesures paysagères notamment). Les Bordereaux de Prix Unitaire permettront de suivre les mesures de réduction aux pollutions des eaux de surface.

- Suivi, contrôles et évaluations des mesures particulières relatives aux milieux naturels, à la faune et à la flore

Afin de vérifier le bon respect des mesures d'évitement et de réduction d'impact sur le milieu naturel, un audit et un encadrement écologiques doivent être mis en place dès le démarrage des travaux. Ces audits permettront de repérer avec le chef de chantier les secteurs à éviter (alignement d'arbres notamment), les précautions à prendre et vérifier la bonne application des mesures d'intégration écologique proposées.

Cette assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) écologique se déroulera par un audit avant travaux par la rencontre d'un écologue avec le chef de chantier par un audit pendant travaux, où le même écologue réalisera des audits pour s'assurer du respect des prescriptions (balisages) et par un audit après chantier où l'écologue s'assurera de la réussite et du respect des mesures d'évitement.

Toute infraction rencontrée sera signalée au pétitionnaire et un compte rendu final sera réalisé et transmis au pétitionnaire et aux Services de l'état concernés.

Enfin, afin d'évaluer les réels effets des mesures de réduction précédemment abordées dans le cadre de cette expertise, un suivi écologique devra être engagé sur des groupes indicateurs particuliers fonction des objectifs de ce suivi. Un suivi de l'avifaune sera effectué tous les ans pendant les cinq premières années et tous les 2 ans ensuite pendant 10 ans. En parallèle, un suivi des chauves-souris sera également réalisé afin de mesurer l'efficacité des mesures.

- Suivi des mesures particulières relatives aux milieux aquatiques

Les mesures liées à la gestion des eaux pluviales et des eaux du Nègue-Cats font l'objet d'un suivi particulier : entretien courant, entretien exceptionnel, fonctionnement des bassins de rétention en cas de pluies exceptionnelles et événements extrêmes simultanés.

Pour l'entretien courant, une visite régulière des installations (réseau de collecte et organes de contrôle) permettra de juger de la nécessité de leur entretien et de leur nettoyage afin d'assurer leur bon fonctionnement. La première année de mise en service, une visite sera réalisée chaque trimestre ou après une forte pluie. Au-delà, deux visites annuelles seront entreprises ou après une pluie exceptionnelle. L'entretien consistera notamment au nettoyage du réseau d'assainissement et des ouvrages aval de contrôle.

Pour l'entretien exceptionnel en cas de pluie exceptionnelle, l'intervention et l'entretien sont les mêmes que l'entretien courant, à savoir l'évacuation des dépôts et détritiques et la vérification du bon fonctionnement des organes de contrôle (regards by-pass, vanne, lame siphonide,...).

Pour l'entretien exceptionnel en cas de pollution accidentelle (renversement d'une citerne ou accident de circulation), il sera nécessaire de prévenir les pompiers, bloquer le polluant sur le lieu du déversement, récupérer les quantités non encore déversées, fermer la vanne aval de la noue de confinement concerné puis, une fois la pollution piégée, isoler la noue de collecte, et évacuer la terre souillée en cas de contamination des premières couches de sol sous les cunettes enherbées. Une fois la pollution maîtrisée, le réseau d'assainissement sera vidangé et nettoyé. Préalablement à la remise en fonction du réseau de collecte et de traitement, une inspection détaillée sera entreprise.

### **Avis de l'Autorité Environnementale et mise à disposition**

Ce dernier a été produit conformément aux Articles L 112-1 et suivants et R122-1 et suivants du Code de l'environnement ; l'avis de la DREAL du Languedoc Roussillon portant sur le projet de modification du dossier création de la ZAC ainsi que de son étude d'impact ayant été sollicité en date du 17 mai 2013. Cet avis a été produit en date du 24 juin 2013 par la DREAL Languedoc-Roussillon.

Les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis rendu par l'autorité administrative de



l'Etat compétente en matière d'environnement au titre de l'article L 122-1-1 du Code de l'environnement ont été les suivantes :

- L'avis de l'autorité environnementale sur le projet et un registre permettant de consigner ses observations ont été mis à la disposition du public à l'accueil de l'Hôtel d'Agglomération (50 place ZEUS, 34000 Montpellier) et en mairie de Pérols (Place Carnot - 34470), aux jours et heures habituels d'ouverture au public, du 24/06/2013 au 24/07/2013 (inclus), date à laquelle la période de concertation est clôturée.
- L'avis de l'Autorité Environnementale a également été publié et mis en téléchargement libre sur le site internet de l'agglomération de Montpellier à la rubrique <http://www.montpellier-agglo.com/connaître-grands-projets/ode-montpellier-nature-urbaine>.
- L'avis de mise à disposition a été publié :
  - o par voie d'affiches sur les lieux du projet et en mairie, ainsi qu'en atteste un constat d'huissier en date du 24 Juin 2013) ;
  - o par voie de presse dans les journaux suivants : Midi Libre et La Gazette de Montpellier ;
  - o sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'en atteste un constat d'huissier en date du 24 Juin 2013).

En application de l'article R.122-11 du code de l'environnement, il y a lieu de dresser le bilan de cette mise à disposition et de définir les modalités de mise à disposition de ce bilan.

Que ce soit sur le registre mis à disposition du public à l'Hôtel d'Agglomération ou en mairie de Pérols, ou sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aucun avis ou observation n'a été formulé sur le dossier comportant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat.

Le présent bilan sera mis à la disposition du public, selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition des registres clos au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en mairie de Pérols pendant une durée d'un mois à compter du 1<sup>er</sup> août 2013;
- Publication de la présente délibération sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Prenant en considération :

- le bilan de la concertation ;
- le programme prévisionnel global des constructions actualisé ;
- l'étude d'impact relative au projet ;
- l'avis de l'autorité environnementale du 24 juin 2013 sur l'étude d'impact et sa mise à disposition du public.

Et rappelant que le projet fera l'objet de précisions au fur et à mesure du processus d'élaboration, notamment dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC et ses modifications ultérieures éventuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,
- approuver le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale,
- mettre ce bilan à disposition du public selon les dispositions arrêtées ci-dessus,
- approuver, au vu du bilan de la concertation, le dossier de création modificatif de la ZAC du Parc d'Activités de l'Aéroport renommée « ZAC Ode Acte 1 » dont le périmètre est délimité sur le plan annexé à la présente délibération et le programme prévisionnel global des constructions qui seront réalisées à l'intérieur de la zone comprend une surface de plancher de 200 000 m<sup>2</sup> nouvelle répartie comme suit : 115 000 à 125 000 m<sup>2</sup> de surface plancher (dont 74 000 m<sup>2</sup> sont existants ou autorisés) sous formes de Bureaux, services publics ou d'intérêts collectifs, hébergement hôtelier, 75 000 à 85 000 m<sup>2</sup> de surface plancher sous forme de commerces et dire que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC ODE Acte 1 seront exclues du champ d'application de la part communale de la Taxe d'Aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°42 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER - ZAC ODE ACTE 1 - DOSSIER D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE LA COMMUNE DE PÉROLS - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°4165 du 22 janvier 2001, le Conseil du District de Montpellier aujourd'hui substitué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc aéroport sur la Commune de Pérols dont la vocation est l'accueil d'activités industrielles et d'ingénierie, des activités tertiaires, de commerce de détail et de grande distribution, de services et d'hébergement hôtelier et de restauration. L'opération

couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122 750 m<sup>2</sup>.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'est par la limite communale de Mauguio, au nord par la limite communale de Lattes et la RD21 E, au sud par la RD 172 et à l'ouest par l'avenue Georges Frêche (ex. RD 21).

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols, ce projet ayant fait par ailleurs l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 19 novembre 2008, pour procéder aux acquisitions et aux travaux de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport. Celle-ci a notamment permis d'avoir une maîtrise foncière totale des emprises concernées.

Dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 le site de la Route de la Mer situé sur les Communes de Lattes et de Pérols le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur l'ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche a été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire.

Dans le cadre de la démarche « EcoCité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, le projet de l'EcoCité dite de « Montpellier à la Mer » a été retenu en octobre 2009, sur un périmètre de 2500 Ha incluant le site de la Route de la Mer.

Le projet urbain de la Route de la Mer a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil de Communauté après avoir approuvé un bilan de la concertation préalable, a créé l'opération d'aménagement dénommée « Route de la Mer », et a décidé par délibération n°10480 du 29 novembre 2011 d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement ainsi créée contient le périmètre de l'opération d'aménagement ZAC de l'Aéroport.

Afin de mettre en cohérence le périmètre et le programme prévisionnel de la ZAC avec le nouveau projet urbain, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité intégrer dans son périmètre le secteur dit du Phare et un délaissé de voirie résultant de l'aménagement du tramway ligne 3. L'ajout de ces deux secteurs représente une surface de 17.952 m<sup>2</sup>.

Les objectifs de ce projet, visent à :

- conforter l'accueil des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, de commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et d'hébergements hôteliers, dans un concept de mixité de fonction, avec un programme global de constructions passant de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher qui intègre les surfaces antérieurement urbanisées ;
- développer la ville des proximités et développer les mobilités douces en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature de déplacement du tramway ;
- assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble Route de la Mer.

D'autre part l'intégration de ces parcelles dans le projet permettra d'organiser un ouvrage hydraulique susceptible de corriger l'imperméabilisation des sols et de « réparer » la situation antérieure en assurant des compensations hydrauliques nécessaire à l'assainissement pluvial du site et à la gestion des risques hydrauliques.

Par ailleurs, ce projet de modification de la ZAC est de nature à nécessiter, pour sa réalisation, une adaptation des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols (approuvé le 23 janvier 2007 et modifié notamment le 6 octobre 2011) applicables aujourd'hui dans le périmètre considéré, en harmonisant notamment les densités de ce secteur avec les secteurs de PLU environnants et rendant compatibles les surfaces de planchers autorisées avec les éléments de projet futur, soit en augmentant la surface de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et en intégrant les objectifs susvisés. Sont concernées en particulier les zones 1AUIa, 41AUIb, 1AUIc et UI du PLU.

Lorsque la réalisation notamment d'un projet public d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

Dans cette perspective il y a lieu de solliciter le Préfet de l'Hérault pour que soit prise une déclaration d'utilité publique permettant d'assurer la maîtrise foncière des secteurs non encore acquis et de permettre la réalisation des travaux nécessaire à cette opération. Par ailleurs cette procédure doit permettre l'engagement de la mise en compatibilité du PLU de Pérols pour le rendre conforme aux objectifs du projet.

La nature, l'importance et la complexité du projet urbain que la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend mettre en œuvre justifient le recours à une telle procédure d'utilité publique.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.11-3 I du code de l'expropriation mais également suivant les dispositions du Code de l'environnement article R.123-8 ; une notice explicative de présentation du projet à déclarer d'utilité publique, l'état des données administratives, un plan de situation et le périmètre de DUP, l'appréciation sommaire des dépenses, les caractéristiques principales des ouvrages, les plans des principaux ouvrages, l'étude d'impact, le bilan de concertation publique, ainsi que les délibérations, et avis obligatoires émis sur le projet. et un dossier de mise en compatibilité du PLU de Pérols.

Il sera procédé à une enquête unique au titre de l'article L.123-6 du code de l'environnement, qui porte à la fois sur

la déclaration d'utilité publique du projet et sur la mise en compatibilité du PLU au titre de l'article L.11-4 du code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU de Pérols en vue de permettre la réalisation de la ZAC Ode Acte 1,
- demander à M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures aux fins d'obtention, après enquête, de l'arrêté déclarant l'utilité publique et emportant la mise en compatibilité du PLU de Pérols avec le projet précité,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°43 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - CONCERTATION ZAC ODE ACTE 2 - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PROJET SOUMIS À ÉTUDE D'IMPACT - DÉNOMINATION - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délibération n°11397 du 12 février 2013, a décidé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement dans un cadre maîtrisé, sous forme de ZAC au sens des dispositions des articles L. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Celle-ci intitulée ZAC Route de la Mer Phase 2 (renommée ODE Acte 2) s'inscrit dans le vaste projet urbain à développer dans le cadre l'opération d'aménagement d'ensemble dite de la Route de la Mer (renommée ODE à la Mer Nature Urbaine) sur les Communes de Lattes et Pérols, ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

Le projet ODE Acte 2 correspond :

- aux deux pôles majeurs, le secteur Grand Sud Carrefour sur les Communes de Lattes et Pérols, et le secteur Plein Sud Bir Hakeim sur la Commune de Pérols, avec l'objectif d'y introduire une mixité ;
- à la reconquête des quartiers commerciaux du Fenouillet, de l'Estagnol, et du Solis ;
- aux façades du Soriech et de Boirargues face à Grand Sud, et le long de la RD 189 et de l'Avenue Georges Frêche ;
- et à la mise en œuvre d'une première phase du Pôle Autonomie sur la Commune de Lattes.

Elle s'inscrit dans un périmètre d'étude d'environ 100 hectares.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération du n°11397 du 12 février 2013 a décidé la mise en œuvre d'une procédure de concertation préalable avec la population au sens de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, pendant toute la phase d'élaboration de ce projet, et de préciser les objectifs de projet de ZAC.

Les objectifs proposés dans le cadre de l'opération Ode Acte 2 reprennent les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble, et les complètent selon les caractéristiques de cette phase d'aménagement. Ils sont :

- **intégrer la question hydraulique dans la conception du projet**, avec la nécessité de maîtriser globalement le risque hydrologique et en particulier d'assurer, lorsque cela s'y prête, les conditions de « réparation » hydraulique des secteurs imperméabilisés en renouvellement urbain et positionner des équipements hydrauliques structurants ;
- **construire la ville de la biodiversité** en intégrant les espaces naturels et agricoles, avec pour enjeux le maintien de l'agriculture, la consolidation des limites de l'urbanisation, le renforcement des corridors hydrologiques et la mise en réseau des différentes entités naturelles (trames vertes et bleues) ; une attention particulière sera portée aux zones de contacts des espaces naturels et agricoles (aux coteaux de la Lironde en particulier) et à la restitution, lorsque cela sera possible, de corridors écologiques ;
- **organiser les déplacements à partir des mobilités durables**, en articulant le tramway et les réseaux de mobilité douces comme éléments structurants du système de déplacement, en repensant la chaîne des déplacements et en intégrant la problématique de la logistique urbaine (approvisionnement commerces, livraison des clientèles) ; dans cette phase de l'aménagement, seront intégrées aux démarches urbaines les actuelles et futures stations de tramway de la Ligne 3 (Boirargues, EcoPôle, Parc expo, mais aussi celles à venir pour desservir Boirargues et le futur Pôle Autonomie) ;
- **maîtriser la performance énergétique et la ville à bas carbone**, en intégrant les spécificités méditerranéennes et promouvant une rationalisation de l'offre, une réduction de la consommation énergétique et des bâtiments à basse consommation avec confort thermique ;
- **organiser la mutation du commerce et le renouvellement urbain vers la mixité fonctionnelle et sociale**, en

promouvant des opérations mixtes dans le tissu commercial, avec logements et services, articulés avec le système de déplacement. Sont notamment concernés : le secteur Grand Sud Carrefour sur les Communes de Lattes et Pérols, et le secteur Plein Sud Bir Hakeim sur la commune de Pérols, la reconquête des quartiers commerciaux du Fenouillet, de l'Estagnol, du Solis ainsi que les façades du Soriech et de Boirargues face à Grand Sud.

L'ensemble du périmètre de concertation pourrait représenter un programme prévisionnel de l'ordre de 450 000 m<sup>2</sup> de surface de Plancher découlant de la programmation du projet urbain d'ensemble de la Route de la Mer.

Dans ce cadre, une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, portant sur l'élaboration du projet ZAC ODE Acte 2 est mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme et telles que prévues par la délibération du Conseil Communautaire n°11397 du 12 février 2013. Ces modalités de concertation ont été engagées et se poursuivront dans les mois qui viennent.

Conformément à l'article R.122-9 du Code de l'Environnement, le maître d'ouvrage doit mettre à disposition du public, avant toute décision d'approbation :

- L'étude d'impact relative au projet,
- L'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- Ainsi que, lorsqu'ils seront rendus obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet.

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours, sont définies par l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation.

Aussi il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- Une mise à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'Hôtel de Ville des Communes de Pérols et de Lattes, durant une période de quinze jours, du dossier incluant l'étude d'impact et les avis émis par les autorités consultées, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations.

Conformément à l'article R.122-9 du code de l'environnement, ces modalités seront portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :

- La date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public et la durée pendant laquelle il pourra être consulté,
- Les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.
- Cet avis sera affiché à l'Hôtel d'agglomération, à l'Hôtel de Ville des Communes de Lattes et Pérols et publié dans au moins deux journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A l'issue de la période de mise à disposition, le maître d'ouvrage devra dresser un bilan de la mise à disposition et prendre en considération les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition. Le bilan de la mise à disposition sera lui-même consultable au siège de la communauté d'agglomération et à l'Hôtel de Ville des communes de Pérols et de Lattes durant une période de quinze jours

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dénommer la future ZAC "ODE acte 2",
- arrêter les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact, des demandes et avis mentionnés ci-dessus pour la création de la ZAC ODE Acte 2, ainsi que les modalités de consultation du bilan de la mise à disposition,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°44 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE LATTES ET PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - DÉNOMINATION - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER DE L'OPÉRATION 2012 - AVENANTS N°1 À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ET À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (PADD) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue

voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Route de la Mer » sur les Communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recombinaison et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les Communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- Le renouvellement du tissu économique existant
- La recombinaison des équipements commerciaux
- L'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram)
- La modernisation et/ou création d'équipements publics

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m<sup>2</sup> Surface Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 570 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de logements (6 000 à 8 000 logements),
- 75 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de bureaux et activités,
- 100 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/-5%),
- 45 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Compte-tenu de la signature de la concession fin 2011, l'activité de l'opération en 2012 a été limitée.

Une équipe projet a été mise en place pour assurer la conduite de ce projet mi 2012.

L'année 2012 a vu la mise en place de la stratégie de développement opérationnelle (phasage, procédures réglementaire, concertation) et la définition du premier secteur opérationnel (Ode acte 1).

En 2012 l'essentiel des mouvements financiers de l'opération s'est concrétisé par 6,7 M € d'acquisitions en dépenses, et en recette sous la forme d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération de 2 M€ et de la mobilisation d'un emprunt de 10 M €.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, actualisé est inchangé et s'établit à 239 125.000 € HT. en charges et produits. Les produits proviennent des recettes de vente des terrains viabilisés et de droits, des subventions et des participations de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En l'état actuel du bilan, cette opération s'équilibre avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 40 000.000 € H.T. et une avance de trésorerie de 8 000 000 €. Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 88 815 000 € H.T. La rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 25 989 000 € H.T.

Le financement moyen terme sera assuré par un prêt GAIA de la Caisse des Dépôts et Consignations de 10 M€ mobilisable en deux temps (4,3 M€ puis 5,7 M€) quia fait l'objet d'une garantie d'emprunt de la communauté d'agglomération de Montpellier par décision du conseil communautaire du 28 juin 2012, ainsi qu'un emprunt complémentaire de 5 M€.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier verse 2 M€ de participation d'équilibre à partir de 2012 soit un total de 40 M€ sur la durée de la concession.

De façon prévisionnelle afin de limiter les frais financiers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a prévu de verser 8 M€ d'avance à la concession selon un phasage défini dans la concession initiale ainsi que la convention d'avance de trésorerie : 3 M€ en 2012, 3 M€ en 2013 2 M€ en 2014.

La mise en œuvre des procédures réglementaires d'urbanisme en 2013 doit permettre le déploiement opérationnel

des secteurs suivants :

Ode Acte 1 (reprise et modification de la ZAC Parc d'activités de l'Aéroport) : 2014

Ode Acte 2 (création nouvelle ZAC) : 2015 et années suivantes.

SECTEUR BOIRARGUES (Taxe Majorée) : 2014.

Et de générer des premières recettes à compter de 2014.

Par délibération du 17 janvier 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le principe de la résiliation de ladite concession d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols dont la SERM est titulaire, afin d'intégrer la poursuite de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport dans le champ d'intervention de la SAAM, selon les nouvelles orientations définies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'opération d'aménagement d'ensemble. La poursuite de la réalisation de cette ZAC Ode acte 1 selon ces nouvelles orientations, constituera le premier secteur opérationnel de l'opération d'aménagement d'ensemble Ode à la Mer Nature Urbaine.

Au regard du stade d'avancement de l'opération de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport, et dans le cadre de la poursuite de l'aménagement de cette ZAC par la SAAM avant l'achèvement de son programme, il est prévu un versement prévisionnel à la clôture de la ZAC de 2,5 M€ à l'Agglomération de Montpellier par la SERM sous réserve de l'approbation par son Conseil d'administration du protocole de clôture. Par conséquent, la participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au coût de l'opération d'ensemble de Ode à la Mer Nature Urbaine, défini de façon prévisionnelle à 40 millions d'euros tel qu'exposé ci-avant, nécessite d'être portée à 42,5 millions d'Euro, afin d'équilibrer les charges supplémentaires qui seront mis à la charge de la SAAM à qui est confiée désormais la réalisation de la ZAC.

C'est pourquoi, il est proposé un avenant n°1 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'une part, de préciser le périmètre d'intervention de la SAAM et d'autre part, de modifier le montant et la date de versement annuel de la participation à l'équilibre.

Par ailleurs, compte-tenu de l'évolution de la trésorerie prévisionnelle de l'opération, il est prévu de repousser d'un an le versement d'avance de 2M€ initialement prévuen 2014 à 2015. Ainsi un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie est proposé.

Un important travail d'harmonisation et de dynamisation de la communication concernant les opérations d'aménagement développées le long de la route de la Mer a été entrepris et a abouti à de nouvelles dénominations.

A ce titre la Concession de la «Route de la Mer» s'intitule désormais «Ode à la Mer Nature Urbaine» et il est nécessaire de diligenter toutes les procédures utiles auprès des instances compétentes pour garantir la bonne utilisation de ce nom.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Route de la Mer renommée Ode à la Mer – Nature Urbaine, présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Ode à la Mer Nature Urbaine, présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver l'avenant n°1 à la concession d'aménagement,
- approuver l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie et tout document relatif à cette affaire.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mettre en oeuvre toutes les procédures auprès des instances compétentes pour garantir à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le bon usage de la nouvelle dénomination "Ode à la Mer Nature Urbaine",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°45 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - COMMUNE DE BAILLARGUES - AMÉNAGEMENT D'UNE ALLÉE ALLUVIALE - DÉPÔT DU DOSSIER LOI EAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCoT de Montpellier, approuvé le 17 février 2006, a défini 11 sites stratégiques, dont le site de la « Plaine du Colombier » sur la Commune de Baillargues (d'environ 125 ha), qui a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du fait de l'aménagement prochain d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Compte tenu des enjeux de cohérence territoriale et de la complexité dans la conduite de projet, l'aménagement dans les secteurs stratégiques identifiés par le SCoT, dont celui de la « Plaine du Colombier », a été déclaré d'intérêt communautaire par délibération du Conseil de Communauté du 21 avril 2011.

La mise en œuvre d'un projet d'aménagement sur le site stratégique de la « Plaine du Colombier » s'inscrit dans un temps long et devrait se dérouler en plusieurs phases.

Le PEM de Baillargues, dont le rayonnement concerne une population estimée à ce jour à 50 000 habitants et à 75 000 dans les 20 ans à venir, constitue le cœur de ce projet et entre dès 2013 en phase opérationnelle.

Pour préparer cette échéance, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit de lancer parallèlement, dès 2013, les procédures préalables à la réalisation des travaux d'aménagement hydrauliques nécessaires à la réduction du risque d'inondation dans ce secteur (dossier loi sur l'eau, étude environnementale...). Les aménagements projetés, liés à la mise en service du PEM et à la sécurisation du site sur le plan du risque d'inondation, constituent la première phase de l'opération d'aménagement d'ensemble de la Plaine du Colombier, qui se développera sur le long terme, conformément aux orientations du SCoT.

Les études hydrauliques, qui ont été réalisées afin d'assurer la protection de l'ensemble des terrains situés au sud de la voie ferrée, à proximité du ruisseau de l'Aigues Vives, ont abouti à la création d'une allée alluviale dimensionnée pour la crue exceptionnelle (1,8 fois le débit de la crue centennale) afin de prévenir de tout risque pour les biens et les personnes en améliorant les zones d'expansion des crues.

Cet aménagement maintient le tracé du lit mineur du ruisseau et prévoit sur une faible profondeur une emprise variant de 87 à 112 mètres pour la branche principale (et de 5 à 13 m pour les branches secondaires), ainsi que deux bassins de rétention de 35 000 et 5 000 m<sup>3</sup> en aval. Cet aménagement permet le traitement qualitatif de l'eau par son rôle épurateur par la mise en place de grandes zones enherbées inondables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau concernant l'aménagement d'une allée alluviale sur le site stratégique de la "Plaine du Colombier" à Baillargues,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région du Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le lancement d'une procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°46 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - PRINCIPES DE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA CRÉATION D'UN PARC MULTI-GLISSE - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCoT de Montpellier, approuvé le 17 février 2006, a défini 11 sites stratégiques, dont le site de la « Plaine du Colombier » sur la Commune de Baillargues (d'environ 125 ha) compte tenu de l'exceptionnelle desserte du site créée par le futur Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui permettra aux usagers de rejoindre la gare de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Compte tenu des enjeux de cohérence territoriale et de la complexité dans la conduite de projet, l'aménagement de certains secteurs stratégiques, dont celui de la « Plaine du Colombier », a été déclaré d'intérêt communautaire lors du Conseil de Communauté du 21 avril 2011.

La mise en œuvre d'un projet d'aménagement sur le site stratégique de la « Plaine du Colombier » s'inscrit dans un temps long (environ 30 ans) et devrait se dérouler en plusieurs phases.

Le PEM de Baillargues, dont le rayonnement concerne une population estimée à ce jour à 50 000 habitants et à 75 000 dans les 20 ans à venir, constitue le cœur de ce projet et entre dès 2013 en phase opérationnelle.

En parallèle, et compte tenu de la desserte exceptionnelle du site, la Commune de Baillargues souhaite développer un projet de parc de loisirs de bon niveau dénommé « Parc Multi-glisse Gérard Bruyère » sur le foncier situé entre le PEM et la RN113, c'est à dire à l'articulation entre le village existant et l'urbanisation future, et a sollicité le soutien financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

D'après les études de programmation, le rayonnement de cet équipement, qui répond à des besoins croissants et qui n'a pas d'équivalent dans l'Hérault (et plus largement à l'Est du territoire régional), parfaitement desservi à court terme par les transports en commun (notamment par les trains régionaux), mais aussi par l'autoroute A9 (échangeur de Vendargues reconfiguré), s'entend bien au-delà du strict public local. Son positionnement sur des pratiques multi-glisses, en direction à la fois des sportifs de haut niveau, des clubs et du grand public, devrait permettre d'améliorer l'attractivité de la commune et le rayonnement économique et touristique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale et en participant à la diversité et au maillage des équipements sportifs sur le territoire.

Au-delà de cette dimension sportive, les aménagements de loisir et de détente dont il doit faire l'objet, ainsi que son traitement environnemental, en font, au même titre que le PEM, un équipement essentiel à la constitution du futur quartier, apte à qualifier son identité future et à répondre aux besoins de ses futurs habitants et usagers.

Enfin, la capacité de rétention des bassins réalisés par la Commune, en complémentarité avec les aménagements à entreprendre à l'aval par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, participe à la régulation hydraulique de l'ensemble de la « Plaine du Colombier ». Leurs réalisations conditionnent l'ouverture à l'urbanisation du site stratégique.

Ce projet d'aménagement portant sur 12 ha est estimé à ce jour au total à 10 354 850 € H.T. décomposé comme suit :

- 2 004 850 € pour les études et ouvrages hydrauliques,
- 4 450 000 € pour la création des plans d'eau et leur mise en eau, supports à la pratique des sports de glisse,
- 3 900 000 € pour l'aménagement du parc paysager et des espaces publics.

Le plan de financement prévisionnel de la Commune prévoit une participation de l'Etat au titre du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS), de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Eu égard à l'intérêt général que constitue donc ce projet, il sera proposé d'attribuer des fonds de concours à cet équipement et une avance financière portant sur le programme des équipements publics (PEP) des futures opérations d'aménagement.

Concernant les fonds de concours, il sera proposé :

- un fond de concours de 1 000 000 € à l'équipement hydraulique que constitue le parc Multi-glisse Gérard Bruyère pour sa participation active à la régulation hydraulique de la Plaine du Colombier,
- un fond de concours de 900 000 € à cet équipement sportif communal pour sa participation à la diversité et au maillage de l'offre sportive sur le territoire, ainsi qu'à son attractivité économique et touristique.

Le règlement de ces fonds de concours, s'échelonnerait entre 2013 et fin 2015, au rythme de la réalisation de l'opération, à savoir :

- 2013 : fin des études et réalisation de l'ouvrage hydraulique sous la RN113,
- 2014 : creusement des bassins, terrassements et nivellement,
- 2015 : aménagements paysagers et installations du téléski nautique, et solde de l'opération.

Ces fonds de concours feront l'objet de conventions qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée délibérante lors d'un prochain Conseil de Communauté.

En outre les futures opérations d'aménagement à créer par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'aménagement du site stratégique de la Plaine du Colombier intégreront dans leurs programmes d'équipements publics le « Parc Multi-glisse Gérard Bruyère » et participeront à son financement dans la mesure où ce grand parc public de 12 ha contribuera de manière évidente à la qualité de vie des habitants actuels et futurs de Baillargues et à l'identité ainsi qu'à l'attractivité du futur quartier.

Le montant des participations de ces futures opérations d'aménagement est fixé à 2 100 000 € et fera l'objet d'une avance sur participations fin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les principes de financement des études et travaux relatifs à la création du projet du parc multi-glisse Gérard Bruyère de Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°47 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE CASTELNAU LE LEZ - ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉE EXTENSION EURÊKA - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier reçu le 28 mai 2013, la Ville de Castelnau le Lez a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le projet de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux dispositions de l'article L.123-13-1 du Code de l'urbanisme.

Cette procédure vise à autoriser les constructions à usage d'habitation en zone 1AU, secteur correspondant à la ZAC « Extension Eurêka » inscrite dans le périmètre de l'Ecocité, composante de la politique d'aménagement des sites d'activités et des pôles de développement économique définis par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Elle s'inscrit dans les objectifs d'évolution de la programmation de la ZAC « Extension Eureka » pour laquelle le Conseil Communautaire a décidé d'ouvrir une concertation publique par délibération du 24 mai 2012 et répond, en cela, aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et aux orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018.



Dans ce contexte et conformément à l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler son avis sur les modifications concernant la ZAC « extension Euréka » créée à son initiative.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable aux évolutions du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau le Lez relatives à la ZAC « extension Euréka » conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°48 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – MARCHÉ N°3308UH13 D'ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉVISION DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé, le 17 février 2006, son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) conformément aux dispositions de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par délibération en date du 28 juin 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la révision de son SCOT afin de procéder à l'intégration, tant sur le fond que sur la forme, des évolutions récentes du Code de l'urbanisme (loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et Loi portant Engagement National pour l'environnement notamment).

La Communauté d'Agglomération a fixé les principaux objectifs suivants à cette révision :

- 1) compléter les dispositions du SCOT afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets ;
- 2) prendre en compte les enjeux relatifs à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques en identifiant les composantes locales de la trame verte et bleue régionale ;
- 3) ajuster les limites des secteurs d'extension urbaine potentielle afin de répondre, principalement, à la demande en foncier à vocation économique ;
- 4) préciser les objectifs relatifs à l'équipement commercial et aux localisations préférentielles des commerces.

Afin de concourir à cette démarche de révision, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité procéder à deux appels d'offres :

- un marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3263UH13,
- un marché d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3308UH13.

Concernant le marché n°3308UH13 d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, objet de la présente délibération, il a été décomposé en deux missions distinctes.

Il s'agit :

- d'une part, de conduire et formaliser l'évaluation environnementale du SCOT, notamment en identifiant les composantes locales de la trame verte et bleue régionale et en évaluant les incidences du projet sur l'Environnement,
- d'autre part, de mener une expertise naturaliste sur un ou plusieurs sites d'extension (marché à bons de commande) identifiés par la maîtrise d'ouvrage.

La mission prend fin après approbation définitive du SCOT par le Conseil de Communauté, la durée prévisionnelle ayant été fixée à 30 mois à compter de la notification du marché.

Le présent marché a fait l'objet d'une procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3° et 57 à 59 du Code des marchés publics.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 juillet 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué, ce marché, au groupement SOBERCO ENVIRONNEMENT / NATURALIA pour un montant de 311 438,40 € T.T.C. qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, après analyse des offres établie sur la base des critères de choix définis dans le règlement de consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du marché n°3308UH13 au groupement SOBERCO/NATURALIA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer le marché n°3308UH13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°49 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – MARCHÉS N°3263UH13 D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉVISION DU SCHEMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé, le 17 février 2006, son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) conformément aux dispositions de la Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par délibération en date du 28 juin 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la révision de son SCOT afin de procéder à l'intégration, tant sur le fond que sur la forme, des évolutions récentes du Code de l'urbanisme (Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et Loi portant Engagement National pour l'environnement notamment).

La Communauté d'Agglomération a fixé les principaux objectifs suivants à cette révision :

- 1) compléter les dispositions du SCOT afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets ;
- 2) prendre en compte les enjeux relatifs à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques en identifiant les composantes locales de la trame verte et bleue régionale ;
- 3) ajuster les limites des secteurs d'extension urbaine potentielle afin de répondre, principalement, à la demande en foncier à vocation économique ;
- 4) préciser les objectifs relatifs à l'équipement commercial et aux localisations préférentielles des commerces.

Afin de concourir à cette démarche de révision, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité procéder à deux appels d'offres :

- un marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3263UH13,
- un marché d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3308UH13.

Concernant le marché n°3263 UH 13 d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, objet de la présente délibération, il s'articule en trois lots distincts :

- *Lot n°1 - Actualiser, compléter et formaliser le SCOT.* Il s'agit d'actualiser, de compléter et d'assurer la formalisation finale du SCOT révisé conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.
- *Lot n°2 - Actualiser le projet urbain communautaire.* Il s'agit d'actualiser le projet urbain communautaire et de contribuer à sa transcription réglementaire (niveau du Projet d'Aménagement et Développement Durable et du Document d'Orientations et d'Objectifs) et graphique (plans de secteur). Le titulaire du lot est garant de l'esprit, des valeurs et des fondements du projet urbain décliné dans le SCOT de 2006.
- *Lot n°3 - Approfondir les orientations du SCOT en matière d'urbanisme commercial.* Il s'agit de préciser les orientations des politiques publiques en matière d'implantation commerciale et d'établir le Document d'Aménagement Commercial (DAC).

La mission prend fin après approbation définitive du SCOT par le Conseil de Communauté, la durée prévisionnelle ayant été fixée à 30 mois à compter de la notification des marchés.

La mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été décomposée en trois lots distincts, attribués par marchés séparés. Les présents marchés ont fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres restreint en application des articles 33 4° al. et 60 à 63 du Code des marchés publics.

La Commission d'Appel d'offres, lors de sa séance du 9 juillet 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué les marchés aux groupements et sociétés ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, après analyse des offres sur la base des critères de choix définis dans le règlement de consultation:

- Le lot 1, au groupement DBW / TETRA / DL avocat pour un montant de 177 606 € T.T.C.,
- Le lot 2, au groupement DBW/Claire SCHORTER/Agence POLES/Sylvie GROUEFF pour un montant de 269 653,15 € T.T.C.,
- Le lot 3, à la société BERENICE pour un montant de 79 773,20 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution des marchés n°3263UH13 lots 1, 2 et 3 avec les entreprises précitées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer les marchés n°3263UH13 et à prendre toute décision relative à leur exécution, ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°50 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – ORGANISME EXTÉRIEUR - ASSOCIATION AMORCE, BRANCHE ENERGIE - EXTENSION D'ADHÉSION 2013 AU PÔLE ÉNERGIE - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Par délibération n°11529 du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a approuvé l'adhésion à l'association AMORCE pour la compétence « gestion des déchets ».

AMORCE est l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur. Fondée en 1987 avec une cinquantaine d'adhérents, elle en fédère aujourd'hui 756.

AMORCE constitue un lieu unique de partage des connaissances et des expériences entre collectivités territoriales et professionnels sur ces compétences. Ce réseau d'élus et de techniciens permet à chacun de disposer des informations les plus récentes et les plus pertinentes.

En s'appuyant sur les préoccupations des collectivités, AMORCE fait des propositions au niveau national (Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat) et européen (Parlement, Commission européenne) pour améliorer les conditions économiques, techniques et juridiques. AMORCE est en permanence force de critiques et de propositions, en prise directe avec ses adhérents. Partenaire reconnu pour ses compétences, AMORCE agit en collaboration avec les autres associations d'élus et de collectivités.

Afin de participer aux grands débats relevant du domaine de l'énergie : maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables, ouverture des marchés, performance énergétique des bâtiments, lutte contre la précarité énergétique, diagnostic des émissions de gaz à effet de serre, la Communauté d'Agglomération souhaite étendre son adhésion à l'association AMORCE au Pôle Energie.

Dans le cadre de cette adhésion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra disposer de conseils juridiques, de partages d'expérience et d'informations législatives et réglementaires utiles à une meilleure gestion de l'énergie et au développement des énergies renouvelables sur son patrimoine et sur son territoire.

La cotisation complémentaire pour l'adhésion à la branche Energie de l'association AMORCE pour l'année 2013, à compter du 30 juin 2013, s'élève à 1 380,96 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'extension de l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la compétence Energie de l'association AMORCE;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°51 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'ATELIER PERMANENT D'INITIATION À L'ENVIRONNEMENT URBAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier inscrit depuis plusieurs années son action dans une démarche de développement durable, où la sensibilisation et l'éducation de tous à l'environnement urbain et aux enjeux environnementaux, constitue la base d'une évolution des comportements, que ce soit en matière de gestion des déchets, de distribution d'eau potable, de mobilité. A ce titre l'Agenda 21 adopté le 29 novembre 2011 et le Plan Climat en cours de finalisation illustrent l'engagement toujours plus important de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur de stratégies territoriales de développement durable. Le plan d'action du Plan Climat, identifie ainsi 19 actions, dont 14 actions territoriales et 5 actions dites internes. Les axes stratégiques, - Miser sur les mobilités post-carbone et Accélérer localement les changements de modes de consommation, en particulier nécessitent une forte sensibilisation des habitants du territoire de l'agglomération.

L'Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain (APIEU) – Territoires de Montpellier, labellisé Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) exerce des missions d'intérêt général et des services, dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation au développement durable du territoire de l'agglomération Montpelliéraine, en particulier sur les champs de l'environnement urbain.

Le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier a pour buts :

- de mener toutes actions dans le champ de l'information, de la sensibilisation, de la formation, de l'éducation, de la valorisation et de la recherche-action relatives aux thèmes liés à l'environnement urbain,
- d'appréhender les interactions entre l'homme et son milieu de vie, au travers des trois aspects systèmes de vie, rythmes de vie et qualité de vie,
- d'observer l'évolution du tissu urbain, son inscription et ses impacts sur le territoire proche et lointain.

Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier souhaitent

développer un partenariat privilégié, en établissant une convention cadre pluriannuelle 2013-2015 dans les domaines de compétences statutaires de cette association et concernant des actions développées à l'initiative de cet organisme exerçant une activité économique d'intérêt général

Le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier se mobilisera sur deux grands domaines d'intervention :

- La sensibilisation, l'éducation la formation de tous à l'environnement urbain et au développement durable ;
- La recherche et le développement de projets innovants.

Les interventions du CPIE APIEU – Territoires de Montpellier porteront sur les thématiques suivantes :

- Le réchauffement climatique et plus particulièrement le développement d'actions de sensibilisation et de concertation auprès des publics jeunes dans la mise en œuvre du Plan Climat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- La maîtrise de l'énergie par la réalisation d'actions de sensibilisation auprès du public et l'adaptation d'outils pédagogiques adaptés au contexte de l'agglomération, et en articulation avec l'Agence Locale de l'Energie ;
- La gestion des déchets et plus particulièrement la réduction des déchets à la source (plan de prévention des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) ;
- La gestion de l'eau et plus particulièrement des actions d'éducation à destination des publics jeunes pour une meilleure connaissance des équipements et de la gestion de l'eau en milieu urbain ;
- Les mobilités et plus particulièrement la promotion des modes de déplacements doux, de l'écomobilité scolaire (Carapattes...), la mise en œuvre des orientations du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'accompagnement de Plans Locaux de Déplacements (PLD) ;
- L'environnement sonore et plus particulièrement la conduite de promenades pédagogiques destinées à sensibiliser les habitants de l'Agglomération, à l'environnement sonore et aux zones calmes en milieu urbain, dans le cadre de la déclinaison auprès du grand public du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) ;
- L'agriculture urbaine et plus particulièrement le développement et l'adaptation du territoire aux enjeux liés à la promotion d'une agriculture de proximité (mise en œuvre de l'Agenda 21 et du Plan Climat) ;
- La biodiversité urbaine et plus particulièrement les actions de sensibilisation (et les outils pédagogiques), et la recherche et développement sur cette thématique notamment au sujet des continuités écologiques ;
- L'aménagement du territoire par la sensibilisation aux enjeux du développement du territoire (SCOT, PLH, PDU, PCET...).

Sur la base des orientations et des domaines thématiques de la convention pluriannuelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier déclineront chaque année une convention annuelle précisant les projets et le montant de la subvention de fonctionnement.

Ces projets s'inscriront dans des actions développées à l'initiative Du CPIE APIEU dans le cadre de ses statuts pour répondre à des missions d'intérêt général de sensibilisation à l'environnement dépassant les simples besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour l'année 2013, la convention annuelle est déclinée selon deux thématiques particulières :

- « agriculture urbaine », via la participation et la contribution du CPIE APIEU – Territoires de Montpellier au groupe projet porté par les services de Montpellier Agglomération et la préparation d'un cahier des charges pour accompagner les salariés à mettre en place des jardins en entreprise. En effet, le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier peut se prévaloir d'une réelle expérience en la matière avec, dès 2006, la mise en œuvre de jardins partagés en partenariat avec les services de la ville de Montpellier dans les quartiers Cité Gély, Lemasson, Croix d'Argent, la Maison pour Tous Méline Mercouri ...
- « environnement sonore », via la conception et la réalisation de visites guidées dans l'Agglomération de Montpellier et d'un dépliant d'information destiné aux habitants. Sur ce thème, le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier s'appuiera sur son expérience puisque l'association organise chaque année des « promenades sensorielles » à la découverte de l'environnement sonore urbain depuis 2005 à Montpellier, Nîmes et dans divers communes présentant à la fois un centre ancien, des faubourgs et des développements urbains plus contemporains. En outre, le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier propose également régulièrement depuis plusieurs années des ateliers « découvertes et prise de sons », des formations d'animateurs « environnement sonore », des conférences sur le thème « musique amplifiée et risque auditifs », dans le cadre du Plan Régional Santé Environnement Languedoc Roussillon 2010-2014. Enfin, au terme d'un appel à projet Fondation de France, le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier a également réalisé en 2006 le guide « Ecouter la ville, pour une éducation sonore ».

Ces deux thématiques d'intervention permettent ainsi la mise en œuvre des orientations retenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le Plan Climat et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention partenariale pluriannuelle 2013-2015 avec l'APIEU CPIE – Territoires de Montpellier;
- adopter la convention annuelle d'objectifs 2013 ;
- autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement pour 2013 de 10 000 € au titre de la convention annuelle d'objectifs ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 928 et 929 ;

- dire que le paiement de la subvention annuelle s'effectuera sous réserve de la signature de la convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'APIEU CPIE – Territoires de Montpellier, pour les années 2013-2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°52 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - AVIS SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE ET DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION - DÉCLARATION DE PROJET**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011 le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11192 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la Ligne 5 sur le tronçon Lavérune-Clapiers, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des Communes concernées, et à solliciter de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Une étude d'impact a été réalisée pour cette opération et soumise à l'avis de l'autorité environnementale, rendu favorablement le 13 février 2013 et inséré dans l'entier dossier d'enquête publique.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 10 avril 2013 au 13 mai 2013.

La Commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 28 juin 2013.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, la Commission d'enquête donne un **avis favorable, assorti des 3 recommandations** suivantes :

- « Commencer les travaux par le bouclage de la ligne 4 en vue d'améliorer sa rentabilité, de favoriser les interconnexions du réseau et de desservir le cœur de ville en priorité ;
- Compte-tenu du montant élevé de l'opération et de la conjoncture économique actuelle, la Commission recommande un étalement des investissements, sans remettre en cause l'objectif final du projet. Dans cette optique, elle propose de différer l'exécution des travaux pour les 3 tronçons Lavérune / Gennevieux, Paul Fajon / les Bouisses et Girac / Clapiers ;
- Montpellier est une ville universitaire reconnue. Le quartier la Gaillarde / SupAgro / INRA n'est pas desservi par la ligne 5. La Commission recommande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de ne pas rejeter définitivement cette proposition, mais de la conserver dans le cadre des ajustements qu'elle peut être amenée à réaliser pour optimiser son réseau tramway dans le futur ».

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, la Commission d'enquête donne un **avis favorable sans réserve** à la mise en compatibilité avec le projet de tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, permettant le bouclage de la ligne 4, des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des Communes de Lavérune, Saint-Jean-de-Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez et Clapiers.

A ce stade, il est proposé au Conseil d'Agglomération conformément à l'article L.126-1 du Code de l'environnement :

- de se prononcer sur les recommandations émises dans les avis de la Commission d'enquête,
- de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération,
- et de solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

### **I – Suites données au rapport de la Commission d'enquête**

#### **A. Avis relatif aux recommandations formulées par la Commission**

Comme indiqué, la Commission d'enquête a émis un avis favorable et sans réserve sur ce projet.

Comme elle en a toutefois la possibilité, la Commission d'enquête a fait part de recommandations qui peuvent être prise en compte par le maître d'ouvrage.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération de se prononcer sur la façon dont seront prises en compte les recommandations formulées par la Commission d'enquête.

- Concernant le démarrage des travaux par le bouclage de la ligne 4

Il est donc proposé au Conseil de prendre acte de cette recommandation qui avait déjà été évoquée lors de réunions

de concertation. En effet, il apparaît opportun de réaliser dans un premier temps le bouclage de la ligne 4 afin de renforcer le maillage du réseau autour du centre urbain de Montpellier et de finaliser l'aménagement de la ligne 4 dite « La Circulade ». Ce bouclage permettra également de simplifier le fonctionnement actuel de cette ligne en supprimant le retournement des rames de la ligne 4 au niveau du terminus provisoire Place Albert 1<sup>er</sup>.

- *Concernant le phasage de réalisation des 3 tronçons Lavérune / Gennevaux, Paul Fajon / les Bouisses et Girac / Clapiers, compte tenu du montant élevé de l'opération et de la conjoncture économique actuelle*

Suite à l'enquête, il est proposé au Conseil de considérer que cette recommandation est techniquement pertinente. En effet, une opération d'une telle envergure financière, technique et spatiale est nécessairement phasée pour être maîtrisée et menée sans bouleverser le fonctionnement du territoire. L'ordonnancement des travaux conduit d'ailleurs naturellement à un étalement des réalisations dans le temps et dans l'espace et par suite de l'investissement de la collectivité afin de coordonner les différentes interventions. Pour autant, cela ne remet pas en cause ce projet dans sa globalité et ses caractéristiques, y compris les délais.

- *Concernant la desserte du quartier la Gaillarde / SupAgro / INRA*

L'hypothèse d'une desserte du quartier la Gaillarde / Sup Agro / INRA a été envisagée lors de la concertation préalable et a été exposée dans le dossier soumis à enquête publique et notamment dans le volume G5 de l'étude d'impact, avec notamment la comparaison des variantes entre le tracé A (avenue du Professeur Grasset en tronc commun avec la ligne 1) et D (avenue Saint Charles, avenue du Père Soulas, avenue Sabatier d'Espeyran).

Comme cela a été précisé en réponse aux questions de la Commission d'enquête :

« Le choix de la solution A en tronc commun avec la ligne 1 s'impose du point de vue de l'insertion, de l'impact des travaux et de l'économie du projet. En particulier, l'insertion du tramway sur l'avenue de la Voie Domitienne et l'avenue Sabatier d'Espeyran présenterait un impact majeur sur le plan de circulation de la ville de Montpellier sans possibilité de compensation compte tenu de l'exiguïté des emprises. Le coût supplémentaire de cette solution est estimé à environ 30 millions d'euros ; elle entraînerait également un coût d'exploitation supplémentaire lié au linéaire supplémentaire de voie ferrée.

La desserte du territoire de l'agglomération de Montpellier comprend bien entendu un réseau de bus performant et connecté aux lignes de tramway, comme c'est le cas dans toutes les agglomérations françaises de taille comparable et dotées d'un réseau de tramway voire de métro. La desserte du quartier pourra être effectuée lors de la restructuration du réseau de bus urbain accompagnant la mise en service de la ligne 5 ; la ligne 10 actuelle sera renforcée et couplée à une branche de la ligne actuelle « la navette » pour assurer une desserte améliorée du secteur du Campus Sup Agro avec les stations Celleneuve de la ligne 3, Saint Eloi sur les lignes 1 et 5, et prolongée vers les campus universitaire, le plan des Quatre Seigneurs, le quartier Aiguelongue et le zoo de Montpellier. Ainsi le lien direct en transports en commun entre le campus Sup Agro et les autres campus du Nord de Montpellier dont le secteur Agropolis sera très largement renforcé.

L'excellente connexion entre cette ligne forte de bus et les lignes 1 et 5 du tramway à Saint Eloi permettra également de créer un lien très efficace entre ce campus et la Gare, et le centre ville en général. »

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de la recommandation de la Commission d'Enquête, et confirme qu'elle a déjà pris acte du principe d'une desserte à terme dans son Plan de Déplacements Urbains (PDU) arrêté par délibération n°10998 du 19 juillet 2012, lequel prévoit bien un aménagement spécifique en faveur des transports en communs dans ce secteur.

## **B. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet, au vu de l'enquête publique**

Suite aux questions et remarques du public et aux observations de la Commission d'Enquête, il est proposé au Conseil de Communauté de prendre acte des diverses adaptations du projet, concernant l'emprise de la ligne, son tracé et ses aménagements connexes, sans que celles-ci n'altèrent l'économie générale de l'opération.

- *Rue de Bugarel*

A la suite des observations émises lors de l'enquête publique et des demandes de la Commission d'enquête, le projet a été adapté dans le secteur de la rue de Bugarel afin de ne pas impacter les parkings des résidences les Hauts d'Argency et le Turin. L'adaptation consiste à réduire l'emprise dans la rue de Bugarel à 13,50 mètres contre 17 mètres prévus initialement. Il s'agit d'aménager la circulation automobile sur la plateforme tramway sur une partie de la rue, au droit des entrées riveraines, avec un dispositif de feux tricolores pour assurer la sécurité vis-à-vis du tramway ou d'aménager une « zone de rencontre » latérale à la plateforme tramway où cohabiteraient circulations riveraine, cycles et piétons.

- *Secteur de l'ancien site militaire de l'EAI*

La reprise du projet dans la traversée de l'ancien site militaire de l'EAI consiste à décaler, vers l'ouest le tracé présenté initialement afin de l'implanter en lisière du site. La position des 2 stations en périphérie est maintenue pour assurer une desserte identique des quartiers.

Cette adaptation permet la création d'un parc d'un seul tenant, indépendant de la plateforme tramway, dans le cadre du projet urbain mené par la Ville de Montpellier. La plateforme tramway, bordant le futur parc, fera l'objet d'un traitement paysager en harmonie avec celui-ci.

- *Station supplémentaire Boulevard Clémenceau*

A la suite de l'enquête publique, une station supplémentaire sera effectivement prévue, au centre du boulevard Clémenceau. Elle permettra une desserte plus fine de ce quartier très dense et de ses commerces.

- *Station Albert 1<sup>er</sup> sur le boulevard Henri IV*

Afin de réduire l'impact du projet sur les propriétés riveraines, sans dégrader son fonctionnement, le quai double

sera réduit à 70 m, la ligne 4 étant exploitée avec des rames courtes. Cela permettra de libérer l'accès à un garage qui sera accessible depuis la plateforme tramway avec une sortie gérée par des feux comme pour le reste de la circulation sur le boulevard.

*- Demandes d'aménagements ponctuels le long de la ligne*

Les diverses observations relatives à des aménagements ponctuels le long de la ligne seront également prises en compte.

La poursuite des études d'avant-projet et projet, puis d'exécution, permettra d'affiner le projet en améliorant la résolution de questions techniques identifiées lors de l'enquête publique.

**II - Déclaration d'intérêt général : motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général de l'opération**

Le tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 constitue un projet majeur pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, non seulement par l'offre supplémentaire de déplacement que représente l'infrastructure, mais aussi parce qu'elle répond à plusieurs objectifs :

- poursuivre la couverture spatiale du territoire et la construction d'un réseau maillé performant de transports publics notamment pour diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements de l'agglomération dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus, des pôles d'emploi,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des Communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

Ces objectifs sont cohérents avec le Plan de Déplacements Urbains pour la période 2010-2020 dont le projet a été arrêté par délibération n°9992 du 26 janvier 2011. En effet, face aux enjeux de la croissance du trafic automobile et de ses incidences sur la qualité de l'air, le PDU a notamment pour objectif de déterminer les moyens d'une politique de mobilités visant à réduire la part de la voiture au profit de modes de déplacements peu ou pas polluants : marche à pied, vélo, transports publics. Ainsi, le PDU vise les objectifs suivants de croissance des « écomobilités », d'ici 2020 :

- Augmenter de 10 % la part des modes alternatifs à la voiture à l'échelle de l'Agglomération et de 16% à l'échelle de la Ville Centre ;
- Diminuer de 10% la part modale automobile ;
- Augmenter de 25% la fréquentation du réseau de transport en commun.

Pour ce faire, le PDU propose la mise en place, à terme, d'un réseau armature associant un réseau de lignes de tramway et un réseau TER cadencé, à partir duquel peuvent s'organiser des rabattements automobiles et des rabattements en transports publics ; la modernisation de la gare Saint Roch et la création de la gare nouvelle venant structurer ce réseau à l'échelle métropolitaine.

Ce futur réseau renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et préservera l'attractivité du centre de l'agglomération tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

**A. Les principales caractéristiques de l'opération**

*1. Le choix du corridor : optimiser la couverture de l'Agglomération*

Ainsi, plus encore qu'une ligne supplémentaire le tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 vient compléter et optimiser le fonctionnement de l'ensemble du réseau de transport public. A terme, la quasi-totalité du territoire communautaire sera desservie par les transports en commun, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des nombreux grands parkings d'échanges favorisant le report modal sur les transports en commun des automobilistes provenant des communes non desservies directement.

Le tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 vient compléter le réseau en reliant la commune de Lavérune à Clapiers. La ligne 5, en permettant le bouclage de la ligne 4, parfait le maillage du réseau autour du centre historique.

Cette 5<sup>ème</sup> ligne permet de renforcer l'interconnexion des lignes, avec de nombreux points d'échanges.

Ce corridor de Lavérune à Clapiers, qui se développe sur 15,7 kilomètres dont 1,5 km en tronc commun avec la ligne 1 et 1,2 km en tronc commun avec la ligne 4, est ainsi délimité :

- à Lavérune, la station terminus est située au rond-point à l'entrée de Lavérune et un parking d'échange est prévu à proximité ;
- à Clapiers, la station terminus est située à proximité de la médiathèque Albert Camus, en contre-allée de la route départementale RD65.

*2. Le mode tramway : qualité de service, et maîtrise des coûts*

Le critère majeur pour le choix du mode est la compatibilité des matériels roulants, des infrastructures et des équipements entre les différentes lignes.

Pour la 5<sup>ème</sup> ligne, le choix du tramway fer a été reconduit pour assurer la cohérence et l'interopérabilité des matériels sur l'ensemble du réseau, dont bénéficient tant l'usager que l'exploitant du réseau et l'autorité organisatrice par la maîtrise des coûts de fonctionnement.

En outre, le tramway sur fer apparaît toujours comme le mieux adapté au contexte montpelliérain, compte tenu de sa capacité et de ses performances (vitesse, régularité) au regard de la demande, de son image et de son attractivité, de

son intérêt en matière de limitation de la pollution de l'air et de son faible impact sur l'environnement (mode peu bruyant et non polluant), et enfin pour son respect des espaces traversés et les opportunités qu'il offre en terme de requalification urbaine.

### *3. La définition du tracé, le meilleur compromis entre potentiel de desserte et performance du système de transport*

#### Secteur Lavérune – Paul Fajon

La première antenne du tracé retenu emprunte la route de Lavérune à compter du rond-point situé à l'entrée Est de la Commune de Lavérune. La seconde antenne emprunte la rue des Bouisses et dessert les équipements situés à proximité. Ces deux antennes se rejoignent au niveau du rond-point Paul Fajon.

#### Secteur Paul Fajon – place du 8 Mai 1945

Au rond-point Paul Fajon, la ligne s'insère sur la route de Lavérune, puis bifurque sur l'avenue de Vanières permettant ainsi de desservir les quartiers d'habitations dense par la rue du Pas du Loup (secteurs de Bagatelle / Val de Croze d'une part, et cité Paul Valéry de l'autre), puis le nouveau quartier d'Ovalie. Il dessert au passage le stade Yves du Manoir.

Le tracé se poursuit sur la rue de Bugarel puis traverse l'ancien site militaire de l'EAI conformément à ce qui précède, en desservant ainsi les quartiers Estanove et Figuerolles / Cité Gély. La ligne continue sur l'avenue Lepic, jusqu'à la place du 8 Mai 1945.

#### Secteur place du 8 Mai 1945 – place Albert 1er

A partir de la place du 8 Mai 1945, le tracé emprunte l'avenue Georges Clémenceau jusqu'à la jonction avec la Ligne 3 de tramway, au niveau de la place Saint Denis, empruntée dans un sens, et la rue André Michel dans l'autre sens, et dessert ainsi les secteurs Clémenceau et Gambetta.

Le tracé se poursuit sur les boulevards du Jeu de Paume et Ledru-Rollin, puis les boulevards Vialleton et Henri IV jusqu'à la Place Albert 1<sup>er</sup>, permettant ainsi de boucler l'itinéraire de la Ligne 4 par l'Ouest de l'Ecusson. Il accompagne le projet de revitalisation commerciale du boulevard du Jeu de Paume, et complète la desserte du cœur de ville piétonnier, notamment par la desserte du haut de l'Ecusson, la rue Foch, les palais de Justice, le Jardin du Peyrou et le site classé du Jardin des Plantes.

#### Secteur Albert 1er – Saint Eloi

Le tracé rejoint ensuite les infrastructures de l'actuelle Ligne 1 sur l'avenue Saint-Charles et l'avenue du Professeur Grasset, renforçant ainsi la desserte de nombreux pôles d'habitat, d'emploi et d'enseignements.

#### Secteur Saint Eloi – Hortus

Au niveau de la station Saint-Eloi, la ligne bifurque sur l'Avenue du Docteur Pezet, puis sur la route de Mende à partir de la place de la Voie Domitienne, jusqu'à la rue Arthur Young, permettant de desservir le cœur de Campus Montpellier Sud de France, dont les universités Montpellier 2 et Montpellier 3, ainsi que le CNRS et le Bois de Montmaur.

#### Secteur Hortus – Clapiers

Le tracé continue sur la rue Arthur Young, puis sur l'avenue Agropolis, passant à proximité directe des centres de recherche. Au rond-point Agropolis, le tramway longe la RD65, traverse le rond-point de Girac et se poursuit jusqu'à son terminus à l'entrée Ouest de Clapiers, à proximité de la médiathèque Albert Camus.

### *4. Les principales caractéristiques techniques*

Afin d'assurer la cohérence de l'exploitation et d'affirmer l'unité du réseau, le niveau de service proposé sur la ligne 5 sera complémentaire à celui offert sur les lignes 1, 2, 3 et 4.

25 stations sont prévues tout au long du tracé. 7 stations offrent des correspondances avec les autres lignes de tramway : Saint-Denis avec les Ligne 3 et Ligne 4, Saint-Guilhem et Peyrou avec la Ligne 4, Place Albert 1<sup>er</sup> avec les Ligne 1 et Ligne 4, et Philippides, Boutonnet et Saint Eloi avec la Ligne 1.

La ligne 5 sera ponctuée par 4 parcs-relais et parkings de proximité : Lavérune, Gennevaux, Montferrier-sur-Lez et Girac, situés sur les contournements Ouest et Nord de Montpellier. Ils viendront compléter l'offre de stationnement offerte par les autres lignes de tramway, pour permettre aux automobilistes d'accéder aisément au tramway en leur offrant un confort d'utilisation et un temps de parcours compétitif à l'usage de la voiture particulière pour se rendre dans le centre de l'agglomération.

Le matériel roulant de la ligne 5 aura des caractéristiques compatibles avec celles des lignes 1, 2, 3 et 4 afin de pouvoir faire rouler ces nouvelles rames sur les autres lignes du réseau tramway.

Le dépôt de Jeune Parque et le centre de maintenance des Hirondelles seront agrandis pour accueillir les rames supplémentaires.

### *5. Les aménagements urbains associés et mesures de protection de l'environnement*

De manière générale, l'opération comprend le réaménagement des rues empruntées avec des aménagements urbains ou la réalisation d'espaces publics de qualité. La redistribution de l'espace public bénéficiera en premier lieu aux circulations douces : les cheminements piétons seront largement repris et améliorés et un itinéraire cyclable sera systématiquement aménagé à proximité de la ligne.

Des mesures sont également intégrées dans le projet pour apporter les évolutions nécessaires au plan de circulation et prendre en compte les contraintes hydrauliques, notamment dans le cadre de la lutte contre les inondations.

## **B. Un bilan socio-économique favorable**

### *1. Le potentiel desservi*

Une population nouvelle bénéficiera du tramway et de ses avantages, par la desserte des Communes de Lavérune, Saint-Jean-de-Védas, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et de nombreux quartiers denses de Montpellier (Bagatelle, Ovalie, Cité Paul Valéry, Estanove, Figuerolles, Cœur de Campus, ...).



De plus, la réalisation de la ligne 5 de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 doit accompagner les opérations urbaines Campus, Ovalie et EAI dans des délais cohérents.

Grâce aux rabattements des lignes de bus sur des pôles d'échanges, l'aire d'influence de la ligne s'étend au-delà des communes directement desservies.

Ainsi, ce sont, à l'horizon 2020, 60% des habitants, 64% des emplois et 81% des étudiants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui seront directement desservis (à 500m) par le futur réseau de tramway à 5 lignes, soit un potentiel desservi de 291 270 habitants, 146 880 emplois et 87 810 scolaires. La ligne 5 représente à elle seule un potentiel desservi de 89 500 habitants et 51 600 emplois.

## 2. *La fréquentation prévisionnelle*

La fréquentation moyenne par jour de la 5<sup>ème</sup> ligne est estimée, à l'horizon 2020, à 59 000 voyages et celle de la ligne 4 complète évolue à 36 700 voyages, induisant une fréquentation totale du réseau de transport tramway et bus de 386 000 voyages par jour environ.

La fréquentation moyenne par jour de la ligne 1 est ainsi estimée à 103 800 voyages, celle de la ligne 2 à 56 750 voyages et celle de la ligne 3 à 73 220 voyages.

## 3. *Le coût prévisionnel de l'opération*

POSTE	MONTANT ESTIME (en milliers d'€ H.T.)
Frais d'études, maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre	62 118
Acquisitions foncières et libérations d'emprise	17 950
Déviations de réseaux	35 155
Travaux préparatoires	6 895
Ouvrages d'art	20 694
Plate-forme	9 269
Voie spécifique tramway	37 596
Revêtement du site propre	11 552
Voirie et espaces publics	16 871
Equipements urbains	10 507
Signalisation routière	4 599
Stations	8 320
Energie de traction	21 284
Courants faibles et PCC	13 340
Centre de maintenance	8 800
Matériel roulant	62 150
Opérations induites	2 900
<b>TOTAL (valeur avril 2009)</b>	<b>350 000</b>

## 4. *Une économie générale du projet satisfaisante*

L'évaluation socio-économique a démontré que le taux de rentabilité interne de l'opération Ligne 5 est comparable aux résultats obtenus pour d'autres projets de tramway, et notamment pour les lignes 1, 2 et 3 du tramway de Montpellier.

Il faut souligner en outre que le tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne permettant le bouclage de la ligne 4, en venant compléter le maillage du réseau de tramway, permet un saut qualitatif important.

En conséquence, le potentiel du réseau tramway est considérablement amélioré, et la rentabilité socio-économique du réseau devient très supérieure à celle de chacune des lignes prises individuellement.

## C. **Un bilan environnemental favorable**

### 1. *Un impact favorable sur la qualité de l'air*

Le projet de la ligne 5 de tramway induit des impacts positifs et permanents sur la qualité de l'air.

L'extension du réseau de tramway favorise le report modal de la voiture particulière vers les transports en commun.

Les effets du projet sur la pollution atmosphérique sont donc positifs.

En effet, il réduit la circulation des véhicules à moteurs polluants en centre-ville et dans les zones les plus denses, au bénéfice d'un mode de transport non polluant du point de vue des émissions directes gazeuses.

### 2. *Le respect du milieu naturel et biologique.*

De nombreuses plantations permettront de compenser la réduction de certains espaces plantés ou d'alignements

d'arbres qui seront touchés. Le bilan végétal du projet est positif grâce aux plantations d'arbres et aux surfaces végétalisées supplémentaires (plus de 1 600 arbres nouveaux seront plantés contre un peu moins de 600 abattus et environ 80 arbres seront transplantés).

Le projet prévoit donc environ 1 000 arbres supplémentaires par rapport à la situation initiale.

### 3. *La préservation du cadre de vie et les effets positifs sur la santé des habitants.*

Sur la très grande majorité de la ligne, les niveaux de bruit à terme, seront soit équivalents, soit réduits et les effets des vibrations seront réduits par l'utilisation des types de pose de voie appropriés.

Le tramway est un gage de sécurité : il permet de réduire la circulation automobile, provoque beaucoup moins d'accidents que celle-ci et les aménagements de voirie qu'il permet améliorent la sécurité des personnes et des biens, notamment celle des piétons et des cycles.

Par ailleurs, les effets temporaires des phases travaux seront pris en compte et le projet tramway n'aggraverait en aucun cas les risques hydrauliques.

L'expérience des quatre premières lignes de tramway a permis d'optimiser la conception du projet pour minimiser et prendre en compte dans les meilleures conditions les impacts de l'opération sur l'environnement d'une part, et sur les propriétés riveraines d'autre part.

Enfin, le projet intègre les mesures nécessaires pour supprimer, réduire ou à défaut compenser les nuisances qui seront générées, tant dans la phase travaux que pendant l'exploitation de l'infrastructure. L'étude d'impact a permis de démontrer que les effets négatifs du projet sur l'environnement étaient relativement faibles ; en particulier, l'opération n'a pas d'impact dommageable pour la santé ou la qualité de l'air.

### **D. Prise en compte de l'environnement - Mesures de suivi des impacts en phase travaux et en phase exploitation**

Le projet de tramway de la Ligne 5 de tramway est un projet qui est, par essence, durable et peu impactant pour le milieu humain et environnemental puisqu'il induit du report modal et donc une diminution des émissions de gaz à effet de serre. De plus, cette 5<sup>e</sup> ligne de tramway s'insère dans des milieux urbains et péri-urbains et n'impacte pas les milieux ruraux ou purement naturels.

Cependant, à proximité de secteurs sensibles tels que les cours d'eau, le centre historique ou les bois, deux types d'effets du projet sur ces environnements peuvent être distingués, tels que décrits dans l'étude d'impact.

Les effets temporaires sont induits par la phase travaux et sont limités dans le temps, mais peuvent néanmoins nécessiter la mise en œuvre de mesures adaptées. Ainsi, les impacts en termes de bruit, d'émissions de gaz à effet de serre, de déchets, d'emprises dans les milieux naturels réglementés, notamment le site classé du Bois de Montmaur et la zone Natura 2000 du Lez, d'environnement de chantier ou bien de circulation des modes doux seront assorties de mesures, telles que décrites dans l'étude d'impact. Chacune d'entre elles sera suivie par les entreprises via leurs engagements contractuels, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, grâce à la mise en place d'une mission de coordonnateur environnement tout au long du chantier.

Les effets permanents sont dus à la mise en place même du projet ou à des effets fonctionnels, et peuvent être suivis tout au long de l'exploitation. Pendant cette phase, les effets sont très faibles, et les mesures associées concernent essentiellement le suivi de la qualité de l'air, des niveaux de bruit et vibrations ou bien de la bonne reprise de la végétation dans les secteurs concernés par ce sujet.

Par ailleurs, une démarche de développement durable a été initiée depuis la conception du projet jusqu'à sa réalisation, en prenant en compte la dimension exploitation, et permet d'aller au-delà des contraintes réglementaires, d'inciter et sensibiliser les différents acteurs à la nécessité de prendre en considération l'ensemble de l'environnement de chantier.

En annexe figurent les différentes mesures intégrées dans l'étude d'impact, qui a fait l'objet d'un avis favorable de l'autorité environnementale, ainsi que les modalités de suivi de celles-ci et de leurs effets.

\*\*\*\*\*

Les inconvénients générés par l'opération sont donc mineurs au regard des avantages qu'elle procure.

Il est d'ailleurs à noter que la Commission d'enquête a elle-même souligné dans son rapport un certain nombre de points forts du projet présenté :

- La ligne 5 participera à la densification du maillage du réseau urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permettant au plus grand nombre d'habitants et aux groupes sociaux d'en bénéficier ;
- Le projet s'inscrit bien dans les grandes orientations fixées par les documents de planification du territoire, en particulier du PDU et du SCoT. La ligne 5 augmente les interconnexions possibles du fait de tronçons communs avec les lignes 1, 3 et 4 et permet d'achever le bouclage du cœur de Ville ;
- Le projet, conformément au PDU (axe 2 : accélérer la transition vers de nouvelles mobilités et limiter le réflexe automobile), entrainera une diminution de la circulation automobile avec toutes les conséquences favorables que cela induit ;
- La création de la Ligne 5 et le bouclage de la Ligne 4 de tramway permettront de contribuer à la dynamisation du cœur de Ville ;
- L'intermodalité avec les autres modes de transport et la création de pistes cyclables en continu le long du tracé répondent aux attentes du public ;
- L'objectif d'assurer des dessertes de qualité des grands équipements collectifs est satisfait.

Pour toutes ces raisons, il est proposé au Conseil de Communauté de déclarer l'intérêt général de l'opération de construction du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne permettant le bouclage de la ligne 4, en considérant que :

- les principaux objectifs de l'opération, ses principales données en termes de tracé et de caractéristiques

techniques, ses incidences environnementales et socio-économiques, ainsi que son estimation pour un montant prévisionnel de **350 M€ H.T. (valeur avril 2009)** tels que détaillés ci-dessus, confirment l'intérêt général de l'opération,

- la prise en compte de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale est effective dans le cadre de cette opération,
- le résultat de l'enquête publique est un avis favorable de la part de la Commission d'enquête assorti de recommandations prises en compte par le Conseil de Communauté dans les conditions ci-avant évoquées,
- les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'elle comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'elle présente, comme cela résulte des données présentées ci-dessus.

Il est également proposé de dire que la présente déclaration de projet fera l'objet des mesures de publicité mentionnées à l'article L.126-1 du Code de l'environnement.

### **III - Demande de prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme.**

Après avoir répondu aux avis formulés par la Commission d'enquête et déclaré l'intérêt général de l'opération, il est donc proposé au Conseil de Communauté de solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

En outre, afin d'éviter que ces parcelles expropriées risquent de demeurer au sein de copropriétés, il est nécessaire de demander au Préfet le retrait des emprises expropriées de la propriété initiale, en application de l'article L.11-5-1 du Code de l'Expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Prendre acte des conclusions et des recommandations de la commission d'enquête dans les conditions ci-dessus décrites,
- Approuver le projet modifié au vu de l'enquête publique, dans les conditions ci-dessus décrites,
- Déclarer l'intérêt général de ce projet de réalisation de construction du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCOT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'Expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet,
- S'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi telles que figurant dans l'annexe à la présente délibération,
- Poursuivre les études d'avant projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et pour les biens situés dans des copropriétés, le retrait des emprises expropriées de la propriété initiale en application de l'article L.11-5-1 du Code de l'expropriation",
- Autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 2 (Montpellier : Mme Qvistgaard, M. Saurel)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

### **AFFAIRE N°53 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – EXTENSION DE LA LIGNE 1 À LA GARE TGV - BILAN INTERMÉDIAIRE DE LA CONCERTATION PRÉALABLE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare TGV. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°11301 en date du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé les modalités de concertation au vu de l'avis favorable de la ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012 et confirmé l'installation d'un périmètre d'étude pour l'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare TGV.

« OZ Montpellier Nature Urbaine » correspond à un grand projet de territoire durable où l'économie, la nature et l'humain ne font qu'un. L'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare TGV s'inscrit au cœur de ce projet.

Il est à noter que le projet d'extension de la ligne 1 de tramway pour assurer la desserte de la gare nouvelle et desservir le quartier « OZ Montpellier Nature Urbaine » a fait l'objet d'une procédure de concertation qui lui est

propre. Par souci de cohérence et afin d'assurer au public une information lisible et claire, ces deux projets portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été présentés et discutés de manière concomitante. Situé sur les territoires des villes de Montpellier et Lattes, entre l'A9 actuelle et Boirargues, le futur quartier OZ est à la croisée des développements urbains de Montpellier vers la mer et du corridor des transports languedociens (Gare nouvelle dès 2017, Aéroport, contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier et déplacement de l'A9). Une première phase de concertation sur l'extension de la Ligne 1 de tramway à la gare nouvelle « Montpellier Sud de France » et son quartier a eu lieu du 3 mai au 3 juillet 2013.

### **Le dispositif d'information du Public**

#### **L'exposition Nature urbaine**

Cette exposition, événement majeur du dispositif de concertation, était installée à l'Opéra Comédie de Montpellier. Lieu central de l'agglomération il offre un espace extrêmement accessible pour les citoyens (4 lignes de tramway à moins de 500m). L'exposition a été inaugurée en présence des partenaires et des acteurs socioprofessionnels du projet, le vendredi 3 mai 2013, et est restée ouverte au public jusqu'au 3 juillet 2013 puis prolongée jusqu'au 15 juillet inclus. Une conférence de presse a eu lieu le 3 mai à 11h00, juste avant l'ouverture des portes au public à 11h30.

L'exposition était composée de plusieurs supports de communication complémentaires (panneaux, maquette physique, maquette virtuelle, dossiers, films). Ils avaient pour but de présenter le projet d'aménagement d'ensemble OZ Montpellier Nature urbaine et l'extension de la ligne 1 du tramway. Destinés à susciter l'intérêt du public, ces outils mettaient en scène des visuels d'ambiance accompagnés d'une présentation du projet et de ses chiffres clefs.

Une visite guidée de l'exposition par les responsables opérationnels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la SAAM, organisée le 27 mai 2013 à 11h00, a permis au public de poser des questions concrètes et de se faire expliquer de manière interactive des points incompris des projets. Pendant toute la période de concertation, un accueil du public était organisé du lundi au samedi, de 11h00 à 19h00, et jusqu'à 20h00 les jours de spectacle à l'opéra comédie.

#### **La plaquette d'information**

Gratuite et mise à la disposition du public, elle donnait toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du projet « OZ Montpellier Nature Urbaine ». Destinée au grand public, elle se voulait simple et claire, afin d'exposer efficacement le projet aux citoyens.

Cette plaquette, imprimée en 3 000 exemplaires, a été diffusée :

- aux ateliers de concertation
- lors des réunions publiques
- sur les 2 lieux d'exposition
- Aux différentes étapes de la concertation organisée par RFF sur le projet de gare nouvelle.

#### **Le film de présentation**

Un film a été réalisé qui introduisait le contexte de mise en place du projet urbain OZ Montpellier nature Urbaine, ses enjeux, ses objectifs et ses atouts. Dans ce film, l'urbaniste, Kees Christiaanse, le paysagiste, Guéric Péré présentent la stratégie urbaine et paysagère du projet. Plusieurs interviews de personnalités du monde économique et des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier complètent leur présentation.

#### **Les relations Presse**

Les relations presse ont facilité la mobilisation des citoyens Des bannières internet ont été diffusées sur le site de Midi Libre avec un lien sur le site de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Un supplément présentant spécifiquement le projet OZ dans le magazine La Gazette de Montpellier du 2 au 8 mai a été édité. Plus de 10 articles sur le projet Nature urbaine sont parus dans la presse locale. La majorité des articles ont mis l'accent sur le projet global Nature urbaine et ont encouragé la population à participer à la concertation, notamment à travers l'exposition Nature urbaine.

#### **Campagne d'affichage urbain**

12 affiches ont été mises en place en des lieux stratégiques pendant une durée de 3 fois 15 jours pour inviter la population aux réunions publiques et à découvrir les expositions publiques.

**La présence sur le site de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : <http://www.montpellier-agglo.com/>**

Une rubrique dédiée au projet OZ Montpellier Nature Urbaine a été créée. Elle propose une description synthétique du projet et soumet également les supports d'information disponibles et les dates clés des réunions publiques.

Elle proposait également en téléchargement :

- la plaquette OZ
- une invitation à la réunion publique précisant les temps forts des concertations
- la vidéo de présentation du projet

Par ailleurs, le site permettait de se rediriger vers le site de la conversation citoyenne mis en place par l'agglomération de Montpellier <http://www.monagglo2020.com/>, sur lequel une rubrique spécifique au projet a été créée avec la possibilité de donner son avis.

**La mise à disposition de dossiers présentant le projet et expositions de panneaux d'information du 3 mai au 15 juillet 2013**

A l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier (dans le hall du premier étage), composée de :

- 2 panneaux Oz Montpellier Nature Urbaine, dont extension de la ligne 1 de tramway,

- 1 panneau Nature urbaine,
- 1 registre à disposition du public à l'accueil,
- 1 document de présentation synthétique « OZ un nouveau cadre de vie » précisant la stratégie urbaine et programmatique du projet.

Après le 3 juillet, dans le cadre de la prolongation de la concertation jusqu'au 15 juillet inclus, un dossier complémentaire de présentation technique.

### **Le dispositif de participation du public**

Du 3 mai au 15 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en avant le projet, sur lequel les citoyens ont été invités à s'exprimer.

#### **Des annonces Presse**

Plusieurs annonces presse ont été réalisées pour inviter les citoyens à se rendre sur les sites des expositions ou à participer à la réunion publique du 21 mai notamment dans le midi-libre du dimanche 5 mai 2013.

#### **Des invitations à chaque grand rendez-vous**

- pour visiter l'exposition Nature urbaine : 5 000 cartons d'invitation ont été imprimés et envoyés aux personnes figurant sur le fichier protocolaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- pour assister à la réunion publique : 5 000 cartons d'invitation ont été imprimés et envoyés aux personnes figurant sur le fichier protocolaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- pour participer à l'atelier : Une lettre d'invitation a été adressée par mail aux acteurs professionnels afin de les inciter à participer aux ateliers thématiques du 21 mai 2013 au Corum de 14h à 16h. Une invitation spécifique a été adressée à la chambre d'Agriculture, à la Chambre des Métiers, à la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi qu'au Conseil de Développement.

#### **Une réunion publique de présentation du projet**

Une réunion publique a été organisée le mardi 21 mai 2013 à 17h00 au Corum, pendant 2h30.

Plusieurs questions ont été posées sur la relation entre la gare nouvelle et la gare existante d'Odysseum ainsi que leur connexion aux modes de transport. Des éclaircissements ont été fournis sur ce point notamment par la représentante de RFF.

### **Les cinq objectifs retenus pour ce projet structurant sont :**

#### **Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile**

L'extension de la ligne 1 de tramway s'inscrit à terme dans cet objectif de maillage du réseau, améliorant la coordination des différents modes au niveau des nœuds de ce même réseau. Elle engage une maîtrise importante des trafics automobiles en assurant une desserte directe et cadencée de la gare nouvelle, en relation avec la gare Saint-Roch.

#### **S'intégrer dans une stratégie urbaine globale**

L'armature de réseau de transports publics de l'agglomération de Montpellier a été conçue comme la colonne vertébrale du développement du territoire pour les dix années à venir. L'extension de la ligne 1 de tramway dans le nouveau quartier «Oz Montpellier Nature Urbaine» répond à cet objectif.

#### **Assurer des dessertes de qualité des grands équipements, des établissements d'enseignement et des pôles d'emploi**

L'extension de la ligne 1 de tramway relie la gare nouvelle et le futur quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » aux secteurs très dynamiques en termes d'emplois, de recherche, d'enseignement et de commerces, actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés. Avec le réseau maillé prévu à 5 lignes de tramway en 2017, 60% de la population et 64% des emplois de l'agglomération desservis par le tramway bénéficieront d'un accès direct à la future gare TGV. L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la future gare TGV et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la gare nouvelle comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

#### **Permettre de relier efficacement les deux gares entre elles**

Nombre de voyageurs seront amenés à emprunter les deux gares, notamment dans leurs transferts entre trains régionaux et trains à grande vitesse. Il convient donc de leur assurer les meilleures conditions pour effectuer ce trajet. L'objectif est de concevoir un service de transport suffisamment rapide, régulier, ponctuel, confortable et sécurisé pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet des voyageurs transitant par les deux gares. En outre, l'atteinte de cet objectif doit permettre d'assurer le meilleur accès à la gare nouvelle en transport en commun.

#### **S'intégrer au nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine»**

Les aménagements de ce nouveau quartier et de la ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaines, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres.

Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway doivent non seulement participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (la gare nouvelle, le lycée, le pôle d'affaires, les premiers logements, les commerces, les parcs, etc...), mais aussi entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'actuelle autoroute A9 en direction d'Odysseum, des quartiers de Port Marianne et, plus loin, du centre-ville et des autres quartiers de Montpellier.

### **Bilan intermédiaire**

Cette étape de concertation, auprès de la population, des associations et des instances concernées, a permis de préciser les parties d'aménagement et d'exploitation de l'extension de la ligne 1 et de présenter l'évolution du tracé. Il est maintenant nécessaire de prendre en compte les différents avis et remarques qui ont été exprimés.

A ce stade, il est possible en analysant les remarques des populations concernées et tenant compte de l'avancée des études, d'établir la synthèse suivante.

Le futur quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » accueillera la gare nouvelle de Montpellier dès 2017, dont la liaison avec le centre-ville, la gare Saint-Roch et l'aéroport via les transports urbains est primordiale.

L'extension de la ligne 1 de tramway va ainsi permettre d'ouvrir un service de transport suffisamment rapide, régulier et ponctuel pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet entre les deux gares. Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway vont participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (lycée, pôle d'affaires, logements, commerces, parcs...), et entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'actuelle autoroute A9 en direction d'Odysseum. Ils constitueront l'axe central de ce quartier.

La population qui s'est exprimée a considéré que le projet proposé était un projet utile et indispensable : la liaison entre les deux gares apparaît comme indispensable à la réussite du programme global Oz/gare nouvelle. Selon les citoyens, les transports sont l'une des composantes prioritaires du programme, l'extension de la ligne 1 est donc vitale pour que le projet soit unanimement accepté. Il apparaît en effet la volonté citoyenne de voir les modes de vie actuelle simplifiés, et notamment la mobilité.

Le tracé ne fait pas débat. Le tracé préférentiel de l'extension ligne 1 depuis le terminus du centre commercial Odysseum n'a pas été remis en cause et a, au contraire, recueilli un avis très favorable.

La possibilité de prolonger la ligne 1 est très bien perçue par les citoyens qui souhaitent même qu'elle soit prolongée jusqu'à l'aéroport.

Pour renforcer la desserte de la gare nouvelle, certains suggèrent alors de réfléchir à la création d'un embranchement de la ligne 3 vers la gare TGV, ou encore de connecter les lignes 1 et 3 à Boirargues. Ces propositions pourront être explorées lors des phases ultérieures d'études.

Le tracé préférentiel de l'extension de la ligne 1 depuis le terminus actuel du centre commercial Odysseum est toujours à l'étude, dans le cadre des phases suivantes de la concertation qui se poursuivra jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare TGV sur la Commune de Montpellier, selon le tracé décrit ci-dessus,
- approuver le bilan intermédiaire de la concertation préalable à la réalisation de l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare TGV,
- approuver le projet de l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare TGV,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°54 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°379T0 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

La convention de mandat a fait l'objet de 8 avenants.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM est fixé à 400 M € HT. (valeur février 2000) incluant une rémunération du mandataire de 21,332 M € HT.

Pendant l'année 2012, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **AVANCEMENT DE L'OPERATION**

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

Cette ligne a connu, dès sa mise en service, un vrai succès commercial. Dès septembre 2009, la fréquence de passage a été augmentée avec un tramway toutes les 5 minutes sur le tronçon central aux heures de pointes, et toutes les 10 minutes sur les tronçons d'extrémité en voie unique.

## **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :**

### ***- Acquisitions foncières***

Une solution juridique a été recherchée avec les services de la Préfecture, afin de finaliser les acquisitions foncières sur les terrains de l'ancien garage Peugeot, ex parcelle AR 75 (divisée en AR 144 et 145) à Castelnau Le Lez. Elle permettra de réaliser une phase provisoire de travaux avec une voie de circulation dissociée de la voie tramway au droit de la parcelle AR145. Cette procédure se poursuivra en 2013.

### ***- Travaux réalisés en 2012***

Il a été décidé d'améliorer la signalisation ferroviaire dans la galerie Mistral, afin de pouvoir gérer un service provisoire avec terminus des lignes 1 et 2 à la station Comédie, ce qui n'était pas réalisable. Cette amélioration a été effectuée et mise en service en novembre 2012.

Un complément de signalisation ferroviaire pour le service partiel Sablassou / Jacou a été effectué en juin 2012 et la nouvelle zone de manœuvre mise en service en juillet 2012.

## **POINT FINANCIER**

### ***Enveloppe financière***

Le budget de l'opération, arrêté à 400 M€ HT (valeur février 2000), y compris les travaux complémentaires et hors les opérations connexes, a été confirmé dans le cadre de l'avenant n°8 du Mandat, approuvé par délibération n°8410 en date du 23 juillet 2008.

### ***Dépenses au 31 décembre 2012***

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2012 fait apparaître une dépense totale constatée de **519 751 116 en € courants H.T.** (soit 424 714 537 € H.T. en valeur d'origine février 2000), dont :

- **501 604 427 en € courants H.T.** (soit 407 909 190 € H.T. en valeur d'origine février 2000) de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire, décomposées en :
  - **450 453 357,14 en € courants H.T.** (soit 365 257 298 € H.T. en valeur d'origine février 2000) correspondant à l'opération 2<sup>ème</sup> ligne de tramway,
  - **14 852 792,32 en € courants H.T.** (soit 12 726 777 € H.T. en valeur d'origine février 2000) correspondant aux opérations connexes financées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
  - **7 583 583,75 en € courants H.T.** (soit 5 444 300 € H.T. en valeur d'origine février 2000) correspondant à 3 rames supplémentaires,
  - **25 987 233,52 en € courants H.T.** (soit 22 190 231 € H.T. en valeur d'origine février 2000) correspondant aux opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
  - **593 899,31 en € courants H.T.** (soit 478 642 € H.T. en valeur d'origine février 2000) au titre des opérations connexes financées par le Syndicat Intercommunal Garrigue Campagne (SIGC).
  - **685 661,58 en € courants H.T.** (soit 594 047 € H.T. en valeur d'origine février 2000) au titre des opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez,
  - **1 447 899,17 en € courants H.T.** (soit 1 217 894 € H.T. en valeur d'origine février 2000) au titre des opérations connexes financées par la SNCF.
- **18 146 689 en € courants H.T.** (soit 16 805 347 € H.T. en valeur d'origine février 2000) de rémunération du mandataire.

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan financier prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°55 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement TaM - TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

L'avenant n°1 au mandat, approuvé par délibération n°6289 du Conseil de Communauté du 21 décembre 2004, a transféré à TaM la totalité du marché.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat a été initialement fixé à 480 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004), comprenant l'ensemble des dépenses y compris la rémunération du mandataire pour un montant de 14 312 890,96 euros H.T. (valeur juin 2004).

Ce montant d'opération a été ramené à 450 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004) lors de l'approbation de l'avant-projet par le Conseil de Communauté du 19 décembre 2007.

Pendant l'année 2012, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **AVANCEMENT DE L'OPERATION**

L'événement majeur de l'année 2012 est l'inauguration le 6 avril suivie de la mise en service commerciale le 7 avril 2012 de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de la première phase de la ligne 4 dite « la Circulade ».

Cette mise en service a fait l'objet d'un arrêté provisoire, obtenu le 4 avril 2012, et rendu définitif par arrêté préfectoral du 21 décembre 2012.

A la mise en service, 16 rames fournies par Alstom étaient opérationnelles. Fin août 2012, le parc complet de 26 rames était disponible, permettant la mise en service à pleine fréquence de la ligne 3 (6 minutes en heure de pointe) pour la rentrée de septembre.

D'autre part, le Conseil d'Agglomération du 28 juin 2012 a décidé la réalisation d'un parking en ouvrage de 1 200 places, extensible à 1 600 places, sur le parking tramway de Mosson, en correspondance avec les lignes 3 et 1 du tramway.

### **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE**

#### ***- Archéologie préventive***

En matière archéologique, l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique a été signé le 19 mars 2008. A l'issue de ce diagnostic, seul le secteur Saint Denis / Saunerie / Observatoire a fait l'objet d'une prescription de fouille préventive par arrêté n° 09/99-7678 du 10 avril 2009.

Les fouilles ont été réalisées du 15 avril au 30 août 2010 sur l'ensemble de ce secteur. Elles ont mis en lumière l'occupation urbaine de la zone, et notamment une chaussée empierrée sous la rue du Faubourg de la Saunerie.

L'étude scientifique suite à cette opération de fouille a été poursuivie en 2012 par le prestataire OXFORD Archéologie. Le rapport scientifique a été transmis au maître d'ouvrage par courrier de Monsieur le Préfet le 13 janvier 2013.

#### ***- Sécurité du Système de Transport***

Le dossier de sécurité, instruit avec les EOQA (Expert ou Organisme Qualifié Agréé) a été remis officiellement aux services de l'Etat le 28 janvier 2012. Après établissement des avis définitifs des EOQA et instruction des services de l'Etat concernés (DDTM et STRMTG), l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2012-04-02084 d'autorisation de mise en service commercial a été reçu le 4 avril 2012 permettant la mise en service le 7 avril 2012.

A la suite de la production de l'ensemble des pièces demandées, le Préfet a délivré l'arrêté définitif de mise en service n°DDTM34-2012-12-02979 en date du 21 décembre 2012.

Cet arrêté approuve également le Règlement de Sécurité d'Exploitation (RSE) relatif à l'ensemble du réseau tramway.

#### ***- Marchés passés en 2012***

Les marchés passés en 2012 concernaient principalement des opérations de finitions, avec notamment :

- Un marché à bons de commande d'interventions sur voirie,
- Un marché spécifique pour le réaménagement de la station Comédie,
- Un marché spécifique pour le démontage du quai ligne 2 rue Jules Ferry,
- Un marché complémentaire pour les prestations d'optimisation du système de signalisation ferroviaire.

Par ailleurs, la préparation du solde de certains marchés en cours d'exécution nécessite le traitement de réclamations d'entreprises, par voie amiable, en vue de protocoles transactionnels soumis à l'approbation du Conseil d'Agglomération. Les négociations correspondantes ont été engagées en 2012.

#### ***- Matériel Roulant***

La consultation du matériel roulant initiée en février 2008, a débouché sur la conclusion du marché de fourniture passé avec ALSTOM Transport et la notification de la tranche ferme de fourniture de 23 rames CITADIS 402 le 10 juin 2009.

Suite à la livraison de la première rame complète à Montpellier en juin 2011 et à sa présentation à la presse avec son design définitif en juillet 2011, en présence de M. Christian Lacroix, la fabrication et la livraison des rames se sont ensuite enchaînées pour aboutir à 7 rames livrées fin 2011 à Montpellier, et 16 rames disponibles sur la ligne 3 pour sa mise en service. La dernière rame a été livrée le 26 juillet 2012 et mise en service le 21 août sur le réseau. La totalité du parc était ainsi en service pour la rentrée 2012.

La première rame de la ligne 4, entièrement décorée avec son design spécifique, a été présentée à la presse le 21 décembre 2011, et l'ensemble des 10 rames était aux couleurs de la ligne 4 pour la mise en service du 7 avril 2012.

#### ***- Commission d'Indemnisation à l'Amiable***

La Commission d'Indemnisation à l'Amiable, constituée par délibération du Conseil d'Agglomération n°8518 en date du 27 novembre 2008, a tenu sa première réunion le 26 octobre 2009 au cours de laquelle la recevabilité des premiers dossiers a été examinée.



Fin 2012, 236 demandes de professionnels riverains ont été réceptionnées et traitées par la Commission. 146 dossiers ont été jugés recevables et 77 commerçants ont bénéficié d'une indemnisation provisionnelle en cours de chantier et/ou définitive à l'issue des travaux.

#### **- Modifications intervenues pendant l'année 2012**

Un avenant n°4 au mandat a été mis au point pour la réalisation du parking en ouvrage de la Mosson, d'une capacité de 1 200 véhicules extensible à 1 600 véhicules, à l'emplacement du parking tramway réalisé lors de la ligne 3. Il comprend également un programme de locaux d'exploitation et commerciaux, y compris pour une mise à disposition à des commerces privés pour animer ce lieu d'échanges autour de tramway.

La mise en service de ce parking en ouvrage est prévue à l'été 2015. L'enveloppe financière prévisionnelle de l'ouvrage est de 10,6 M€ HT (valeur avril 2004). L'enveloppe globale de l'opération reste toutefois inchangée à 458 150 000 € H.T. (valeur avril 2004), comprenant 450 000 000 € H.T. pour l'opération tramway et 8 150 000 € pour les opérations connexes faisant l'objet de financement externes.

La rémunération du mandataire évolue en conséquence de +309 000 € H.T., portant la rémunération totale à 16 009 828,55 € (valeur avril 2004).

Cet avenant, adopté par délibération n°10980 au Conseil d'Agglomération du 28 juin 2012, a été signé le 9 juillet 2012.

#### **CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

Suite à l'achèvement des travaux et équipements et à la réception contractuelle réalisée sur la quasi totalité des marchés en 2012, il reste à finaliser les levées de réserves et l'établissement des soldes des marchés, avec le cas échéant le traitement des réclamations d'entreprises. Cette activité, largement entamée, doit s'achever dans le courant de l'année 2013, à l'exception éventuelle des marchés de finitions, du marché complémentaire de signalisation ferroviaire et de l'avenant au marché SAE, qui devraient être soldés fin 2013.

Les travaux d'aménagement complémentaires engagés début 2013 doivent être achevés au début de l'été 2013.

La mise au point finale du SAE (Système d'Aide à l'Exploitation) permettra de réaliser la phase de Vérification de Service Régulier (VSR) jusqu'en septembre 2013. Le SAE sera alors totalement opérationnel.

Les compléments de signalisation ferroviaire et la fiabilisation des équipements doit être achevée au 1<sup>er</sup> semestre 2013, avec notamment le traitement complémentaire des zones de manœuvre de Mosson et Boirargues.

Un complément d'installation électrique doit être réalisé au CEMH pour disposer d'une puissance de traction supplémentaire sur le remisage, de sorte à pouvoir préparer plus de rames en période hivernale. Cette intervention doit être réalisée au plus tard en octobre / novembre 2013.

La phase de maintenance des espaces verts à la charge des entreprises titulaires des marchés de plantations est engagée depuis la réception et pour une durée de 2 ans, de sorte à garantir la pérennité des végétaux plantés.

Concernant le parking Mosson en ouvrage, suite à la désignation du groupement de maîtrise d'œuvre en charge de cette construction, les études ont été engagées dès le deuxième trimestre 2013 et l'avant projet doit être établi pour septembre 2013, afin de lancer la consultation des entreprises au dernier trimestre 2013. Le démarrage des travaux est prévu en mai 2014, pour un achèvement programmé à l'été 2015.

#### **BILAN FINANCIER**

Le coût prévisionnel de l'opération reste fixé à **450 M € H.T.** (valeur avril 2004).

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2012 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **469 033 561 € courants H.T.** (soit 372 915 454 € H.T. en valeur d'origine avril 2004).

A ceci s'ajoute le versement de la rémunération du mandataire pour un montant de **15 820 842 € courants H.T.** (soit 14 401 432 € H.T. en valeur d'origine avril 2004).

L'ensemble de ces dépenses s'élève à **484 854 403 € courants H.T.** (soit 374 355 596 € H.T. en valeur d'origine avril 2004).

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°56 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°2232 TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway,

Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs de l'opération et les modalités de la concertation préalable à conduire conformément à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°10816 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation et le tracé préférentiel entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan de la concertation et le programme définitif de l'opération entre Lavérune et Prades le Lez et le projet à soumettre à l'enquête publique entre Lavérune et Clapiers.

Pendant l'année 2012, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **AVANCEMENT DE L'OPERATION :**

Les études et la concertation menées en 2012 ont permis de finaliser le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique entre Lavérune et Clapiers. A l'issue de l'enquête publique, la validation de l'avant-projet permettra le démarrage de la phase projet afin de lancer les premières consultations d'entreprises au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

### **PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :**

#### ***Concertation préalable et enquête publique***

L'année 2012 a été consacrée à la poursuite des études et de la concertation avec la population et les communes concernées. Le bilan de la concertation approuvé par le Conseil de Communauté du 30 octobre 2012 a permis de finaliser les dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de mise en compatibilité des PLU entre Lavérune et Clapiers.

Le Préfet a été saisi le 20 novembre 2012 pour organiser l'ouverture de l'enquête publique préalable et pour recueillir l'avis de l'Autorité Environnementale sur le projet et des autres services de l'Etat devant émettre un avis.

Le tronçon de projet entre le giratoire de Girac et la commune de Prades le Lez, pour lequel des études complémentaires sont apparues nécessaires, fera l'objet d'un prochain projet puis du lancement d'une nouvelle enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

#### ***Administratif, procédures et autorisations***

Pour le projet de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, nécessitant des acquisitions foncières dans le périmètre du site classé du Bois de Montmaur, une autorisation auprès de l'Etat, par l'intermédiaire de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, a été sollicitée donnant lieu à un avis favorable du Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie le 31 janvier 2013.

#### ***Passation des premiers marchés de l'opération***

Au cours de l'année 2012, des marchés de premier rang ont été attribués permettant d'établir les premiers diagnostics techniques pour l'élaboration du dossier d'avant-projet, notamment les marchés de reconnaissances et de constitution des données de référence (topographie, géotechnique, diagnostic état initial) ainsi que les marchés de service accompagnant l'opération (armoire à plans électronique, conseil juridique, expertises OQA et SPS...).

#### ***Etudes – Maitrise d'œuvre***

Par délibération n°10367 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°8.131 avec le groupement EGIS Rail / Agence Garcia Diaz / Atelier Villes et Paysage / INGEROP pour un montant total de 17 285 344 € HT.

Durant l'année 2012, les études préliminaires ont été menées à terme et les études d'avant-projet ont été engagées.

Sur la base des études d'avant-projet, le maître d'œuvre établira une estimation plus précise du projet sur lequel il s'engagera conformément à son marché.

### **CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

Suite à l'enquête publique préalable à la DUP qui a eu lieu du 10 avril au 13 mai 2013, le Préfet statuera sur l'utilité publique au cours du mois de septembre. Les études techniques se poursuivront et permettront de proposer à la validation du Conseil d'Agglomération un avant projet technique en septembre 2013. Il en découlera un nouveau montant d'opération et les études de niveau projet seront lancées.

Ces études permettront d'élaborer les dossiers loi sur l'eau nécessaires à l'opération et de définir avec précision les emprises foncières, les éléments à intégrer aux permis d'aménager et une proposition d'allotissement de l'opération et de planification du lancement des consultations.

L'extension des dépôts existants ayant été retenue comme la solution la plus économique pour intégrer la ligne 5 au réseau, la réflexion se poursuivra pour définir le programme d'extension avec comme objectif d'établir un cahier des charges à confier à un maître d'œuvre à l'été 2013.

En vue des futurs chantiers de la ligne 5, une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA) des commerçants riverains de l'opération sera constituée, en septembre 2013, afin d'être opérationnelle dès 2014.

### **BILAN FINANCIER**

Le coût prévisionnel de l'opération a été ajusté à l'issue des études préliminaires et de la concertation préalable à

350 millions d'euros (valeur mars 2009). Il sera arrêté à l'issue des études d'avant-projet.

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2012 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **4 794 102 en € courants H.T.**(soit 4 366 232 € H.T. en valeur d'origine mars 2009) dont :

- **3 533 208 en € courants H.T.**(soit 3 135 565 € H.T. en valeur d'origine mars 2009) de dépenses réalisées sur l'opération,
- **1 260 894 en € courants H.T.**(soit 1 203 668 € H.T. en valeur d'origine mars 2009) de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire, au 31 décembre 2012,
- approuver le bilan financier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°57 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°3.311 DE FOURNITURE DU MATÉRIEL ROULANT ET DE PRESTATIONS ASSOCIÉES DE MAINTENANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8909 du 26 mai 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.311 pour la fourniture du matériel roulant destiné à la troisième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et des prestations associées de maintenance avec l'entreprise ALSTOM TRANSPORT de Saint-Ouen (93), pour un montant total de 117 439 455 euros H.T.

Il s'agit d'un marché fractionné à tranches conditionnelles en application des dispositions de l'article 72 du Code des marchés publics.

La tranche ferme comprend les études de conception d'un tramway à plancher bas intégral d'environ 300 places, la fourniture de 23 rames de tramway d'environ 40m de long ainsi que les garanties générales et particulières associées au matériel roulant.

La tranche conditionnelle n°1 comprend la fourniture de 3 rames en enchaînement de fabrication avec la tranche ferme.

La tranche conditionnelle n°2 comprend la fourniture de 9 rames sans enchaînement de fabrication avec les tranches ferme et conditionnelle n°1.

La tranche conditionnelle n°3 comprend la maintenance totale des 23 rames (entretien) de la tranche ferme.

Par délibération n°9918 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 portant le montant total du marché à 117 656 785 euros H.T.

Par délibération n°10706 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°2 portant le montant total du marché à 117 465 350 euros H.T.

Un projet d'avenant n°3 est aujourd'hui nécessaire. Il a pour objet :

- La prise en compte de nouveaux indices de références pour la formule de révision des prix.
- L'affermissement partiel de la tranche conditionnelle n°2, nécessité par le besoin de quatre rames supplémentaires lié à l'exploitation du réseau à 4 lignes de tramway pour un montant de 11 740 860 € HT. En effet, un an après la mise en service commercial des lignes 3 et 4, il s'avère nécessaire de doter le parc de 4 rames supplémentaires afin de pouvoir affecter notamment des réserves dédiées suffisantes pour chacune des lignes.
- Les évolutions techniques du marché et incidences financières, dont le design des rames, pour un montant de 169 500 € H.T. Les 4 rames supplémentaires devant être adaptées au design de la ligne 2, de la ligne 3 et à un design « multiligne » pour 2 rames.
- La commande de pièces de rechange supplémentaires pour un montant de 183 873,71 € H.T. Les pièces de rechange ont été initialement commandées pour les 23 rames de la tranche ferme. Suite aux avenants n°1 et n°2 et à la commande de 3 rames supplémentaires, les pièces de rechange n'ont pas fait l'objet d'augmentation. Par le présent avenant le parc s'agrandit à nouveau de 4 rames soit une augmentation de 7 rames au total ce qui nécessite une série de pièces de rechange complémentaires afin d'assurer la maintenabilité et une bonne exploitation du réseau.

Le montant de l'avenant n°3 s'élève ainsi à 12 094 233,71 € H.T. intégré dans le montant global du marché toutes tranches confondues, la tranche conditionnelle n°2 étant partiellement affermie et la tranche conditionnelle n°3 n'étant pas affermie.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 9 juillet 2013 a donné un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°3 au marché.

Le montant total de l'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au marché n°3.311 de fourniture du matériel roulant et de prestations associées de maintenance,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°3 avec l'entreprise ALSTOM TRANSPORT de Saint-Ouen (93),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer ledit avenant et tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°58 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°1 ET PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ N°3.422 DES INFRASTRUCTURES DU SECTEUR B - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8931 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3.422 portant sur les travaux relatifs aux infrastructures du secteur B avec le groupement d'entreprises Valérian/SPIE/Batignole/SCAM/Demathieu et Bard/Le Foll, mandataire VALERIAN de Sorgues (84), pour un montant de 27 182 449,41 € H.T.

Ce marché porte sur les travaux d'infrastructures du secteur B et comprend les prestations suivantes :

- déviation des réseaux humides,
- réalisation de la plateforme tramway,
- voirie et revêtements,
- aménagements urbains.

Il s'agit d'un marché négocié d'une durée de 30 mois.

Il est composé d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

La tranche ferme, outre les travaux énoncés ci-dessus, comprend la réalisation d'un talus en lieu et place du mur de soutènement le long du pôle Mosson (limite des secteurs A et B).

La Tranche Conditionnelle concerne la réalisation des travaux complémentaires permettant la liaison Mosson – Juvignac le long du pôle Mosson.

Par protocole signé le 11 août 2009, l'entreprise LE FOLL s'est retirée du groupement et ses obligations ont été transférées à l'entreprise VALERIAN.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de prendre en compte des prestations supplémentaires et des modifications de programme sur le marché ainsi que les mesures d'économie réalisées et leurs incidences financières.

Les travaux supplémentaires, les modifications de programme et les mesures d'économies ont fait l'objet de décisions de poursuivre, portant le montant total du marché à 30 965 685,79 € H.T.

Le projet d'avenant prend également en compte, dans le cadre de l'établissement du Décompte Général et Définitif des travaux et après vérification, des quantités supplémentaires exécutées pour un montant de 349 997,82 € H.T.

Le montant de l'avenant s'élève ainsi à 4 133 234,20 € H.T. portant le montant total du marché à 31 315 683,61 € H.T. et représentant une augmentation d'environ 15,2% de son montant initial.

Cet avenant ne remet pas en cause l'économie générale du marché.

D'autre part, l'article 10 « Garantie » du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est complété par un paragraphe 10.5 « Garantie des dommages aux tiers après réception » précisant que la réception sans réserve des travaux ne fait pas obstacle à l'appel à la garantie du constructeur que ce dernier consent expressément pendant une durée de 10 ans à compter de la réception.

Par ailleurs, le groupement d'entreprises a fait part au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage au travers de plusieurs courriers d'une réclamation d'un montant de 13 292 669,44 € H.T. faisant état d'un préjudice lié à plusieurs items qu'il juge ne pas lui être imputables et dont il sollicite réparation.

Les parties se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable et se sont accordées sur le versement d'une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 2 945 586 € exonéré de TVA

(valeur actuelle) portant notamment sur 5 items pouvant être regroupés en 3 parties :

- Partie « Infrastructures » pour un montant de 2 790 589 €

Sont inclus notamment dans cette partie les retards au démarrage des travaux en raison des difficultés de libérations foncières et des marchés anticipés ou en co-activités pour un montant de 790 154 €. Est inclus également l'incidence sur l'organisation de l'entreprise et ses rendements de la notification de nouveaux jalons de mise à disposition de la plateforme au marché de voie ferrée en raison du nouveau planning général de l'opération, pour un montant de 1 184 296 €.

- Partie « Réseaux humides » pour un montant de 149 710 € dû à la libération tardive des emprises, aux écarts par rapport aux éléments fournis (incompatibilité avec l'existant) et aux interventions extérieures à caractère imprévisible.

- Partie « Pierres » pour un montant de 5 287 € dû à la fourniture et mise en œuvre de dalles podotactiles en pierre sur les quais bus de certaines stations.

En contrepartie, le groupement d'entreprises Valérian / SPIE / Batignole / SCAM / Demathieu et Bard renonce à toute nouvelle réclamation ou action en relation avec le marché précité.

Le montant total de l'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway reste inférieur au coût d'objectif.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 9 juillet 2013 a donné un avis favorable à cet avenant ainsi qu'au protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 et le protocole transactionnel au marché n°3.422 des infrastructures du secteur B dans le cadre de l'opération tramway troisième ligne, extension ouest de la première ligne et ligne 4 " la Circulade ",
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer l'avenant n°1 et le protocole transactionnel d'indemnisation,

- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°59 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - IMPLANTATION DE L'OUVRAGE SUR LES DOMAINES COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX - PROTOCOLES AVEC LES COMMUNES DE LAVÉRUNE, SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, MONTPELLIER, MONTFERRIER-SUR-LEZ, CLAPIERS ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011 le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le Conseil de Communauté vient de déclarer l'intérêt général de la réalisation de l'opération de construction du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4, suite à l'enquête d'utilité publique.

La réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway vise à améliorer les conditions de déplacements sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'opération crée un équipement structurant pour le service public des transports en commun, tout en permettant une meilleure maîtrise des flux des véhicules particuliers et la réalisation d'aménagements pour les deux roues et les piétons.

Cette opération est réalisée sur le territoire des Communes de Lavérune, Saint-Jean-de-Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez et Clapiers, et nécessite une modification de l'implantation de certains ouvrages et réseaux occupant les domaines publics communaux et le domaine public départemental.

Les protocoles proposés ont pour objet :

- d'autoriser l'implantation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway sur les domaines publics communaux et le domaine public départemental, sans redevance et pour toute la durée de son exploitation, dans des conditions qui seront précisées par des conventions d'occupation des domaines publics communaux et du domaine public départemental qui seront conclues ultérieurement,

- d'autoriser les travaux et les réaménagements nécessaires de ces domaines publics permettant de restituer les fonctionnalités existantes, le cas échéant adaptées pour les besoins du tramway en accord avec les communes ou le Département,

- d'affirmer le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour réaliser,

avec TaM en tant que mandataire, les travaux rendus nécessaires par le projet (et notamment les déviations de réseaux) sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public,

- de définir le principe de restitution aux communes et au Département dès que l'avancement de la réalisation du projet le permet d'une part, des ouvrages non directement nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, et d'autre part, des emprises foncières affectées aux domaines publics.

Pour l'exécution de ces protocoles, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est représentée par son mandataire TaM, conformément à la convention de mandat en date du 15 février 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de protocoles avec les Communes de Lavérune, Saint-Jean-de-Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et le Département de l'Hérault pour l'implantation de l'ouvrage de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway sur les domaines publics communaux et départementaux,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces protocoles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°60 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - MARCHÉ N°3373TV13 D'ACQUISITION D'AUTOBUS STANDARD - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre une politique en matière de déplacements et de transports publics qui articule étroitement le développement de l'offre de transport avec le développement urbain. Face à l'augmentation de la population et des besoins de mobilité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier répond aux attentes de la population par le développement d'une offre de transports publics pertinente, respectueuse de l'environnement, économisant le temps et l'espace et présentant ainsi une véritable alternative à la voiture particulière.

L'offre de transports sur le territoire de Montpellier Agglomération se compose actuellement de 4 lignes de tramway, (et une 5<sup>ème</sup> ligne en projet), de 32 lignes de bus desservant toutes les communes de l'Agglomération et en connexion directe avec le tramway.

Le contrat de la Délégation de Service Public 2010-2017 pour l'exploitation des transports publics urbains, prévoit le renouvellement des bus urbains par l'Agglomération.

Le marché actuel relatif à l'acquisition d'autobus standards GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) arrive à échéance le 28/11/13.

La poursuite de l'exécution de ces prestations nécessite de lancer une procédure pour l'attribution d'un nouveau marché pour une durée de quatre ans. Il est proposé que ce marché soit passé sous la forme d'un marché à bons de commande avec un minimum de 18 bus et un maximum de 46 bus, conformément au contrat de délégation de service public. Le montant du marché est évalué entre 5 040 000 € H.T. (minimum) et 12 880 000 € H.T. (maximum).

L'ensemble du parc des autobus fonctionne actuellement au Gaz Naturel pour Véhicules. Il convient donc de poursuivre le choix de cette motorisation en faveur du développement durable. Par ailleurs, les véhicules seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractable et de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs (écrans, bandeau lumineux et haut-parleurs intégrés).

Ce marché sera attribué au terme d'une procédure négociée avec mise en concurrence préalable conformément aux articles 144, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'une procédure négociée avec mise en concurrence pour l'attribution d'autobus standards,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2014 et suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer le marché n°3373TV13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°61 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2013-2018 - 2ÈME ARRÊT DU PROJET APRÈS AVIS DES COMMUNES**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11533 en date du 23 mai 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat couvrant la période 2013-2018. Ce projet de PLH ainsi arrêté a été transmis aux 31 Communes de l'Agglomération de Montpellier pour qu'elles émettent un avis dans un délai de deux mois tel que prévu à l'article R.302-9 du code de la construction et de l'habitation.

Cette consultation formelle des communes s'est tenue du 24 mai, date de la réception en mairie du projet arrêté, au 24 juillet 2013. Durant cette période les conseils municipaux ont pu délibérer notamment sur les moyens, relevant de leurs compétences respectives, à mettre en place dans le cadre du PLH. A défaut de réponse dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

Conformément à l'article R.302-10 du code de la construction et de l'habitation, le Conseil de Communauté est appelé à délibérer à nouveau, au vu des avis exprimés, sur le projet de PLH.

La lecture des délibérations prises par les conseils municipaux dans le délai prévu permet de comptabiliser 25 avis favorables sur le projet de PLH 2013-2018, dont 5 tacites. Ces avis s'accompagnent, pour la grande majorité des Communes, de la volonté exprimée de mobiliser aux cotés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les moyens d'action nécessaires à la mise en œuvre du PLH.

La Commune de Castelnau le Lez souligne le travail partenarial réalisé en précisant qu'elle a pleinement participé aux études préparatoires et à la définition des potentialités de création de logements.

La Ville de Montpellier indique qu'elle poursuivra sa production d'une offre de logements diversifiée, équilibrée géographiquement sur l'ensemble de son territoire et s'assurera de sa mise en cohérence avec les projets développés en périphérie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Commune de Castries attire l'attention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la nécessité d'améliorer la desserte en transports collectifs de la ville.

La Commune de Pignan s'est exprimée favorablement, notamment sur la part de logement locatif social à réaliser, mais émet des réserves sur l'objectif annuel global de réalisation de logements sur son territoire (115).

Tout en formulant un avis favorable, Villeneuve-lès-Maguelone demande à pouvoir disposer de 2 années supplémentaires, jusqu'en 2020, pour mettre en œuvre les objectifs de production fixés.

6 avis défavorables sont dénombrés, dont ceux des Communes de Lattes et de Saint Georges d'Orques qui, tout en invoquant l'incapacité pour leur Commune d'absorber le rythme de la production de logements envisagé, reconnaissent à la Communauté d'Agglomération de Montpellier la volonté de prendre en compte les contraintes spécifiques de chaque territoire, en respectant les obligations législatives. Saint-Jean-de-Védas, s'étant exprimé défavorablement, rappelle toutefois l'attachement de la Commune à rattraper son retard en matière de logements sociaux et considère accessible et nécessaire l'objectif de construction de logements sociaux fixé dans le PLH. Les Communes de Saint-Drézéry et de Murviel lès Montpellier auraient souhaité pouvoir bénéficier de modulations, en particulier concernant le taux de logement locatif social à réaliser. La Commune de Prades le Lez estime que le PLH aurait gagné à présenter des dispositifs d'accompagnement et d'aides financières au portage des projets de logements en dehors des sites dits stratégiques, notamment s'agissant du soutien financier au dispositif de Prêt Social de Location Accession.

Les objectifs de production de logements et la part minimum de logement locatif social familial à réaliser ont été fixés pour chacune des Communes, après plusieurs réunions de concertation, en prenant en compte deux objectifs majeurs du projet de PLH 2013-2018, à savoir :

- la poursuite de l'effort de construction neuve et son rééquilibrage territorial sur l'Agglomération,
- le développement du parc locatif social eu égard aux besoins constatés et aux nouvelles obligations de production issues de la loi du 18 janvier 2013.

Le projet de PLH reprend ainsi les objectifs triennaux de logements locatifs sociaux définis à l'article 15 de la loi dite « Duflot » pour les années 2014-2016 et 2017-2019. Les objectifs globaux de production ont été proposés aux communes de telle sorte que le logement social ne représente pas plus de 30 % du total à réaliser, dans un souci évident de mixité et d'opérationnalité.

Le dispositif d'accompagnement au portage foncier des projets de logements en dehors des sites stratégiques est décrit dans le plan d'actions du projet de PLH, qui invite les Communes à développer des conventions de réserves foncières avec l'Etablissement Public Foncier. Le soutien financier à l'accession abordable (PSLA, accession en zone ANRU), consistant essentiellement en une réduction substantielle du taux de TVA appliqué aux opérations concernées, est également mentionné dans le plan d'action. On rappellera en outre qu'une charte d'application à intervenir avec les professionnels de la construction, en préparation telle qu'annoncée dans le PLH, comportera des mesures plus précises en faveur du logement locatif social et de l'accession abordable (référentiel de prix foncier notamment).

Deux observations, formulées par deux Communes dans le cadre de leur délibération, conduisent à une modification du projet de PLH :

- le conseil municipal de Grabels souhaite que le gisement mobilisable situé dans le quartier Croix de Guillery-Perdreux soit retiré de la carte localisant les opérations de logements programmées au cours de la période 2013-2018

- le conseil municipal de Prades le Lez souhaite qu'une opération de résidence sénior, dont la capacité de production de logements reste à définir, soit ajoutée à la liste des projets de la Commune (voir nouvelles cartes en annexe).
- Indépendamment des demandes des Communes, des correctifs sont apportés sur les points suivants du volet territorial :
- le zonage du PLU de Prades le Lez, approuvé en août 2012, est mis à jour en page 112.
  - les informations relatives au projet dit « Rue de la Plaine » et à l'état d'avancement du PLU de Grabels sont complétés en page 49.
  - « La RD 113 » mentionnée dans les préconisations pour la Commune de Saint-Brès en page 124, est remplacée par « l'avenue de Nîmes ».
  - l'assiette de l'opération de logements prévue ZAC Via Domitia au Crès est délimitée plus précisément en page 75 (voir nouvelle carte en annexe).

Les modifications ainsi apportées n'altèrent en rien ni l'économie générale du projet ni les perspectives d'atteinte des objectifs de production inscrits au projet de PLH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'avis des Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le projet de Programme Local de l'Habitat 2013-2018,
- approuver les 2 demandes de modifications et les rectifications susvisées,
- arrêter à nouveau le projet de Programme Local de l'Habitat 2013-2018 au vu des demandes de modifications et des rectifications susvisées,
- autoriser Monsieur le Président à transmettre le projet de PLH 2013-2018 à Monsieur le Préfet qui formulera, après consultation du Comité régional de l'habitat, d'éventuelles observations. Celles-ci seront présentées en Conseil d'Agglomération dans la perspective de l'adoption définitive du Programme Local de l'Habitat 2013-2018 à l'automne 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (Montpellier : M. Saurel)

Abstention : 8 (Baillargues : M. Meissonnier ; Pignan : M. Gervais ; Lattes : Mme Bueno, MM Andreu, Jouve, Meunier, E. Pastor ; Saint-Drézery : Mme Galabrun-Boulbes)

Contre : 1 (Murviel les Montpellier : Mme Berger)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°62 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – INTERVENTIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - GARANTIES D'EMPRUNT - RÈGLEMENT INTÉRIEUR - APPROBATION**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11533 de son conseil du 23 mai 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a arrêté le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 prévoyant la poursuite de l'effort de construction neuve engagée à hauteur de 5 000 logements par an, dont 60% de logements maîtrisés. La diversification de l'offre de logements portée par le PLH se traduit notamment par un objectif minimum annuel de 1 250 logements locatifs sociaux financés, auxquels s'ajoutent 500 logements sociaux dédiés aux étudiants et personnes âgées et 1 000 logements en accession abordable, au moyen notamment d'un financement en Prêt Social de Location-Accession (PSLA).

La garantie des emprunts accordée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux participe à l'atteinte de ces objectifs, dans la mesure où elle dispense les opérateurs de recourir à d'autres formules onéreuses. En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi garanti les emprunts relatifs à la réalisation d'environ 1 530 logements, pour un montant global s'élevant à près de 100 millions d'euros.

Les modalités de son intervention sont aujourd'hui amenées à évoluer afin d'accompagner la mise en œuvre du nouveau PLH. Dans une logique de complémentarité, elles doivent aussi tenir compte de la contribution du Département qui intervient en faveur des opérations de logements sociaux réalisées sur l'ensemble de son territoire. Il est proposé d'inscrire les critères et conditions de garantie des emprunts par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans un règlement intérieur, qui constituera un support de référence pour les opérateurs et leurs partenaires, ainsi que pour les services de la Communauté d'Agglomération en charge de l'instruction des demandes.

Le champ d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est défini dans ce cadre comme recouvrant les opérations de construction neuve, d'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) et d'amélioration de logements sociaux. Sont concernées les différentes catégories de logements que le nouveau PLH entend promouvoir : logements locatifs sociaux familiaux et étudiants, logements en accession abordable financés en PSLA, structures collectives d'hébergements et de logements d'insertion, Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et logements-foyers pour personnes handicapées.



La Communauté d'Agglomération de Montpellier garantira les prêts adossés à la ressource du livret A et consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations ou tout autre établissement bancaire habilité, au profit des bailleurs sociaux, des associations œuvrant dans le domaine de l'habitat et des Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) lorsqu'elles réalisent des opérations de location-accession.

La part du prêt garantie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une opération donnée variera selon l'opérateur et la destination des logements réalisés, en lien avec les règles d'intervention du Département de l'Hérault, de sorte à assurer une couverture globale des opérations, dès lors qu'elles entrent dans le cadre des orientations du PLH. Les prêts mobilisés par l'OPH ACM seront ainsi cautionnés à 100% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ceux sollicités par l'Office Public de l'Habitat de l'Hérault - Hérault Habitat à 25% et ceux contractés par les autres opérateurs pour la réalisation de logements sociaux familiaux à hauteur de 75%. Les programmes de création de logements en location-accession (PSLA) n'entrant pas dans le champs d'intervention du Département pourront être cautionnés en totalité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément aux articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, ces garanties ouvrent droit à réservation portant sur 20% maximum des logements familiaux des opérations au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, formalisée dans le cadre d'une convention.

L'engagement de garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier fera l'objet d'une délibération opération par opération, ou pour un ensemble d'opérations en cas de financement globalisé par l'établissement prêteur.

Le règlement intérieur proposé, qui fera l'objet d'un bilan au terme de sa première année d'application, pourra être modifié par délibération du Conseil d'Agglomération à tout moment.

Il entre en vigueur à la date de prise d'effet de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux ;
- approuver le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°63 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION D'ENVIRON 970 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS À MOBILISER PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1 AOÛT 2013 ET LE 31 JANVIER 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions à la production ou les garanties d'emprunts.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La procédure par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier accorde jusqu'à présent sa garantie, prévoit que celle-ci s'engage par délibération, au cas par cas, dès lors que l'opération pour laquelle elle est sollicitée s'inscrit dans le cadre des orientations de son Programme Local de l'Habitat.

Considérant les volumes de prêts sur fonds d'épargne que le nouveau PLH 2013-2018 suppose de mobiliser pour le logement social, ainsi que la nécessaire simplification de la mise en œuvre des garanties d'emprunts par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est apparu opportun de faire évoluer les procédures vers une globalisation des financements.

Dans un premier temps, ce dispositif est proposé au bénéfice de l'Office Public de l'Habitat ACM, rattaché à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par arrêté préfectoral en date du 18 mars 2004, qui réalise en 2012, 711 nouveaux logements locatifs sociaux, soit plus de 40% de la production sur le territoire communautaire. L'OPH ACM s'est engagé dans le cadre de sa Convention d'Utilité Publique, conclue avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 30 juin 2011, à produire en moyenne 625 logements locatifs sociaux par an, durant la période 2011-2016.

Ainsi, sur la base du plan d'affaires de l'OPH ACM couvrant la période du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 janvier 2015, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office ont décidé de contractualiser de manière globale les financements qui seront apportés par la CDC à l'organisme au travers d'une lettre d'offre globale. Celle-ci concerne la réalisation de

22 opérations dont la liste prévisionnelle est annexée à la présente délibération, représentant environ 970 logements locatifs sociaux. Elle fait état de prêts pour un montant maximum de 100 000 000 €.

Dans ce cadre, la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée à hauteur de 100% des emprunts à contracter par l'OPH ACM auprès de la CDC, pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS, PLUS CD et PLAI construction et 50 ans pour les prêts PLUS, PLUS CD et PLAI foncier, sans période de préfinancement.

La garantie est accordée jusqu'au complet remboursement des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Aussi, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques précises des prêts qui seront consentis par la CDC dans le cadre de la lettre d'offre sont annexées à la présente délibération. Le taux d'intérêt et de progressivité des prêts indiqués en annexe sont susceptibles d'évoluer en fonction de la variation du taux du livret A. En conséquence, le taux du livret A effectivement appliqué à chaque prêt sera celui en vigueur à la date d'effet de chaque contrat de prêt. Chaque opération effectivement financée dans le cadre de la lettre d'offre donnera lieu à un ou plusieurs contrats de prêt à intervenir entre l'OPH ACM, la CDC et la Communauté d'Agglomération de Montpellier en sa qualité de garant.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à actualiser son engagement aux termes d'une délibération rectificative, au plus tard à l'issue de la durée de validité de la lettre d'offre, dans l'hypothèse où des montants de prêts réalisés diffèrent à la baisse ou si une ou plusieurs opération(s) financée(s), et/ou des caractéristiques des prêts émis diffèrent des éléments mentionnés en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier associée à la lettre d'offre globale accordée par la Caisse des Dépôts et Consignations à l'OPH ACM pour une période de 18 mois, ainsi que la liste des opérations annexée à la présente délibération ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 100 000 000 €, représentant 100% du capital des prêts qui seront consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à l'OPH ACM au titre de la lettre d'offre, et dont les caractéristiques sont annexées à la présente délibération, ainsi que l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH ACM dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH ACM dans ce cadre, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 7 (Mesdames T. Cappuozzi-Boualam, C. Fourteau et Messieurs M. Passet, G. Pastor, L. Pouget, R. Subra et C. Bouillé)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°64 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES JARDINS SUSPENDUS - AVENUE PAYSAGÈRE, QUARTIER DE MAURIN À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements sociaux, résidence " Les Jardins Suspendus ", avenue Paysagère, quartier de Maurin à Lattes. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture N+B Architectes à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 187 229 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 548 733 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 320 911 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 233 689 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 83 896 €.

La Commune de Lattes est sollicitée par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à

loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil. Le champ d'application et les modalités d'engagement des garanties accordées par la Communauté d'Agglomération est défini dans un règlement d'intervention qui fait l'objet d'une délibération spécifique au présent Conseil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :				
Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	548 733 €	320 911€	233 689€	83 896€
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>60 pdb</b>		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>20 pdb</b>	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 12 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 12 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 890 421,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 187 229 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence les « Jardins Suspendus », avenue Paysagère, quartier de Maurin à Lattes;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°65 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC CANTAUSSEL, LOT A21 À SAINT-BRÈS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH -ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2013-2018 arrêté par délibération n°11533 du Conseil Communautaire du 23 mai 2013, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 50 logements sociaux, ZAC Cantausse lot A21, à Saint-Brès. Le programme comprend 38 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 12 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le Cabinet d'architecture Stéphane BOSC à Montpellier, le programme développe une surface habitable de 3 370,40 m², selon la typologie suivante : 11 T2, 30 T3 et 9 T4.

S'agissant d'une opération située en zone 3 du financement du logement social, dont les loyers réglementaires sont minorés par rapport à ceux pratiqués en zone 2, et afin de favoriser l'équilibre financier de l'opération, la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée sur la base de 10 000 € par logement.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 5 623 696 €
- Subvention Etat déléguée : 177 200 €
- Subvention Région à la production: 199 800 €
- Subvention Région à la surcharge foncière sociale : 84071 €
- Prêts CDC : 4 572 625 €
- Prêt 1% patronal : 90 000 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 500 000 €

Par ailleurs, la subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 500 000 € à l'OPH-ACM pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, ZAC Cantausse lot A21, à Saint-Brès ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 7 (Mesdames T. Cappuozzi-Boualam, C. Fourteau et Messieurs M. Passet, G. Pastor, L. Pouget, R. Subra et C. Bouillé)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°66 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE ONZE LOGEMENTS DANS QUATRE COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de onze logements occupés par des propriétaires ou des locataires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 33 633 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 1 561 € à Mme EDDAOUIA Touhami demeurant 54 rue Herri Maspero à Montpellier, de 1 667 € à Mme RIPETTI Véronique demeurant 53 rue Bizet à Clapiers, de 1 119 € à Mme CASINO Françoise demeurant 1116 avenue Louis Ravas à Montpellier, de 4 000 € à Mme LARIZZA Andréa demeurant 8 rue Tibidado à Montpellier, de 469 € à M. et Mme AMEUR Ahmed et Fatma demeurant 34 rue de

l'Abbaye à Villeneuve-les-Maguelone, de 598 € à Mme LORTO Pauline demeurant 240 rue Brumaire à Montpellier, de 361 € à M. FOURNIER Jean demeurant 230 rue de l'Arnel à Montpellier, de 279 € à M. GENOUEL Paul demeurant 35 allée Kleber à Montpellier, de 10 000 € à M. RIGAUD Nicolas demeurant 37 rue de la Croix à Montpellier, de 8 477 € à Mme Anne-Julie SALVADOR demeurant 10 rue du Docteur Roux à Montpellier, de 5 102 € à M. ROUCHE Jean-Marie demeurant 10 avenue Urtersehheisschem au Crès;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°67 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉ CÉVENNES 1 - 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinq logements de la copropriété, dont trois seront loués selon un loyer intermédiaire après travaux et deux sont occupés par des propriétaires aux revenus modestes, pour un montant total de 3 263 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué. Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 531 € à la SCI de Chassagnole sise 288 rue d'Epidaure à Montpellier, de 293 € à Monsieur Rodrigo RAMOS demeurant 30 rue des Chardonay à Canohes, de 778 € à Madame Zoulika GOUMRI demeurant 291 rue Amy Mollison à Montpellier, de 884 € à Monsieur Said BENMIRA demeurant au bâtiment K3 et de 777 € à Madame Guermia HALTALI demeurant au bâtiment L1.

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°68 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac /Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en oeuvre du projet "Montpellier Grand Coeur ".

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement ;

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de sept logements occupés par des locataires ou des propriétaires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 31 616 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 6 000 € à M. et Mme SULTAN Jean-Laurent demeurant 67 rue Tocqueville à Paris, 6 000 € à M. DALAHAYE Reymond demeurant 2 allées des Tilleuls à Dardilly, 6 000 € à M. et Mme DIDIER Pierre demeurant 28 rue d'Orléans à Neuilly-sur-Seine, 6 000 € à M. et Mme CHALOPIN Corine et SOYEUX Vincent demeurant 1 chemin de Cocagnes à Vaux-sur-Seine, 3 367 € à M. TREFFRE Adrien demeurant 31 rue Saint-Guilhem à Montpellier, 249 € à Mme AUSSERAY Micheline demeurant 15 rue du Cheval Vert à Montpellier et 4 000 € à M. et Mme MARTY Jean-Philippe et ORTEGA Rachel demeurant 17 rue de la Méditerranée à Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°69 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - DÉLIBÉRATION N°11551 DU 23 MAI 2013 - MODIFICATION**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11551 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a décidé l'attribution d'une aide pour la rénovation d'un logement de type 2, d'une surface de 62,71m<sup>2</sup>, 6 rue Joachim Colbert à Montpellier.

Une erreur matérielle a porté le montant de la subvention à 4 000 € alors que l'application des règles d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit à l'attribution d'une prime complémentaire de remise sur le marché des logements vacants de 2 000 € par logement, soit 6 000 € de subvention au total pour ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°11551 du 23 mai 2013 et attribuer une subvention d'un montant maximum de 6 000 € à la SCI LA PROVIDENCE sise 22 rue de la Verrerie à Montpellier, en lieu et place des 4 000 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°70 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements occupés par des propriétaires modestes et de deux logements loués selon un loyer conventionné intermédiaire après travaux, pour un montant total de 5 333 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans. Le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 466 € à Mme Khadija RAHMOUNI demeurant 5 boulevard Renouvier à Montpellier, de 1 862 € à Mr Roland PECOUT demeurant 25 rue de l'Université à Montpellier et de 3 005 € à Monsieur Maxime LEVY demeurant 19 rue Berbère de Metz à Paris ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire bailleur de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°71 : INNOVATION – ORGANISATION DU CONCOURS DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS SUR LES DONNÉES OPEN DATA HACKATHON - PRIX ET RÈGLEMENT DU CONCOURS - APPROBATION**

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Dans le cadre de sa politique innovante et de son soutien au développement des technologies sur son territoire, Montpellier Agglomération a ouvert un portail de mise à disposition des données numériques, ou Open Data. Elle a mis ainsi à disposition des citoyens et des entreprises des données publiques et facilite leur réutilisation.

Une plateforme dématérialisée de mise à disposition de données numériques publiques a été développée avec les Communes membres de la Communauté d'Agglomération, afin que celles qui le souhaitent puissent publier en accès libre les données qu'elles gèrent pour compléter la base de données par des données communales.

Dans la continuité de son action d'ouverture des données publiques, il est proposé d'organiser un Hackathon au cours du mois de Septembre.

Ce Hackathon, concours destiné à stimuler la création d'usages innovants à partir des données ouvertes, s'adresse aux développeurs et designers qui auront 48h pour créer des applications ayant pour thèmes l'environnement et la mobilité.

Après avoir travaillé le week-end sur les jeux de données publiques mis à leur disposition, un jury composé d'élus, d'experts du numérique et de professionnels de l'environnement et de la mobilité récompensera les deux meilleures réalisations, le troisième prix sera soumis aux votes du public.

Un règlement, joint en annexe et diffusé sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixe les modalités de ce concours qui se déroulera du 20 septembre au 22 septembre 2013, salle Pelloutier à l'Hôtel d'Agglomération.

Le jury se réunira le 22 septembre pour sélectionner parmi tous les projets, les trois lauréats.

Ce concours sera doté de prix financés intégralement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi répartis :

- 1<sup>er</sup> prix: 5 000 Euros,
- 2<sup>ème</sup> prix: 3 000 Euros,
- 3<sup>ème</sup> prix: 2 000 Euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'organisation d'un concours pour la création d'applications à partir des données ouvertes,
- adopter le règlement du concours annexé à la présente délibération,
- approuver le versement de prix au 3 premiers du concours dans la limite de 10 000 €,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°72 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 800 € pour l'Académie de Boxe Française pour l'organisation du « Tournoi International des Vieilles Savates et Vieilles Cannes qui s'est déroulé le 15 juin 2013 à Clapiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.



## **AFFAIRE N°73 : SPORTS – PISCINE COMMUNAUTAIRE JEAN TARIS - PROGRAMME DE RÉHABILITATION - APPROBATION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité inscrire l'apprentissage de la natation scolaire dans ses priorités d'action. Ainsi à terme tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de l'agglomération pourront bénéficier, au cours de leur scolarité, de séances gratuites d'apprentissage conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour atteindre cet objectif ambitieux qui concernera plus de 30 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se dote de moyens supplémentaires. C'est ainsi qu'elle achève actuellement la construction de sa 13<sup>ème</sup> piscine à Lattes (piscine les Néréides) et va entreprendre la réalisation d'une 14<sup>ème</sup> à Saint-Brès (piscine Héraclès)

Mais, au-delà de cette politique de construction, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène parallèlement une politique de réhabilitation de ses équipements.

Les piscines Suzanne Berlioux et Jean Vives ont déjà été rénovées et ce projet de réhabilitation de la piscine Jean Taris s'inscrit en droite ligne dans cette volonté de développement et d'amélioration des équipements aquatiques capables de répondre aux besoins des scolaires mais aussi aux aspirations du public et du monde associatif.

La piscine Jean Taris est située à Montpellier rue Louise Michel dans le quartier de la Pompignane.

Elle est implantée sur la parcelle 203 de la section CS et sa réhabilitation tiendra compte des contraintes du Plan Local d'Urbanisme et sera conforme aux règles d'accessibilité.

La réhabilitation de la piscine Jean Taris a pour but à la fois, la remise à niveau en solution de base et la restructuration de l'équipement en option.

- La remise à niveau comprendra :

la rénovation de la coupole,

le réaménagement des espaces intérieurs et une extension du hall d'accueil,

la rénovation du traitement de l'eau et de la chaufferie.

- La restructuration de l'équipement comprendra :

le réaménagement des abords et de l'entrée,

le réaménagement de la plage extérieure avec des jeux d'eau ainsi que le local technique correspondant,

le réaménagement de la plage intérieure avec une pataugeoire et des jeux d'eau.

Le coût prévisionnel de l'opération (y compris les honoraires de la maîtrise d'œuvre, du contrôle technique et de la coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé) est de 1 840 000 € H.T. valeur juillet 2013, soit 1 545 000 € H.T. pour la solution de base et 295 000 € H.T. pour l'option.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de l'opération de réhabilitation de la piscine Jean Taris,

- approuver l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 840 000 € H.T. soit 1 545 000 € H.T. pour la solution de base et 295 000 € H.T. pour l'option,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°74 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA SAAM - AMÉNAGEMENTS - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°10689 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux de réaménagement du Stade de la Mosson Mondial 98.

Par délibération n°11115 du 8 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme détaillé et définitif ainsi que le budget alloué à l'opération.

L'année 2012 a été consacrée au concours de maîtrise d'œuvre autorisé par la délibération du 24 mai 2012. L'avis d'appel à candidature a été publié le 20 juin 2012, le premier jury de concours visant à sélectionner trois candidats a eu lieu le 6 septembre 2012 retenant les équipes menées par SCAU, CARDETET&HUET et A+ ARCHITECTURE. Le rendu de concours était le 9 janvier 2013 et le jury du 6 février 2013 a désigné l'équipe d'A+ ARCHITECTURE comme lauréat.

Un prestataire a été désigné pour une mission de management du risque, l'entreprise SOCOTEC : cette mission consiste en une approche systématique pour diminuer le risque depuis la rédaction du programme jusqu'au lancement des consultations entreprises, en passant par la conception.

Les consultations pour la désignation des prestataires pour l'OPC, le CSPS et le contrôleur technique ont été publiées le 29 novembre 2012 et attribuées en CAO le 12 février 2013 :

- SCO pour la mission d'OPC,
- Bureau Veritas pour la mission de CSPS,
- Un groupement Socotec / Bureau Veritas pour la mission de contrôleur technique.

Le bilan actualisé au présent Compte Rendu Annuel à la Collectivité ne présente pas d'évolution de budget. Le bilan est de 46 823 000 € H.T., avec la décomposition suivante :

Etudes	688 204 € H.T.
Travaux et honoraires techniques	43 043 438 € H.T.
Frais divers	1 281 885 € H.T.
Rémunération du mandataire	1 801 452 € H.T.
Frais financiers	7 826 € H.T.
TVA	9 175 260 €.

Compte tenu de la TVA qui s'élève à 9 175 260 €, le bilan T.T.C. au 31 décembre 2012 atteint donc 56 000 000 € T.T.C., couvert par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur du même montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération présenté par la SAAM ;
- approuver le montant des dépenses au 31 décembre 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°75 : SPORTS – PISCINE LES NÉRÉIDES À LATTES - AVENANT N°2 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ TOP SEC EQUIPEMENT POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'UN DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE D'ACCESSOIRES AQUATIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations d'accueil et d'hygiène offertes au public, le Conseil d'Agglomération, a autorisé à titre expérimental, par délibération n°7480 du 13 février 2007, la société TOP SEC EQUIPEMENT, domiciliée à Vitry-sur-Seine, à installer et exploiter, dans les piscines Jany et Amphitrite, deux distributeurs d'accessoires aquatiques, constitués de maillots de bain, bonnets, lunettes, brassards, pince-nez, gants palmés, gel douche etc.

Devant le succès de l'opération, pour répondre à une réelle demande des usagers des autres piscines et pour faire suite à une consultation lancée en janvier 2008, le Conseil d'Agglomération a autorisé par la délibération n°8162, en date du 30 avril 2008, la société TOP SEC EQUIPEMENT à implanter huit autres distributeurs dans les piscines Neptune, Spilliaert, Pitot, Caron, Nakache, Taris, Berlioux et Vives, sous forme d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, sur une durée totale de 7 ans à compter du 26 mai 2008.

Les coûts d'installation et d'exploitation des distributeurs incombent à la société TOP SEC EQUIPEMENT, qui s'acquitte par ailleurs d'une redevance d'un montant de 8% du chiffre d'affaires hors taxes, réalisé par les distributeurs.

Par délibération n°10012 en date du 10 mars 2011, le Conseil d'Agglomération a approuvé le projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société TOP SEC EQUIPEMENT, autorisant l'installation d'un distributeur automatique d'accessoires aquatiques dans la piscine Poséidon de Cournonterral, ouverte en décembre 2010.

L'ouverture prochaine de la piscine Les Néréides à Lattes, s'inscrit pleinement dans cette démarche d'optimisation de la qualité des prestations offertes au public et plus particulièrement dans le domaine de l'hygiène. C'est pourquoi, il est proposé de l'équiper, dès son ouverture prévue en septembre prochain, d'un appareil de la société TOP SEC EQUIPEMENT, selon les mêmes modalités d'installation et d'exploitation que dans les autres piscines. Cette nouvelle installation ne modifie pas la durée de la convention d'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public, passée avec la société TOP SEC EQUIPEMENT, autorisant l'installation et l'exploitation d'un distributeur automatique d'accessoires aquatiques dans la piscine Les Néréides à Lattes,
- approuver les modalités d'installation, d'exploitation, d'entretien et de redevance de cet équipement à l'identique de la convention initiale,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°76 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Monsieur Alain Barrandon, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant de la Commission Personnel, rapporte :

### **I Transformations de postes au tableau des effectifs**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées dans le tableau ci-joint, après avis du Comité Technique Paritaire du 15 juillet 2013.

### **II Confirmation de poste :**

a) Par délibération n°11497 du 11 avril 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de contrôleur de gestion externe (n° du poste : 2013-040) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction Contrôle de Gestion.

- nature des fonctions : mettre en place et animer un processus de suivi et de contrôle des DSP et autres contrats de partenariat, procéder à des audits et études, accompagner et mettre en œuvre des procédures de désignation des partenaires.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de contribuer à l'anticipation et à la prévention des risques pour l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses relations avec les différents partenaires et les délégataires de service public, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des transformations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitres 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°77 : PERSONNEL – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODIFICATIONS**

Monsieur Alain Barrandon, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant de la Commission Personnel, rapporte :

La délibération n°7231 du 26 septembre 2006 modifiée, a défini les principes et modalités d'application du régime indemnitaire attribué aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La délibération n°9793 du 28 septembre 2010 a instauré une prime spécifique pour contraintes horaires du dimanche aux agents non titulaires travaillant au sein du réseau des médiathèques et appartenant au seul cadre d'emplois d'animateur territorial, recrutés pour un besoin non permanent, et rémunérés sur état d'heures.

Il est proposé d'élargir le dispositif de cette prime aux autres agents non titulaires de l'ensemble des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et recrutés pour un besoin non permanent, et rémunérés sur état d'heures.

Le montant de cette prime correspondra pour une heure de travail à 6 euros bruts.

Cette prime, qui viendra s'ajouter à la rémunération horaire normale et à l'indemnité horaire de dimanche, sera versée mensuellement aux agents concernés.

Par ailleurs, conformément à l'article 7 alinéas 2 et 3 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987, pour les agents recrutés au titre de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, il est proposé d'une part que le traitement indiciaire ne puisse être supérieur à 90 % du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire, soit à l'indice

terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité. D'autre part, il est proposé de leur allouer des indemnités dont le montant ne pourra dépasser 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence) mentionné ci-dessus.

La présente délibération a été présentée pour avis au Comité Technique Paritaire du 15 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les présentes dispositions,
- étendre le bénéfice de la prime spécifique pour contraintes horaires aux agents non titulaires et recrutés pour un besoin non permanent, rémunérés sur état d'heures,
- définir le traitement indiciaire et allouer des indemnités aux agents recrutés au titre de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 conformément à l'article 7 alinéas 2 et 3 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987,
- modifier en conséquence la délibération n°7231 du 26 septembre 2006,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°78 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – PAVILLON JUNON SALLE FERDINAND PELLOUTIER - TARIFS - CONTRAT-TYPE DE LOCATION - APPROBATION**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération est propriétaire d'un immeuble cadastré HI 279, immeuble situé place Zeus à Montpellier et dénommé « Pavillon Junon ». Au niveau R-1 se situe une salle de réunion, « salle Ferdinand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi qu'une salle de projection équipée de matériel audio-vidéo à l'entresol.

Par convention d'occupation temporaire du domaine public, la ville de Montpellier, en date du 24 novembre 2005, bénéficiait de l'usage de ladite salle. Cette convention étant résiliée, la Communauté d'Agglomération souhaite redonner à celle-ci sa destination initiale d'accueil de manifestations diverses.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par décision n°D2013-450, a établi un règlement intérieur par lequel l'organisateur s'engagera à respecter les dispositions qui y seront énoncées.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction du Protocole, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution et une caution sera demandée.

Il convient désormais de fixer les tarifs de location de la salle Ferdinand PELLOUTIER :

- Tarif à la journée, 1 270 € T.T.C.

- Tarif à la journée titulaire carte Pass'Agglo, réduction de 10 % consentie, soit 1 143 € T.T.C.

- Caution de 1 500 € T.T.C.

Ces tarifs comprennent l'équipement de la salle et ses annexes, l'éclairage, le chauffage, l'assistance technique.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des services de la Communauté d'Agglomération, en fonction des manifestations organisées dans le cadre de l'intérêt général, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de ne pas louer cette salle pour une période déterminée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que propriétaire est responsable de ses locaux et du bon fonctionnement de ses installations ainsi que du respect des normes de sécurités liées à un bâtiment classé ERP. Le bâtiment est classé LTW de 2<sup>ème</sup> catégorie.

Toutes les activités devront être exercées dans le respect des lois et des règlements notamment en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs, y compris la caution, ainsi que le le contrat type pour la location de la salle ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, à signer le contrat-type et tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°79 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANÇAIS (AAF) - ADHÉSION - APPROBATION**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération est consciente du défi que représente la maîtrise de la production documentaire et de l'information qu'elle renferme.

C'est pourquoi, elle souhaite adhérer à l'Association des Archivistes Français qui regroupe plus de 1300 adhérents professionnels des archives et se définit comme un organe permanent de réflexion, de formation et d'initiative au service des sources de notre mémoire.

Les principaux objectifs de l'AAF sont :

- La promotion de la profession d'archiviste,
- L'édition de publications sur les archives, pour un large public,
- L'organisation de nombreux colloques et journées d'études,
- La formation continue des professionnels des archives.

L'adhésion à cette association permettrait à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'avoir accès aux publications et à la veille sur le droit des archives, ainsi que bénéficier des formations organisées par l'association pour les professionnels des archives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'AAF pour un montant de 95€ pour l'année 2013,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°80 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – ASSOCIATIONS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE - ADHÉSIONS - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

L'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) a pour objet de promouvoir et développer les « logiciels libres » au sein de nos organismes publics.

Pour assurer sa mission d'assistance et de conseil, l'ADULLACT sollicite une cotisation de 4 000 H.T. au titre de l'année 2013.

D'autre part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant acquis la gamme de logiciels SEDIT MARIANNE de gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT, elle adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne).

Ce club utilisateur a pour objectif de permettre l'évolution et l'amélioration des logiciels au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles.

Le montant annuel de cette cotisation s'élève à 200 € H.T.

Sous réserves de maintien du montant de ces cotisations et de leur inscription au budget, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement des adhésions à l'ADULLACT et au CUSMA par courrier signé par le Président ou le Vice-Président délégué pour les années 2014 et 2015.

Il convient de désigner un représentant au sein de ces deux associations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Pierre Maurel.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations ADULLACT et CUSMA ;

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. Pierre Maurel représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des assemblées générales de ces deux associations ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°81 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - LRAD - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°9899 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Gilbert Pastor pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL LRAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2012 de la société publique locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec un capital de 37 000 €.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2012 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 33,24% des actions au côté de la Région Languedoc-Roussillon, elle occupe un siège sur trois au Conseil d'Administration en la personne de Monsieur Gilbert Pastor. La Région Languedoc-Roussillon est pour sa part représentée par Messieurs Jacques Cresta et Robert Navarro. La société est présidée par Jacques Cresta.

Pour l'année 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois : le 4 juin afin d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, le 21 septembre afin de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, et le 14 décembre afin d'approuver le budget 2013.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2011 s'est tenue le 29 juin 2012 et une Assemblée Générale Extraordinaire a eu lieu le 15 octobre 2012 afin de prononcer la continuité de la société constatant la présence de capitaux propres inférieurs à la moitié du capital pour ce premier exercice social déficitaire.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2012 s'établit à quatre personnes, trois postes de chefs de projet et un poste de Directeur de mission. La société est dirigée par M. Christophe PEREZ. Suite à un surcroît d'activité un CDD de deux mois et demi a été engagé mi-octobre.

L'année 2012 a été marquée par les quinze opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont onze contrats de prestations intellectuelles pour la Région Languedoc-Roussillon (dont cinq restent en cours au 31 décembre 2012), et quatre contrats de prestations intellectuelles pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Parmi les opérations confiées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, on notera les quatre missions suivantes accomplies par LRAD :

- Mission d'accompagnement à la définition d'une stratégie de mise en place de l'Open Data et à l'étude de la mise en œuvre d'une plateforme mutualisée :

La mission, confiée le 26/09/11, a été réalisée sur 5 mois par le prestataire STERIA au prix de 75 000 € H.T. (LRAD 64 600 € H.T. et Steria 10 400 € H.T.).

L'objet étant d'étudier un plan d'action en vue d'enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers par le développement de services numériques. Le projet porte sur le périmètre de l'Agglomération, ses Délégations de Services Publics et l'ensemble des Communes de l'Agglomération.

- Mission d'accompagnement à la mise en place d'une plate-forme Open Data mutualisée (Phase 2) :

La mission, confiée le 11 octobre 2012, est en cours de réalisation sur 7 mois par le prestataire WEA au prix de 123 825 € H.T. (LRAD 73 950 € H.T. et Wea 49 875 € H.T.).

L'objet étant d'étudier un plan d'action en vue d'enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers par le développement de services numériques. Le projet porte sur 4 axes : la refonte du portail web intégrant une plateforme @services, la plateforme open data, le site web mobile de services, les projets innovants. Il s'agit de réaliser l'animation communautaire dans un premier temps et l'accompagnement de 10 Communes membres dans

un second temps.

- Mission d'étude de positionnement d'un pôle d'affaire à destination du tertiaire supérieur à proximité de la nouvelle gare TGV :

La mission, confiée le 27 juillet 2011, s'est réalisée sur 7 mois par le prestataire CMN Partners au prix de 100 500 € H.T. (LRAD 24 500 € H.T. et CMN 76 000 € H.T.).

L'objet étant d'étudier le positionnement de la gare TGV permettant d'intégrer toutes les dimensions contextuelles liées au site d'implantation-vitrine touristique, site naturel de la Méjanelle, présence d'une offre de loisirs urbains Odysseum, et en lien avec l'Ecocité.

- Mission d'étude d'opportunité d'un hôtel d'entreprises TIC.:

La mission, confiée le 11 mai 2012, s'est réalisée sur 5 mois par le prestataire Katalyse au prix de 48 150 € H.T. (LRAD 9 625 € H.T. et Katalyse 38 525 € H.T.).

L'objet étant d'étudier le positionnement de l'hôtel TIC traduisant une volonté de dynamiser l'attractivité économique du territoire par la création d'un hôtel d'entreprise dédié à la filière TIC susceptible d'apporter une offre immobilière (qualité, prix) et des services adaptés aux besoins des entreprises de la filière. (Etude d'opportunité, stratégie de positionnement, pré-programmation, modèle économique.)

Parmi les opérations confiées par la Région Languedoc-Roussillon, on notera les six missions suivantes accomplies par LRAD :

- Support de communication de la MAAT (mission d'aménagement pour l'attractivité du territoire)

La mission, confiée le 15 mars 2012, a été réalisée sur 10 jours par LRAD au prix de 4 250 € H.T.

L'objet étant de réaliser le support de communication consistant en une synthèse de la MAAT qui avait été déployée par l'agence Nicolas Michelin et associés lors des assises tourisme du pont du Gard en 2011 aux vues de proposer des axes d'aménagements novateurs et fortement identitaires de la destination LR Sud de France.

- Mission Dynamique Oenotourisme :

La mission, confiée le 16 mai 2011, a été réalisée sur 12 mois par le prestataire JH Conseils au prix de 80 400 € H.T. (25 596 € LRAD et 54 804 € JHConseils).

L'objet étant de réaliser, dans le cadre du développement d'une filière économique oenotourisme sur le territoire régional, un programme d'actions, de concertation, de prescription et de mise en réseau des professionnels du territoire, acteurs de l'économie oenotouristique.

- Etude d'opportunité d'une intervention régionale dans le maintien à domicile des seniors :

La mission, confiée le 11 avril 2012, a été réalisée sur 3 mois par LRAD au prix : 14 875 € H.T.

L'objet étant d'étudier l'opportunité d'une intervention régionale dans le secteur du maintien à domicile des seniors par la mise en place d'un outil d'aide à la décision pour le conseil régional quant à une éventuelle intervention.

- Etude environnementale Laudun-Lardoise :

La mission, confiée le 11 avril 2012, a été réalisée sur 3 mois par le prestataire Biotope au prix de 58 650 € H.T. (30 020 € LRAD et 28 630 € Biotope).

L'objet étant de réaliser un diagnostic préalable au démarrage d'un projet de développement du site de l'Ardoise considéré comme stratégique au plan industriel pour le Gard Rhodanien et la Région Languedoc-Roussillon. (Faisabilité d'un quai ou appontement direct...).

- Etude d'opportunité Open Data Tourisme :

La mission, confiée le 27 septembre 2012, a été réalisée sur 4 mois par LRAD au prix de 29 750 € H.T.

L'objet étant d'étudier les opportunités juridiques économiques et stratégiques d'ouverture des données touristiques du territoire LR.

- Etude de transposition du modèle Odyssea à l'échelle des territoires régionaux :

La mission, confiée le 27 septembre 2012, a été réalisée sur 4.5 mois par LRAD au prix de 37 400 € H.T.

L'objet étant d'élargir la politique régionale touristique à toute la Région LR et d'étudier les possibilités de décliner la solution Odyssea afin d'offrir un guide méthodologique (produit clé en main).

On notera que cinq missions confiées à la société par la Région Languedoc-Roussillon restent en cours au 31 décembre 2012, à savoir : la mission d'assistance au positionnement marketing du Pass, la mission d'assistance méthodologique pour la définition d'un référentiel de l'éco-construction et innovation en LR et sa mise en œuvre, l'étude d'opportunité PNR de Camargue, l'accompagnement écriture de l'avant-projet de charte PNR Pyrénées Catalanes, et le pilotage du dossier de la Cité de l'excellence sportive à Font-Romeu.

Du point de vue financier en 2012, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 685 K€ pour un total de produits de 685 K€ et un total de charges de 646 K€. La société enregistre donc pour son deuxième exercice social un bénéfice de 38 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 18 K€ à un niveau tout juste inférieur à la moitié du capital social.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2012,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°82 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8126 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Robert Subra pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2012 de la société TaM est présenté.

En 2012, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway) et l'assistance à maîtrise d'ouvrage (pour la construction du parking d'échange Odysseum).

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2012 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,79% des actions. Elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence en la personne de Monsieur Robert Subra.

Pour l'année 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni les 19 janvier, 25 avril, 20 juin et 31 octobre. Les Assemblées Générales Ordinaires approuvant les comptes des exercices 2011 et 2012 se sont tenues le 20 juin 2012 et le 19 juin 2013.

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2012 a désigné les nouveaux membres du Comité de Rémunération. L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2012 a renouvelé pour six ans les mandats de l'administrateur de la Chambre de Commerce et d'industrie et de l'administrateur de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

L'effectif moyen de la TaM au 31 décembre 2012 s'établit à 1 113 personnes.

Toutes activités confondues, le total des produits d'exploitation s'établit à 93,85 M€ (contre 90,08 K€ en 2011 soit +4,2%), il est composé pour 90% des produits de l'activité transport. Les charges d'exploitation passent à 96,47 M€ (89,63 M€ en 2011 soit +7,6%).

Le résultat net de l'exercice 2012 s'affiche en bénéfice à hauteur de 33 K€. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 18,8 M€, ils représentent 27% du total du bilan.

### **■ Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public des transports de l'Agglomération de Montpellier du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

L'année 2012 constitue le troisième exercice régi par le nouveau contrat de Délégation de Service Public avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais géré en groupement avec Transdev. Cette troisième année a été marquée par la mise en place de l'avenant n°3 qui prend en compte les impacts des travaux Ligne 3 et Ligne 4 faisant l'objet d'un étalement en Subvention Forfaitaire d'Exploitation 2012/2017, ainsi que les modalités de calculs des compensations. De plus fin 2012, l'avenant n°4 permettant d'ajuster les charges forfaitaires, prix unitaires et formules d'indexation a été finalisé.

Les Lignes 3 et 4 de tramway inaugurées le 6 avril 2012 et le réseau bus restructuré constituent désormais un nouveau réseau de transport, correspondant à la nouvelle offre contractualisée fin 2011 dans l'avenant n°3 à la DSP Transport.

TaM a renforcé sa lutte contre la fraude, ce qui, associé à une paix sociale et au succès immédiat de la mise en service des Lignes 3 et 4 de Tramway, est à l'origine d'une remontée significative à la fois de la fréquentation (+8%) et du chiffre d'affaires.

La part Tramway dans les produits passe de 38 à 54% et porte à près de 80% la fréquentation du réseau.

La politique de tarification de solidarité sociale et de fidélisation de la clientèle ainsi que la suppression de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2012 portées par la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier font l'objet d'une indemnisation versée à la TaM.

Le chiffre d'affaires (hors subventions forfaitaires) lié à l'activité transport atteint les 46,72 millions d'euros et se trouve en progression de + 4,35 millions d'euros, soit +10,3% par rapport à 2011.

L'activité transport présente un résultat déficitaire après impôts 2012 de -745,43 K€.

La charge de transport de la Collectivité (Subvention Forfaitaire d'Exploitation, compensations, taxes refacturées) atteint 29,11 millions d'euros, soit une augmentation de +1,6 M€ (soit 5,8%) par rapport à 2011.

### **■ Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage**

Les principaux faits marquants de l'année 2012 sont relatifs :

- au contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 3,
- au marché de mandat d'étude et de réalisation de la 5ème Ligne de tramway,
- au contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 5,
- à la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'opération de requalification urbaine du Boulevard du Jeu de Paume.

Les activités en mandats présentent un résultat à l'équilibre parfait avec un chiffre d'affaires se montant à 3,468 M€. En termes de perspectives d'avenir, il est prévu :



- Ligne 5, parking Mosson et autres perspectives : apport d'expertise aux travaux Jeu de Paume,
- Ligne 5 : L'instruction de la concertation se poursuit. L'enquête publique doit être organisée par le Préfet de l'Hérault au 2ème trimestre 2013, l'objectif étant d'obtenir l'arrêté de DUP à l'été 2013 permettant un démarrage de travaux avant la fin 2013,
- Ligne 1 : étude sur son extension « nouvelle gare TGV » dans le cadre d'une mission d'assistance sur la DSP transport,
- Ligne 2 : certaines procédures administratives ou juridiques restent à finaliser,
- Lignes 3 et 4 : Les mandats sur les marchés de travaux restent à être soldés, il reste également à procéder à l'amélioration des systèmes et à certaines reprises d'aménagements,

■ **Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)**

Un nouveau marché a attribué à TaM la gestion des horodateurs sur voirie pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2012 au 31 mai 2013 tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016.

Concernant la gestion des 8 parkings de centre ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion du parking Nombre d'Or (2010 à 2013), la gestion en affermage avec la ville de Montpellier du parking des Arceaux (2011-2015), des parkings Laissac (2013-2015), Comédie (2006-2013), ainsi qu'en concession pour les parkings Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035) et en amodiation pour les parkings du Marché aux fleurs (en partie avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 1997-2013).

TaM détient également la gestion du parking du Corum (2009-2018) avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier en sous délégation pour la SAEML Enjoy Montpellier.

Le résultat du Stationnement après impôt s'établit en 2012 à 72,25 K€, avec un chiffre d'affaires de 854 M€ en baisse de -1% par rapport à 2011. L'activité a été pénalisée par la baisse des recettes abonnés sur le parking Europa et ce malgré la remontée de la fréquentation et du chiffre d'affaires horaire sur le parking Gambetta et la présence de nouvelles recettes générées par le nouveau marché voirie depuis juin 2012.

■ **Autres activités :**

Le résultat des quatre activités privées (Parking Cliniques Millénaire, Saint Jean, et contrats Mer et Glace et Pénélope) dont le chiffre d'affaires progresse de +0,27 M€, est bénéficiaire à 66,1K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML TAM
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°83 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération n°8129 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Gabrielle Deloncle pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Gabrielle Deloncle présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2012.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau.

La société assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2012, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration de la SOMIMON n'ont pas été modifiées par rapport à l'année précédente. La Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 42% des parts de la SOMIMON et occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Présidence en la personne de Madame Gabrielle Deloncle.

Le Conseil d'administration de la société a pris acte de la modification de certains représentants des actionnaires concernant : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour lequel Mr Jean-François Audrin a été nommé en remplacement de Mr Michel Aslanian le 30 janvier 2012, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier pour laquelle Mr Marc Sentourens a été nommé en remplacement de Mr Thierry Deloncle le 31 janvier 2012, et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc représentée par Mr Pierre Marie PEZET en remplacement de Mr Laurent Brieu le 21 décembre 2012.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni les 3 avril, le 30 mai et 11 décembre 2012 ; l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenue le 29 juin 2012.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2012, dont le Directeur Général Olivier Lauro, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2012, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole.

Parmi les événements majeurs de l'année, on notera que la SOMIMON a intégré le Comité Régional Circuits Courts ; aussi, elle a fêté son 50<sup>ème</sup> anniversaire, et a été lauréate du trophée des EPL 2012 pour l'expérimentation sur l'approvisionnement local des restos du cœur de l'Hérault.

Un soin particulier a été apporté cette année à la communication, tant auprès des professionnels et institutionnels (Guide d'accueil, plaquette) que du grand public (Charte Qualité-Proximité, exposition médiatique pour l'expérimentation conduite avec les Restaurants du Cœur).

L'événement organisé en octobre à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du MIN a permis de mettre en valeur les atouts de ce site d'approvisionnement stratégique au titre de la logistique urbaine de proximité, et de valoriser les services mis en œuvre par la société.

Le projet de programme de modernisation et d'insertion urbaine de la Somimon s'appuie sur plusieurs études et diagnostics actuellement en-cours et porte sur la logistique urbaine et plate-forme multi modales, l'étude thermique, le renouvellement urbain du quartier de la Restanque, le diagnostic stratégique et les perspectives du M.I.N., le plan stratégique d'évolution à moyen terme.

Au niveau de la logistique territoriale, les atouts de MERCADIS sont la proximité avec le centre-ville, la proximité des réseaux du Tramway, le maintien d'un branchement ferré, la mise en marche de la production locale, la mutualisation d'espaces avec le futur quartier de la Restanque, la capacité à coordonner les études en cours portées par les différentes collectivités.

Le Plan Qualité de Mercadis reste positif avec un taux de tri sélectif (76%) étant le plus fort taux de recyclage parmi les Marché de Gros en France, un bilan de l'approvisionnement local mis en place pour les « restos du cœur » positif, treize producteurs du carreau s'inscrivant dans une démarche qualité, le maintien de l'agrément européen de la plate-forme frigorifique par les services administratifs compétents, la signature de trois contrats de maintenance des installations frigorifiques, la mise aux normes de dix entrepôts, la mise en sommeil de la mise en place de la mutualisation des incidents de paiement par certains grossistes.

Au niveau des horaires de neutralisation, l'annexe 1 du Règlement Intérieur a fait l'objet de plusieurs évolutions, suivant l'objectif de concentrer l'activité des grossistes.

Une convention d'autorisation de déversement et de traitement des eaux usées signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SOMIMON impose une nouvelle redevance facturée aux concessionnaires et dont le montant dépend des résultats des analyses faites sur relevés semestriels à la sortie du réseau des eaux usées.

**La filière agroalimentaire** enregistre quelques événements significatifs avec notamment son 1er Salon de la Distribution Alimentaire de Proximité, organisé à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du marché gare, l'entrée du MIN au Comité Régional Circuits Courts. Le partenariat reconduit cette année avec l'INRA et les Restaurants du Cœur de l'Hérault pour leur approvisionnement local a fait l'objet d'une forte exposition médiatique : Mercadis s'est vu nommé lauréat du trophée des EPL 2012 pour cette expérimentation.

**La filière « fruits et légumes »** représente une activité essentielle pour la société (23% de son chiffre d'affaires) qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés. La Charte « Qualité et Proximité », signée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les représentants des opérateurs du Marché, permet désormais de valoriser, auprès du consommateur, la pertinence de l'approvisionnement sur le MIN.

**Sur le carreau des producteurs**, le nombre de producteurs permanents augmente légèrement. La fréquentation des producteurs saisonniers est stable, bien que leur renouvellement d'une année sur l'autre soit très important.

**La filière « autres produits alimentaires »** (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..) contribue à plus de 20 % du chiffre d'affaires de la SOMIMON.

**L'activité horticole** enregistre pour sa part une légère baisse.

**L'activité de « plate-forme frigorifique »** qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée, a progressé de 6% par rapport à 2011. Elle représente environ 18% du Chiffre d'affaires de la SOMIMON, en augmentation de quatre points par rapport à l'année précédente. La qualité des installations et le savoir faire reconnu de la SOMIMON en matière de maintenance des installations frigorifiques permettent l'accompagnement des opérateurs dans la mise à disposition de ces installations et le développement de l'activité de la plate-forme frigorifique. A noter en outre la remise en fonctionnement du tunnel de congélation pour un industriel en volaille du Gard.

**Au niveau des concessionnaires** implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2012, neuf arrivées sur le site, ainsi que quatre nouvelles occupations précaires et cinq agrandissements pour seulement trois départs.

**Les éléments financiers** au 31 décembre 2012 s'inscrivent ici dans la politique d'accompagnement (service et investissement) ambitieuse de la SOMIMON, avec la livraison de trois aménagements d'entrepôts, la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, le lancement de l'étude sur la transition énergétique et l'organisation du 50<sup>ème</sup> anniversaire de MERCADIS.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 613 K€ en hausse par rapport à 2011 (soit +51 K€, soit +2 %). Les produits totaux représentent 2 964 K€ (relativement stable par rapport à 2011) pour un total de charges de 2 963 K€ (soit +5K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +1 K€. Les capitaux propres de la société

déléataire s'élèvent désormais à 1 065 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SOMIMON ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°84 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE ENJOY MONTPELLIER - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération n°10 708 du Conseil en date du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Gabrielle Deloncle pour la représenter au Conseil d'Administration de la société SAEML ENJOY Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Gabrielle Deloncle présente le compte rendu des activités de la société SAEML ENJOY Montpellier au cours de l'exercice 2012.

La SAEML ENJOY Montpellier a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, et du Parc des expositions (sur le ressort duquel se trouve la Park&Suites Arena). Les trois sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'Agglomération de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Enjoy Montpellier ».

Le capital de la société s'élève à hauteur de 35 368 881 €, soit 216 987 actions à 163 € suite à une augmentation de capital de 788 431 € constatée au 29 octobre 2012. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,05% du capital. Elle détient six sièges sur dix-huit au Conseil d'Administration.

La société est toujours présidée en 2012 par Monsieur Frédéric Lopez, représentant de la Région Languedoc Roussillon, et Mr Jacques Martin, représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que Vice-Président.

Parmi les faits marquants de l'année 2012, il faudra noter la nomination d'un nouveau Directeur Général lors du Conseil d'administration en date du 29 octobre 2012, faisant suite au départ de l'ancien Directeur Général, M. François Barbance, dont l'intérim aura été réalisé par M. Eric Celestin Urbain jusqu'au 31 décembre 2012 ; le nouveau Directeur Général, M. Antoine Perragin ayant pris ses fonctions à compter du 1er janvier 2013.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni les 13 avril et 29 octobre 2012 notamment dans le cadre de la décision puis de la constatation de l'augmentation de capital de la société générée par la création de 4 837 actions nouvelles en grande partie dédiées à l'entrée dans le capital de la société Park & Suites.

Au cours de l'exercice 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 13 avril et 29 octobre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Mixte le 13 juin 2012 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2011 et pour délibérer de l'émission d'actions nouvelles.

Des modifications relatives aux représentants des administrateurs ont été constatées sur 2012 ; pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la nomination de Mme Gabrielle Deloncle en remplacement de M. Alain Zylberman ; pour la Région Languedoc-Roussillon, avec la nomination de M. Christian Bourquin en remplacement de Mme Paulette Charles ; et pour la Caisse des Dépôts et Consignations avec la nomination de M. Brice Paquet en remplacement de M. Bernard Guinot. De plus, le Crédit Mutuel Méditerranéen ayant renoncé à son poste de censeur, M. Franck Manna, représentant la société Park & Suites, a été nommé censeur.

L'effectif de la société est de 131 salariés au 31 décembre 2012 dont trois personnes en CDD (dont un effectif en contrat de professionnalisation, un apprenti et un mandataire social).

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 25 178 K€,.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 459 manifestations ; 53% ont été réalisées au sein du Corum, 20% au sein du Zénith Sud, 14% au sein du Parc des Expositions et 12% au sein de la Park&Suites Arena. La part relative aux congrès ou réunions d'entreprises s'est élevée à hauteur de 31%, celle des salons ou concours a été de 12%, tandis que 57% des manifestations ont concerné des spectacles ou des manifestations sportives.

Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 26 404 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 27 710 K€. Le résultat d'exploitation de la société s'affiche ainsi à -1 306 K€.

L'augmentation de capital sur l'année 2012 a notamment contribué au renforcement de la structure financière de la société, qui présente une situation nette à hauteur de 31 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML ENJOY Montpellier,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°85 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT L'OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°8130 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur C. Valette pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur C. Valette présente le rapport annuel 2012 de l'administrateur de la société publique locale d'aménagement L'Or Aménagement.

L'actionnariat entièrement composé de collectivités territoriales et de leurs groupements, est constitué autour de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, actionnaire majoritaire à hauteur de 51%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste toujours actionnaire à hauteur de 3,57% au 31 décembre 2012. Elle est représentée par 1 poste sur 18 au conseil d'administration de la société.

L'objet social de la SPLA « l'Or Aménagement » concerne l'étude et l'aménagement de terrains, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que dans la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

En 2012, le montant du capital social de la société est inchangé et s'élève à 320 143 €.

L'effectif moyen de la société est composé de 4 salariés.

Du point de vue de l'activité d'aménagement, les éléments suivants sont à souligner pour l'année 2012 :

- Opérations d'aménagement : ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès et ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison.

- Conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en conduite d'opération :

- Clôture des opérations relatives aux travaux de réhabilitation de la cave coopérative en centre socio culturel (Mudaison), le confortement de la digue ouest du port de Carnon (Mauguio), la construction d'une crèche intercommunale (Mudaison), la construction d'un centre de loisirs (La Grande Motte) et l'extension de l'école élémentaire (Mudaison).

Les activités suivantes se poursuivent encore : la réalisation d'une piscine intercommunale (Lansargues), l'extension de la mairie (Candillargues), la réhabilitation du hangar Durand (Candillargues), le remplacement des pannes A et B du Port de Carnon (Mauguio), la requalification de l'avenue de l'Europe (La Grande Motte), la construction des ateliers municipaux (Candillargues), la construction d'un groupe scolaire et l'extension du restaurant scolaire existant (Candillargues).

- Conventions d'assistance technique

L'année 2012 a entériné la clôture des opérations concernant le projet de ZAC des portes de l'aéroport (Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or) et l'aménagement du Lido du petit et grand travers (Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or).

Les activités suivantes se poursuivent encore : la reconfiguration des postes d'amarrage des pontons H et G du bassin ouest du port de Carnon (Mauguio) et l'extension de la zone d'activités de la Louvade (Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or).

Les perspectives d'évolution sur 2013 sont notamment :

- ZAC des portes de l'aéroport : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à la société par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or par convention du 18 avril 2013 pour une durée de 6 ans afin de mener les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement.

- Projet d'extension et de requalification du port de la Grand Motte : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à L'Or Aménagement par la Commune de La Grande Motte par convention du 28 mars 2013 dans le but de permettre de dessiner le projet d'extension du port et de requalification urbaine de ses abords et d'en définir la faisabilité technique et financière.

- Cuisine centrale intercommunale : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or par convention signée le 18 mars 2013 afin d'apporter une assistance à l'élaboration du programme initial et définitif et le recadrage de l'enveloppe financière prévisionnelle et effectuer le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

- ZAC Font de Mauguio : Concession d'aménagement signée le 14 janvier 2013 entre la commune de Mauguio et l'Or Aménagement pour une durée de 8 ans.

Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre les résultats suivants pour 2012 :

- Le Chiffre d'Affaires hors taxe s'élève à 367 403 € (pour mémoire en 2011 : 268 985 €) ;

- Le Résultat d'exploitation est bénéficiaire et s'élève à 30 106 € (pour mémoire en 2011 : déficit de -7 401 €) :

l'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers et de Lou plan des Aires) et des différentes études menées en 2012. L'ensemble des charges d'exploitation est principalement constitué des paiements sur « Les Châtaigniers » pour 72 K€ et « Louplan des Aires » pour 62 K€, des frais de personnel pour 246K€ et des charges externes pour 86 K€.

- Le Résultat net de l'exercice apparaît finalement à 34 656 € (pour mémoire en 2011 : 891 €).

- Les capitaux propres s'établissent à 968 329 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°86 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°9386 du Conseil en date du 12 février 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Louis Pouget pour la représenter au Conseil d'Administration de la SAEML BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Louis Pouget présente le compte rendu des activités de la SAEML BRL au cours de l'exercice 2012.

Depuis cinquante ans, la société BRL participe au développement du Languedoc-Roussillon en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital de la société s'élève à 22 588 779 €, soit 10 221 167 actions à 2,21€.

La société est majoritairement détenue par la Région Languedoc-Roussillon à 32,74%; elle est présidée depuis le 21 novembre 2011 par Monsieur Damien Alary, représentant de la Région Languedoc-Roussillon et vice-présidée par Monsieur Michel Brousse représentant du Département de l'Aude. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est toujours actionnaire à hauteur de 0,11% et dispose d'un représentant à l'assemblée spéciale des actionnaires.

La société BRL a naturellement vocation à être un acteur majeur du service public régional de l'eau, voulu par la Région Languedoc Roussillon, tant par son mandat de concessionnaire du réseau hydraulique régional qu'à travers des autres missions qu'elle exerce pour différents maîtres d'ouvrages. Afin de renforcer le caractère public de BRL, les actionnaires ont souhaité faire évoluer les statuts de BRL en adoptant, par Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2011, la réglementation relative aux SAEML, garante d'une meilleure représentation des collectivités publiques et revenir à la forme classique de gouvernance avec un conseil d'administration et une direction générale.

L'année 2012 a été particulièrement intense et riche en projets pour le Groupe avec la mise en œuvre d'opérations majeures telles que l'indépendance des majors privés de l'eau (désengagement du groupe BRL vis-à-vis de SAUR), l'extension du patrimoine du réseau hydraulique régional, le débat public et la concertation Aqua Domitia, la stratégie du Groupe, la gouvernance de la société, les rétablissements des réseaux de la concession régionale, le financement des investissements, les assises régionales de l'eau, le pôle eau sur lequel la société a été fortement impliquée, la performance collective des filiales du Groupe BRL, l'audit de conformité aux règles applicables aux achats publics de BRL suite à l'ordonnance de 2005, les cellules de crise 2012, le 6ème forum mondial sur l'eau à Marseille, la certification environnementale ISO 14 001, l'inauguration de la maison de la Région à Casablanca, la responsabilité sociale d'entreprise, l'activité du concessionnaire BRL, l'activité ingénierie, l'activité espaces naturels, l'activité BRL Madagascar, l'entrée de PREDICT, la décision de liquidation de la société BJC de droit algérien, et les investissements sur le domaine concédé dont principalement le rachat pour 16 M€ des 83 121 actions de SAUR dans le capital de BRL Exploitation, portant ainsi la part de BRL dans le capital de BRL Exploitation à 100%.

Quelques points sont apportés sur le suivi des investissements qui se situent en forte croissance, sur le suivi des travaux de rétablissement de réseaux consécutifs aux projets de contournement Nîmes-Montpellier et de dédoublement de l'A9, sur la mise en place du financement long terme du rachat par BRL des parts détenues par SAUR au capital de BRL Exploitation, sur la gestion des risques des activités en France et à l'international en

veillant à une meilleure sécurité des pratiques, sur les modalités de liquidation de la filiale de BRL Investissement, ainsi que sur le renforcement de la sécurité des actes de gestion, d'administration de BRL et de contrôle des filiales. Les perspectives d'avenir sont marquées par trois orientations majeures : la poursuite des travaux d'investissement, le déploiement de la stratégie du Groupe, et le projet d'augmentation de capital de 10 M€.

En 2012, le Chiffre d'Affaires de la SAEML BRL est en augmentation de 1,6 M€ (soit +10%) par rapport à 2011 et s'établit à 16,6 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort à 595 K€ contre 441 K€ en 2011. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 1 702 K€ contre 1 008 K€ en 2011.

Le Chiffre d'Affaires du groupe est également en augmentation de 4,8 M€ (soit +7,5%) par rapport à 2011 et s'établit à 68,9 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 3 720 K€ contre 2 438 K€ en 2011.

Le résultat net consolidé présente un bénéfice de 3 257 K€ contre 1 222 K€ en 2011.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 771 K€, Exploitation : 2 030 K€, Ingénierie : 488 K€, Espaces naturels : 133 K€, Activités sur Madagascar : 177 K€, Activités sur l'Algérie : -55 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°87 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SERM - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8127 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Gilbert Pastor pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Gilbert Pastor présente le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2012.

Le capital social de la SERM reste inchangé au 31 décembre 2012 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,61% des actions. A ce titre elle occupe 3 sièges sur 14 au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 14 février, 29 mai, et 23 octobre 2012. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenue le 20 juin 2012, et celle approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 25 juin 2013.

Au 31 décembre 2012, l'effectif de la société est de 120 personnes, dont le Directeur Général, Monsieur Thierry Laget et le Directeur Général Délégué, Monsieur Jean-François Courty dans le cadre d'une mise à disposition.

### ■ Activité d'aménagement

En 2012, l'activité opérationnelle du secteur aménagement de la SERM a engendré des dépenses d'investissement de 108,6 M€ T.T.C. contre 156,3 M€ T.T.C. en 2011.

Ce volume de dépenses d'investissement est en diminution de -31% par rapport à 2011 en raison d'un volume d'études et de travaux en baisse lié notamment à la livraison du Nouvel Hôtel de Ville, et malgré une activité très soutenue au titre des acquisitions pour un volume de 25 M€ dont 10 M€ portent sur le renouvellement urbain ; la société réalise également l'achèvement de travaux importants notamment sur l'avenue Raymond Dugrand, sur la ZAC Consuls de Mer, et l'achèvement du MIBI cédé en décembre 2012 à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les dépenses d'aménagement se répartissent à 96,1 M€, soit 88% pour les concessions d'aménagement et 12,5 M€, soit 12% pour les mandats d'études, d'acquisitions foncières et de réalisation.

Les recettes d'aménagement se sont élevées au total à 107,7M€ TTC en diminution de -25% par rapport à 2011.

Les cessions ont représenté 1 110 logements, une superficie correspondant à 5 hectares de terrains d'activité, 23 527 m² de bureaux et services, et presque 4 hectares d'équipements publics.

### ■ Activité de gestion

Le Département Energies a poursuivi son activité avec des recettes provenant de la vente de chaud, de froid et de droits de raccordements.

La section Département Energies réalise un résultat net (avant intéressement, participation et abondement) de 1 704 K€ en baisse par rapport à 2011 mais en hausse de plus de 51% par rapport aux prévisions budgétaires.

### ■ Activité de gestion immobilière

Cette activité se maintient avec toujours 15 bâtiments d'immobilier d'entreprises gérés dont 6 ateliers relais et

bureaux locatifs en Concessions publiques d'aménagement.

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2012 atteint 103 733 834 € contre 102 906 488 € en 2011, soit une progression de +0,8%.

La bonne gestion des charges permet de dégager un résultat opérationnel total de 2 366 K€ en repli par rapport au même résultat obtenu en 2011 de 2 731 K€, mais nettement supérieur à la prévision budgétaire soit près de 44%

Après imputation de l'intéressement des salariés et de l'abondement, l'exercice 2012 présente un solde bénéficiaire après impôts de 914 K€. La situation nette à la clôture de l'exercice atteint 15 069 133 € pour un ensemble de capitaux propres de 26 157 K€.

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2013 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 100 M€ T.T.C. ; celui-ci devrait représenter 93% des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. Cette prévision confirme la tendance de la SERM à se positionner de manière plus affirmée comme opérateur des communes et de l'agglomération de Montpellier avec néanmoins un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats.

Les activités du secteur logement se poursuivent sur les ZAC Parc Marianne, Rive Gauche, Consuls, Jacques Cœur, Grisettes, Lironde, et Ovalie et le parking Saint Roch.

Concernant l'activité immobilier d'entreprises, le MIBI a été cédé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et poursuit son exploitation.

Les opérations de cessions se poursuivent également sur les zones Eureka, Garosud, Euromédecine et Marcel Dassault.

Concernant les filiales d'exploitation de la SERM, la société a vu évoluer sa participation au sein de la SAEMLE ENJOY Montpellier de 2,01% à 1,78% suite à une augmentation de capital de cette dernière auquel la SERM n'a pas pris part.

La SERM détient aussi toujours en 2012 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 32% dans la SARL GEODEM, 99% dans la SCI Odysseum et 100% de la SAS SEAMAN au sein de laquelle un nouveau directeur a pris ses fonctions le 2 avril 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SERM,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°88 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM - RAPPORT SPÉCIAL 2012 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2012 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

Elle exerce ces prérogatives lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ces rapports sont rappelés ci après.

En 2012, les opérations confiées à la SERM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Parc 2000 Extension sur la Commune de Montpellier ;
- ZAC Eureka Extension sur la Commune de Castelnau le Lez ;
- ZAC Garosud Extension sur les Communes de Montpellier et Lattes ;
- ZAC Port Marianne Hippocrate sur la Commune de Montpellier ;
- ZAC Roquefraise sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas.

Pour la ZAC Parc 2000, l'arrêté préfectoral de cessibilité de 2007 concernait quatorze unités foncières de propriétaires privés. En 2012, sept unités foncières sont quant à elles concernées par une procédure judiciaire en cours d'instruction et un dossier fait l'objet d'un second pourvoi en cassation également en cour d'instruction.

Pour la ZAC Eureka, l'enquête parcellaire concernait neuf unités foncières. En 2012 trois unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Garosud Extension, l'enquête parcellaire en 2010 concernait treize unités foncières. En 2012, quatre unités foncières ont été concernées par une procédure d'expropriation qui a été finalisée.

Pour la ZAC Port Marianne Hippocrate, l'enquête parcellaire concernait trois unités foncières pour lesquelles le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault a rendu trois ordonnances d'expropriation. En 2012, une unité foncière est toujours concernée par une procédure judiciaire en cours et une indemnité judiciaire définitive a été

fixée alors que trois unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique. Pour la ZAC Roquefraisie, l'enquête parcellaire concernait vingt trois unités foncières. En 2012, aucune unité foncière n'a été concernée par une procédure judiciaire, et trois unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2012 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°89 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9872 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Pierre Moure pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre Moure présente le compte rendu des activités de la SAAM au cours de l'exercice 2012.

L'objet social de la SAAM s'inscrit dans le fait de concevoir, étudier et mener à bien des actions ou opérations d'aménagement pour le compte exclusif de ses actionnaires, afin de mettre en œuvre un projet urbain ou une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, et de sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

En 2012, la société reste présidée par Monsieur Jean-Pierre Moure, en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions. A ce titre elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

La Région Languedoc-Roussillon qui détient 10,06% du capital dispose de 2 représentants au sein du CA ; aussi la Ville de Montpellier qui possède 22,60% du capital a désigné 4 membres au sein du CA.

19 autres collectivités faisant toutes partie de l'Agglomération de Montpellier complètent l'actionnariat parmi lesquelles : Castelnau le Lez, Lattes, Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Cres, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Les 17 dernières nommées composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires, représentée par M<sup>me</sup> Danièle Antoine-Santonja. Le censeur, représentant la Communauté d'Agglomération de Montpellier est M. René Revol.

En 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni les 14 février, 29 mai et 23 octobre.

Au cours de la séance du 29 mai 2012, suite à la procédure d'augmentation de capital initiée en 2011 et à l'annulation de la délibération relative à la souscription de la commune de Castelnau le Lez à hauteur de 100 nouvelles actions pour un total de 10 000€ ayant fait l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montpellier le 6 janvier 2012, le nouveau capital de la société a été constaté à hauteur de 1 770 000€ au lieu de 1 780 000€.

La séance du 23 octobre 2012 a modifié les modalités de versement des fonds.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenue le 20 juin 2012, et celle relative aux comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 25 juin 2013.

L'effectif moyen de la société est de trois personnes. L'effectif à fin 2012 est toutefois composé de deux personnes, auquel il faut ajouter deux personnes mises à disposition par la SCET.

L'année 2012 a été marquée par la forte hausse des dépenses d'investissement à hauteur de 18,4 M€ (contre 4,1 M€ en 2011), tant au niveau des concessions (requalification de l'ancien site militaire de l'EAI, renouvellement urbain de la Restanque, ZAC Cœur d'Orques à Saint Georges d'Orques, ZAC des Saurèdes à Castries) pour près de 16,5 M€, qu'au niveau des mandats (réhabilitation du stade de la Mosson, acquisitions foncières pour l'opération Oz Nature urbaine, études en renouvellement urbain sur la Pompignane) pour près de 1,9 M€.

L'effet conjugué d'une augmentation des produits et d'une bonne maîtrise des charges permet donc de dégager un résultat opérationnel bénéficiaire de 45 K€, en nette augmentation par rapport aux prévisions initiales en déficit.

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2012 atteint 4 612 K€ (contre 251K€ en 2011) et la production totale se monte à 14 405 K€ (contre 3 526 K€ en 2011) portée par les acquisitions réalisées sur les concessions Route de la



Mer et EAI.

Le résultat net apparaît toutefois déficitaire à hauteur de -71 K€, mais la situation nette, parfaitement saine à la clôture de l'exercice, s'élève à 1 285 K€.

La société a eu recours à l'emprunt pour un montant de 18 M€, nécessaire au financement des concessions.

Compte tenu du dépassement des objectifs de résultat fixés en 2012, la SAAM a participé au versement d'un intéressement, d'un complément d'intéressement et d'un abondement, auprès de l'Unité Economique et Sociale regroupant les entités SERM, SAAM et GIE, pour un total hors forfait social de 933 K€.

Les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'administration du 11 février 2013 prévoient un chiffre d'opérations de 36,2 M€, soit en forte progression par rapport à 2012, portant notamment sur des opérations nouvelles telles que la concession OZ, accompagnant la nouvelle gare TGV ou encore Clapiers...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAAM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°90 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE SAAM - RAPPORT SPÉCIAL 2012 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SAAM a remis son rapport spécial 2012 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. Elle exerce ces prérogatives lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ces rapports sont rappelés ci après.

En 2012, les opérations confiées à la SAAM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Descartes sur la Commune de Laverune.

Pour la ZAC Descartes, l'enquête parcellaire concernait dix-sept unités foncières.

En 2012, aucune unité foncière n'est concernée par une procédure judiciaire alors que cinq unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2012 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAAM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°91 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT, DE RESTAURATION DE TIERS EXTÉRIEURS INVITÉS À PARTICIPER AUX TRAVAUX DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Conseil de Communauté, par délibération n°11342, a adopté à l'unanimité la prise en charge des frais de déplacements des membres du Conseil de Développement lors de son Conseil Communautaire du 20 décembre 2012.

Dans le cadre de ses travaux, le Conseil de Développement est amené à recevoir des personnalités extérieures afin de contribuer aux travaux de réflexion, de prospective et de proposition de cette instance.

Le cas échéant il peut être opportun de participer en tout ou partie à la prise en charge des frais de transports, d'hébergements et de restauration de ces personnalités, notamment pour des raisons protocolaires ou afin de faciliter leur venue.

Il est donc proposé d'approuver la prise en charge éventuelle de tout ou partie des frais de transports, d'hébergement, de restauration, de personnalités extérieures invitées à participer aux travaux du Conseil de Développement.

Ces coûts s'inscriront dans les montants maximum cités dans la délibération n°11342 précitée, soit à titre de rappel :

-10 000€ H.T. au titre de l'année 2013 et 5000€ H.T. au titre de l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge de tout ou partie des frais de transports, d'hébergement, de restauration concernant des tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement conformément aux dispositions ci-dessus :

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,  
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°92 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DE LA CITOYENNETÉ COPEC - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission départementale pour la Promotion de l'Égalité des Chances et la Citoyenneté COPEC instaurée par une circulaire du 20 septembre 2004 fait suite à la CODAC (Commission Départementale d'Accès à la Citoyenneté) qui visait à faire reculer les discriminations dont les jeunes issus de l'immigration sont l'objet en matière d'embauche, de logement, de loisirs...

Composée de représentants de l'autorité judiciaire, de services administratifs de l'Etat, des chambres consulaires, des services publics, d'élus, de syndicats, d'associations, la COPEC est présidée par le Préfet. Elle a plusieurs missions : favoriser l'échange d'informations, concevoir, mettre en œuvre et coordonner des actions, améliorer les signalements pour permettre une plus grande efficacité de la réponse judiciaire concernant les discriminations.

La COPEC « définit des actions de prévention contre toute discrimination directe ou indirecte fondée notamment sur l'origine, le sexe, le handicap, l'orientation sexuelle... ». Elle vise une coordination des actions, leur mise en perspective et doit permettre une « re »mobilisation des acteurs.

Par courrier du 6 juin 2013, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale a informé la Communauté d'Agglomération de Montpellier du prochain renouvellement de la Commission et a demandé la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de cette instance.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme N. Bigas en qualité de représentante titulaire et Mme J. Claverie en qualité de représentante suppléante.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- désigner Mme N. Bigas représentante titulaire et Mme J. Claverie représentante suppléante au sein de la Commission Départementale pour la Promotion de l'Égalité des Chances et de la Citoyenneté COPEC,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°93 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – PARC 2000 ET VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé de la réalisation de Parc 2000 en zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la SERM. La ZAC a été créée le 29 mai 2000. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession confiant à la SERM la mission d'étude, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS.) et prolongeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022. L'opération confiée à la SERM

comprend le parc d'activités Parc 2000 d'une surface cessible de 45 749 m<sup>2</sup> partagée en une trentaine de lots et le Village d'Entreprises Artisanales et de Services comprenant un immeuble de bureaux de 711 m<sup>2</sup> ainsi qu'un ensemble d'ateliers de 1 769 m<sup>2</sup> de surfaces locatives.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil d'Agglomération du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (ZFU) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007.

La ZAC Parc 2000 Extension a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement ainsi que du compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises.

#### **Opération d'aménagement : Parc 2000 et Parc 2000 Extension :**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 12 265 000 € H.T. dont 1 828 000 € H.T. en 2012 correspondant essentiellement à des acquisitions, à des travaux et à la rémunération de l'aménageur. La quasi-totalité des aménagements des espaces publics est achevée.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 9 787 000 € H.T. dont 932 000 € H.T. en 2012 provenant de la vente de 3 lots (Région LR, SCI BS, SCA KAFE). Deux terrains sont sous compromis de vente.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 122 000 € H.T. en dépenses et à 11 993 000 € H.T. en recettes. Une avance de trésorerie de 300 000 €, versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération d'aménagement. Malgré la perte de la subvention au titre du FEDER, initialement attendue à hauteur de 300 000 €, la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce notamment à une hausse des recettes de cession. L'article 157 de la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 proroge et modifie le dispositif Zone Franche Urbaine (ZFU) jusqu'en décembre 2014.

#### **Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) :**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses d'investissement réalisées pour la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services, y compris le foncier s'élève à 2 411 000 € H.T. Fin 2012, le village était occupé par 18 entreprises totalisant plus de 70 emplois. A ce jour, 2 bureaux et 1 atelier sont vacants.

L'opération VEAS bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. déjà versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 4 898 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2012 est excédentaire de 602 000 € dont 63 000 € pour l'année 2012. Au terme de la concession, le compte d'exploitation prévoit un excédent de l'ordre de 1 130 000 €.

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant les opérations d'aménagement, la réalisation et l'exploitation du VEAS Parc 2000 s'établit à 18 020 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'élève à 1 827 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc 2000, Parc 2000 Extension et Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) à Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- prendre acte des cessions de terrains réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°94 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – ZAC PARC 2000 2ÈME EXTENSION - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Le deuxième projet d'extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et s'insère dans un secteur de développement urbain assurant la liaison entre des quartiers urbanisés. Il a vocation à accueillir principalement des activités artisanales et tertiaires, ainsi que du logement.

La seconde zone d'extension de Parc 2000 est située à proximité du tracé de la ligne de tramway n°3. Elle bénéficie ainsi d'une forte valeur de localisation et lui confère une forte intensité de développement urbain.

La ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension se situe dans le quartier Mosson, entre d'une part, les ZAC. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, et d'autre part les laboratoires pharmaceutiques de Sanofi à l'Est. Cette ZAC est la deuxième extension d'un projet qui à terme atteindra 21,5 ha. (Parc 2000 de 6,5 ha., Parc 2000 extension de 10 ha., Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension d'environ 5 ha.).

Par délibération du Conseil de Communauté, en date du 22 décembre 2009, déposée en Préfecture de Montpellier le 23 décembre 2009, les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension et les modalités de concertation ont été approuvés.

Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension a pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains, en vue de réaliser une zone comprenant principalement des activités mais également du tertiaire et de l'habitat.

Par délibération du Conseil de Communauté du 29 septembre 2011, reçue en Préfecture le 6 octobre 2011, la SAAM est désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement est approuvé.

L'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 portant Déclaration d'Utilité Publique du projet d'Aménagement de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension a été pris le 3 juillet 2012.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, 9 000 € H.T. ont été dépensés correspondant à des études et frais. La commercialisation n'a pas encore débuté.

Suite aux différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles transactionnels ont été signés avec la quasi-totalité des expropriés. L'autorisation de signature de ces protocoles transactionnels a fait l'objet d'une délibération du conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 30 janvier 2012.

Une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 186 000 € H.T. (objet de l'avenant n°1) est désormais nécessaire. Celle-ci permettra d'absorber l'augmentation du montant des acquisitions suite à la signature du protocole d'accord. Par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM bénéficie d'une seconde Déclaration d'Utilité Publique, qui concerne cette fois ci la réalisation des travaux de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension .

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à un montant de 5 792 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> Extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°1 portant sur la mise en place d'une participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 10 (Mme P. Danan et MM. J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Florence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévisa, J. Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°95 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°5522 du 26 novembre 2003 a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consiste en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m<sup>2</sup> dont 1 243 m<sup>2</sup> d'ateliers et 667 m<sup>2</sup> de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m<sup>2</sup>. La deuxième étape consistant à définir une

opération d'aménagement d'ensemble est en cours. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

#### Village d'Entreprises Artisanales et de Services :

Le VEAS accueille 10 entreprises représentant plus de 70 emplois.

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 992 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement techniques réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 1 475 000 € H.T. dont 223 000 € H.T. réalisées en 2012. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 1 056 000 € H.T. dont 120 000 € H.T. en 2012. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote-part de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier versée en 2012.

Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 594 000 €. Le taux d'occupation du VEAS en 2012 est en hausse de 30 % par rapport à l'année 2011 pour dépasser fin 2012 70% d'occupation. Ce taux devrait encore progresser au cours de l'année 2013.

#### Restructuration du secteur du Frigoulet :

L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir. Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération n°9596 du 23 juin 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € totalement versée en 2012.

En 2012, des études pré-opérationnelles ont été finalisées, elles abordent des domaines diversifiés comme l'hydraulique, la topographie, le potentiel commercial et la composition architecturale et urbaine.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé de la concession s'établit à 4 700 000 € H.T. en dépenses et en recettes et intègre les charges et produits d'exploitation, avec une valeur de rachat de l'ensemble immobilier au terme de la concession de 594 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte Rendu Annuel à la Collectivité présenté par la SERM ;
- approuver le bilan financier prévisionnel actualisé d'exploitation du Village d'entreprises, le bilan consolidé de la concession intégrant les études pré-opérationnelles d'aménagement du secteur, présenté par la SERM pour l'exercice 2012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°96: MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT - PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - CLÔTURE DE L'OPÉRATION - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols. Le 26 avril 2002, il a concédé à la SERM l'opération d'aménagement dont la vocation est l'accueil d'activités tertiaires et industrielles de pointe et services aux entreprises. L'opération couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122.750 m². Le traité de concession vient à échéance le 31 décembre 2017.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Cette opération, dont la 1<sup>ère</sup> tranche est en voie d'achèvement, est incluse depuis le 29 novembre 2011 dans le périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble dite de la « Route de la Mer », dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié l'aménagement à la SAAM par délibération d 29 novembre 2011.

A ce titre, il est envisagé de clore en 2013 la concession d'aménagement, afin que la Communauté d'Agglomération puisse confier à la SAAM la poursuite et la modification du programme d'aménagement de ce secteur, selon les nouvelles orientations ainsi définies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour intégrer la poursuite de la réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport dans le champ d'intervention de la SAAM selon les nouvelles orientations ainsi définies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et conformément à l'article 22.1 du contrat de la concession d'aménagement en cours, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signifié à la SERM une demande de résiliation amiable de son contrat. Dans cette optique, un protocole d'accord entre la SERM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera élaboré pour définir les conséquences juridiques et financières de cette résiliation.

Ce protocole sera soumis au Conseil d'administration de la SerM et à l'approbation du Conseil de la Communauté d'Agglomération dans le courant de l'année 2013. Le présent Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale a été établi dans le cadre des hypothèses financières définies dans le cadre de cette prochaine clôture.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 17 048 000 € H.T. dont 546 000 € H.T. en 2012. Celles-ci concernent le solde des acquisitions et des éléments de rémunération de l'aménageur.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 15 473 000 € H.T. dont 6 133 000 € H.T. en 2012.

Le bilan financier prévisionnel est porté à 17 765 000 € H.T. en dépenses et 20 265 000 € H.T. en recettes tenant compte des cessions foncières (terrains commercialisés) et terrain non commercialisés (à acquérir par la SAAM).

Le solde du remboursement de l'avance consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1 000 000 € interviendra au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 952 K€ H.T. (1 138,6 K€ T.T.C.), a été intégralement versé au 31 décembre 2004. Son remboursement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier est prévu au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

L'excédent de fin d'opération de 2,5 M€ sera versé à la collectivité (contre 0 € dans le précédent bilan prévisionnel).

Il provient du fait que la totalité des revenus issus des cessions foncières (terrains commercialisés, et terrain non commercialisés à acquérir par la SAAM) seront comptabilisés en recettes, alors qu'une partie des charges d'aménagements liés aux derniers lots cédés ne sont pas pris en compte, et seront réalisés par la SAAM, dans le cadre de la poursuite de l'aménagement de la ZAC au sein de la concession d'aménagement de la Route de la Mer. De ce fait l'opération Route de la Mer bénéficiera d'une augmentation de la participation de 2 500 000 € correspondant à cette intégration dans le grand périmètre de la concession.

La totalité des équipements publics de la 1<sup>ère</sup> tranche de la ZAC propriété de la SERM seront repris par la Communauté d'Agglomération au titre des droits de retour, dès la résiliation de la convention publique d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation de la convention publique d'aménagement avec la SERM,
- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération d'aménagement,
- dire que les crédits en recette sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°97 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS CHARLES MARTEL - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. Deloncle, Vice-Présidente, Présidente suppléante de la Commission MMT : Développement Economique et Emploi, rapporte

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil de Communauté a confié à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. Il couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles et est destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 824 000 € H.T. dont 83 000 € H.T. pour l'année 2012, correspondant à des travaux d'entretien et à la rémunération de l'aménageur. Une voie de connexion vers une extension future du secteur d'activité reste à réaliser. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 1 863 000 € H.T. dont 216 000 € H.T. en 2012 provenant de la cession du lot 9 à la SCI LA CARPE RIEUSE (1 800 m²) et du lot 2 à la SCI SERRANO-

MARTINS (2 100 m<sup>2</sup>). Au 31 décembre 2012, les lots 4 et 5 sont sous compromis de vente pour une surface totale de 3 600 m<sup>2</sup> (SCI KYLIANN). Deux lots restent à commercialiser : le lot n°6 (compromis signé mais projet abandonné suite au décès du porteur), le lot n°16 dont la commercialisation est liée à la définition de l'emprise de la voie de connexion avec une prochaine extension (modification du permis de lotir).

Le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 325 000 € H.T. en dépenses et à 2 367 000 € HT. en recettes. Ainsi, l'opération dégage un résultat positif de 42 000 € H.T. et il n'y a pas de participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La concession vient à échéance le 8 août 2013. Ainsi, afin de permettre l'achèvement de la commercialisation et la réalisation de la voie de connexion vers une extension future, il est proposé de prolonger la concession jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- prendre acte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2012,
- approuver l'avenant n°3 de prolongation de la concession,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 10 (Mme P. Danan et MM. J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévia, J. Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°98 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Les avenants n°2 et n°4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur 35 hectares dont 27 cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petite logistique urbaine, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvé par délibération n°8962 du Conseil le 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n°9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil de 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52 propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (17 630 m<sup>2</sup>).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 10 714 000 € H.T. dont 173 000 € H.T. en 2012, correspondant essentiellement au paiement de l'annuité d'acquisition des terrains au concédant et aux travaux de viabilisation de lots commercialisés.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 9 455 000 € H.T. dont 522 000 € H.T. en 2012, provenant du solde de 2 cessions foncières de 4 875 m<sup>2</sup> dont les compromis avaient été signés en 2011, et des acomptes liés à la signature de 6 compromis de vente pour une surface de 29 831 m<sup>2</sup> de terrains aménagés.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 13 173 000 € H.T. en dépenses et en recettes soit une réduction de 23 000 € H.T. par rapport au précédent bilan financier. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°99 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT 2ÈME EXTENSION - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares. La concession d'aménagement porte, d'une part, sur la réalisation de la ZAC de 15 hectares cessibles et d'autre part, sur le réaménagement des deux accès depuis la RD 612 et la requalification de trois voies de liaison depuis la zone d'activité existante située entre la RD612 et l'opération (rue Saint Exupéry, rue Louis Blériot et rue Jacqueline Auriol). La concession vient à échéance le 18 mars 2017.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'élève à 13 575 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Au 31 décembre 2012, les dépenses s'élèvent à 134 000 € H.T.

Le prix du foncier lié au jugement du 28 septembre 2011 fixant les indemnités d'expropriation a évolué. Un arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier a été rendu le 19 mars 2013 et a fixé à 2 993 720 € le montant de l'indemnité principale due à la SCI La Colombe, 3 294 092 € toutes indemnités confondues. De ce fait, le poste foncier a été augmenté de 612 000 €.

Concernant les études l'année 2013 est créditée d'un budget de 122 000 € pour réaliser les études nécessaires à la redéfinition du projet sur la base des nouvelles infrastructures ASF et à l'élaboration de plusieurs scénarios de divisions foncières correspondant aux différentes valorisations économiques envisageables. Dans l'attente du résultat de ces études, le produit des cessions est maintenu à 7 039 000 € H.T. L'opération d'aménagement pourra alors être engagée dès recalage du projet, en cohérence avec les projets d'infrastructures du secteur maintenant connus.

Le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est donc augmentée de 880 000 € H.T. Désormais, le montant total de cette participation s'élève à 5 974 000 € H.T. nécessaire à l'équilibre des aménagements de la ZAC, au réaménagement des accès sur la RD612 et à la requalification de trois voiries existantes. Au 31 décembre 2012 aucune recette de cession n'a été générée.

Le bilan prévoit par ailleurs, en 2015, le versement d'une participation de 560 000 € à l'opération par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette participation provient d'un fonds de concours reçu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la première concession Marcel Dassault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité du Parc d'Activités Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°100 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZONE INDUSTRIELLE DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DE LA ZONE D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SAAM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Créée en 1965, la Zone d'Activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 120 entreprises et 2 000 emplois. L'état de vétusté de ce site amène aujourd'hui la Communauté d'Agglomération de Montpellier à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement



qualitatif des espaces publics et la redynamisation des entreprises par leur implication dans un projet de zone. Par délibération n°9462 du 1er avril 2010, le Conseil Communautaire a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et défini le programme et l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 312 000 € T.T.C. A ce jour, l'ensemble des études pré-opérationnelles, ainsi qu'une étude d'impact ont été réalisées.

L'année 2012 a donc été consacrée :

- à la mise au point des études de projet (PRO), à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin d'intégrer les travaux d'assainissement non compris dans le projet initial ainsi que des modifications en termes d'aménagement de voirie.
- à l'établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE) et à l'appel d'offres des marchés de travaux.

Le démarrage des travaux est programmé au début du troisième trimestre 2013. Ceux-ci se poursuivront jusqu'à fin 2015.

En parallèle, la Communauté d'Agglomération souhaite lancer les études préalables :

- au réinvestissement de la façade urbaine sur la RD613 et 610 ;
- au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones riveraines habitées.

Le montant de ces études est estimé à 125 000 T.T.C., il comprend la rémunération du mandataire pour un montant de 23 000 € T.T.C. L'objet ainsi que le montant de ces études s'inscrit pleinement dans le cadre du mandat initial.

Le montant global du mandat est diminué de 420 000 € T.T.C. par rapport au CRAC 2011, au regard des évolutions majeures suivantes :

- diminution 649 000 € T.T.C. de travaux suite aux bons résultats d'Appels d'Offres ;
- augmentation de 105 000 € T.T.C. des honoraires techniques qui s'explique par l'augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre, due à la modification des études de projet (PRO) et par l'engagement de la démarche de certification HQE™ AMÉNAGEMENT ;
- augmentation de 102 000 € T.T.C. relative au lancement des études préalables précitées ;
- augmentation de 23 000 € T.T.C. de la rémunération du mandataire qui s'explique par l'accroissement du volume des travaux et des études confiés à celui-ci.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération diminue de 420 000 € T.T.C. par rapport à l'année 2011 et atteint la somme de 7 064 000 € T.T.C. Le financement du mandat reste inchangé par rapport au CRAC 2011, il est entièrement supporté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier mandat d'étude et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison ;
- approuver le bilan financier prévisionnel ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°101 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC EURÊKA ET PROGRAMMES D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES - MONTPELLIER ET CASTELNAU LE LEZ - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue Avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau le Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur. Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI). La concession vient à échéance en 2022. Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2012 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau le Lez :

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 38 985 K€ H.T. dont 3072 K€ H.T. en 2012, correspondant à l'acquisition de foncier à des tiers sur la ZAC Extension Eureka, à des dépenses liées aux travaux de finition sur la ZAC Eurêka et le lotissement Jean Mermoz en fonction des livraisons de bâtiments, ainsi qu'à la mobilisation d'une partie du fonds de concours pour les études d'enfouissement des lignes à haute tension.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 26 073 K€ H.T. dont 2773 K€ H.T. en 2011 provenant essentiellement des recettes de cession de 6 parcelles viabilisées sur le parc Eureka et le lotissement Jean Mermoz.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 82 520 K€ H.T. en dépenses (+12 208 K€) et à 81 972 K€ HT en recettes (+12 311 K€), avec un déficit à la baisse de 547 K€.

Cette hausse importante du bilan prévisionnel en recettes et en dépenses est liée à la modification engagée du programme de la ZAC Extension Eureka et du règlement du PLU qui devrait permettre de réaliser un programme mixte avec une partie de logements, et de la prise en compte en dépenses d'une participation prévisionnelle de l'opération d'aménagement de 7711 K€ pour l'enfouissement des lignes à haute tension qui grèvent le site.

L'hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m² de surfaces utiles. Au 31 décembre 2012, le cumul immobilisés s'élève toujours à 3 969 K€ H.T.

Sont présentes les entreprises KLOE, BOUYGTEL, ALLIANCE TELECOM, BCD TRAVEL, NEOTIC, NEW-INSIGHT, REGIE PUBLICITAIRE, QUEOVAL, GAXIEU. NEOTIC ayant augmenté sa surface de 188 m², le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2012 de 87%, en progression par rapport à 2011.

Grâce à ce taux d'occupation jamais atteint jusqu'alors, le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2012 s'est nettement redressé, passant à - 60 K€.

Néanmoins, le montant des loyers est insuffisant au regard de l'importance des travaux qui seraient nécessaires dans les prochaines années pour assurer une exploitation pérenne de l'immeuble. La reconversion du site prévue depuis l'an dernier reste d'actualité, mais est repoussée en 2017 afin d'accompagner sereinement les occupants de l'immeuble. La cession de son foncier est prévue en 2017 pour un montant de 3 055 K € H.T, compte tenues frais de démolitions.

Dans cette optique, aucun travaux n'est prévu en 2013.

A fin 2012, la trésorerie de ces locaux a été abondée par celle des Ateliers relais du Millénaire à hauteur de 375 K€. Cet abondement devrait s'élever d'ici 2014 à un total de 475 K€.

**L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :**

Cet ensemble immobilier de 1 161 m² utiles sur une parcelle de 3 017 m² a été acquis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2003. Cette acquisition et les travaux réalisés représentent fin 2012 une immobilisation de 508 K€ H.T. Aucun travaux n'a été réalisé en 2012.

Au 31 décembre 2012, l'immeuble est occupé à 96%.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2012 est de 165 000 € HT permettant d'abonder la trésorerie de l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. Lors de la cession de ce dernier, 475 K€ pourraient être reversés aux Ateliers relais du Millénaire afin de financer des travaux de rénovation.

**Le Montpellier International Business Incubator (MIBI) :**

L'immeuble est géré et exploité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis sa livraison en 2011. Dès réception des dernières subventions par la SERM, il a été cédé comme prévu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 7 344 K€, le règlement étant intervenu début 2013.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 104 533 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier et à Castelnau le Lez et l'exploitation des ensembles immobiliers, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- prendre acte des acquisitions et des cessions réalisés par la SERM au cours de l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°102 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PORT MARIANNE PORTES DE LA MÉDITERRANÉE - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ 2012 - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une Surface Hors Œuvre Nette d'environ 28 000 m<sup>2</sup> et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, l'extension du périmètre de la ZAC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation. Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, le Conseil d'Agglomération a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 en délibération du Conseil d'Agglomération n°10321 du 28 juillet 2011, le Conseil d'Agglomération a approuvé le montant prévisionnel de la participation de la collectivité fixé à 4 320 000 € H.T. affectée à la réalisation de la place du XX<sup>ème</sup> siècle.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2012 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

### **ZAC Portes de la Méditerranée - infrastructures**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 53 376 990 € H.T. dont 1 030 592 € H.T. réalisés en 2012 correspondant aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 47 533 128 € H.T. dont -35 165 € H.T. correspondent à la caducité d'un compromis de vente et au remboursement des sommes.

6 M€ d'avance ont été mobilisés en 2012 remboursables en 2016. Toutefois la mobilisation de 6 M€ d'emprunts s'avérera nécessaire en 2014 ou la mise en place d'une avance remboursable de la collectivité pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 56 862 436 € H.T. en dépenses. Il prend en compte l'augmentation des dépenses liées à la fin de réalisation d'aménagement, et la réalisation de recettes liées à la cession de charges foncières dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 58 282 948 € H.T. en recettes.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 147 106 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2012 à 24 399 487 €. H.T. correspondant au 1<sup>er</sup> règlement de 21 277 000 € H.T. par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2013 et 2016, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000 € chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, il en reste 6 M € à rembourser en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 32 538 702 € H.T. en dépenses et 32 122 487 € H.T. en recettes.

### **ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odysseum**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 777 229 € H.T. dont 121 963 € H.T. ont été réalisés en 2012. Le montant des recettes réalisées est de 24 817 083 € H.T à fin 2012.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 25 821 789 € H.T. en dépenses.

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Communauté d'Agglomération en décembre 2009.

Il est à noter que la réalisation est prévue par le programme des équipements publics de la ZAC approuvé par délibération n°7495 du Conseil de Communauté du 12 février 2007 et son financement à 50%, déduction faite des fonds de concours et subventions, par la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 7 février 2007. Une convention de financement a été approuvée par délibération n°8585 du Conseil de Communauté du 27 novembre 2008, prévoyant le versement par la Ville de Montpellier de 9 900 000 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

#### **ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 106 527 445 € H.T. dont 1 799 963 € H.T. réalisés sur l'année 2012.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 92 975 817 € H.T. dont 93 549 € H.T. réalisés en 2012.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 111 448 637 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2, et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°103 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC GAROSUD - MONTPELLIER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°1770 en date du 30 janvier 1992, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités Garosud à Montpellier et concédé son aménagement à la SERM.

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil d'Agglomération a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000. Un avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les Communes de Lattes et Montpellier qui couvre désormais une superficie de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la ZAC Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 49 507 000 € H.T. dont 2 444 000 € H.T. en 2012, correspondant essentiellement à des acquisitions. La seconde tranche des travaux de Garosud Extension débutera à l'automne 2013. L'ensemble du foncier est désormais maîtrisé (hors échanges à réaliser) et suite à la fixation judiciaire en appel (4 unités foncières), une partie des provisions a été réaffectée.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 40 528 000 € H.T., dont 2 747 000 € H.T. en 2012 générés par des cessions et par le versement du solde de la participation. En effet, en 2012, deux parcelles ont été cédées sur Garosud (SCI La Lironde et SAS poids Lourds Investissement) ainsi que deux parcelles sur Garosud Extension (SCI GM Garosud et SCI JR IMMO). Trois compromis de vente ont été signés.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à 59 824 000 € H.T. en dépenses

et 59 871 000 € H.T. en recettes. Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement reste inchangé à 15 008 400 € H.T. dont le solde de 1 225 000 € H.T. a été versé en 2012. Une convention d'un montant de 429 000 € au titre du Plan Local de Redynamisation (PLR) a été signée en décembre 2012 entre la S.E.R.M. et la Préfecture de l'Hérault. Les avances de trésorerie consenties par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002 (1 524 490 € H.T.) et en 2011 (3 000 000 € H.T.) seront respectivement remboursée en 2014 et en 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc d'Activités Garosud et Garosud Extension à Lattes et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- prendre acte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°104 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000.

La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m<sup>2</sup> à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m<sup>2</sup> affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession confiée à la SERM a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m<sup>2</sup> de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une convention d'avance remboursable de 600 K€ a été prévue afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession s'élève à 1 124 K€ H.T., consistant en des frais d'acquisitions foncières et des travaux de voirie suite à la livraison de lots (hôtel, bureaux). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2012 s'élève à 818 K€ avec la cession d'un lot de 3 439 m<sup>2</sup> à la SARL H. ECO (médecine préventive et bien être).

L'avance de trésorerie de 600 K€ mobilisée fin 2011 pour l'acquisition de terrains par l'aménageur, et dont le remboursement était initialement prévu en 2014, sera remboursée au concédant en 2016 afin d'éviter un déficit de trésorerie, dans l'attente de la cession des derniers lots de l'opération.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit toujours à 2 575 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°105 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités hôtelières, ludiques, commerciales et tertiaires afin de compléter et de renforcer l'offre existante, à destination notamment d'une clientèle touristique et de touristes d'affaires.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées est de 29 K€ H.T., consistant à la poursuite des études de réalisation de la ZAC et de programmation ludique. L'ensemble du foncier étant maîtrisé par la collectivité, a aussi été réalisé fin 2012 le diagnostic archéologique préventif. Aucune recette n'a pour l'instant été enregistrée.

En outre, la commercialisation n'étant pas engagée, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2015 afin d'éviter un recours à l'emprunt.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit toujours à 15 909 K € H.T., en recettes et endépenses. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°106 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC DESCARTES - LAVÉRUNE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants. Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur « Las Serres » qui est desservi par la RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC.

Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2012 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, 653 000 € H.T. ont été dépensés, dont 574 000 € H.T. pour l'année 2012 correspondant essentiellement à des acquisitions mais également à des études et à la rémunération de l'aménageur. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012. En 2012, 7 actes de vente et une promesse de vente ont été signés. Une participation de 1 200 000 € H.T. a été versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant de 5 359 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement est augmenté de 240 000 € H.T. permettant notamment la prise en charge d'un fond de concours destiné à la réfection d'un réseau d'eaux usées extérieur au périmètre. Ainsi, la participation du concédant est portée à 2 299 000 € H.T. et fait l'objet de l'avenant n°2. Le solde du versement interviendra sur les exercices budgétaires 2013, 2014 et 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Descartes présenté par la SAAM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°2,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 10 (Mme P. Danan et MM. J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévida, J. Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°107 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MANDAT DESCARTES - LAVÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

A ce titre, le SCoT, a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur « Las Serres » qui est desservi par la RD5E. Ainsi, la ZAC Descartes a été créée par délibération du 23 mars 2009.

Afin d'accompagner la réalisation de cette ZAC Descartes, par délibération n°9582 du 23 juin 2010, le conseil d'Agglomération de Montpellier, a autorisé la signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-702 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP, entre la Commune de Lavérune et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et de confier les études et les travaux de requalification de l'impasse des Capriers, située dans un tissu artisanal existant au Sud de la ZAC, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Ce mandat fait l'objet d'un Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

Au 31 décembre 2012, 18 000 € H.T. ont été engagés sur ce mandat dont 16 000 € H.T. pour l'année 2012 correspondant essentiellement à la rémunération de l'aménageur. Le bureau d'études GINGER GEI a été retenu pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre. Les travaux devraient débuter fin 2013.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 300 000 € H.T. (dont soit 359 000 € T.T.C.)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité du mandat d'études et de travaux présenté par la S.A.A.M. pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°108 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PROJET DE ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CHARLES MARTEL EXTENSION - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PROJET SOUMIS À ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (approuvé le 17 février 2006) a mis en évidence la nécessité de poursuivre le développement du secteur d'habitat du Pont de Villeneuve et du secteur d'activités économiques du Larzat sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Le SCoT prévoit la réalisation d'une transition paysagère entre cette nouvelle limite d'urbanisation et la plaine agricole. Une première étude d'urbanisme a été réalisée en 2009 et 2010 par le cabinet Antoine Garcia Diaz sur l'ensemble du secteur « habitat – activités économiques ».

La zone d'activité du Larzat est achevée depuis de nombreuses années (opération communale) et les travaux d'aménagement du lotissement d'activités d'intérêt communautaire Charles Martel sont quasiment terminés et la plupart des parcelles sont commercialisées. Ainsi, dans la continuité de ses zones d'activités, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement du secteur et permettre l'implantation d'entreprises.

Par délibération du 27 octobre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs poursuivis en vue de la création du secteur d'activités économiques de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension et a décidé d'engager la concertation. Depuis, des investigations complémentaires ont été menées et les études de faisabilité technique et financière se sont poursuivies. Des adaptations du projet initial sont désormais envisagées afin de prendre en compte des contraintes mieux identifiées.

En outre, désormais une nouvelle procédure portant spécifiquement sur le dossier d'étude d'impact doit être menée. Celle-ci s'ajoutera au dispositif de concertation lié à la création de la ZAC. En effet, depuis le décret du 29 décembre 2011, l'article R.122-9 du Code de l'environnement dispose que le maître d'ouvrage doit mettre à disposition du public, avant toute décision d'approbation :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celle des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- les avis émis par une autorité administrative sur le projet lorsqu'ils seront rendus obligatoires.

Les modalités de la mise à disposition du public, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours, sont définies par l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation. Aussi, il est proposé de procéder à une mise à disposition du public à la mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période de quinze jours, du dossier, incluant l'étude d'impact et des avis émis par les autorités consultées, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations.

Conformément à l'article R.122-9 du Code de l'environnement, ces modalités seront portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :

- la date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public, et la durée pendant laquelle il peut être consulté,
- les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera affiché sur les lieux du projet, en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, et publié dans au moins 2 journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A l'issue de la période de mise à disposition, le maître d'ouvrage devra dresser un bilan de la mise à disposition et prendre en considération les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition ci-dessus mentionnées pour le projet de ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à engager les dépenses liées à cette procédure,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.



## **AFFAIRE N°109 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC EUROMÉDECINE II ET ENSEMBLES IMMOBILIERS CAP GAMMA, CAP DELTA ET CAP SIGMA (BIOPÔLE) - COMMUNES DE GRABELS ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc Euromédecine II sur Grabels et Montpellier et concédé l'opération à la SERM.

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, il a confié à la SERM les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta et porté l'échéance de la convention au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6 approuvé le 30 avril 2008, la SERM s'est vue confier ces mêmes missions pour renforcer le biopôle et réaliser un 3<sup>ème</sup> immeuble nommé Cap Sigma.

Le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 528 000 m<sup>2</sup> dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et aux logements en limite des quartiers de Malbosc sur Montpellier et de la Valsière sur Grabels.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment à l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2012 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel, et du plan de trésorerie.

### **Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2012 :**

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 30 475 000 € H.T. dont 981 000 € H.T. en 2012, correspondant essentiellement au recouvrement des travaux d'aménagement. Les études se sont poursuivies en 2012 et permettront la réalisation de la troisième tranche de travaux sur la commune de Grabels. La quasi-totalité du foncier est maîtrisée. Seule l'emprise foncière d'anciens chemins communaux reste à acquérir.

Aucune recette de cession n'est intervenue en 2012. Une décision du Tribunal Administratif de Montpellier ayant annulé le PLU de la Commune de Grabels a des répercussions sur la vente des lots dédiés aux logements. La nouvelle procédure de révision de ce PLU est en cours avec une approbation prévue en septembre 2013. Une amélioration des recettes de cession est envisagée du fait de l'intégration dans ce PLU d'un lot supplémentaire dédié à du logement.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 46 578 000 € H.T. en dépenses et à 48 486 000 € H.T. en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T., entièrement versée.

### **Réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta :**

Le programme de ces hôtels d'entreprises spécialisées dans le domaine des biotechnologies se compose de deux immeubles en R+3 de 2 798 m<sup>2</sup> de surfaces privatives et 424 m<sup>2</sup> de locaux communs sur un terrain de 11 100 m<sup>2</sup>. Ils sont conçus pour offrir des plateaux de 750 m<sup>2</sup> utiles, divisibles et aménageables en laboratoires et bureaux et équipés en réseaux spécialisés, eau osmosée, CO<sub>2</sub>, azote, air comprimé...

Les dépenses prévisionnelles d'investissement de CAP Gamma et de CAP Delta représentent 17 327 000 € HT.

Au 31 décembre 2012, l'immeuble CAP GAMMA était occupé à 85%. Des travaux d'aménagement (environ 170 000 € H.T.), sont prévus pour mettre en location les 205 m<sup>2</sup> brut vacant. Plusieurs prospects sont déjà intéressés. De même, ASCONIT s'étend au RDC sur une surface de 70 m<sup>2</sup> déjà aménagée.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses d'exploitation de CAP GAMMA s'élève à 15 349 000 € H.T. dont 109 000 € H.T. pour l'année 2012. Le cumul des recettes d'exploitation est de 15 754 000 € H.T. dont 739 000 € H.T. pour l'année 2012.

Jusqu'en avril 2012, l'immeuble CAP DELTA était loué à 100%. Malgré l'arrivée d'ENVOLURE, le départ de SANOFI a fait chuter le taux d'occupation à 50%. Un réinvestissement de 331 K€ est prévu pour réaliser des travaux de séparation et de réaménagement des locaux anciennement occupés par SANOFI en R+2 et R+3, pour remettre en location des lots de 150 à 800 m<sup>2</sup>. ENVOLURE souhaite pouvoir s'étendre sur 150 m<sup>2</sup> dans l'immeuble d'ici 2014 et d'autres implantations de prospects sont à l'étude.

Au 31 décembre 2012, les dépenses d'exploitation s'élèvent à 8 742 000 € H.T. dont 497 000 € H.T. pour l'année 2012 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 10 373 000 € H.T. dont 1 348 000 € H.T. pour l'année 2012. Le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 19 339 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 20 051 000 € H.T.

### **Réalisation et exploitation du biopôle Cap Sigma :**

La réalisation du 3<sup>ème</sup> immeuble de 3 500 m<sup>2</sup>, nommé Cap Sigma, ainsi que les études d'aménagement d'un site contigu de 2 hectares susceptible d'accueillir trois immeubles supplémentaires, représentent un montant prévisionnel d'investissement de 8 645 000 € H.T. Cet immeuble, livré au premier trimestre 2011, est actuellement occupé par les sociétés DEINOVE (1054 m<sup>2</sup>) et BIOPHARME (272 m<sup>2</sup>). Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses d'investissement réalisées s'élève à 7 617 000 € HT. (dont 317 000 € H.T. pour l'année 2012).

Le financement de l'opération s'effectue grâce une subvention du FEDER (328 K€ attendu), une remontée de trésorerie d'EUROMÉDECINE Aménagement de 1 170 K€ en 2011, de 750 K€ en 2012 ainsi que grâce à des remontées de trésorerie de CAP DELTA (1 552 K€ en 2011 et 510 K€ en 2013) qui seront remboursés partiellement et de CAP GAMMA (400 K€ en 2013). Le bilan d'exploitation de Cap Sigma pour la durée de la concession s'élève

à 13 007 000 € H.T. Il intègre des recettes d'exploitation estimées à 10 056 000 € H.T.

Suite à la signature de la promesse de bail avec DEINOVE (implantation prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre 2013), un investissement de 1 057 K€ pour son implantation est budgété et sera amorti par un surloyer sur 12 ans. En cas de réponse favorable du CR2I à un appel à projet « plateformes mutualisées pour l'innovation » lancé par l'Etat, le CR2I s'implanterait sur le reste du bâtiment et bénéficierait d'une gratuité de loyer sur les trois premiers mois (aide à l'implantation) d'un montant équivalent à 8 000 €

#### **Bilan financier prévisionnel consolidé :**

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession est équilibré à 94 072 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € HT., entièrement versé au 31 décembre 2012. Un nouvel emprunt de 3 000 000 € H.T. sera contracté par la SERM en 2013 pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier. se portera garant à hauteur de 80 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2012,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, le bilan d'investissement et le compte d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°110 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DE SON AIRE URBAINE - ELARGISSEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'observatoire de l'immobilier et du foncier d'entreprise, entré en vigueur en 2006 par la signature d'une convention de partenariat, a pour objet de faciliter la connaissance du marché du foncier et de l'immobilier d'entreprise et d'être un outil d'aide à la décision en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits nouveaux (fonciers ou immobiliers) pour l'accueil d'activités tant pour les collectivités locales que pour les opérateurs privés.

Animé par la Cellule Economique Régionale BTP du Languedoc-Roussillon, il regroupe, au sein d'un Comité de suivi les opérateurs techniques signataires de la convention qui fixe les modalités de fonctionnement de l'observatoire, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, et les cabinets immobiliers : Arthur Loyd - SARL IE Sud Montpellier - BNP Paribas Real Estate Montpellier, Colliers Immobis Entreprises, SAS Investissements Conseils Immobilier - DTZ Jean Thouard, Tertia Conseils CBRE Richard Ellis, GEMOFIS.

L'objet de la présente convention concerne l'élargissement de l'observatoire à la société GEMOFIS et le renouvellement du partenariat jusqu'au 31 décembre 2013, renouvelable tacitement par périodes annuelles pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Le financement de l'observatoire se fera sur la base d'un budget prévisionnel annuel maximum de 17 000 € selon la répartition suivante :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier	6 000 €T.T.C.
- SERM-SAAM	5 000 € T.T.C.
- Arthur Loyd – SARL IE Sud Montpellier	1 000 € T.T.C.
- BNP Paribas Real Estate Montpellier	1 000 € T.T.C.
- Colliers Immobis Entreprises	1 000 € T.T.C.
- SAS Investissements Conseils Immobiliers – DTZ Jean Thouard	1 000 € T.T.C.
- Tertia Conseils CBRE Richard Ellis	1 000 € T.T.C.
- GEMOFIS	1 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement et l'élargissement de la convention de partenariat pour l'Observatoire de l'Immobilier et du Foncier d'Entreprise de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

# **AFFAIRE N°111 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ÉCONOMIQUES - CONTRIBUTION 2013 - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La CCIM (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier) était jusqu'en juin 2009 gestionnaire de la concession de l'aéroport de Montpellier et portait juridiquement et financièrement les contrats de marketing online signés avec les compagnies aériennes low cost. Les collectivités partenaires versaient une subvention à la CCIM afin de participer au financement de ces actions qui contribuent à l'attractivité touristique et économique de leur territoire.

Les actions menées dans le cadre du marketing online ont généré un trafic de 130 000 passagers et représentent 10 % du trafic de l'aéroport permettant ainsi de générer un chiffre d'affaires important pour l'ensemble des professionnels du tourisme. L'ensemble du trafic généré par l'aéroport a, selon une étude menée par le cabinet de conseil BIPE, été évalué à plus de 120 millions d'euros de dépenses visiteurs sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée - SAMM) a été créée reprenant la concession de la plateforme.

La SAMM est détenue à 60% par l'Etat, 25% par la CCIM et 15% par les collectivités (7% Département de l'Hérault, 6,5% Région Languedoc-Roussillon, 1% Communauté de Communes du Pays de l'Etang de l'Or et 0,5% Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Compte tenu de l'évolution de la gestion de l'aéroport de Montpellier, la CCIM a travaillé à l'élaboration des statuts d'une association de promotion des flux touristiques et économiques afin de poursuivre les actions développées avec les compagnies desservant l'aéroport de Montpellier.

Cette structure associative a été créée et déclarée en préfecture le 12 juillet 2010. Les collectivités partenaires de la CCIM ont donné leur accord de principe à l'association pour la reprise des contrats de marketing online portés précédemment par la CCIM. La Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et des professionnels du tourisme adhèrent à cette association depuis sa création.

L'association a pour objet dans ses statuts : « la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestation marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale ».

Les collectivités adhérentes à cette association soutiennent en cofinancement la promotion des flux touristiques et économiques générant le trafic aérien sur l'aéroport.

La contribution de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'année 2013 s'élève 550 000 € maximum pour le fonctionnement de l'association et le programme de promotion vers les destinations entérinées par l'Assemblée Générale du 16 avril 2013. Cette contribution correspond à 25% du montant total du budget de fonctionnement de l'année 2013 ainsi qu'au programme des destinations joint en annexe de la convention. Cette contribution sera payée au prorata du nombre de mois pendant lesquels sont menées ces actions et sur présentation des factures correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une contribution de 550 000 euros maximum pour l'année 2013 à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques dans le cadre des actions menées,
- approuver les termes de la convention avec l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 3 (Montpellier : Mme Prunier, MM H. Martin, Passet)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

# **AFFAIRE N°112 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MONTPELLIER IN GAME - VALIDATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DE COMMERCIALISATION DES CONVENTIONS-TYPE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution d'une association dont l'objet est de structurer cette filière, Pix'LR. Cette association regroupe aujourd'hui plus de 30 entreprises de l'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de l'Agglomération.

Plus largement, l'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Start up accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Alt Shift, Imagygame, Klakos,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université de Montpellier 3,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

L'industrie du Jeu vidéo est en train de connaître de profondes mutations. Au delà du marché structuré par des grands groupes, d'autres segments de marchés liés aux jeux vidéo sur Internet, « dans le cloud » ou sur mobile, ainsi qu'aux jeux vidéo, advergames ou Serious Games développés pour le compte de grandes entreprises de tous secteurs, connaissent une croissance rapide. Les acteurs locaux sont prêts à ces mutations et sont positionnés sur ces segments récents, avec des approches souvent originales et innovantes. Par ailleurs, le nombre élevé de formations locales va permettre de positionner le territoire comme l'un des leaders au niveau national.

Pour aider au développement des entreprises locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a immédiatement connu un succès certain, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 et 47 000 visiteurs pour les éditions 2011 et 2012.

Comme depuis 2011, le volet professionnel et académique du MIG se déroulera la même semaine que le Digiworld Summit -conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication organisée par l'Idate- pour créer des synergies entre les deux événements, en s'appuyant en particulier sur un cycle de conférences sur le jeu vidéo du Digiworld Summit

Ce volet destiné aux professionnels, étudiants et chercheurs se déroulera les 21 et 22 novembre 2013 au Corum. Les objectifs principaux de ce volet sont d'aider les entreprises locales à rencontrer des partenaires professionnels et de donner aux étudiants l'opportunité de rencontrer et de bénéficier de l'expérience de créateurs et éditeurs reconnus du secteur.

La commercialisation du MIG comprend plusieurs volets :

- Sponsoring du salon,
- Pass professionnels donnant accès aux conférences professionnelles du MIG les 21 et 22 novembre 2013 et aux rencontres d'affaires,
- Insertions dans les programmes du salon, distribué aux visiteurs.

Une grille tarifaire et des contrats-type ont été définis et doivent être validés par le Conseil de Communauté pour permettre cette commercialisation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuiera sur des prestataires pour l'aider dans l'organisation et la commercialisation du MIG. Un marché public sera lancé à cet effet fin juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider la grille de commercialisation de prestations par la Communauté d'Agglomération de Montpellier annexée à la présente délibération dans le cadre du Montpellier In Game,
- valider les contrats-type de commercialisation du Montpellier In game,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les contrats ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°113 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Dans le cadre de la stratégie économique Montpellier Unlimited, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini des enjeux clés majeurs parmi lesquels figurent :

- Le renforcement de l'attractivité et la lisibilité du territoire au niveau national et international,
- La mise en œuvre de conditions favorables au développement des comptes clés et comptes stratégiques sur le territoire.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'appuyer sur l'expertise d'Invest Sud de France, Agence régionale de développement économique, pour attirer de nouvelles entreprises et promouvoir son territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) et l'interface de la DATAR pour le territoire régional. L'AFII est un établissement public créé en 2001 et placé sous la double tutelle des ministres chargés de l'Economie et de l'Aménagement du territoire. Elle a pour rôle d'accompagner les investisseurs étrangers en France.

Après plusieurs années de coopération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Invest Sud de France proposent de formaliser leur partenariat sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes.

Les objectifs de la convention sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Agglomération,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, hors prospection endogène déjà couverte par les services de l'agglomération.

Une convention sera signée tous les ans sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis élaboré annuellement par le comité de pilotage en charge du suivi et de l'évaluation des résultats.

Au titre de cette convention, une participation annuelle de 20 000 € sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Invest Sud de France.

Invest Sud de France est régie par un conseil d'administration composé de membres de droit (Conseil régional du LR, Caisse d'Epargne LR, CCIR LR, Ceser, Chambres régionale d'agriculture, Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, Comité régional des banques, Medef LR, Soridec, Université Montpellier 2) et d'un collège d'entreprises et adhérents (Cameron, Carayon, Délégation régionale EDF, Farmex, France Telecom, IBM, Labover Groupe Meridis, Schneider, Siblu, SNR Cévennes).

Il convient de désigner un représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil d'administration d'Invest Sud de France qui se réunit tous les ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Gilbert Pastor.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention présentée en annexe et approuver l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 20 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. Gilbert Pastor représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au siège du conseil d'administration d'Invest Sud de France,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions annuelles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°114 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **Colloque des Thésards CRBM 2013 – Centre de Recherche de Biochimie Macromoléculaire**

L'Association des Etudiants et Anciens Etudiants de l'Ecole Doctorale CBS2, sous l'autorité de son Président, Monsieur Andrés CAICEDO, a organisé du 13 au 14 juin 2013, à l'Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Colloque des Thésards CRBM 2013 – Centre de Recherche de Biochimie Macromoléculaire ».

Ce rassemblement scientifique de qualité, placé sous le signe du partage de l'expérience et organisé sur le modèle d'un congrès scientifique international, a permis à l'ensemble des doctorants d'exposer l'avancée de leur projet de recherche, les techniques de protocoles avec une diversité de thèmes comme la régulation du cycle cellulaire, la signalisation cellulaire, la biologie du cancer, la biophysique moléculaire et bioinformatique structurale.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Congrès Université d'été du CREAM – « Des collectivités territoriales en mutation »**

Le Centre de Recherche et d'Etudes Administratives de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur, le Professeur Guylain CLAMOUR, a organisé du 2 au 4 juillet 2013, à l'Université Montpellier 1, dans les locaux de la Faculté de Droit, une manifestation intitulée « Congrès Université d'été du CREAM – Des collectivités territoriales en mutation ».

Cette manifestation qui a été l'occasion de produire une réflexion sur le droit des collectivités territoriales, a évoqué de nombreuses thématiques comme la notion de compétences locales, l'enjeu de la protection locale de l'environnement dans les projets actuels, l'initiative économique des collectivités territoriales, la problématique fiscale et financière actuelle, les incidences sur la commande publique, la dynamique intercommunale et la constitution des métropoles. Une synthèse des travaux, suivie d'une table ronde sur les projets actuels en matière de décentralisation, a conclu ce colloque.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Rencontres 2013 Digital Living Network Alliance – DLNA**

L'Association Digital Living Network Alliance, sous l'autorité de sa chargée de projets, Madame Liz MAITRAL, a organisé du 14 au 19 juillet 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontres 2013 Digital Living Network Alliance – DLNA ».

Cette manifestation a permis à des acteurs de premier plan de l'électronique grand public (Microsoft, Intel, Samsung, Sony, AwoX, etc ...) de travailler ensemble sur l'interopérabilité de leurs équipements. Plus largement, la DLNA regroupe plus de 250 sociétés internationales spécialisées dans la fabrication d'appareils électroniques et de périphériques informatiques.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **35<sup>ème</sup> Congrès National de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies – FNCCR**

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, sous l'autorité de son Président, Monsieur Xavier PINTAT, organisera du 17 au 19 septembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 35<sup>ème</sup> Congrès National de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies – FNCCR ».

Cet événement national va réunir parlementaires, élus locaux et représentants d'entreprises pendant 3 jours autour de débats, d'ateliers et de conférences consacrés aux services publics de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des communications électroniques et de la valorisation des déchets.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **1<sup>er</sup> Colloque scientifique « Cancer du sein et risque familial »**

L'Institut du Sein de Montpellier, sous l'autorité de la Présidente du Comité Scientifique, le Professeur Aude MICHEL, organisera le 27 septembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 1<sup>er</sup> Colloque scientifique – Cancer du sein et risque familial ».

Ce colloque s'inscrit dans l'axe Plan Cancer 2009-2013 qui prévoit de renforcer les moyens du diagnostic oncogénétique et de développer l'information du public et des professionnels. Cette journée va réunir des professionnels de santé (médecins généralistes, chirurgiens, radiologues, oncogénéticiens, gynécologues ...), des chercheurs en sciences humaines, des philosophes, des sociologues et spécialistes de l'éthique afin que chacun apporte son regard, sa réflexion et ses interrogations sur le sujet. Plus de 250 participants sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **23<sup>èmes</sup> Journées Nationales sur les Dispositifs Médicaux**

Euro-Pharmat, sous l'autorité de son Président, Monsieur Dominique THIVEAUD, organisera du 8 au 10 octobre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 23<sup>èmes</sup> Journées Nationales sur les

Dispositifs Médicaux ».

Cet événement national propose durant trois jours d'apporter de nouvelles avancées de la santé dans les domaines suivants : chirurgie orthopédique, réanimation, biomatériaux, gestion des risques (sécurisation des circuits du dispositif). Sont attendus le personnel et les cadres dirigeants des établissements de soins, les pharmaciens hospitaliers, les représentants d'administrations nationales sous tutelle de Ministère de la Santé, les laboratoires pharmaceutiques, ainsi que la presse nationale et médicale spécialisée. Environ 1 000 congressistes sont attendus. Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Davos des PME**

L'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Montpellier – AAE – IAE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, organisera du 25 au 26 octobre 2013, à l'Espace Capdeville de Montpellier, une manifestation intitulée « Davos des PME ».

Cette manifestation « Dernier Avis de Vigilance des Organisations Solidaires des Petites et Moyennes Entreprises » est une rencontre concrète entre professionnels scientifiques, enseignants, formateurs et étudiants dans le but de confronter les difficultés de développement des PME dans leur tissu économique local et régional, dans le contexte de la mondialisation, avec pour but l'émergence d'outils de création, de conduite, de transmission, de reprise et de développement en présence d'intervenants de niveaux régional, national et international. 250 à 300 congressistes sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **35èmes Journées de la Société Française de Sénologie et de Pathologie Mammaire**

L'Institut régional du Cancer de Montpellier Val d'Aurelle, sous l'autorité du Professeur Philippe ROUANET, organisera du 13 au 15 novembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 35èmes Journées de la Société Française de Sénologie et de Pathologie Mammaire ».

Ce congrès national et international, qui doit regrouper environ 1 500 spécialistes en sénologie venant de toute la France mais également d'Amérique du Sud et du Maghreb, va aborder l'aspect loco-régional et l'impact de la prise en charge, concernant le traitement personnalisé des cancers du sein, la personnalisation de la prise en charge des cancers étant l'un des challenges de la cancérologie moderne.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **11èmes Journées de la Société Française de Myologie**

L'Association SFM Montpellier 2013, Société Française de Myologie, sous l'autorité du Président du Comité d'Organisation du Congrès, Monsieur François RIVIER, organisera du 28 au 29 novembre 2013, à SupAgro - INRA de Montpellier, une manifestation intitulée « 11èmes Journées de la Société Française de Myologie ».

Ce rendez-vous annuel va regrouper chercheurs et médecins impliqués dans la recherche et la prise en charge des myopathies. Domaine particulièrement riche sur le plan de la recherche scientifique et médicale qui touche des maladies dites rares, sources de handicap à la fois chez l'enfant et chez l'adulte. Plus de 250 participants sont attendus de France, mais également de l'étranger, médecins, chercheurs et étudiants impliqués dans la myologie (étude des myopathies, maladies neuromusculaires), engagés dans les domaines de la recherche, du diagnostic ou de la prise en charge.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **9èmes Assises de l'Economie de la Mer et du Littoral**

Le Groupe Ouest France – INFOMER, sous l'autorité de son Directeur des événements, Monsieur Jean-Ronan LE PEN, organisera du 3 au 4 décembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 9èmes Assises de l'Economie de la Mer et du Littoral ».

Cet événement national annuel permet de multiplier les échanges, de définir les grands enjeux et d'acter les positions associatives. Grands débats d'actualité, ateliers techniques, juridiques et financiers réunissant leaders, experts, observateurs et témoins de l'intercommunalité sont programmés. Plus de 1 700 personnes venues de la France entière, élus, cadres territoriaux, décideurs publics, acteurs et partenaires des communautés française son attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **10èmes Journées Réseaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**

GIP RENATER, Réseau National des télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Patrick DONATH, organisera du 10 au 13 décembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 10èmes Journées Réseaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ».

Forum national d'échange et de transfert de compétences, par la confrontation des expériences et la présentation de technologies et services innovants, cette manifestation qui concourt à renforcer la dynamique territoriale dans le domaine de l'enseignement et de la recherche du secteur TIC, bénéficie du patronage du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Pour cet événement unique en France, qui renforce le rayonnement et la notoriété de Montpellier en termes de développement des Techniques de l'information, de la Communication et d'aménagement du territoire par le développement du numérique, environ 1 500 participants sont attendus.

Une subvention de 25 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013,

chapitre 929,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°115 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION EUPIC DEUXIÈME PARTIE, SUITE À LA DÉLIBÉRATION N°11698 DU 17 JANVIER 2013 - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), en Russie (Province de Kalouga), aux Etats-Unis (New Jersey) et au Canada (Québec) et est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse avec, par exemple, la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XX<sup>ème</sup> siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux cotés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédié à la filière vin. Dans les provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon.

En septembre 2012, lors de la mission organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé avec son partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature est intervenue sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Par délibération n°11698 du 17 janvier 2013, le Conseil de Communauté a acté la signature de la convention de coopération mentionnant la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le soutien financier à cette action de promotion est dégressif sur 3 ans. Le budget global pour 2013 est de 501 000 € réparti comme suit : 289 000 € pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 212 000 € pour EUHC et la Municipalité de Chengdu.

Concernant la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le financement de l'opération soit 289 000 € s'établit comme suit :

- 125 000 € pour les six premiers mois de l'année, lesquels ont été alloués ;
- 44 000 € de frais du VIE à Chengdu valorisés dans le cadre de la subvention générale ;
- 120 000 € complémentaires pour les 6 derniers mois de 2013 en fonction des résultats obtenus.

Un premier bilan de l'opération est intervenu en juin 2013.

**II ressort :**

- la mise en place de la plateforme de promotion de 300 m2 dans la zone détaxée de Chengdu,
- deux articles dans les médias nationaux (China Daily et le Global Time) 2,2 millions d'exemplaires par jour,



- la participation à la plus grande foire sur les vins et spiritueux de Chine en mars 2013 avec plus de 90 contacts professionnels,
- la participation au Gala de bienfaisance pour les victimes du tremblement de terre d'avril 2013 avec la mise aux enchères de 3 des meilleurs crus de l'agglomération, devant les décideurs de la Province du Sichuan,
- un premier contact avec le meilleur sommelier du Monde 2013 : Alexis Bijaoui (Italie) qui est très intéressé par la démarche mise en place,
- une dégustation proposée au Président de l'association nationale : China Wine Club,
- dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Qingdao.....

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier l'action mise en place concerne :

- 21 des 52 producteurs de l'Agglomération, dont 2 caves coopératives,
- 14 viticulteurs ont déjà vendu du vin en Chine,
- en septembre 2013, participation de 4 vignerons de l'agglomération à la foire de Guizhou (Province de 35 M d'habitants). La participation des viticulteurs est totalement prise en charge par la Province cela grâce au travail mis en place.

Ainsi, depuis juin 2012, 100 800 cols de vin de l'agglomération ont pu être vendus pour un chiffre d'affaires généré directement pour les viticulteurs de l'Agglomération de Montpellier de plus de 314 K € dont 31 678 € pour les 6 premiers mois de 2013 soit 228 K€ de Chiffres d'Affaires générés.

Les résultats escomptés de la convention de coopération ayant été atteints, il est proposé d'allouer à EUPIC les 120 K€ de subventions prévus pour 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 120 000 € à EUPIC, la convention correspondante ayant déjà été signée,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°116 : ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITÉ, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PÊCHE – ETUDE DE PRÉFIGURATION POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DÉCLINAISON SUR 4 SECTEURS PILOTES - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Y. PELLET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la Chasse et la Pêche, rapporte :

Aujourd'hui, les relations entre la ville et la campagne, entre les zones bâties et non bâties sont en pleine évolution. La zone périurbaine montpelliéraine est soumise à une forte pression foncière. Parallèlement, on observe une intense demande de nature "poumons verts", la montée des préoccupations environnementales et ayant trait à la qualité de l'alimentation, et enfin, plus récemment, des réformes législatives obligeant à repenser les échelles et la cohérence des politiques d'aménagement. Ces éléments incitent à une meilleure prise en compte de l'espace naturel et agricole périurbain dans la planification territoriale de l'agglomération de Montpellier.

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier détermine des limites claires et durables à l'urbanisation, et crée ainsi les conditions d'un réinvestissement agricole. Ce SCoT est ainsi fondateur et précurseur en ce domaine. Approuvé en février 2006, il organise le développement en définissant les espaces urbains, agricoles et naturels et en respectant l'équilibre entre ces espaces.

Par ailleurs, la prise en compte croissante des enjeux relatifs à la biodiversité a conduit les collectivités locales et leurs groupements, via la Loi Grenelle, à l'évaluation du potentiel naturel et cultivé de l'ensemble du territoire montpelliérain, incluant l'ensemble des milieux riches, diversifiés et fragiles qui le caractérisent : littoral, massifs forestiers et garrigue, réseau hydrographique avec ses ripisylves (Lez et Mosson). Afin d'intégrer biodiversité et urbanisation dans une logique cohérente et durable de l'aménagement, un réseau de Trames Vertes et Bleues est en cours de définition aux échelles régionale, intercommunale et locale, qui sera ensuite inscrit dans les documents de planification (SCoT et PLU).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit ainsi l'objectif à 3-5 ans de se doter d'un plan territorial de gestion des espaces naturels et agricoles. La création d'un observatoire de l'agriculture figure d'ores et déjà au plan d'actions de la convention signée en mars 2013 avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault. Son objectif est de faciliter la lecture des secteurs stratégiques pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière agricole, et de devenir le support des réflexions et des actions à venir.

Le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) comporte un axe stratégique relatif à la qualité de vie en milieu rural et la diversification de l'économie rurale. Le FEADER est mis en œuvre par un

Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH), commun à toutes les régions et, dans chacune d'elle, par un Document Régional de Développement Rural (DRDR). La stratégie régionale mise en œuvre dans le DRDR du Languedoc Roussillon repose sur le développement économique des zones rurales. L'appel à projets auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de répondre s'inscrit dans cette stratégie et dans la cadre de la mesure 341B du DRDR "Stratégie locale de développement en dehors de la filière bois".

Par ailleurs, la Région Languedoc-Roussillon met en œuvre depuis 2005 un ensemble de politiques qui participent au développement des territoires ruraux et en a fait une priorité du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire. La stratégie régionale pour la ruralité et le développement des territoires ruraux est aujourd'hui l'outil de la Région pour promouvoir sur l'ensemble du Languedoc-Roussillon un développement et un aménagement rural porteurs de valorisation économique et de solidarité territoriale. Afin de conforter cette stratégie, le dispositif TerrARural, a été adopté lors du Conseil Régional du 22 juillet 2011 afin de compléter la palette des outils financiers proposés aux territoires ruraux. Il a pour objectif l'accompagnement de façon plus large que dans le passé des projets des collectivités locales, notamment sur des problématiques économiques (circuits courts de commercialisation, pluriactivité, oenotourisme...).

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par la Région Languedoc-Roussillon "Stratégie locale de Développement - mesure 341B", la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et cinq Communes pilotes de son territoire (Grabels, Lavérune, Prades le Lez, Clapiers et Montferrier-sur-Lez) présente un projet intitulé *"Etude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et déclinaison sur 4 secteurs pilotes"*.

Quatre secteurs pilotes ont été choisis pour conduire des premières études de mise en place d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles. Il s'agit des secteurs de Grabels, de Lavérune, de la Haute Vallée du Lez (Prades le Lez, Clapiers et Montferrier-sur-Lez) et des nouveaux quartiers OZ et ODE Montpellier Nature Urbaine au Sud, sur les Communes de Montpellier, Lattes et Pérols.

- **A Grabels**, la mise en place d'un marché paysan destiné à privilégier les circuits courts connaît un véritable succès. L'opération montre pourtant déjà ses limites, le marché rencontrant des difficultés à approvisionner la demande, en forte augmentation, de produits locaux. Ce constat pose la question du développement d'une activité agricole locale et du potentiel existant sur la Commune et sur les Communes voisines. Par ailleurs un des trois objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU en cours d'élaboration dans la Commune, concerne la préservation du capital naturel, agricole et paysager et la promotion des principes d'un développement écologique. Le projet s'inscrit dans cette cohérence et permet de donner un espace d'action pérenne à l'espace agricole et naturel trop souvent abandonné à la friche ou à la rétention foncière spéculative.

- **A Lavérune**, le périmètre pressenti pour l'Agriparc (190 ha) a déjà fait l'objet d'une première étude technique et juridique réalisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en lien avec la Commune de Lavérune. Au sein de cette zone, un travail plus fin, en lien avec les volontés des Communes voisines, doit être réalisé pour définir le périmètre pertinent du projet. Le projet comprend deux volets complémentaires : la remise en culture de l'ancien domaine du Château (30ha d'un seul tenant, clos, dotés d'un forage) et la mise en place d'un plan de gestion concerté sur les berges de la Mosson.

- **Sur le secteur de la Haute Vallée du Lez**, les trois Communes présentent deux volets de projet complémentaires. Après une première expérimentation réussie d'installation d'un agriculteur sur une parcelle publique sur la Commune de Prades le Lez, les Communes souhaitent étudier à plus grande échelle les modalités de développement d'une activité agricole locale et du potentiel existant. Par ailleurs, dans le cadre de préoccupations sur la protection contre l'incendie du massif de Baillarguet, elles ont engagé une réflexion pour un redéploiement partiel d'activités agricoles ou pastorales.

- **Sur le secteur de OZ Montpellier Nature urbaine et de ODE à la mer Nature Urbaine :**

- Avec le grand projet OZ Montpellier Nature Urbaine, qui s'étendra sur 350 hectares, 200 Ha seront maintenus à l'état de nature pour diverses activités (loisir, détente, agriculture urbaine, paysage...) pour un lieu de vie innovant alliant la nature, l'humain et l'économie, afin d'offrir à Montpellier et aux habitants de l'agglomération une nouvelle vision de la ville où le mieux vivre ensemble et l'écologie priment. Son aménagement s'étalera sur 30 ans. Situé sur les territoires des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 actuelle et Boirargues, le futur quartier OZ est à la croisée des développements urbains de Montpellier vers la mer et du corridor des transports languedociens (Gare Montpellier Sud de France, contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier, déplacement de l'A9 et aéroport).

- Le projet de reconquête urbaine d'une vaste périphérie commerciale, ODE à la mer nature urbaine s'étend quant à lui sur un territoire de 250 hectares, le long de l'avenue Georges Frêche dans le prolongement de l'avenue Raymond Dugrand, sur les Communes de Lattes et de Pérols. S'inscrivant dans un paysage de plaine et de coteaux viticoles, de mas et d'étangs lagunaires, les ruisseaux, dont celui du Nègues-Cats aujourd'hui « étouffés » par les parkings des centres commerciaux, seront redécouverts grâce au projet urbain et la mixité sociale et fonctionnelle s'imposera autour des stations de tramway. La richesse paysagère du territoire donne ses fondations à la Nature Urbaine qui se concrétise par ODE. Une ville où l'on habite le paysage et où l'on se réapproprie la nature.

La finalité de ce projet est de produire un **diagnostic territorial des enjeux des espaces agricoles, naturels et forestiers sur les territoires pilotes**. Il a semblé pertinent de réunir les projets initialement portés individuellement, afin de mutualiser les ressources, veiller à la cohérence territoriale (notamment à la pertinence des périmètres retenus pour les études et les plans d'actions) et élaborer des outils et des méthodes transférables à d'autres secteurs

de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le diagnostic devra permettre aux Communes de bénéficier d'un état des lieux de leur secteur et de disposer ainsi d'un référentiel commun d'aménagement durable du territoire. Cet outil permettra de préciser et orienter les choix des différentes parties prenantes en proposant différentes mesures à mettre en place pour le portage de projets structurants et plus largement pour accompagner les changements à venir sur le territoire.

L'élaboration d'un plan de gestion concerté et opérationnel des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en particulier sur les quatre sites pilotes, a pour objectifs communs de :

- **dresser les lignes d'une véritable politique agricole concertée, plus durable et cohérente** à l'échelle locale et territoriale, que des acquisitions foncières réalisées en fonction des opportunités ou que l'exercice du droit de préemption sur les espaces naturels dont la domanialité n'est pas adaptée à l'action foncière agricole. L'objectif est bien d'accompagner le réinvestissement de l'espace agricole pour faire émerger une économie agricole viable répondant aux besoins péri urbains;
- **rendre compatibles et cohérentes la préservation des espaces naturels et agricoles et les perspectives de développement urbain**, en veillant à l'imbrication des orientations d'aménagement durables issues des recommandations dans les documents de planification territoriale (SCOT, PADD, PLU, Agendas 21, préfiguration d'un PAEN) ;
- **analyser l'état initial des zones d'étude, après en avoir défini le périmètre pertinent** en accord avec les communes concernées : il s'agira d'identifier, sur le plan quantitatif, qualitatif et cartographique, les composantes des territoires d'étude afin de disposer d'un diagnostic partagé (par exemple : composantes paysagères, exploitations agricoles, foncier et parcellaire, zones de protection, potentialités agronomiques, cheminements existants et servitudes publiques PPRI et PPR notamment, etc.) ;
- **monter un observatoire commun des espaces agricoles et naturels**, dans le but de:
  - o Agréger nos connaissances des espaces et de l'économie agricole locale ;
  - o Repérer les spécificités locales (filières, savoir-faire, diversifications et potentialités) ;
  - o Identifier les exploitations à reprendre ;
  - o Inventorier les terrains non urbanisés délaissés susceptibles d'être reconquis par l'agriculture au vu des perspectives d'urbanisation à court et moyen terme.
- **construire un plan de gestion et d'actions collectives et déclinées par secteurs**, qui formalisera des projets d'initiative locale (développement d'activités agricoles, activités de loisirs, pastorales, cheminements doux, etc.) révélés par l'étude, la concertation des acteurs et les réunions publiques, et notamment :
  - o pistes d'animation des espaces naturels afin de ne pas les cantonner à des territoires de protection, mise en place de cheminements et propositions d'aménagements légers (panneaux d'indications, sentier d'interprétation) ;
  - o réponses à apporter à la demande de produits locaux (marché paysan, restauration scolaire et/ou collective,...) ;
  - o développement de jardins partagés et d'espaces de loisirs compatibles avec les logiques de production agricole ;
  - o sensibilisation citoyenne à l'agriculture et en particulier à l'agriculture biologique.
- **initier une politique de gestion active du foncier** : l'étude fera un zoom particulier sur l'opportunité de définir et mettre en œuvre une politique de gestion active du foncier à travers diverses actions (création d'un observatoire, outils de maîtrise du foncier, définition d'une politique d'acquisition et de préservation thématiques). L'exercice de l'action foncière sera bien entendu entrepris, mais ne figure pas dans les lignes du projet présenté ici, dans la mesure où il sera effectué par les agents des Communes (dont le temps de travail n'est pas éligible) et où les calendriers de mise en œuvre avant mars 2015 sont incertains.

**Des volets spécifiques non réductibles à une trame collective subsistent :**

- **sur la Haute Vallée du Lez** : gestion agricole et raisonnée de la prévention incendie du massif du Baillarguet, élaboration du plan de gestion de l'agriparc et en particulier du domaine de Viviers ;
- **sur l'agriparc de Lavérune**, en partenariat avec St Jean de Vedas : plan de gestion des berges de la Mosson, élaboration du plan de gestion du Domaine du Château ;
- **sur OZ-ODE Ville Nature urbaine** : entretiens individuels et concertation avec les agriculteurs pour la définition d'un plan d'action agricole (plan cultural, commercialisation en circuits courts...)

A long terme, les partenaires du projet souhaitent contribuer à préserver des espaces agricoles et naturels exceptionnels et se doter d'un pôle agricole dynamique, vitrine d'une agriculture rentable et respectueuse de l'environnement. C'est en cela que ce projet préfigure l'élaboration d'un plan de gestion concerté des espaces agricoles et naturels à l'échelle métropolitaine, en lien avec les intercommunalités voisines. Le projet contribue également à renforcer l'offre de services à la population : circuits courts alimentaires, zones de balades et de découvertes, support pédagogique, mobilité douce.

Les expérimentations réalisées et les orientations préconisées, agrégées dans une «boîte à outils» partagée, permettront de capitaliser sur un référentiel commun et concerté d'aménagement durable du territoire. Cette boîte à outils permettra d'accompagner les autres communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les acteurs du monde agricole et des espaces naturels dans la mise en place et le portage de projets structurants et plus largement pour accompagner les changements à venir sur le territoire.

Il fait enfin dialoguer les enjeux contradictoires du territoire : préservation des ressources, des espaces, développement économique durable ET projet urbain. Il constitue une pierre d'angle dans l'élaboration d'un projet territorial qui prend en compte harmonieusement l'ensemble de ces dimensions. Il intervient au moment tout à fait opportun de la révision du SCOT.

Le budget global du projet s'établit à 90 000 € H.T, dont :

- frais d'étude : 60 240 € H.T., 10 075 € H.T. étant déjà ont déjà inscrits au BP 2013 (chapitre 909) en phase 3 de l'étude Traverse sur Viviers et 50 165€ H.T. (60 000€ T.T.C.) sont sollicités au Budget Supplémentaire 2013 (chapitre 929, 40k€ T.T.C.) et au BP 2014 (chapitre 929, 20k€ T.T.C.).

- valorisation salariale sur la durée du projet jusqu'à mars 2015 : 29 760 €.

Le projet générera, sous réserve de l'attribution des subventions demandées, 63 000€ H.T. de recettes (70%) qui seront perçues en 2015, sur présentation des justificatifs à la Commission Européenne (FEADER 50% + Région Languedoc-Roussillon 10% + Département de l'Hérault 10%). En outre, sur l'exercice budgétaire 2013, les Communes rembourseront une partie des frais d'étude sur l'exercice 2013, en groupement de commande (montants à définir).

Le plan de financement proposé du projet est le suivant, sous réserve de l'attribution des subventions demandées :

- Demande de subvention FEADER : 45 000 € H.T. ;
- Demande de subvention Région Languedoc-Roussillon : 9 000 € H.T. ;
- Demande de subvention Département de l'Hérault : 9 000 € H.T. ;
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 27 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la méthodologie de travail proposée,
- approuver le plan de financement du projet,
- approuver les demandes de subventions effectuées auprès du FEADER, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°117 : ENVIRONNEMENT – DISSOLUTION DU SIVOM ENTRE VÈNE ET MOSSON - MODALITÉS DE TRANSFERT DU SITE DES MOLIÈRES - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Les Communes membres du Sivom Entre Vène et Mosson (Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan), toutes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, se sont prononcées pour la dissolution de ce syndicat. Dans le cadre de ce processus, la fin des compétences du Sivom Entre Vène et Mosson a été prononcée par arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2012.

Ce syndicat était notamment en charge de la gestion du centre d'enfouissement des déchets dit « Les Molières » situé sur la Commune de Pignan. Ce site n'accueille plus de déchets depuis 1999 et a fait l'objet d'une réhabilitation achevée en 2011 et validée par les services de l'Etat. Il s'agit maintenant, en relation avec ces derniers, de mettre en place le suivi de post exploitation du site.

Au regard de l'exercice par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la compétence d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire, la gestion de ce site doit, en conséquence, lui être transférée.

Le régime applicable dans le cadre de ce transfert est organisé par les articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Il entraîne de plein droit la mise à disposition des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de transfert, pour l'exercice de compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et les obligations attachées à leur gestion dans le cadre de l'arrêté préfectoral de post exploitation du site.

Par ailleurs, le montant du passif transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (encours restant dû au 31 juillet 2013) s'élève à 99 056,48 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du centre d'enfouissement des déchets des Molières,
- autoriser la signature du Procès Verbal de mise à disposition,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°118 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - REDEVANCE SPÉCIALE APPLICABLE AUX DÉCHETS NON MÉNAGERS ASSIMILABLES AUX DÉCHETS MÉNAGERS - TARIFS 2014 - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibérations n°6679 du 19 septembre 2005 et n°6834 du 16 décembre 2005, le Conseil Communautaire a instauré la redevance spéciale concernant les déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers, conformément aux obligations décrites aux articles L.2333-78 et L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Afin de continuer à encourager les producteurs à diminuer le volume de leurs déchets et à mieux les trier, il est proposé en 2014, en continuité des dispositions retenues pour 2012 et 2013, de n'actualiser que le tarif relatif aux déchets non recyclables, les autres tarifs demeurant inchangés.

Afin de prendre en compte les évolutions indiciaires des coûts des prestations de collecte et de traitement des déchets, les tarifs 2014 de la redevance spéciale seront les suivants :

- déchets non recyclables : 0,0264 euro par litre, au lieu de 0,0257 en 2013,
- déchets recyclables secs en mélange: 0,0244 euro par litre,
- papiers blancs : 0,0163 euro par litre,
- bio déchets : 0,0193 euro par litre,
- verres : 60 euros par tonne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le tarif de la redevance spéciale tel qu'exposé ci-dessus applicable à partir du 1er janvier 2014,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0  
Abstention : 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°119 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION AVEC L'OPH-ACM POUR L'AMÉLIORATION DU TRI SÉLECTIF ET LA PRISE EN COMPTE DE LA PRÉVENTION DES DÉCHETS DANS L'HABITAT SOCIAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9482 du 1<sup>er</sup> avril 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre les mesures destinées à améliorer les performances du tri sélectif. Fort des résultats probants obtenus au terme de la durée de cette convention d'un année, celle-ci a été renouvelée pour une durée de deux ans par la délibération n°10344 du 22 juillet 2011 en intégrant, outre les mesures d'amélioration du tri sélectif des déchets, des actions destinées à développer la prévention des déchets, en écho aux objectifs ambitieux du programme local de prévention des déchets de l'Agglomération signé avec l'ADEME fin 2010.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010, un salarié d'ACM, financé par l'Agglomération, assure les missions de messenger du tri et de la prévention, et participe à plein temps à la réalisation des actions prévues dans le cadre de ces conventions successives :

- Un état des lieux des locaux a été réalisé et a permis de mettre à niveau les dotations en bacs des résidences.
- Des formations adressées au personnel d'ACM (directeurs d'agence, correspondants développement durable) ont été menées.
- Sur la base du diagnostic, des actions de sensibilisation des habitants, avec évaluation des résultats, ont été réalisées.
- Des outils de sensibilisation ont permis d'accompagner ces actions et d'informer en retour les locataires des résultats de leur geste de tri.
- Des aménagements de locaux ont été mis en œuvre par les agences. En parallèle, un travail collaboratif a été entamé avec le service Production d'ACM.
- Le compostage collectif en pied d'immeuble ou le tri des déchets d'équipement électrique et électronique (D3E)

ont été expérimentés, des collectes solidaires organisées.

Ce projet, sur le long terme, permet de dresser un bilan positif. Sur les interventions réalisées - plus de 12 000 logements ont été évalués -, les résultats conduisent en moyenne à une amélioration de la qualité du tri de 17%. En complément, cette convention a permis d'intégrer des actions du programme local de prévention des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Elle arrive à son terme au 31 août 2013. Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ACM souhaitent poursuivre leur engagement commun au travers d'une convention d'une durée de trois ans, sur de nouvelles mesures et actions communes visant à améliorer la qualité du tri et la propreté des abords des résidences et à permettre la réduction des déchets en lien avec le Programme Local de Prévention des Déchets, et en particulier la gestion des encombrants et le compostage collectif.

Cette nouvelle convention traduit les règles de partenariat acceptées par les deux parties, en particulier :

- l'éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets, avec l'établissement d'un diagnostic des déchets produits par les services,
- la poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets,
- le relais par ACM de la communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative au tri des déchets, à la collecte des encombrants et à la prévention des déchets auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports : site Internet, intranet, livret d'accueil du locataire, courriers, affichage dans les résidences...,
- la mise en place de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets promotionnels, ...), et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boîtage, animations, porte à porte...),
- le développement d'actions et d'animations pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre,
- la poursuite d'opérations de sensibilisation à la propreté et au tri des déchets des jeunes publics, en collaboration avec les associations de locataires, les comités de quartier ou d'autres partenaires présents dans les quartiers,
- la mise en place d'un travail collaboratif afin de valider les méthodes de mise en place du compostage collectif en pied d'immeubles et permettre ainsi d'équiper plus de 50 résidences,
- la recherche et la mise en œuvre de solutions de gestion des encombrants, dans l'intérêt des deux parties et avec un double objectif de gestion de la propreté et de réduction des déchets,
- la planification d'un nouveau programme de sensibilisation au tri, hiérarchisant les résidences où les actions sont prioritaires et définissant les modes d'intervention,
- la contribution d'ACM, en cas d'agrément par l'Union Européenne au titre des futurs programmes européens Life+ à la réalisation d'une expérimentation sur 3 ans d'une démarche de « communication engageante » visant à accélérer les évolutions comportementales des habitants en faveur du développement durable sur les thèmes de l'énergie, de l'eau, des modes de déplacements et surtout de la réduction et du tri des déchets ; les secteurs retenus dans cette candidature au programme Life+, sont les quartiers Pompignane et Millénaire inclus dans le périmètre Ecocité.

Dans le cadre de cette collaboration et en continuité des conventions précédentes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier financera, à hauteur de 25 000 € par an, un poste de messenger du tri et de la prévention au sein de l'OPH-ACM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat à conclure entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'OPH-ACM pour l'amélioration du tri sélectif et la prévention des déchets,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits aux budgets 2013 et suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 7 (Mmes T. Capuozzi-Boualam, C. Fourteau et MM M. Passet, G. Pastor, L. Pouget, R. Subra, C. Bouillé)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°120 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX - AVENANT N°4 AU MARCHÉ D'EXPLOITATION N°1847GD08 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n° 8304 du 26 juin 2008, le Conseil de Communauté a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°1847GD08 avec la société SMTVD pour l'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets ménagers non dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché a été conclu pour une durée de soixante cinq mois, hors période de préparation, courant jusqu'au 15 février 2014, correspondant au tonnage maximum autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Trois avenants ont été conclus au cours de l'exécution du marché pour améliorer la qualité du suivi environnemental du site et prévenir les nuisances olfactives, par la réalisation d'un réseau de collecte du biogaz à l'avancement de l'exploitation, par la mise en service d'un système de neutralisation des odeurs par pulvérisation et par la réalisation de mesures de la qualité de l'air conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-I-1548 du 11 juillet 2012.

Depuis sa mise en service et jusqu'au 31 décembre 2012, l'installation a accueilli 322 806 tonnes de déchets non dangereux, issus de l'unité de méthanisation AMETYST et des Points Propreté DEMETER. Il apparaît ainsi que le déficit cumulé des apports de déchets par rapport à la capacité annuelle maximale s'établit à environ 33 400 tonnes depuis le début d'exploitation en 2008, représentant 5 mois d'exploitation supplémentaires du casier n°1. La comparaison de ce tonnage disponible avec les données du dernier relevé topographique, réalisé en février 2013, conduit à évaluer la capacité résiduelle du casier n°1 effectivement disponible à 2 mois et demi supplémentaires, soit une exploitation jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014, la capacité globale de l'installation restant inchangée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la prise en considération de la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers correspondant au report de la capacité disponible auprès de Monsieur le Préfet. Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé, par arrêté n°2013-I-1335 du 8 juillet 2013, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014.

Il convient donc de prolonger par le présent avenant n°4, le marché d'exploitation conclu avec la société SMTVD de la même durée, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014. Par ailleurs, les travaux en cours de constitution de la couverture définitive du casier n°1 nécessitent des opérations supplémentaires de déplacement du réseau de captage horizontal, prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2012, qu'il convient de réaliser.

Le montant des prestations objet du présent avenant n°4, s'élève à 392 089,73 € H.T., dont 322 149,73€ H.T. pour l'exploitation courante et 70 000 € H.T. pour les prestations complémentaires relatives au déplacement du réseau de captage du biogaz, soit 4,15% du montant initial du marché. Le montant cumulé des avenants n°1 à n°4 représente une augmentation de 14,40% du montant initial du marché sur sa durée globale, montant porté à 10 798 968,91 € H.T.

Le projet d'avenant n°4 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 9 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°4 au marché n°1847GD08 avec la société SMTVD sise à Mauguio, pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Ménagers Non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 928 et 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 au marché n°1847GD08 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°121 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX - AVENANT N°2 AU MARCHÉ 2375GD10 POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9727 du 20 juillet 2010, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de marché n°2375GD10 à conclure avec la société OVIVE/MOBIPUR pour la réalisation des travaux et l'exploitation de la station de traitement des lixiviats de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de Castries.

La durée totale du marché est fixée à 3 ans et 6 mois comprenant :

- une phase d'étude, de travaux et de vérification des performances de la station fixe, d'une durée de 3 mois, pendant laquelle le titulaire du marché traitera les lixiviats avec une station mobile ;
- une phase d'exploitation de 39 mois de la station fixe réalisée, correspondant à la durée d'exploitation de l'installation de stockage fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°11009 du 19 juillet 2012, a été conclu afin d'augmenter la capacité de traitement des lixiviats et de limiter leurs temps de séjour dans le bassin de stockage amont par l'installation temporaire de deux cuves supplémentaires de traitement biologique et de charbon actif.

Depuis sa mise en service et jusqu'au 31 décembre 2012, l'installation de stockage de déchets non dangereux a accueilli 322 806 tonnes de déchets, issus de l'unité de méthanisation AMETYST et des Points Propreté DEMETER. Il apparaît ainsi que le déficit cumulé des apports de déchets par rapport à la capacité annuelle maximale s'établit à environ 33 400 tonnes depuis le début d'exploitation en septembre 2008. La comparaison de ce

tonnage disponible avec les données du dernier relevé topographique, réalisé en février 2013, conduit à évaluer la capacité résiduelle du casier n°1 effectivement disponible à 2 mois et demi supplémentaires, ce qui permet de repousser au 1<sup>er</sup> mai 2014 la fin d'exploitation du casier.

La capacité globale de l'installation reste inchangée.

La Communauté d'Agglomération a sollicité auprès de Monsieur le Préfet la prise en considération de cette possibilité de prolonger la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux correspondant au report de la capacité disponible. Après avis favorable du CODERST sollicité lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé l'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014 par arrêté n°2013-I-1335 du 8 juillet 2013.

Il convient donc de prolonger par le présent avenant n°2, le marché d'exploitation de la station de traitement des lixiviats conclu avec le groupement OVIVE/MOBIPUR de même la durée, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014.

Par ailleurs, dans la continuité des prestations supplémentaires adoptées par avenant n°1 et visant à compléter en tant que de besoin les équipements existants, il convient au regard de la qualité actuelle des eaux industrielles de modifier les quantités initialement prévues lors de la passation de cet avenant. A ce titre le projet d'avenant n°2 prévoit également le repli de la cuve de traitement biologique mise en place et modifie le détail quantitatif du surcoût du traitement consécutif à l'emploi de consommables supplémentaires.

Le montant de ces nouvelles prestations, objet du présent avenant n°2, s'élève à 20 010,00 € H.T. ce qui représente une augmentation de 3,46 % du montant initial du marché. Les avenants n°1 et n°2 représentent une augmentation totale du montant initial du marché de 8,76 % qui est ainsi porté à 629 429,25 € H.T.

Ce projet d'avenant n°2 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 09 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au marché n°2375GD10 avec la société OVIVE/MOBIPUR pour la construction et l'exploitation de la station fixe de traitement des lixiviats de l'Installation du Centre de Stockage de Déchets ménagers Non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 au marché n°2375GD10 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°122 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX - MARCHÉS N°3418GD13 DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'EXPLOITATION DU CASIER N°2 - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°11590 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013. Par une nouvelle délibération n°11591 du même jour, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement de l'appel d'offres et la signature des marchés pour la réalisation des travaux correspondants. Afin d'assurer la continuité du service, la mise à disposition de la première alvéole du casier n°2 est prévue dès la fin de l'exploitation du casier n°1, autorisée par arrêté complémentaire jusqu'au 30 avril 2014 au plus tard.

Il convient donc d'autoriser dès maintenant la consultation des entreprises selon la procédure d'appel d'offres en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics pour couvrir l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exploitation du casier n°2 et à son suivi environnemental.

Ces prestations sont réparties en deux lots distincts attribués par marchés séparés, sans décomposition en tranche, comme suit :

- **Lot n°1** : Exploitation du casier n°2 de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux, comprenant notamment :
  - le gardiennage en dehors des heures d'ouverture et la surveillance anti-incendie,
  - l'accueil des déchets et leur contrôle pendant les heures d'ouverture du site ainsi que la gestion administrative (procédure d'admission, élaboration des rapports d'activité et déclaration administrative),
  - l'exploitation des alvéoles par compactage des déchets et recouvrement journalier dans la limite des tonnages autorisés,
  - la gestion des réseaux d'eaux pluviales et de lixiviats et du réseau de captage et d'élimination/valorisation du biogaz,
  - le suivi environnemental du site et la mise en place des mesures de réduction des impacts liés à l'exploitation ainsi que l'entretien des espaces verts et le débroussaillage des abords,



- la prise en charge des abonnements et consommations nécessaires au fonctionnement du site.
- **Lot n°2** : Exploitation de la station d'épuration de traitement des lixiviats de l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux, comprenant notamment :
  - le traitement des lixiviats bruts et des sous produits,
  - l'entretien, la maintenance préventive et curative, la surveillance quotidienne de l'unité de traitement, le pilotage et la mise en place d'un programme d'auto-contrôle,
  - le respect de l'environnement et de la sécurité des agents sur la station,
  - la rédaction des rapports d'exploitation.

Chaque marché est conclu pour une durée de soixante mois (soit cinq ans) correspondant à la capacité d'accueil du tonnage annuel maximum de 83 000 tonnes par an, à compter du début des prestations liées à la réception de la première tonne de déchets.

L'ensemble des prestations devra être conduit dans un souci constant et permanent de la qualité et de la sécurité, notamment au regard des sujétions nées des co-activités avec le carrier d'une part et les entreprises chargées de la réalisation des travaux d'autre part. A cette fin et dans la continuité des procédures engagées lors de l'exploitation du casier n°1, les entreprises titulaires mèneront, dès la notification des marchés, les procédures de certification environnementale ISO 14001 et certification OHSAS 18 001.

Les prestations seront rémunérées par application des prix forfaitaires et unitaires du bordereau des prix correspondant à chacun des lots. Le montant total général sur la durée des marchés évalué sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif de chacun des deux lots s'établit à 12 408 000 € H.T, dont respectivement 11 575 000 € H.T. pour le lot n°1 et 833 000 € H.T pour le lot n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, avant l'engagement de la passation, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer les marchés n°3418GD13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 3 (Castries : M. Pastor ; Montaud : M. Combettes ; Saint-Drézery : Mme Galabrun-Boulbes)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

## **AFFAIRE N°123 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier. Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2012 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Au titre de l'avancement de l'opération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement constructeur ont conclu, par délibération n°10179 du 23 juin 2011, un avenant n°1 au protocole transactionnel qui avait été signé en juillet 2010, prévoyant, suite à l'incendie intervenu dans le hall de déshydratation des digestats, les travaux de déconstruction et de reconstruction du bâtiment, ainsi que la remise en état des équipements et machines, financés à 100% par le groupement constructeur à ses frais avancés. Les travaux d'un montant évalué à 3 M€, ont immédiatement débuté.

A l'issue de ces travaux de reconstruction, le constat contradictoire d'achèvement des travaux et des prestations, avec réserves, valant réception de l'unité est dressé le 30 mars 2012, et notifié le 18 avril 2012 au groupement constructeur. Dès le 30 mars 2012, le hall de déshydratation des digestats a été remis en service. Le constat de levée des réserves et la décision du maître de l'ouvrage relative à la levée des réserves ont été établis le 17 octobre 2012 et notifiés au groupement constructeur le 25 octobre 2012.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2012 fait apparaître un montant de dépenses de 110 417 K€ T.T.C. correspondant pour la plus grosse part (88 361 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du Groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au versement d'une avance de 339 K€ et les

remboursements de mandat ont porté sur un montant de 1 096 K€. Ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2012 positive de 1 500 K€.

Le bilan présenté, sans évolution par rapport à l'exercice antérieur, intègre, conformément aux dispositions du protocole transactionnel et de son avenant n°1, le solde des sommes dues au groupement constructeur, au titre du Décompte Général Définitif. Il intègre également la réfection de la passerelle des convoyeurs entre la Zone 7 et la Zone 8 pour un montant de 366 K€ H.T. et la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre pour l'amélioration de la défense incendie pour 88 K€ H.T..

Le bilan intègre enfin, comme le précédent bilan adopté, une provision pour réalisation d'un dispositif de traitement des effluents industriels, hors marché VINCI. Cette provision dans le présent bilan s'élève à 760 K€ HT.

En conséquence, le bilan présenté au CRAC 2012 s'élève à 113 392 K€ T.T.C., valeur janvier 2012, sans évolution par rapport à celui précédemment approuvé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2012 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°124 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n°10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, pour la réalisation de travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens suite à l'incendie survenu le 13 septembre 2010 dans le hall de déshydratation des digestats.

Ce marché complémentaire a également pour objet le suivi technique et administratif des travaux de reconstruction du hall de déshydratation sinistré, par le groupement constructeur à ses frais avancés, le suivi technique, administratif, financier et juridique des travaux d'amélioration de la défense incendie et d'amélioration du process ainsi que le suivi des opérations d'expertises et toutes les conséquences du sinistre sur la finalisation de l'opération.

Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2012 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2012 du mandat complémentaire présenté, intègre le suivi technique et administratif de la reconstruction du hall 7, compris les marchés de Coordination de la Sécurité et de Protection de la Santé et de Contrôle Technique, et la réalisation de travaux en matière de sécurité incendie dans l'ensemble de l'usine, selon les prescriptions de la maîtrise d'œuvre pour un montant de travaux estimé à 1 041 000 € H.T.

Le bilan prévisionnel comprend également la désignation d'un maître d'œuvre, d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé, du contrôleur technique et la réalisation de travaux d'amélioration de l'exploitabilité de l'installation biogaz, pour un montant estimé à 1 465 000 € H.T.

En conséquence, le bilan du mandat complémentaire présenté au Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2012 est arrêté à 5 152 000 € T.T.C., valeur janvier 2013, sans évolution par rapport au bilan prévisionnel initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2012 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°125 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AVENANT N°6 À LA CONVENTION DE MANDAT N°2124 POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SERM pour la réalisation de l'unité de méthanisation.

Cinq avenants à la convention de mandat ont été conclus pour prendre en compte notamment, les conséquences du protocole transactionnel conclu avec le groupement constructeur VINCI Environnement, / SOGEA Sud / AT & E, qui a eu pour effet de repousser la date prévisionnelle de la réception des installations, ainsi que de l'avenant n°1 à ce protocole transactionnel, consécutif à l'incendie survenu le 13 septembre 2010, confiant au constructeur, à ses frais avancés et sans incidence économique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les travaux de reconstruction du hall de déshydratation, ce qui a une nouvelle fois repoussé la date de réception du retour au fonctionnement nominal de l'unité AMETYST.

Le constat d'achèvement des travaux et des prestations emportant réception de l'unité, signé le 30 mars 2012, a fixé, en accord avec les dispositions du protocole transactionnel et de son avenant n°1, les dates de prise d'effet de la réception par type d'ouvrage. Compte tenu de ces dates de prises d'effet et des garanties contractuelles particulières des équipements associées, il convient de prolonger par un avenant n°6 la durée du mandat jusqu'à l'achèvement complet des délais de garantie fixés au plus tard le 31 décembre 2015. Cet avenant n°6 est sans incidence financière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°6 à la convention de mandat n°2124 conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST tel qu'exposé ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 10 (Mme P. Danan, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, M. Dufour, S. Fleurence, M. Passet, M. Lévit, J. Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°126 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CHOIX DU MODE DE GESTION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE RELATIVE À LA DÉSIGNATION DU FUTUR EXPLOITANT**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7732 du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST, située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier, avec le groupement NOVERGIE / VINCI Environnement / SOGEA Sud. Conformément aux dispositions de l'article 1.2 de la convention d'exploitation, la société AMETYST s'est substituée au groupement momentané d'entreprises.

Cet équipement structurant, dont la réalisation a été engagée par la délibération n°6497 du 14 juin 2005 autorisant la signature du marché de construction avec le groupement VINCI ENVIRONNEMENT / SOGEA SUD / AT&E, portant sur la réalisation :

- d'une ligne de tri, méthanisation et maturation des déchets résiduels d'une capacité de 170 000 tonnes/an avec valorisation partielle sous forme de compost ;
- d'une ligne de tri, méthanisation et maturation des bio-déchets d'une capacité de 33 000 tonnes/an avec valorisation sous forme de compost.

L'analyse des conditions de fonctionnement de l'installation menée dans le cadre de l'avenant n°8, approuvé par délibération n°10646 du Conseil Communautaire du 30 janvier 2012, a fait émerger des éléments techniques, financiers et juridiques objectifs permettant de mieux appréhender les conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation.

Il est ainsi apparu que des contraintes constructives limitent la capacité de l'unité, qui peut néanmoins assurer le traitement de l'intégralité des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, que le process actuellement mis en œuvre présente des différences significatives par rapport à celui initialement envisagé et que l'ouvrage construit génère des contraintes d'exploitation pérennes non prévues initialement entraînant une augmentation de certains postes de charges d'exploitation fixes et proportionnelles.

Bien que le fonctionnement de l'unité soit désormais stabilisé, il s'est avéré que les évolutions contractuelles nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020 constituaient des modifications substantielles de plusieurs éléments essentiels du contrat actuel et ne pouvaient

plus trouver une traduction dans un avenant bouleversant la structure du risque du contrat.

La résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général s'est donc imposée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. L'avenant n°10 conclu entre les parties approuvé par délibération n°11678 du 26 juin 2013, a acté la résiliation du contrat pour motif d'intérêt général avec effet au 31 décembre 2014 ainsi que les modalités de poursuite de l'exploitation jusqu'à cette date, pour laisser le temps à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de redéfinir un mode de gestion et mener à bien une nouvelle procédure d'attribution.

En prévision du terme de cette Délégation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit choisir le mode de gestion du service public à caractère administratif (celui-ci étant financé par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) de traitement par méthanisation des ordures ménagères résiduelles et des bios déchets qui sera mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Si aucun texte réglementaire, notamment le Code Général des Collectivités Territoriales, ne rend obligatoire une analyse comparative en préalable au choix du mode de gestion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit cependant prendre en compte les contraintes suivantes :

- En matière de gestion directe, le Code Général des Collectivités Territoriales indique que les Communes et leurs groupements peuvent exploiter directement des Services Publics Administratifs et qu'ils doivent constituer une régie après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL);
- Concernant une Délégation de Service Public, ce même Code impose que l'assemblée délibérante se prononce sur le principe également après avoir recueilli l'avis de la CCSPL;

Par ailleurs, le Conseil de la Concurrence, dans son avis n°00A12 du 31 mai 2000, recommande aux Collectivités de procéder à l'analyse comparative des modes de gestion possibles avant de délibérer sur le mode retenu.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a analysé le mode de gestion le plus pertinent du service public de traitement par méthanisation des ordures ménagères résiduelles et des bios déchets après le 31 décembre 2014 ainsi que les caractéristiques principales des prestations à exécuter. C'est l'objet du rapport joint en annexe. Elle a en effet le choix, en théorie, entre deux modes de gestion de ce service :

- la « gestion directe »: la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut soit créer une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important selon le type de régie choisi (régie sans autonomie financière, régie à autonomie financière, personnalisée,...), soit attribuer un marché public de prestations de services dans le cadre duquel il n'y a pas de transfert de la responsabilité du service. Les Sociétés Publiques Locales (SPL) sont également rattachées à ce mode de gestion en étant des opérateurs 100% publics auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service.
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend la forme d'une délégation de service public (affermage ou concession) ou d'une régie intéressée. Dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin »).

Au préalable, il convient de répertorier les contraintes et risques inhérents à l'activité permettant de définir les critères déterminants de la gestion de l'unité de méthanisation. Celle-ci est complexe et s'envisage dans un contexte présentant des risques d'exploitation de différentes natures qui sont évoqués ci-après. Ces risques relèvent à la fois de la technicité de l'équipement, de la capacité à lui apporter des déchets en quantité suffisante et de la faculté à en permettre une gestion financière optimisée.

#### **1) Objectifs et risques inhérents à l'activité :**

- **Niveau de technicité élevé requis :** La garantie de continuité du service public global d'élimination des déchets qui repose essentiellement sur le bon fonctionnement de l'unité AMETYST, la production et la valorisation du biogaz, la production de compost normé et la réduction des refus, ainsi que les difficultés à appréhender le bon niveau de charges d'exploitation, nécessitent, du fait du procédé complexe et encore peu répandu mis en œuvre, un opérateur disposant du retour d'expérience sur d'autres sites.
- **Optimisation du bilan matière :**
- **Production et valorisation de compost :** L'analyse technique et financière menée dans le cadre de l'avenant n°8 a permis de mettre en évidence la possibilité de produire au moins 12 000 tonnes par an de composts supplémentaires.
- **Identification de nouveaux flux à trier et de leurs débouchés :** Il apparaît que, depuis quelques années, certains pays européens, développent un produit énergétique nommé Combustible Solide de Récupération (CSR), issu d'une partie de la fraction non organique de leurs déchets pouvant être utilisée pour une valorisation énergétique. L'analyse technique et financière menée sur l'unité AMETYST a montré qu'une fraction des refus légers à haut pouvoir calorifique issus de la chaîne de préparation des Ordures Ménagères Résiduelles peut être valorisée dans de nouvelles filières industrielles. Les CSR sont généralement destinés directement à des usines de valorisation énergétique, ou à des centres de préparation de combustibles pour d'importants complexes industriels nécessitant l'emploi de produits énergétiques à fort impact sur les émissions CO<sub>2</sub> (Coke, Fioul lourd...), telles que les cimenteries s'inscrivant ainsi parfaitement dans les politiques de transition énergétique. Les facteurs d'émission CO<sub>2</sub> résultant des CSR sont inférieurs de 25% à ceux du charbon.

Le gisement pour l'unité AMETYST est évalué au minimum à 10 000 tonnes par an qui pourraient ainsi être valorisées.

Complémentairement, l'extraction des métaux ferreux et des plastiques pénalisant la fabrication de compost et pouvant avoir une valeur marchande doit être optimisée, ainsi que la production d'un flux quasi-inerte (morceaux de verre, cailloux, ...) plus facilement admissible en centre de stockage.

- **Optimisation du taux de refus :** Corrélativement avec la volonté d'optimiser le bilan matière de l'unité tel que développé ci-avant, il convient de responsabiliser l'opérateur à la recherche permanente des meilleurs exutoires pour l'élimination des résidus et refus, tout en fixant un taux maximum de refus au-delà duquel il en assume l'entière charge.
- **Optimisation de la production énergétique :**
- **Production d'électricité :** La limitation de la capacité à accueillir des déchets tiers rend prépondérant la production d'électricité qui constitue actuellement l'essentiel des recettes de l'unité.
- **Production de chaleur :** L'engagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à fournir à la SERM la chaleur pour satisfaire l'alimentation du réseau de chaleur des Grisettes constitue un enjeu majeur en termes de développement durable.
- **Utilisation du vide de digesteur pour des bio déchets tiers :** L'analyse technique et économique a montré la bonne disponibilité du module de digestion de l'unité AMETYST qui pourrait accueillir 25 000 tonnes supplémentaires par an de ce type de déchets pour lesquelles il convient de développer une démarche commerciale auprès des producteurs privés.

Au regard de ces objectifs et risques d'exploitation, il convient de définir les critères déterminants pour le choix du mode de gestion de l'installation, ainsi que les moyens nécessaires à l'exécution du service.

## 2) Critères déterminants dans le choix du mode de gestion

S'agissant tout d'abord du **niveau de technicité**, celui-ci nécessite le recours à des personnels disposant des compétences requises pour assurer la bonne marche de l'usine, compétences encore rares sur le marché français, et encore réservées aux opérateurs. La méthanisation des ordures ménagères résiduelles étant un procédé encore peu répandu et complexe, il est par ailleurs indispensable à la bonne marche de l'usine de bénéficier du savoir faire d'un opérateur expérimenté, qui dispose de l'expérience d'autres sites comparables et est ainsi apte à faire des propositions d'amélioration.

**L'optimisation du bilan matière** réclame quant à elle, pour ce qui concerne la production de compost, la réalisation de travaux complémentaires d'affinage de la matière organique avant digestion pour améliorer les performances de l'unité, ainsi que la mise en place d'une plateforme extérieure de stockage du compost normé produit pour permettre son écoulement en fonction des besoins saisonniers. Elle nécessite en outre l'identification des utilisateurs potentiels et une parfaite connaissance de leurs besoins qui ne peut être acquise que par une force commerciale de proximité. La production de CSR demande la mise en œuvre préalable d'équipements pour assurer le conditionnement en balles des fractions combustibles afin d'en optimiser les frais de transport ainsi qu'une parfaite connaissance du milieu industriel utilisateur de cette source d'énergie.

**La gestion des refus** exige la disponibilité de différentes filières et modes de valorisation et d'élimination adaptés à chacune des catégories de sous produits de l'unité.

**L'optimisation de la production électrique et thermique** dépend de la parfaite maîtrise du bon fonctionnement des digesteurs et des moteurs, qui requiert un savoir-faire très spécifique. Cette technicité est le fruit de retours d'expérience et ne peut être assurée qu'après plusieurs années, sous peine d'assister à une baisse conséquente de la productivité et donc des recettes du service.

Enfin, **la recherche de tonnages de bio déchets tiers** suppose une proximité régulière avec les professionnels concernés et la gestion d'un marché constitué d'acteurs atomisés. Par ailleurs, les politiques de prévention mises en œuvre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre notamment du Programme Local de Prévention des Déchets devraient conduire, sur la durée, à réduire le tonnage d'OMR, créant à terme dans l'unité un « vide de digesteur en OMR » qui renchérit directement le coût du traitement de ces déchets pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier et constituera ainsi un frein à la poursuite de la politique de prévention, sauf à reporter sur l'exploitant de l'unité le risque de la variation des recettes induites par l'évolution des apports d'OMR par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en intégrant dans le périmètre de son contrat la recherche en tant que de besoin de tonnages d'OMR pour combler le vide digesteur.

La conclusion d'un marché de prestation de service permet de transférer le risque technique à l'exploitant et de l'intéresser, le cas échéant, à l'amélioration des performances de l'usine, mais il ne permet pas juridiquement de lui transférer un risque substantiel d'exploitation, à la fois concernant l'optimisation des charges et la recherche de recettes auprès des tiers.

Ce transfert du risque d'exploitation demeure uniquement possible dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

## 3) Moyens nécessaires à l'exécution du service

### - Biens mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mettra à disposition de l'exploitant une unité de méthanisation comprenant les infrastructures et équipements d'une valeur globale de 86 120 K€ H.T, date valeur juillet 2007, correspondant aux modules suivants :

- Poste de pesage des camions, hall de réception, fosse de stockage,
- Chaîne de tri des déchets et de préparation de la matière organique,
- Traitement par méthanisation dans des digesteurs,
- Gestion du biogaz, valorisation au moyen de moteurs et livraison de chaleur,
- Traitement des digestats produits (déshydratation, maturation, affinage),
- Traitement des jus,
- Captation et traitement des odeurs,



- Contrôle, commande et supervision des équipements du site
- Locaux d'exploitation, ateliers et magasin,
- Locaux administratifs et sociaux, zone d'accueil des visiteurs.

**- Moyens complémentaires à la charge de l'exploitant**

L'exploitant aura la charge de mettre en place les moyens humains et matériels suivants :

- le personnel d'exploitation, inclus sa formation et ses équipements,
- les engins et matériels mobiles d'exploitation,
- les moyens de transport pour l'évacuation du compost, des refus et sous-produits,
- Les investissements immatériels propres à la gestion de l'unité,
- L'investissement initial relatif à la mise en place d'une filière permettant la commercialisation des composts.

Il aura également à sa charge la conception et la réalisation des travaux permettant la réduction du taux de refus, l'augmentation de la production d'un compost normé et le traitement dédié de bio déchets, à savoir à minima :

- affinage de la matière organique avant introduction dans les digesteurs,
- extraction / conditionnement en balles des refus légers au minimum sur le flux 20-80 mm,
- mise à disposition d'une plateforme de stockage provisoire pour le compost normé produit en raison de la spécificité et de la saisonnalité des besoins des agriculteurs,
- modification de process en vue d'optimiser les conditions d'accueil et de traitement des bio déchets.

**4) Mode de gestion adapté aux critères et aux risques d'exploitation du service**

**- Objet et périmètre du service :** Outre l'exploitation et l'entretien courant de l'usine, y compris la gestion du Gros Entretien Renouvellement, les prestations confiées à l'exploitant seront les suivantes :

- Conception et réalisation des travaux permettant la production d'un compost normé et la réduction du taux de refus, à savoir à minima :
- affinage de la matière organique avant introduction dans les digesteurs,
- apport d'une plateforme de stockage provisoire pour le compost, pour pallier à la saisonnalité des besoins des utilisateurs,
- extraction / conditionnement en balles des refus légers, en premier lieu sur le flux 20-80 mm, en vue de leur valorisation en CSR, et des sous-produits du traitement : métaux, voire flacons plastiques,
- Transport des refus à concurrence de 45 000 t/an vers Castries et de 25 000 t/an vers Ocréal,
- Transport et traitement des refus excédentaires à ces tonnages vers un exutoire à déterminer par l'exploitant,
- Optimisation de la valorisation du biogaz en électricité et en chaleur,
- Recherche de gisements de bio déchets et, dans quelques années le cas échéant, d'OMR

**Dans le cadre d'une régie,** l'ensemble des risques serait intégralement assumé par la Communauté d'Agglomération qui devrait les prendre en compte et les internaliser, puis les planifier budgétairement. Les risques et critères d'exploitation présentés ci-avant faisant appel à de multiples compétences et métiers industriels, ils peuvent difficilement être surmontés, voire même supportés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant qu'exploitante du service ou par un exploitant dans le cadre d'un marché de prestations de services, notamment au niveau financier et concernant le transfert d'un risque substantiel d'exploitation.

A l'inverse, dans le cadre d'une gestion déléguée, tous ces risques seraient supportés par le délégataire. En particulier, l'équilibre financier du service qui constitue un critère déterminant dans le choix du mode de gestion dépend directement de la gestion technique (bonne marche de l'usine) et de la recherche des bio déchets tiers.

**La délégation de service public est donc le mode de gestion pertinent du service au terme de l'actuel contrat.**

**5) Mode de rémunération du délégataire :**

La rémunération du délégataire comprendra d'une part des recettes résultant de la valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du traitement des déchets tiers.

Il s'agit notamment des recettes provenant de la vente de l'électricité produite par la combustion du biogaz récupéré dans les moteurs à partir des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des déchets tiers, des recettes de valorisation du compost ainsi que des recettes provenant des matières premières récupérées (métaux, voire flacons plastiques),

La rémunération du délégataire sera d'autre part constituée d'une redevance versée par le délégant incluant le traitement des refus au-delà des capacités des installations gérées directement ou en contrat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans la limite d'un plafond défini par la fixation d'un taux de refus maximum par tonne traitée ; ainsi le délégataire sera doublement intéressé à minimiser le taux de refus, car, au-delà du plafond défini, les refus générés seront à sa charge exclusive et en-deçà, ses charges diminueront à proportion des refus évités qu'il n'aura pas à éliminer.

Enfin, Le délégataire percevra des redevances versées par les tiers pour le traitement de leurs déchets.

Le délégataire supportera les risques de la variation des recettes de valorisation (performance et disponibilité des installations, garantie de reprise et évolution des conditions tarifaires...), par rapport à ses évaluations prévisionnelles. Pour ce qui concerne la couverture des charges de l'exploitation, le délégataire supporte le risque lié à la réduction du tonnage traité du fait d'une rémunération majoritairement proportionnelle à ce dernier.

Par conséquent le risque financier du délégataire est caractérisé par :

- Une part significative de ses recettes (de l'ordre de 30%) qui n'est pas garantie et fonction de ses conditions d'exploitation de l'usine (vente d'électricité, de compost, de matières premières récupérées, accueil de tonnages tiers)

- Le portage du risque financier lié à l'évolution de ses charges d'exploitation, la redevance versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier étant calibrée sur le volume de charges prévu initialement au compte d'exploitation prévisionnel contractualisé.

#### **6) Obligations à la charge du délégataire**

Le délégataire aura la charge de mettre en place les moyens humains et matériels suivants :

- le personnel d'exploitation, inclus sa formation et ses équipements,
- les engins et matériels mobiles d'exploitation,
- les moyens de transport pour l'évacuation du compost, des refus et sous-produits (cette prestation fera l'objet d'une option dans le document programme)
- Les investissements immatériels propres à la gestion de l'unité AMETYST,
- L'Investissement initial relatif à la mise en place d'une filière permettant la commercialisation des composts.

Il garantit et finance la couverture d'assurances de l'ensemble des biens, bâtiments, process de l'unité de méthanisation et tous les équipements concourant à son fonctionnement.

Il a également à sa charge :

- La conception et la réalisation des travaux permettant la réduction du taux de refus, la production d'un compost normé et le traitement dédié de bio déchets, à savoir à minima :
- affinage de la matière organique avant introduction dans les digesteurs,
- extraction / conditionnement en balles des refus légers sur le flux 20-80 mm,
- modification de process en vue de dédier des équipements permettant un traitement optimisé des bio déchets.
- La mise à disposition d'une plateforme de stockage provisoire pour le compost normé produit en attente de valorisation, en raison de la saisonnalité et de la spécificité des besoins des agriculteurs.

Il est également susceptible de se voir confier d'autres travaux d'amélioration qui feront le cas échéant l'objet d'options à la consultation avant prise de position de la CAM au vu des enjeux financiers :

- Réfection de convoyeurs et d'équipements à dimensionner
- Reprise de la zone presse
- Reprise de l'affinage du compost (extraction du structurant)
- Mise en place d'un ouvreuse de sacs (ou équivalent) pour diminuer la quantité de sacs présents dans le flux > à 350 mm.
- Séchage plus intensif des stabilisats avec de l'air réchauffé par la chaleur récupérée sur les moteurs biogaz, et non valorisée.

#### **7) Durée du contrat**

La durée du contrat doit tenir compte :

- Des investissements spécifiques à réaliser et à financer par le délégataire dans les premiers mois du contrat pour l'optimisation de la production de composts et de CSR tels que décrits ci-dessus,
- De l'investissement nécessaire à la création d'une plateforme de stockage provisoire pour le compost normé produit, voire la recherche d'un tel site et l'instruction administrative indispensable à son classement.

En conséquence, la durée proposée du contrat de Délégation de Service Public est fixée à 10 ans.

Conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, le Comité Technique Paritaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunis le 15 juillet 2013, ont émis un avis favorable, à la majorité des membres présents, concernant la gestion déléguée de l'unité de méthanisation.

Il convient donc, en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et sur la base du rapport joint en annexe, d'approuver le principe d'une gestion déléguée de l'unité de méthanisation AMETYST et d'autoriser le lancement de la procédure de consultation des entreprises, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du même Code en vue de la conclusion d'une nouvelle convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de cette unité de valorisation organique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du rapport joint en annexe, le principe de la gestion de l'unité de méthanisation AMETYST, en délégation de service public,
- approuver les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur délégataire du service, telles que définies dans le rapport de présentation annexé,
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L.1411-1 à 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la conclusion du contrat de Délégation de Service Public pour l'unité de Méthanisation AMETYST,
- dire que le contrat prendra la dénomination de "contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de Méthanisation AMETYST",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°127 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - PROJET DE PLAN DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS NON DANGEREUX DE L'HÉRAULT - AVIS**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux sont régis dans le Code de l'Environnement par les articles L.541-14 à 15 et R.541-13 à 27. Les Départements sont compétents pour l'élaboration et le suivi de ces plans dont le contenu est précisé par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 » : le plan fixe les objectifs et les moyens de réduction des déchets, de recyclage matière et organique et de traitements des déchets résiduels à 6 et 12 ans, soit 2019 et 2025 pour le projet de plan soumis pour avis dans le cadre du présent rapport, et oriente les politiques publiques de gestion des déchets dans le département. Il fixe une limite aux capacités annuelles d'incinération et de stockage des déchets, la part de l'incinération et du stockage ne pouvant en tout état de cause excéder 60% des déchets produits sur le territoire, et prévoit obligatoirement la réalisation des installations de stockage des déchets non dangereux nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.

Le plan porte sur les déchets non dangereux qui recouvrent les déchets ménagers et assimilés non dangereux ainsi que les déchets non dangereux issus des activités économiques, à l'exception des déchets du BTP qui font l'objet d'une planification particulière. Il s'intéresse également aux déchets de l'assainissement collectif et non collectif et comprend un volet sur la gestion des déchets en situations exceptionnelles (catastrophes naturelles, incendies de forêt, pandémies).

Enfin, le projet de plan fait l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L.122-4 à 11 du Code de l'Environnement.

Les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets non dangereux doivent être compatibles avec le plan.

Débutés en 2011 sous la direction du Département de l'Hérault, les travaux d'élaboration du plan départemental ont réuni plusieurs groupes de travail thématiques associant les collectivités compétentes en matière de déchets, les services de l'Etat, les opérateurs de la gestion des déchets, ainsi que des représentants de la société civile (associations). Une commission consultative s'est réunie à plusieurs reprises et a été amenée à donner son avis sur le projet de plan le 18 avril 2013. Conformément à l'article R.541-20 du Code de l'Environnement, les personnes publiques associées doivent adresser leur avis sur ce projet dans un délai de 3 mois. Celui-ci sera ensuite soumis à enquête publique dans le courant de l'automne 2013 avant d'être entériné par délibération du Conseil Général.

Le projet de plan se décline en 5 grands objectifs :

L'objectif n°1 vise à mettre en œuvre une politique de prévention des déchets efficace et adaptée au territoire départemental.

L'objectif n°2 consiste à améliorer la valorisation matière et organique des déchets ménagers et non ménagers.

Pour ces deux thématiques sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les objectifs 2019 de réduction des ordures ménagères résiduelles et de valorisation des déchets recyclables inscrits dans le projet de plan sont soit d'ores et déjà atteints en ce qui concerne les déchets ménagers et assimilés de la compétence de la collectivité, soit font l'objet de plans d'actions déjà engagés par cette dernière au titre :

- d'une part du programme local de prévention des déchets qui fait l'objet d'un accord de partenariat avec l'ADEME sur la période 2010-2015,
- d'autre part du programme de re dynamisation du tri du verre qui accompagne la rénovation du parc de colonnes de récupération du verre usagé prévue sur la période 2013-2016,
- enfin de la programmation pour début 2017 de l'extension et de la modernisation du centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER.

S'agissant des objectifs relatifs à la gestion des apports en déchèteries, le projet de plan prévoit que le parc de déchèteries existantes soit complété à terme par deux installations sur les secteurs de Sète et de Béziers. L'Agglomération de Montpellier a engagé un diagnostic de sa gestion de l'apport volontaire en déchèteries, lequel n'exclut pas, à ce stade de la réflexion, la réalisation d'une installation complémentaire aux 20 Points Propreté existant, dans le périmètre de l'Ecocité, secteur à fort potentiel de développement urbain : une telle installation, si elle est décidée, devra obligatoirement s'inscrire dans l'évolution des besoins et des comportements stimulés au sein du périmètre de la « ville intelligente ». Il convient que le projet de plan départemental n'omette pas de mentionner cette possibilité.

L'objectif n°3 vise à assurer l'autonomie du département pour traiter les déchets résiduels (hors déchets d'assainissement) : sur la base d'une analyse des besoins en matière de traitement des déchets résiduels selon deux zones Est/Ouest, disposition du plan départemental en vigueur et maintenue dans le projet de nouveau plan, le document soumis pour avis estime entre 90 000 et 105 000 tonnes par an la capacité globale de traitement de déchets ultimes à créer à l'horizon 2019 sur la zone Est du département. Cette estimation prend en compte un gisement résiduel de 10 000 à 25 000 tonnes de déchets d'activités économiques non valorisables. Simultanément, le projet de plan reconnaît l'intérêt de développer une filière de valorisation des déchets ultimes à haut pouvoir calorifique (de



type « combustible solide de récupération – CSR ») en mentionnant un gisement potentiel de 70 000 à 80 000 tonnes par an.

Cette approche appelle plusieurs commentaires :

- La séparation Est/Ouest introduite dans le plan en vigueur révisé en 2002 a déjà largement prouvé son inefficacité à faire émerger des projets d'installations de traitement sur le département. Au cours des dix dernières années, seule l'Agglomération de Montpellier a assumé ses responsabilités en matière de traitement de déchets en mettant en service simultanément l'unité de méthanisation Amétyst et l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries. Cette séparation Est/Ouest est d'autant plus incohérente qu'elle ne vaut que pour les déchets ménagers, les déchets d'activités économiques ne connaissant aucune restriction à franchir cette limite. Il est ainsi demandé aux collectivités compétentes en matière de déchets ménagers d'assumer les responsabilités des opérateurs et entreprises privés dans un contexte où il est de plus en plus difficile de faire aboutir des projets d'installations de traitement de déchets.
- Dans le contexte actuel de pénurie et de renchérissement progressif des énergies fossiles, l'utilisation d'une partie des déchets ultimes à haut pouvoir calorifique pour produire de l'énergie représente une opportunité d'avenir pour compléter les filières de traitement existantes : sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier, l'unité de méthanisation produit d'ores et déjà des sous produits à haut pouvoir calorifique ; ajouté aux refus de tri des collectes sélectives et à certains déchets issus des déchèteries (encombrants, bois), le gisement de déchets susceptibles d'alimenter une filière « CSR » peut être estimé entre 40 000 et 65 000 tonnes pour le seul territoire communautaire. Ce gisement peut être mobilisé avant l'échéance de 2019 fixée dans le projet de plan et qui correspond également à la fin d'exploitation du projet de casier n°2 de l'installation de stockage de Castries, sous réserve que le futur plan autorise, au moins dans un premier temps, que la valorisation, voire l'affinage de ces CSR soient réalisés dans des installations spécifiques dont les zones de chalandise dépassent l'échelle du département. Le même projet de plan dispose d'ailleurs qu'en ce qui concerne les mâchefers issus de l'incinération, l'exportation est autorisée en l'absence de plate forme de maturation autorisée à proximité, reconnaissant par là-même que les installations de maturation de mâchefers répondent à des logiques de localisation qui ne permettent pas forcément de les implanter à proximité des unités d'incinération.

En synthèse aux deux points qui précèdent, l'analyse conduit, aux conditions près décrites ci avant, à réduire notablement les besoins en matière de capacité de traitement des déchets non valorisables.

Il conviendrait au minimum que le futur plan intègre dans sa rédaction visant à la recherche légitime d'une autonomie maximale de traitement du territoire départemental, les contraintes de phasage liées à la montée en puissance progressive d'une filière naissante en France, mais déjà très développée chez nos voisins Allemands ou Italiens. Les besoins de cette filière, arrivée à maturation, ne s'exprimeront par ailleurs peut-être pas au seul niveau départemental.

L'objectif n°4 vise à assurer un traitement de proximité pour les déchets de l'assainissement collectif et non collectif.

Pour les petites et moyennes stations d'épuration (moins de 30 000 EH) soit toutes les stations du territoire de l'agglomération hors MAERA, la valorisation organique, épandage ou compostage, doit être le mode de traitement exclusif. La remise à niveau effectuée des différentes stations du territoire dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement s'est faite dans le respect de cet objectif considéré donc comme atteint d'ores et déjà avec notamment la construction de 2 plateformes de compostage de proximité à Baillargues et Fabrègues. Les boues devront être traitées préférentiellement sur des installations de compostage situées dans le département d'origine, comme c'est le cas majoritairement aujourd'hui. Toutefois, il sera autorisé d'avoir recours à des plateformes sur des départements limitrophes Gard, Aude, mais sous réserve de disposer d'une validation préalable du département concerné au travers de son propre plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PPGDND).

Pour la station d'épuration de MAERA, le plan offre la possibilité de recourir à 3 techniques de traitement que sont le séchage, l'oxydation par voie humide et l'incinération. Ces techniques visent à permettre une valorisation énergétique des boues, tout en réduisant les volumes. La solution de compostage actuellement utilisée sur MAERA reste conforme au plan mais est soumise à l'obligation d'un accord avec les départements limitrophes, les quantités produites ne pouvant être traitées sur les plateformes existantes du département de l'Hérault, insuffisantes et plutôt réservées aux petites et moyennes stations.

Dans le cadre de l'extension de la station de MAERA, la mise en œuvre d'un traitement des boues spécifique ou en synergie avec d'autres grandes installations du département devra être étudié.

Les autres objectifs sur les sous produits de l'assainissement n'appellent aucun commentaire, l'agglomération y répondant d'ores et déjà.

L'objectif n°5 appelle enfin de ses vœux une amélioration de la gouvernance de la gestion des déchets, visant une optimisation de l'organisation administrative de la collecte et du traitement des déchets. Cet objectif est déjà atteint sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier depuis le regroupement des compétences collectes et traitement en 2004.

Concernant la gestion des déchets en situations exceptionnelles, le projet de plan rappelle la nécessité de généraliser les Plans de continuité d'activités dans chaque collectivités compétentes en matière de traitement des déchets, ainsi que sur certaines installations de traitement, d'intégrer un volet « gestion des déchets de crise » dans les Plans communaux de sauvegarde, afin notamment d'identifier les sites « tampons » pour la stockage temporaire des déchets de crise avant transfert pour traitement. Le projet de plan départemental préconise ainsi de constituer et de

réunir annuellement un groupe de travail afin d'avancer sur cette thématique.

Enfin, le rapport environnemental du projet de plan rappelle et évalue les enjeux significatifs de la gestion des déchets non dangereux sur l'environnement, en particulier sur le climat (émission de gaz à effet de serre), la qualité de l'air (pollutions atmosphériques) et les ressources énergétiques. Il met en évidence notamment que l'impact des transports et transferts de déchets ne représentent qu'environ 2% des émissions de gaz à effet de serre, 6% des pollutions atmosphériques et 20% des consommations énergétiques globales générées par la gestion des déchets : à ce titre, les scénarios contrastés étudiés contraignant l'autonomie de traitement à chaque bassin de vie ou à l'inverse l'étendant à l'ensemble du département diffèrent peu en terme d'impacts sur l'environnement (de moins de 1%), de qui conduit à relativiser la notion de proximité de traitement mis en évidence dans le projet de plan et qui sous tend le maintien du zonage Est/Ouest de l'organisation proposée.

En synthèse, le projet de plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux se fonde sur un état des lieux détaillé et pertinent. Il fixe des objectifs de prévention, de tri et de valorisation matière et organique cohérents avec les objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En matière de définition des besoins de traitement complémentaire à terme, il restreint cependant le champ des possibles en livrant une vision séparée des besoins des secteurs Est et Ouest du Département, maintenant en cela les dispositions du plan départemental en vigueur. Cette séparation est dommageable à l'optimisation des filières de traitement et à l'émergence de solutions mutualisées dans un contexte où les contraintes réglementaires et techniques limitant le recours à l'enfouissement sont appelées à se renforcer. De la même façon, il n'apporte pas la souplesse suffisante en matière de calendrier et de débouchés de traitement pour favoriser le développement de filières complémentaires nouvelles de type « CSR », alors que ces « nouveaux déchets », à l'instar des mâchefers d'incinération, sont susceptibles de mobiliser des ressources et des installations dont les zones de chalandise dépassent les limites départementales.

Il convient donc que le projet de plan soumis pour avis, dont les objectifs sont globalement partagés, intègre ces éléments de souplesse d'organisation afin que les décisions prises dans le futur par les collectivités compétentes en matière de déchets demeurent compatibles avec ses dispositions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis au Département de l'Hérault afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la procédure d'approbation du futur plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°128 : PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIÈRE ANIMALE – MANDAT OPH ACM POUR LA RÉALISATION DES LOCAUX DE LA FOURRIÈRE COMMUNAUTAIRE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La réalisation des locaux de la fourrière communautaire et du refuge pour animaux errants a été reconnue d'intérêt général par le Conseil Communautaire du 30 avril 2008.

Par décision n°2004-237 le marché n°1012 a été signé avec l'OPH-ACM désigné mandataire pour la réalisation de locaux servant de lieux de fourrière communautaire et de refuge pour animaux errants.

Les travaux ont été réceptionnés le 23 décembre 2009 et durant l'année 2010 le maître d'œuvre a remis au mandataire du Maître d'Ouvrage les procès-verbaux de levée de réserves.

Le complexe animalier, baptisé Noé, a été mis en service le 20 avril 2010.

Dans ce cadre, l'OPH-ACM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêtées au 31 décembre 2012 et le bilan actualisé de l'opération.

Au 31 décembre 2012, le cumul des dépenses actualisées s'élève à 5 746 087 € T.T.C. dont 110 730 € T.T.C. pour l'exercice 2012. Les dépenses 2012 portent essentiellement sur la réalisation d'une partie des travaux complémentaires visant à améliorer les conditions d'exploitation en renforçant l'éclairage des boxes et des coursives, ainsi qu'en réalisant un local rangement à la demande de l'inspection des installations classées, ainsi que sur les rémunérations correspondantes du maître d'œuvre et des bureaux de contrôle et sur le paiement des primes d'assurances.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit ainsi à 5 880 142 € T.T.C., décomposé comme suit :

- Travaux :	5 116 095 € T.T.C.
- Rémunération Maître d'œuvre – IMAGINE BETEREM:	389 273 € T.T.C.
- Rémunération mandat – OPH/CAM :	152 009 € T.T.C.
- Contrôleur technique - QUALICONSLT :	8 982 € T.T.C.
- Coordination APAVE :	23 777 € T.T.C.
- Assurances:	92 734 € T.T.C.
- Etude de sol – CEBP :	3 791 € T.T.C.
- Honoraires géomètres :	8 003 € T.T.C.
- Honoraires concours + DDAE APAVE :	8 767 € T.T.C.
- Divers (études, reproduction,...) :	76 711 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2012 de la réalisation du refuge et de la fourrière pour animaux errants à Villeneuve-lès-Maguelone présenté par le mandataire OPH-ACM,
- approuver le bilan financier de l'opération,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Madame A. Bénézech ne prend pas part au vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.